

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE

LES INSTITUTIONS AGRICOLES INTERNATIONALES
ET L'ACTION INTERNATIONALE EN AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 Mars 1935, à 14 h.

PAR

F. HOUILLIER

JURY... } *Président* : M. Roger PICARD *professeur.*
 } *Suffragants.* } MM. PERREAU } *professeurs.*
 NOGARO }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

F. Houillier.

A

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE

LES INSTITUTIONS AGRICOLES INTERNATIONALES
ET L'ACTION INTERNATIONALE EN AGRICULTURE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 7 Mars 1935, à 14 heures

PAR

F. HOUILLIER

JURY... { *Président* : M. Roger PICARD, *professeur*.
 { *Suffragants*. } MM. PERREAU { *professeurs*.
 NOGARO }

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935



*Que MM. Victor Boret, Jules Gautier
et tous ceux, trop nombreux pour que je
puisse les nommer ici, qui m'ont aidé
par leurs conseils ou en mettant à ma
disposition la documentation nécessaire,
trouvent dans ces quelques mots l'ex-
pression sincère de ma reconnaissance
à leur égard.*

ABREVIATIONS

En dehors d'abréviations usuelles, telles que E. U., A. O. F., U. R. S. S., etc... nous avons employé pour désigner en particulier les institutions internationales un certain nombre d'autres abréviations dont voici la signification.

A. C. I.	Alliance Coopérative Internationale.
B. I. A.	Bureau International Agraire.
B. I. T.	Bureau International du Travail.
B. R. I.	Banque des Règlements Internationaux.
C. E. I.	Conférence Economique Internationale (Genève, 1927).
C. E. U. E.	Commission d'Etudes pour l'Union Européenne.
C. I. A.	Commission Internationale d'Agriculture.
C. I. B.	Comité International du Bois.
C. I. B. E.	Confédération Internationale des Betteraviers Européens.
C. I. C. A.	Commission Internationale de Coordination pour l'Agriculture (I. I. A.).
C. I. P. A.	Commission Internationale Permanente des Associations Agricoles (I. I. A.).
C. I. S. A.	Conseil International Scientifique Agricole (I. I. A.).
C. I. S. A.	Confédération Internationale des Syndicats Agricoles.
C. I. T.	Conférence Internationale du Travail.
C. M. E.	Conférence Monétaire et Economique (Londres, 1933).
C. P. J. I.	Cour Permanente de Justice Internationale.
C. W. S.	Cooperative Wholesale Society.
F. H. P. I.	Fédération Horticole Professionnelle Internationale.
F. I. T. A.	Fédération Internationale des Techniciens agronomes.
I. I. A.	Institut International d'Agriculture.
I. M. C.	Institut International de Mécanoculture.
O. I. T.	Organisation Internationale du Travail.
O. I. V.	Office International du Vin.
O. S. T.	Organisation Scientifique du Travail.
S. D. N.	Société des Nations.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552811_0047

INTRODUCTION

1. Il y aura bientôt un siècle que se tenait à Bruxelles le premier congrès international d'agriculture. Ce fut en effet en 1848¹, que des agriculteurs de différents pays se réunirent pour la première fois à l'occasion d'une exposition internationale.

Il ne faut pas donner à ce congrès, ni à ceux qui le suivirent, en 1878 à Paris, en 1885 à Budapest une importance exagérée. Il semble qu'il s'agissait surtout de causeries, de conférences faites par quelques personnalités qualifiées, devant une assemblée d'agriculteurs étrangers venus pour visiter les expositions internationales qui furent tout d'abord la cause déterminante de ces congrès.

Cependant c'était là une première prise de contact entre agriculteurs du monde entier; c'est ainsi que, peu à peu, naquit l'idée de créer entre eux des liens plus étroits. D'ailleurs, comme l'a écrit M. de Vogüé : « Les frontières tracées par les hommes n'arrêtent pas le nuage qui porte la pluie propice ou malfaisante ou le vent qui souffle la chaleur ou le froid. Placés par la nature en face des mêmes problèmes, les agriculteurs que séparent les frontières, ont cherché à se rapprocher les uns des autres, à se communiquer leurs soucis, à s'instruire mutuellement des conditions et des résultats de leurs expériences; ainsi a pris naissance par la force des choses le mouvement international en agriculture. »

2. Il serait fastidieux de donner ici la longue liste des congrès intéressant l'agriculture qui se tinrent avant la guerre. Contentons-nous de décrire brièvement le méca-

1. L. Dop, *L'œuvre de l. I. I. A.*, 1918, p. 25.

2. *Actes de la Conférence Internationale du Vin*, Paris, 1932, p. 20.

nisme de la première convention internationale établie pour des fins agricoles. Il s'agit de la *Convention internationale signée à Berne, le 17 septembre 1878, contre la propagation du phylloxera Vastatrix*. Importé en 1864 d'Amérique, le phylloxera se propagea très rapidement après quelques années et la nécessité d'une entente internationale se faisant jour, les viticulteurs victimes du parasite se réunirent une première fois à Montpellier en 1874³, et une seconde fois en 1877 à Lausanne.

Ils parvinrent, l'année suivante, à faire signer à la conférence diplomatique convoquée à Berne, une convention qui édictait des mesures de protection internationales contre le phylloxera. Cette convention fut modifiée le 3 novembre 1881 : elle groupe à l'heure actuelle tous les Etats viticoles de l'Europe⁴. Voici en quoi elle consiste⁵ : les Etats s'engagent « à compléter... leur législation intérieure, en vue d'assurer une action commune et efficace contre l'introduction et la propagation du phylloxera. » Les mesures à prendre concernent la surveillance des vignes, la détermination des surfaces infestées et suspectes, la réglementation des transports et des emballages, les sanctions en cas de manquement à ces règles. Comme, d'autre part, on ne peut paralyser entièrement le commerce international, les articles 2 et suivants précisent dans quelles conditions les raisins, les marcs, les fleurs coupées, les produits maraîchers, les graines et fruits, les plants, arbustes et végétaux autres que la vigne pourront circuler entre les divers pays (modes d'emballage, attestations de l'autorité compétente, etc.). L'article 7 interdit d'une manière absolue la circulation internationale des envois contenant des fragments ou des feuilles de vigne ; la même interdiction est édictée pour les vignes arrachées et les sarments secs en dehors du trafic frontière (art. 5) ; on ne peut enfin introduire des plants de vigne, des boutures avec ou sans racines

3. Railhac, *L'O. I. V.*, thèse, 1928, p. 25.

4. Borel, « Les accords internationaux et l'agriculture », *Annales de la C. I. A.*, XI, avril 1934, p. 15.

5. Texte de la Convention dans *Annuaire International du Vin*, 1932, p. 69.

et des sarments « qu'avec le consentement formel et sous le contrôle du gouvernement, après désinfection efficace... et par des bureaux de douane spécialement désignés » (art. 6). L'observation de ces règles est sanctionnée par la possibilité du refoulement ou de la destruction immédiate par le feu.

3. Cette convention est d'autant plus remarquable qu'elle a atteint son but. Elle a démontré, dès le début de la collaboration internationale agricole, que celle-ci n'était pas une chimère, que l'on pouvait, grâce à elle, obtenir des résultats importants, pourvu que l'on voulût bien se plier à des règles précises et former de tous les efforts isolés, un faisceau étroitement lié. En un mot, elle démontrait que s'il existe des problèmes agricoles internationaux, à ces problèmes correspondent des solutions internationales.

« Le principe de la solidarité universelle cède ici trop souvent à la loi naturelle de la lutte pour la vie, loi qui s'applique aux nations comme aux individus et qui aveugle les uns comme elle aveugle les autres. Aussi si des traités particuliers, particulièrement les traités de commerce et les conventions douanières sont ici très nombreux, les ententes diplomatiques générales y sont rares⁶. »

Aussi n'est-ce pas des Etats qu'est venue l'origine du mouvement international en agriculture. Nous avons vu des réunions des viticulteurs précéder la convention du phylloxera ; quand le gouvernement français tente en 1878 d'organiser une statistique agricole internationale, c'est sur la demande d'un congrès international de statistique ; enfin quand, au congrès de 1889, on pense à donner aux congrès internationaux d'agriculture une périodicité régulière, et quand deux ans après la *Commission Internationale d'Agriculture* est créée, c'est à des groupements privés et à des personnalités du monde agricole que l'on fait appel⁷.

6. Claveirolle, *L'internationalisme et l'organisation internationale administrative*, 1910, p. 73.

7. Ce congrès de 1889 fut réuni également à l'occasion d'une exposition internationale ; en 1900, pendant la durée de l'exposition universelle de

4. Le caractère dominant de la Commission Internationale d'Agriculture et des nombreuses institutions privées qui se sont créées vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^es.⁸ est d'être des organes de documentation. La C. I. A., par exemple, se borne à réunir des congrès tous les deux ans; on y discute les principales questions agricoles internationales; on y émet des vœux.

Il ne semble pas que les gouvernements fassent grand cas des résolutions que ces organismes leur transmettent; leur action est donc, pour ainsi dire, invisible. Ce n'est que par la répétition des mêmes vœux, et au bout de longues années que les idées émises dans de semblables réunions se trouvent parfois réalisées. C'est ainsi que la protection des oiseaux, préconisée dès 1884 par le congrès ornithologique de Vienne, n'est devenue une réalité que le 19 mars 1902. De même la question de la falsification des denrées alimentaires, des semences, des engrais, n'a abouti à une solution partielle qu'en 1912⁹.

5. Il était naturel de penser qu'une institution formée par les Etats eux-mêmes aurait plus de poids pour imposer sa manière de voir. Ce fut un peu dans cet esprit que l'on créa, en 1905, l'*Institut International d'Agriculture* (dont l'action depuis sa fondation sera étudiée dans le chapitre qui lui est réservé).

Une autre manifestation de l'action des Etats dans le domaine agricole, est la convention de Bruxelles du 5 mars 1902, sur le sucre. Elle relève d'idées toutes différentes de celles dont il a été fait mention jusqu'ici. Première tentative, en quelque sorte, de rationalisation de la produc-

Paris, on put voir un ensemble magnifique de congrès agricoles : c'est assez souligner le rôle joué par les *expositions* dans le processus du rapprochement international des agriculteurs.

8. Voici quelques unes des institutions auxquelles il est fait allusion : Fédération internationale de Laiterie, Fédération de la Mutualité et de la Coopération; Association Scientifique internationale d'Agronomie Coloniale; Commission Internationale de Viticulture; Congrès risicoles, d'horticulture, de pomologie, de sylviculture, de mécanique agricole.

9. Par les termes « réalité » et « solution » employés ci-dessus on entend : signature d'une convention. En allant au fond des choses on s'aperçoit qu'il y a souvent loin de la signature à la ratification et à l'application.

tion, elle trouvera naturellement sa place au début du chapitre sur le sucre.

En terminant ce bref exposé historique de l'organisation internationale de l'agriculture avant guerre, il semble utile d'indiquer que l'on trouvera dans le corps de l'ouvrage et à propos de chaque question, les indications historiques qui n'ont pas trouvé place ici.

En résumé, l'organisation internationale de l'agriculture était à peine ébauchée avant guerre. Elle portait en elle cependant les promesses d'heureuses réalisations et elle avait suscité des espoirs quasi-insensés. A-t-elle justifié ces espoirs ? A-t-elle rempli ces promesses ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

PREMIÈRE PARTIE

Les principales institutions internationales agricoles

**HISTORIQUE, CONSTITUTION, FONCTIONNEMENT,
RÉSULTATS.**

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION INTERNATIONALE D'AGRICULTURE

SECTION I. — CONSTITUTION DE LA C. I. A.

6. M. Geouffre de Lapradelle, dans son cours 1932-33 à la Faculté de Droit de Paris, a exposé les tendances de la Justice internationale vers la permanence et vers l'obligation. On a pu observer, dans la matière qui nous occupe, des tendances analogues. Avant 1889, rien ne reliait entre eux les congrès internationaux d'agriculture. Au congrès de 1889 on s'entretint surtout de la crise qui sévissait alors sur l'agriculture mondiale; et le danger commun se chargea de rapprocher ceux qu'un individualisme traditionnel semblait devoir séparer. Diverses propositions furent faites pour établir des *commissions permanentes*, l'une chargée d'étudier le crédit agricole, l'autre les causes de la crise et les remèdes à y apporter, la troisième enfin la question monétaire. Une conception plus vaste remplaça ces premières propositions : « En vue de la revendication et de la défense de nos grands intérêts agricoles, il est urgent qu'un congrès national et international d'agriculture soit organisé chaque année à Paris. » On prévoyait aussi une commission de dix à douze membres, choisis par le président du congrès, chargés de rechercher des solutions pratiques conformes aux résolutions adoptées par le congrès et d'en poursuivre l'application.

7. Sous cette première forme, la Commission Internationale d'agriculture devait se constituer en 1891 au congrès de La Haye. A la réunion préparatoire tenue à Paris en

septembre 1890, Méline avait exposé les buts poursuivis : éclairer les problèmes agricoles par une documentation internationale, préparer l'accord des gouvernements nécessaire à la solution de certains de ces problèmes.

Le règlement définitif précisait (art. 1^{er}) : La C. I. A. a pour but l'étude des questions agricoles et d'économie rurale; elle procède à tous les travaux et publications qu'elle juge utiles dans l'intérêt de l'agriculture, elle est particulièrement chargée d'organiser les congrès internationaux, de désigner les questions à y traiter, d'en préparer l'examen, de publier les rapports et comptes rendus des débats.

Elle se composait de 50 membres désignés par le congrès et choisis dans chacun des pays adhérents. Un comité permanent assurait la bonne marche de l'organisme entre les sessions. Les moyens financiers étaient assez médiocres : subventions, cotisations versées pour les congrès, prix de la vente des publications.

SECTION II. — FONCTIONNEMENT DE 1890 A 1927.

8. L'institution ainsi créée était-elle viable ? On pouvait en douter, et de fait, malgré une tentative en 1893, il n'y eut de congrès international qu'en 1895 à Bruxelles. A partir de cette date vont se tenir à des intervalles à peu près réguliers, les congrès de Lausanne (1898), de Paris (1900), de Rome (1903), de Vienne (1907), de Madrid (1911), de Gand en 1913, témoignant ainsi de la vitalité de la C. I. A. Bien mieux, un congrès organisé en dehors d'elle à Budapest en 1896 par le gouvernement hongrois devait s'ajouter, sur la demande expresse de ce dernier, à la liste donnée ci-dessus. On avait prévu, pour 1915, un congrès à San Francisco : la guerre l'empêcha.

Les premiers congrès s'attachèrent surtout à l'étude de la crise agricole, des questions vétérinaires et phytopathologiques, de la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, de la falsification des denrées alimentaires et des matières utiles aux cultivateurs. La nécessité d'une sta-

tistique agricole internationale, les abus des marchés fictifs de céréales retinrent aussi leur attention. Enfin ils étudièrent l'exode rural, la dépopulation des campagnes, l'émigration des ruraux vers l'Amérique. Sur de nombreux autres points, on confronta les coutumes de chaque pays et les législations nationales. Mais on ne rechercha guère de solutions internationales que pour les différents problèmes déjà énumérés.

Le seul résultat qu'un congrès peut attendre des vœux qu'il émet, c'est de créer un mouvement d'opinion qui permette d'arriver à des réalisations concrètes au bout d'un temps plus ou moins long. Quelques-unes des résolutions des congrès internationaux d'agriculture furent reprises et mises, au moins partiellement, à exécution par l'Union Statistique des Céréales, l'Institut International d'Agriculture, la Croix blanche de Genève.

9. La guerre vint arrêter tous ces travaux. La grande tourmente emporta bien des institutions, des conventions (par ex. la convention phytopathologique de 1914) demeurèrent à jamais lettre morte. Ce fut une rude épreuve pour la C. I. A. Mais dès la fin de la guerre les réunions du comité reprirent et en 1923 à Paris un congrès continuait l'œuvre un moment compromise. On y proposa la création de toute une série de nouvelles institutions internationales et particulièrement le docteur Laur présenta le projet d'une union internationale des associations agricoles¹.

M. Laur devait soutenir la même thèse au congrès de Varsovie en 1925. A la conférence internationale réunie à Berne les 22 et 23 septembre 1925, le vœu suivant fut adopté : « Il est plus que jamais nécessaire d'organiser les forces agricoles pour leur permettre de jouer dans le domaine national et dans le domaine international le rôle capital qui doit être réservé à ceux qui assurent l'alimentation régulière de l'humanité. Il apparaît comme désirable qu'une

1. XI^e Congrès, t. II, p. 141. — XII^e Congrès, t. II, p. 23. *Annales de la C. I. A.*, n^o 1, p. 12.

entente s'organise entre toutes les associations agricoles du monde pour une action commune². »

Devant ce besoin très net d'un organisme indépendant, centre mondial des associations agricoles, il apparaissait nécessaire à la C. I. A. de réformer son règlement, ce qu'elle fit en 1926. Les délégués des associations agricoles étaient désormais admis mais on établissait une distinction « fondée sur une différence de cotisation entre celles qui adhéraient à la commission elle-même et celles qui donnaient en outre leur adhésion à une conférence réunissant les associations agricoles à l'occasion des congrès internationaux³ ». C'est ainsi qu'à Rome, en 1927, la première section du Congrès prit le titre de Conférence Internationale des Associations agricoles. Une dernière modification au règlement devait faire disparaître cette distinction et le 25 mai 1928 la C. I. A. tout en gardant son nom illustre depuis tant d'années devenait *l'Union Internationale des Associations Agricoles*.

Elle ne fait pas, sous cette seconde forme, double emploi avec la Commission internationale permanente des associations agricoles, organe consultatif de l'I. I. A. Pour réfuter des appréciations erronées, ne suffit-il pas de voir combien différents sont les buts de la C. I. A. et de la C. I. P. A. ? Cette dernière apporte à l'Institut de Rome les avis qualifiés des associations agricoles. Quant à l'autre, l'étude que nous allons faire de ses nouveaux statuts nous renseignera suffisamment.

SECTION III. — NOUVELLE ORGANISATION.

10. Le Dr Laur, dont nous avons exposé brièvement la pensée ci-dessus, déclarait à la C. I. A. réunie à Paris en mars 1927 : « Mes idées avaient devancé et de beaucoup les temps. Je me vis contraint de réduire sensiblement mon programme pour aboutir finalement à l'organisation désormais constituée. » Il ne faut donc pas s'attendre à trouver dans la C. I. A., la grande union internationale, chargée

2. *Bulletin du Bureau International Agraire*, n°s 8-9, 1925.

3. De Vogue, *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France*, p. 722, 1928.

de défendre les intérêts d'organisations internationales plus restreintes, s'intéressant à un seul produit et dont l'activité aurait évolué, de simples bureaux des renseignements commerciaux, pour devenir organes directeurs de la production et des marchés.

Toutefois ce n'est plus seulement une assemblée de personnalités qualifiées par leur place dans les Associations agricoles, par leurs travaux agronomiques, par les services rendus, en tant que fonctionnaires, à l'agriculture. Certes elle ne se sépare pas de ces collaborateurs qui ont fait son renom dans le passé : elle peut (art. 9), les accueillir à titre de membres conseillers ou de membres d'honneur. Mais désormais, elle est principalement composée de toutes les associations « nationales ou internationales qui ont pour objet l'encouragement à l'agriculture (y compris la sylviculture, la culture maraîchère et les autres branches rattachées à l'agriculture), dans le domaine technique, scientifique, économique et social, pour autant qu'elles peuvent apporter à la Commission une collaboration fructueuse pour la réalisation de son programme » (art. 4) .

11. C'est cette composition qui confère à la C. I. A. l'autorité nécessaire pour remplir le programme défini à l'article premier des statuts.

« La C. I. A. , Union Internationale des Associations agricoles, a pour objet de *représenter les intérêts de l'agriculture sur le terrain international* et de contribuer au progrès agricole dans le domaine technique, scientifique, économique et social.

Elle entreprend tous les travaux et publications qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche. Elle organise les congrès internationaux d'agriculture... »

12 Pour remplir ce vaste programme, il était nécessaire de doter la C. I. A. de larges moyens financiers et d'une bonne organisation administrative. Ces conditions ont-elles été réalisées ? On n'oserait l'affirmer. La Commission a son siège à Paris ; elle tient, chaque année, dans une ville différente, son assemblée générale ; son bureau, chargé de préparer les travaux de la Commission se réunit fréquemment ; deux

secrétariats, le premier à Paris et le second à Brougg (Suisse), assurent d'une manière permanente le fonctionnement de l'institution. Deux commissions spéciales ont, enfin, été nommées pour étudier, l'une, la coopération, l'autre, les questions de travail agricole.

Les ressources de la C. I. A. sont constituées par les cotisations des Associations adhérentes, soit 250 francs-or par délégué à l'assemblée générale. Viennent ensuite les contributions volontaires et le produit de la vente des publications. Enfin un fonds de roulement est prévu pour faire face aux dépenses courantes : il est constitué par le versement d'une somme égale à la cotisation annuelle, versement unique effecté par chaque association.

Voilà ce dont elle dispose : à quels résultats est-elle arrivée ? Elle a conservé, comme on a pu voir, son caractère ancien avec la mission de réunion des congrès ; ces mêmes congrès, ses assemblées générales annuelles (qui sont devenues à leur tour de véritables congrès⁴), les publications qu'elle entreprend, en particulier ses Annales depuis 1927, contribuent au progrès agricole.

Mais il reste son but essentiel de représentation de l'agriculture ; il est temps de rechercher comment elle le remplit.

SECTION IV. — RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.

1. — Institut international d'agriculture

13. C'est le peu de résultats obtenus par les vœux des congrès internationaux d'agriculture qui conduisit en partie les esprits à l'idée de la création d'un bureau international permanent. Dans la convention du 7 juin 1905 qui a créé l'I. I. A., il est spécifié (art. 9, § f) qu'il sera tenu compte des « vœux exprimés par les Congrès internationaux ou autres congrès agricoles ou de sciences appliquées à l'agriculture ». C'était donc reconnaître déjà la valeur des vœux présentés par les Congrès. Une collaboration plus

4. D ue, article cité, p. 274.

intime devait s'établir entre l'organisme d'Etat, l'I. I. A. et l'initiative privée représentée principalement par la C. I. A. En effet l'assemblée générale de 1909 de l'I. I. A. décidait que les vœux émis par les congrès lui seraient transmis officiellement par l'intermédiaire de la Commission internationale des congrès agricoles de Paris⁵.

Depuis il y a eu, c'était inévitable, des frottements entre les deux institutions. A plusieurs reprises l'I. I. A. a protesté contre certaines propositions soumises à la C. I. A. qu'elle jugeait de véritables atteintes à sa compétence. De l'autre côté, on a interprété⁶ la réorganisation de la C. I. A. comme une réaction contre les tendances centralisatrices et absorbantes de l'I. I. A. Cependant l'I. I. A. est représenté aux congrès internationaux d'agriculture; il en a même accueilli un à Rome en 1927. La C. I. A. fait partie de la commission de coordination établie près de l'I. I. A. et la présence, à la tête d'organes consultatifs de ce dernier de membres de la C. I. A., (il s'agit de M. de Vogüé à la Commission permanente des associations agricoles et de M. J. Gautier au Comité économique agricole), indique assez le caractère des rapports entre les deux institutions

2. — La S. D. N. et le B. I. T.

14. La S. D. N. ne s'est occupée des questions agricoles qu'à partir de la conférence économique de 1927. La C. I. A. avait participé aux travaux préparatoires de cette conférence⁷. Pour suivre et faire exécuter les résolutions de la Conférence, la S. D. N. créa un Comité consultatif économique; la Commission y compta d'abord deux experts, puis elle fut invitée à s'y faire représenter par un délégué. Enfin c'est en partie grâce à son action que les experts agricoles furent réunis en 1930 et 1931. Signalons encore le memorandum sur le programme des travaux de la Conférence monétaire et économique de Londres, document

5. L. Dop, *Le présent et l'avenir de l'I. I. A.*, 1912, p. 22.

6. Hobson, *The international Institute of Agriculture*, ch. 8.

7. Rapport de la C. I. A., De Vogue et Laur. Déclaration concernant le programme de la C. E. I.

très important par la netteté avec laquelle les organisations d'agriculteurs y font connaître leur point de vue sur les divers remèdes à apporter à la situation économique mondiale.

15. Le B. I. T. a vu reconnaître sa compétence pour les questions de travail agricole en 1922. Cela n'est pas allé sans susciter les protestations du monde agricole et en particulier de la C. I. A. Mais il n'y avait qu'à s'incliner devant l'avis de la Cour permanente de Justice et rechercher les moyens les meilleurs de collaboration. A la suite d'un exposé de M. A. Thomas le 25 mai 1928, la C. I. A. décidait d'entrer en relations plus suivies avec le B. I. T. Désormais, elle est consultée sur les projets de conventions ou de recommandations concernant l'agriculture. Elle a même créé une commission spéciale pour les questions du travail agricole, (juin 1931), et plus particulièrement celles « qui rentrent dans le champ d'activité de la Conférence internationale du travail et du Bureau international du travail de Genève » (art. 2). Il reste toutefois une question importante en suspens : celle de la représentation de l'agriculture aux conférences internationales du travail. Tous les efforts de la C. I. A. tendent à ce que les associations qui la composent agissent sur les gouvernements de leurs pays respectifs pour qu'ils envoient des délégués agricoles, et non pas seulement des experts⁸.

16. C'est par l'intermédiaire du B. I. T. que la C. I. A. et plus particulièrement sa commission de la Coopération agricole⁹ sont entrées en relations avec l'Alliance Coopérative internationale représentant les coopératives de consommation. C'est ainsi que s'est constitué le Comité international des relations intercoopératives, chargé d'étudier et d'établir des relations entre coopératives agricoles et coopératives de consommation.

8. La C. I. A. a pu réussir à faire entendre, conformément à l'art. 404 du traité de Versailles, un de ses délégués (M. Prault) comme conseiller technique d'une commission de la C. I. T. de 1932.

9. Composée des représentants des Fédérations de Coopératives agricoles ayant adhéré à la C. I. A.

SECTION V. — IMPORTANCE DE LA C.I.A.

17. On peut envisager cette importance sous deux aspects différents, importance et nombre des associations représentées, importance des résultats obtenus.

Nous venons de voir quelles étaient les relations de la C. I. A. avec les grandes institutions internationales; certaines autres, et de nature aussi différente que la Confédération internationale des Betteraviers Européens, l'Association internationale de la Science du sol, le Bureau international agraire, en tout neuf associations y ont adhéré¹⁰. 115 associations nationales appartenant à 28 pays lui apportent leur concours et lui confèrent son autorité; les plus célèbres des associations, le Bœrenbond belge, l'Union suisse des paysans, la Confédération nationale des Associations agricoles de France, etc., en font partie; les associations allemandes malgré le changement de régime, les associations italiennes, malgré leur caractère spécial lui ont maintenu ou donné leur adhésion. Elle compte des représentants de tous les Etats européens, sauf la Suède et l'U. R. S. S.; par contre seuls parmi les territoires extra-européens, l'Algérie, la Tunisie et la Chine sont représentées. Toutefois, parmi ses membres conseillers, on remarque des personnalités du Canada et des Etats-Unis¹¹.

18. Pour avoir une juste idée des résultats de l'activité de la C. I. A. il est nécessaire tout d'abord de consulter les comptes rendus des *congrès internationaux*. Nous avons déjà parlé de ceux d'avant-guerre; de celui de Paris, en 1923, à celui de Budapest, en 1934, en passant par ceux de Varsovie (1925), Rome (1927), Bucarest (1929), et Prague (1931), véritables assises de l'agriculture internationale, leur importance, la valeur des rapports présentés, l'intérêt des conclusions adoptées n'ont fait que grandir.

10. La C. I. B. E. a été créée à l'occasion du congrès 925 la F. I. T. A de celui de 1929. Il y a eu aussi des tentatives pour une Union parlementaire agricole (1927) et pour un Institut International de la Coopération des Intellectuels Agricoles (1931).

11. Voir une liste incomplète dans *Annales de la C. I. A.*, n° VI, p. 3 à 39.

L'étude approfondie qu'ils ont faite de la crise agricole, leur a permis de formuler un certain nombre de conseils dont la valeur ne peut être mise en doute. Le mémorandum sur le programme de la Conférence de Londres en ferait la preuve, si besoin était.

En effet, plus que les questions techniques, les problèmes économiques et sociaux ont retenu l'attention de la C. I. A. depuis la guerre. Le problème de l'organisation commerciale de l'agriculture a été particulièrement étudié, et la C. I. A. a tenté de lui apporter un premier élément de solution en organisant un service d'informations commerciales : certaines associations adhérentes devaient publier des renseignements sur les marchés internationaux des céréales, du maïs, des chevaux, des porcs, des produits laitiers et du vin¹².

19. Quant à sa mission de représentation des intérêts de l'agriculture mondiale, nous avons déjà vu qu'elle la remplit par ses relations avec les grandes institutions internationales. Mais comme nous le verrons bientôt, en beaucoup de cas, des mesures nationales doivent précéder les solutions internationales et les conseils qu'en cette occurrence, une institution internationale doit se borner à donner aux Etats, n'ont de chance d'être suivis que si à l'intérieur même de ces Etats une action est entreprise dans ce sens. A ce point de vue la C. I. A. est particulièrement bien placée, grâce aux associations qui la composent; il n'est donc pas exagéré de dire que l'importance de la C. I. A. dépend, dépendra plutôt, (car son passé depuis sa réorganisation est trop court pour que l'on puisse porter sur elle un jugement définitif), de l'appui que lui donneront les associations agricoles.

12. En réalité, seuls, le *Deutscher Landwirtschaftsrat* et l'*Union Suisse des Paysans* ont publié les informations demandées, le premier sur les céréales et les porcs, la deuxième sur le lait et les produits laitiers.

CHAPITRE II

L'INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

SECTION I. — IDÉE DE D. LUBIN ET SA RÉALISATION.

20. Si la Commission internationale d'agriculture était née de la nécessité d'une organisation permanente, ses initiatives, ses résolutions contenaient dans leur principe un vice originel : « elles manquaient de la sanction effective, pratique, que, seule, peut procurer l'action officielle des gouvernements se soumettant par avance à l'application des mesures édictées par les conventions diplomatiques consenties, signées et ratifiées à cet effet¹ ». Tout naturellement donc après la tendance vers la permanence nous voyons apparaître la tendance *vers l'obligation*.

Son promoteur fut un citoyen des Etats-Unis : David Lubin. Sachant par expérience combien il est difficile à l'agriculteur de gagner sa vie, il s'était attaché à découvrir les causes de cette infériorité de l'agriculture. Il avait conclu de ces études que les agriculteurs souffrent d'un manque d'organisation. Contre tous les ennemis de l'agriculture, contre les épiphyties, les épizooties, la gelée, la grêle, etc., contre l'ignorance, la fraude et la spéculation, il fallait créer un centre mondial d'informations, d'études, de rapprochement ; on devait l'entourer d'organismes commerciaux et financiers pour niveler les prix et supprimer les concurrences. Ce sont ces idées que D. Lubin essaya de répandre dans toute l'Europe et en particulier au Congrès de Budapest, en 1896 mais sans succès. Sa persévérance devait cependant être récompensée : il réussit à convaincre le roi d'Italie et en 1905 une conférence internationale

1. L. Dop, *op. cit.*, p. 14.

d'agriculture était réunie à Rome; de ces débats devait sortir la Convention du 7 juin 1905 qui créait l'Institut international d'Agriculture.

21. Si nous nous reportons par la pensée aux circonstances économiques qui ont précédé la fondation de l'Institut, nous voyons le marché des produits agricoles qui, de national, devient international : conséquence du progrès des transports. *On conçoit alors le monde comme une seule unité économique* et l'interdépendance des nations et des agricultures nationales apparaît plus nettement. Il existe des organismes commerciaux ou industriels, trusts et compagnies, qui bénéficient de l'ignorance et de l'isolement des classes agricoles; il faut leur opposer une force égale ou supérieure : pour cela le soutien des Etats est nécessaire. Aussi les adhésions des représentants de l'agriculture furent-elles, dès le début, nombreuses. Toutefois, après consultation des milieux agricoles, des modifications assez importantes étaient apportées au projet. On supprimait les organismes commerciaux ou financiers, bourse de commerce, bourse de travail, caisse d'assurances. Il était d'autre part bien spécifié que chaque pays garderait le contrôle de son agriculture. Ainsi donc avant même que la Conférence fût réunie l'idée de l'obligation était abandonnée; elle n'a jamais abouti depuis, si ce n'est partiellement.

22. Les discussions de la Conférence portèrent sur les idées déjà exposées. Une controverse intéressante s'éleva sur la question de la composition du nouvel institut : les uns, spécialement M. Schullern, auraient voulu que l'institut fût l'émanation des associations agricoles des différents pays, les autres (et ils l'emportèrent finalement : article 2 de la Convention), voulaient lui assurer un caractère gouvernemental; tout au plus, ceux qui soutenaient la première thèse, s'entendaient-ils répondre qu'il serait loisible aux gouvernements de nommer des agriculteurs comme délégués.

23. C'est donc une *institution d'Etat*, créée pour des fins agricoles. Son très vaste programme est défini à l'article 9 de la Convention. Il convient à cause de son importance de le citer en entier. « L'Institut, bornant son action dans le domaine international devra :

» a) Concentrer, étudier et publier dans le plus bref délai possible les renseignements statistiques, techniques ou économiques concernant la culture, les productions tant animale que végétale, le commerce des produits agricoles et les prix pratiqués sur les différents marchés;

» b) Communiquer aux intéressés, dans les mêmes conditions de rapidité, tous les renseignements dont il vient d'être parlé;

» c) Indiquer les salaires de la main-d'œuvre rurale;

» d) Faire connaître les nouvelles maladies des végétaux qui viendraient à paraître sur un point quelconque du globe, avec l'indication des territoires atteints, la marche de la maladie, et, s'il est possible, les remèdes efficaces pour les combattre;

» e) Etudier les questions concernant la coopération, l'assurance et le crédit agricoles, sous toutes leurs formes, rassembler et publier les informations qui pourraient être utiles dans les différents pays à l'organisation d'œuvres, de coopération, d'assurance et de crédit agricoles;

» f) Présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des gouvernements, des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs et pour l'amélioration de leurs conditions, après s'être préalablement entouré de tous les moyens d'information nécessaires tels que : vœux exprimés par les Congrès internationaux ou autres congrès agricoles, Académies, Corps savants, etc.

» Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation ou l'administration d'un Etat particulier devront être exclues de la compétence de l'Institut. »

SECTION II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L' I. I. A.

24. Aux deux caractères de l'Institut : caractère étatique, caractère agricole, correspondent deux séries d'orga-

nes : la première série se compose des organes directeurs de l'institut, assemblée générale, comité permanent, secrétariat général; la seconde série comprend principalement les bureaux de la statistique générale, des renseignements agricoles, des études économiques et sociales et la bibliothèque.

25. *L'assemblée générale*² est composée des représentants des Etats adhérents. Elle a la haute direction de l'Institut, tant sur son administration que sur ses finances (art. 5). C'est, en somme, le pouvoir législatif.

Le pouvoir exécutif est exercé par le *Comité permanent*. Composé de membres désignés par les gouvernements à raison d'un par Etat adhérent, il prépare le travail des assemblées et en exécute les délibérations, vote le budget de l'Institut dans la limite des crédits mis à sa disposition par l'assemblée; il nomme et révoque les fonctionnaires.

Son président représente l'Institut.

Son secrétaire général est le véritable chef de l'administration et a la direction scientifique de l'Institut.

La langue la plus communément employée est le français. La seconde langue officielle de l'Assemblée est l'anglais; les langues allemande, italienne, espagnole et portugaise sont aussi employées pour les publications.

26. Nous n'avons pas parlé jusqu'ici de la manière dont est déterminée l'importance respective de chaque Etat pour la direction des affaires de l'Institut. C'est que cette matière est en étroite corrélation avec la question des *finances* : les Etats peuvent choisir entre cinq groupes; à chaque groupe correspond un nombre d'unités de cotisation et de voix différent. Voici les deux progressions établies : à une unité de cotisation, correspond une voix; à 2, 2; à 4, 3; à 8, 4; à 16, 5. L'unité était primitivement fixée à 1.500 francs; en 1927, eut lieu une modification dans le mode de répartition des dépenses entre les unités de cotisation; en même temps le maximum de chaque unité était fixé à 4.000 francs-or.

Le siège de l'I. I. A. est à Rome : c'est un hommage rendu à l'initiative du roi d'Italie, d'ailleurs ce dernier

2. Elle se réunit tous les deux ans.

devait doter l'Institut d'un revenu annuel de 300.000 liras et c'est grâce à sa munificence que le palais et les bâtiments qui abritent l'Institut ont pu être construits sur les terrains de la Villa Umberto I.

27. Les fonctionnaires des divers bureaux qui assurent le fonctionnement technique de l'Institut sont recrutés d'une façon internationale. Leur statut assure des garanties de science, d'expérience, de probité, de travail méthodique et continu ainsi que des moyens d'action directe (avancement et discipline). Depuis 1932, une commission de conciliation et un tribunal administratif sont compétents pour juger les différends qui peuvent surgir entre l'I. I. A et ses fonctionnaires du fait des stipulations du contrat d'engagement ou de questions pécuniaires, car ainsi qu'il en a été jugé (Cour de Cassation du Royaume d'Italie, arrêt du 26 février 1931), les tribunaux italiens ne peuvent connaître de ces différends, argument tiré de la nature d'Union internationale administrative et des immunités diplomatiques octroyées à l'Institut par la loi italienne du 20 juin 1930, n° 1075.

28. Les attributions des divers bureaux techniques sont énoncées aux articles 18 à 23 et à l'article 26 des statuts. C'est une simple répartition entre ces différents organes des travaux énumérés à l'article 9 de la Convention (§ a à e). Aux bureaux déjà cités, il faut ajouter la section de législation, rattachée au Secrétariat général, et créée en 1911. En effet, depuis que l'Institut a commencé à fonctionner en 1908, il n'a fait que grandir et de nombreux services se sont ajoutés aux quatre bureaux primitifs. Durant les quelques années de son fonctionnement avant-guerre, il avait prouvé son utilité et montré quels services il pouvait rendre; la guerre aurait pu lui être fatale; il n'en fut rien; ses renseignements statistiques prirent une importance accrue et l'on pouvait penser qu'il serait un facteur essentiel de la reconstitution économique d'après-guerre.

Nous avons montré avec quelle vigueur les tendances

vers des organisations internationales agricoles se sont alors manifestées; mais mieux que des tendances, on eut des réalisations : on assista à l'éclosion de toute une série d'organismes contre lesquels l'I. I. A. dut défendre sa compétence ou avec qui il lui fallut établir des relations.

SECTION III. — LES NOUVEAUX ORGANES DE L'I. I. A.

29. On avait proposé dès 1905 de donner comme base, à l'Institut, les associations libres d'agriculteurs de peur qu'une institution d'Etats ne fut qu'un organisme sans dynamisme ni activité, enroulé dans la routine administrative. Les tentatives faites après guerre par le Dr Laur pour constituer une union internationale des associations agricoles devaient remettre cette question à l'ordre du jour. A la suite d'un vœu de l'assemblée générale de 1924, une réunion des représentants des associations agricoles avait lieu à Rome; on y constatait que la vitalité de l'I. I. A. devait être « garantie par la continuité des rapports qu'il doit maintenir avec les forces vives, avec les organisations agricoles des différents pays³ ». On sait comment à la suite de la Conférence de Berne et du Congrès de Varsovie, ce mouvement devait aboutir à la réorganisation de la C. I. A., en 1926; de son côté l'I. I. A. ne restait pas inactif et en décembre 1925, le comité permanent créait la *Commission internationale permanente des Associations agricoles* (C. I. P. A.)

La première réunion de cet organe consultatif eut lieu en novembre 1927. Il est composé des représentants des associations agricoles des différents pays; il est chargé d'établir une collaboration pratique entre l'I. I. A. et les associations agricoles les plus représentatives de tous les pays. Il remplit ses fonctions par des réunions, des échanges de renseignements et la publication d'un Cahier international des associations agricoles. En 1928, il comptait 206 associations appartenant à 50 pays.

3. *Pour un organe international des Associations Agricoles*, Rome, 1924, p. 10.

30. En même temps qu'il s'assurait le concours des associations, l'Institut pensait à renforcer son caractère scientifique et le comité permanent recevait la mission de procéder en cas de besoin à la constitution de commissions consultatives composées de personnalités scientifiques compétentes. L'ensemble de ces commissions forme le C. I. S. A. *Conseil international scientifique agricole*. Il comprend plusieurs centaines d'experts répartis en 29 commissions que l'on a classées en six groupes : agronomie générale ; culture des pays tempérés et des pays chauds ; production animale, industries agricoles ; maladies et ennemis des plantes ; questions économiques et sociales ; questions générales d'ordre économique et social.

Ainsi, par la création de ces deux commissions était réalisée l'harmonisation des forces nécessaires à la vie de l'Institut : la science et la pratique. Car « il y a dans l'agriculture des problèmes que l'expérience professionnelle directe des agriculteurs ne peut résoudre sans la direction et l'aide de la science et tous les problèmes scientifiquement résolus n'arriveraient à rien s'ils ne se transforment pas en impératifs pratiques dans la conscience des masses rurales »⁴.

31. Un peu plus tard fut créé le *Comité économique agricole*, dont les 15 membres doivent suggérer le programme des travaux de l'Institut dans le domaine économique international de l'agriculture, indiquer les occasions de collaboration avec le B. I. T. et avec le Comité économique de la S. D. N.

En dehors de ces organes consultatifs, deux nouveaux bureaux ont été constitués. A la suite d'un vœu de la conférence d'agronomie coloniale exotique et tropicale de Paris (1926), une commission pour l'agriculture des pays tropicaux et subtropicaux était jointe au bureau des renseignements agricoles. De même après le Congrès de sylviculture de Rome, une section de sylviculture était annexée provisoirement au Secrétariat général. Enfin on créait

4. *Activité de l. I. A.*, IX^e Assemblée, De Michelis, p. 31.

presque un nouveau service de statistique, avec la section du recensement agricole mondial.

32. Des projets de réforme du Comité permanent, ont été étudiés depuis 1924, principalement sur la proposition du délégué des Etats-Unis. Malgré les résolutions de l'assemblée générale, il semble qu'aucune modification sérieuse n'ait été apportée aux pratiques suivies jusqu'ici : le comité permanent continue à empiéter sur les attributions du Secrétaire général⁵.

SECTION IV. — SITUATION DE L'I. I. A. PARMI LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

33. L'Institut est une Union internationale administrative, déterminée par des intérêts économiques. Sa personnalité juridique, reconnue par le droit international, est le plus sûr garant de son autonomie et de son indépendance. De plus la loi italienne du 20 juin 1930 confère l'immunité diplomatique aux délégués des Etats et aux hauts fonctionnaires de l'Institut, ainsi qu'à ses bureaux, à ses archives et aux objets qui lui appartiennent en propre. Il faut voir là la consécration officielle de son caractère de personne juridique internationale.

L'Institut peut donc traiter de pair avec la S. D. N. et le Bureau international du travail. Avec cette dernière institution, les rapports furent régularisés dès la début par la création de la Commission consultative mixte agricole⁶. Avec la S. D. N. la collaboration ne devait pas s'établir aussi facilement.

34. Les premiers contacts eurent lieu à Londres en 1919, à propos de la coordination des statistiques internationales. La conférence de Gênes adoptait en 1922 une résolution en vue de la collaboration entre la S. D. N. et d'autres institutions internationales parmi lesquelles l'I. I. A. Leurs rapports, dans les années suivantes, consistèrent surtout en échange de renseignements et de consultations ;

5. Hobson, *op. cit.*, 2^e partie, ch. 3.

6. Cette commission sera étudiée en même temps que le B. I. T.

c'est ainsi notamment que l'I. I. A. prit part aux travaux préparatoires de la Conférence économique de 1927, avec un très important document, intitulé : *Les questions agricoles au point de vue international*. Ayant participé à cette conférence, il était naturel que l'Institut fût représenté au Comité consultatif économique. L'agriculture, en effet, avait alors fait son entrée à la S. D. N. et le besoin de conseils techniques se faisait sentir.

D. Lubin avait proposé, trois semaines après l'armistice, que l'Institut devînt un organe de la S. D. N. De Michelis aurait voulu, en 1926, que fut créé entre les deux une commission paritaire mixte. En 1928, on envisagea de nouveau les possibilités de rapprochement; l'Italie proposait que tout en conservant son individualité et son autonomie, l'Institut devînt l'organe technique de la S. D. N. pour les questions agricoles. Un arrangement provisoire fut alors conclu. En automne 1932, l'accord entre les deux institutions devenait définitif. Cet accord donne à l'I. I. A. le titre d'*organe consultatif de la S. D. N. en matière agricole* et règle la coordination de l'activité des deux organismes.

35. L'Institut a conclu des accords avec quelques autres institutions internationales; mais c'est surtout par la création de la *Commission internationale de coordination pour l'agriculture* (C. I. C. A.) qu'il a tenté d'établir un peu d'ordre dans la masse des manifestations agricoles internationales, en vue d'une collaboration plus rationnelle et de l'élimination de tout double emploi, de toute perte de temps et d'efforts.

Cette commission est composée « des représentants des organismes internationaux publics et privés y ayant adhéré, et qui, de part leurs statuts, s'occupent des problèmes scientifiques, économiques et sociaux de l'agriculture ou qui désirent obtenir l'appui des agriculteurs » (art. 1 de son règlement). 34 institutions y avaient adhéré en 1932; il est probable qu'elle finira par réunir toutes celles qui à un titre quelconque, s'intéressent à des questions agricoles internationales⁷.

7. XI^e Assemblée, Rome, 1932. Rapport De Michelis, p. 40. Liste des

SECTION V. — ROLE ET IMPORTANCE DE L'I. I. A.

36. L'I. I. A. est vraiment une *institution mondiale*; les 74 Etats qui le composent représentent, si l'on compte leurs colonies 92,7 de la superficie du globe et 98,7 de sa population. Toutefois pour avoir une idée exacte de son importance, il est nécessaire de signaler qu'un certain nombre d'Etats ne paient pas leurs cotisations et parmi eux la Chine, l'U. R. S. S. et l'Australie.

37. Il est impossible de résumer en quelques lignes l'activité de l'Institut depuis sa création. Tout au plus peut-on donner un aperçu du rôle qu'il a joué.

En premier lieu, il a réuni une documentation énorme sur les questions agricoles. Sa bibliothèque devient le lieu de concentration de tous les livres et périodiques concernant l'agriculture. Ses publications, en particulier la *Revue internationale d'agriculture*, les *Annuaire de législation et de statistique agricoles*, sont une source inépuisable de renseignements économiques statistiques et techniques⁸. Sans doute les illusions premières se sont dissipées : on ne pense plus guère que les statistiques parviennent à empêcher les spéculations commerciales ou à guider la production. La statistique ne peut, en effet, rivaliser de vitesse avec le commerce, et il est bien difficile de ne tabler que sur des chiffres pour établir un programme de production. Il ne faut pas attendre des données de la statistique, des résultats pratiques immédiats⁹.

Au contraire dans le domaine de la technique « les savants ne peuvent que retirer des avantages d'une institution qui les tienne régulièrement au courant des recherches scientifiques agricoles effectuées dans le monde entier,

organisations adhérentes. Pour la collaboration avec la C. I. A. Voir chap. précédent, section 4.

8. Voir : Liste des publications éditées par l'I. I. A., Rome, 1933.

9. A. Henry, « Un écueil pour la statistique », *Revue économique internationale*, juillet 1926, p. 127 et s.

Voir cependant Hobson, *XV^e Congrès international d'agriculture*, 2^e vol., p. 255. « Importance et possibilité de recherches fructueuses dans le domaine de la prévision des prix des produits agricoles ».

qui leur permette d'en suivre les résultats, qui leur révèle les initiatives prises dans les différents pays en vue de la formation professionnelle des agriculteurs. Ce rôle est rempli depuis un quart de siècle par l'I. I. A., mais peut-être n'en a-t-on pas toujours apprécié la réelle importance »¹⁰.

38. Quant à sa mission active, si l'on peut dire, définie à l'article 9, § f), l'Institut l'a remplie soit en proposant des mesures aux gouvernements, soit en réunissant des conférences et en préparant des conventions. Dans cet ordre d'idées, il convient de citer les conférences et les conventions phytopathologiques de 1914 et de 1929, la convention de 1920 contre les sauterelles, diverses réunions pour l'étude du Crédit agricole international et le projet de convention sur le crédit agricole à court terme, les conférences du blé de 1927 et 1931, la convention de 1931, pour le marquage des œufs dans le commerce international, deux conventions sur les fromages (protection des dénominations et unification des méthodes d'analyse), une conférence (1934) pour l'étude de l'unification des méthodes d'analyse des vins, etc.

39. Mais, plus encore que par ces résultats tangibles, l'importance de l'I. I. A. dans la vie agricole internationale est affirmée par les vœux incessants des autres organismes en faveur de sa dotation de plus larges moyens financiers, et par le nombre et la variété des travaux qu'on lui réclame.

L'Institut a en effet un gros budget si on le compare à ceux des autres organismes internationaux agricoles : il se monte à environ 5 millions de livres, mais cette somme est bien faible en regard du champ immense d'activité qu'il doit remplir. Si tout le monde est d'accord sur la nécessité de doter l'I. I. A. de ressources en rapport avec son objet, les institutions agricoles privées ou officielles, nationales ou internationales, n'ont guère d'argent, les

10. A. Henry, « Problèmes généraux de l'agriculture », *Economie internationale*, octobre 1930, p. 344.

gouvernements, par ces temps de crise, font la sourde oreille et ne semblent pas disposés à consentir une augmentation importante du taux des cotisations

Plus donc que par l'article 9 de la Convention, l'activité de l'Institut est limitée par son manque de ressources. Toutefois, on a pu mesurer l'importance des résultats obtenus à l'aide de ses faibles moyens. Cela suffit pour permettre de juger quel rôle il pourrait avoir, le jour où des ressources suffisantes seraient mises à sa disposition.

40. Une autre cause de faiblesse réside dans la tendance de l'Institut à se croire seul qualifié pour traiter des questions agricoles. C'est ainsi qu'il a commis, dans un certain sens, la maladresse de créer des organes consultatifs, tels que la C. I. P. A. et le C. I. S. A. Il aurait mieux fait d'utiliser les organismes existants : ainsi un bon nombre de commissions du C. I. S. A. ne font que doubler des institutions internationales scientifiques préexistantes ; il est vrai que, d'un côté et de l'autre, on rencontre souvent les mêmes experts. Mais que penser d'une institution qui proclame en créant la C. I. C. A. qu'elle veut éliminer « tout double emploi, toute perte de temps et d'efforts » et qui donne elle-même l'exemple de ces doubles emplois ?

CHAPITRE III

L'AGRICULTURE ET LES GRANDES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

SECTION I. — LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS AGRICOLES A LA S. D. N.

2° La compétence de la S. D. N.

41. Il n'est fait, dans le pacte de la Société des Nations, aucune allusion directe à l'agriculture. L'article 21, § e, fondement juridique de la compétence de la Société en matière économique, ne prescrit en effet aucunes autres mesures que celles nécessaires « pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société ». Mais ces textes n'ont rien de limitatif et avec raison la S. D. N. s'est crue autorisée à étendre son action, en se fondant sur le préambule du pacte qui définit ainsi son but : *développer la coopération entre les nations* et leur garantir la paix et la sûreté ».

Il aurait été étrange, dans ces conditions, que l'agriculture, source principale de la richesse de l'humanité, restât en dehors de ses préoccupations. Cependant, absorbée principalement par son œuvre financière, et considérant sans doute que l'agriculture se prêtait moins que d'autres activités à une action internationale, la S. D. N. tout d'abord, s'abstint d'intervenir dans le domaine agricole. Elle devait conserver cette neutralité jusqu'en 1927, malgré les recommandations de la Conférence de Gênes qui, affirmant que l'agriculture était la base essentielle de la

reconstruction économique de l'Europe, demandait que la S. D. N. collabora avec l'Institut international d'agriculture. En cherchant bien parmi les travaux effectués par la S. D. N. durant cette période on en trouverait quelques-uns (sur l'unification des statistiques économiques, sur les appellations d'origine, sur la protection de l'acheteur contre les marchandises sans valeur ou de mauvaise qualité), qui présentent un intérêt pour l'agriculture, mais ce n'est qu'indirectement.

2° La conférence économique internationale de 1927.

42. C'est sur la proposition du gouvernement français que fut décidée la convocation d'une conférence économique internationale. A l'origine son programme ne comportait pas de questions agricoles. Dans une lettre adressée par M. Mussolini au secrétariat de la S. D. N. la nécessité de combler cette lacune et de désigner des spécialistes agricoles pour participer aux travaux préparatoires de la Conférence était mise en relief. Devant cette demande du gouvernement italien, devant les réclamations de la plupart des institutions agricoles internationales, on décidait que le comité préparatoire comprendrait des personnes « ayant une grande compétence en matière agricole ». La sous-commission chargée des questions agricoles se réunit deux fois au cours de l'année 1926 et mit sur pied l'ordre du jour suivant : étude de la situation actuelle de l'agriculture par rapport à la situation d'avant-guerre; causes des difficultés actuelles; possibilités d'action internationale, en ce qui concerne les relations entre coopératives agricoles et coopératives de consommation, l'échange international de tous les renseignements utiles, le développement du pouvoir d'achat des agriculteurs.

43. La Conférence réunie en mai 1927, accorda une particulière importance aux problèmes agricoles, tant dans les discussions en séance plénière que dans les réunions de la commission chargée spécialement de les résoudre. De l'ensemble de ses travaux et de ses résolutions, il se dégage

quelques idées simples, quelques vérités premières dont l'oubli et la méconnaissance sont cependant fréquents. L'agriculture est dans le monde la profession de la majorité des travailleurs; aussi bien par l'ensemble de sa production, que par la place que tiennent ses produits dans le commerce mondial, elle occupe le premier rang. *L'interdépendance* qui existe entre l'agriculture, le commerce et l'industrie se manifeste encore plus nettement depuis la dépression économique. Il y a un tel lien entre la ferme, l'usine et le comptoir, que si l'un est dans le marasme, l'autre s'en ressentira.

Cette dépression est caractérisée par une *rupture d'équilibre entre les prix*, prix des denrées coloniales et des denrées européennes, mais surtout prix des produits agricoles et des produits industriels. La diminution du pouvoir d'achat de la population agricole qui en résulte se répercute sur l'activité industrielle. Le chômage industriel est à son tour la cause d'une baisse et d'une mévente des produits agricoles. La chaîne ainsi formée peut s'allonger indéfiniment. Quant au commerce son activité dépend de elle des autres branches de la production.

44. Pour améliorer la situation des agriculteurs, la Conférence recommandait un accroissement de sa production, une utilisation plus grande des progrès techniques, la réunion et l'échange d'une documentation internationale, le développement des relations coopératives, la mise à l'étude du crédit agricole international, la lutte contre les maladies des plantes et des animaux, la suppression des entraves à la circulation internationale des produits agricoles.

3° Les agriculteurs à la S. D. N.

45. Il était impossible, après cette démonstration officielle de l'importance de l'agriculture, de continuer à pratiquer la politique antérieure. La Conférence ne l'avait d'ailleurs pas pensé et avait adopté la résolution suivante :

« Considérant enfin que la politique suivie en matière industrielle et commerciale exerce ses répercussions sur l'économie agricole et réciproquement, la Conférence demande à la S. D. N. que dans tous ceux de ses organes existants ou à créer chargés des questions économiques, une *place soit toujours faite à l'agriculture*, et que celle-ci soit proportionnée à l'importance de son rôle social et économique¹ ».

La conférence devait donc être suivie d'une réorganisation des organes économiques de la S. D. N. L'assemblée, le 24 septembre 1927, déclarait qu'il était essentiel que les différentes organisations qui avaient collaboré à la préparation de la conférence, continuent de prêter leur appui pour les futurs travaux. Un peu plus tard le Comité consultatif économique était créé. Il est composé de personnalités compétentes en matière d'industrie, de commerce d'*agriculture*, de finances, de travail, de consommation, de coopération et d'organisations féminines nommées par le conseil à titre personnel et pour trois ans. Il est chargé de suivre l'application des recommandations de la C. E. I. de 1927. Les agriculteurs y comptent une dizaine de membres parmi lesquels le président de l'I. I. A. et un délégué de la C. I. A.

46. Au cours de l'une de ses réunions, le comité consultatif émit le vœu que fut créé, près le Comité économique, un comité restreint d'*experts agricoles*. Effectivement, en janvier 1930, une première réunion d'experts agricoles avait lieu à Genève. Ce sous-comité du Comité économique comprend 26 experts. Il a pour mission de renseigner l'organisation économique de la S. D. N. sur les problèmes généraux de l'économie agricole et de lui suggérer les initiatives à prendre, ainsi que de formuler les vœux des agriculteurs sur les questions économiques qui les intéressent. Les experts sont entendus par une délégation du Comité économique, assistée d'une délégation de l'I. I. A. Leur

1. Rapport définitif de la C. E. I., 1927. Agriculture : résolutions générales, 6°.

seconde réunion, la dernière en date, a eu lieu en janvier 1931.

47. La création de ce sous-comité d'experts avait été vivement désirée par les organisations libres d'agriculteurs et la C. I. A. en particulier. Par contre l'I. I. A. s'y était d'abord opposé, y voyant une atteinte à sa compétence. Nous avons vu que l'Institut est devenu depuis, à la fin de 1932, l'organe consultatif de la S. D. N. pour les questions agricoles.

4° L'action de la S. D. N. en matière agricole.

48. Depuis 1927, la S. D. N. s'est occupée à plusieurs reprises des questions agricoles : l'ensemble de ses études et de ses tentatives pour arriver à des solutions internationales est impressionnant. La crise agricole a été maintes fois l'objet des débats du Comité économique et de l'Assemblée ; les réunions des experts agricoles y ont été consacrées. Les divergences de vues entre les Etats européens et les Etats d'outre-mer d'une part, entre les Etats industriels et les Etats agricoles d'autre part, n'ont pas permis d'arriver à une solution satisfaisante. Le problème du blé, étudié dans les mêmes réunions, en tant que principal facteur de la production agricole a reçu avec la convention internationale du blé (signée à Londres en 1933, pendant la Conférence économique et monétaire), un commencement de solution. Dans le domaine de la production et des échanges, la S. D. N. a encore envisagé la possibilité d'une action internationale pour le sucre (1929), pour le bois (1932), pour le houblon (1932). Elle a fait signer, en 1928, deux conventions pour la suppression des prohibitions à l'importation des peaux brutes et des os. Au cours de la Conférence monétaire et économique de Londres, la coordination de la production et de la vente a été envisagée pour les produits suivants : produits laitiers, sucre, vin, café, cacao, bois. La S. D. N. continue l'étude de ces questions.

En 1931, son comité financier avait établi un projet de

convention sur la création d'une société internationale de Crédit Hypothécaire Agricole. Cette convention, quoique adoptée, n'a jamais été mise en application.

Cette même année la S. D. N. réunissait en une Conférence internationale d'hygiène rurale, les experts de 23 nations européennes. Depuis 1928, un sous-comité d'experts vétérinaires travaille à mettre sur pied puis à faire adopter aux Etats, divers projets de conventions.

49. On n'a cité ici que ce qui, dans l'activité de la S. D. N. avait un intérêt direct pour l'agriculture. Nombreux sont les conventions et les travaux dont les répercussions lui parviennent. Mais ce que nous avons dit est suffisant pour déterminer l'ampleur de son rôle présent et futur. En 1930, examinant la tâche propre de la S. D. N., M. J. Gautier écrivait² : « Elle a le devoir de conseil, elle a l'autorité nécessaire pour aplanir les difficultés et dissiper les appréhensions. » Nous touchons ici à une question essentielle et de sa solution dépend l'importance future du rôle de la S. D. N. Celle-ci ne s'occupe pas que d'agriculture, sa compétence économique même est bien faible à côté de sa compétence politique. Son autorité donc pour les questions économiques dépend et dépendra de son prestige politique. Ainsi, par un bizarre retour des choses, l'économie, qui, dans la vie internationale, prend de plus en plus d'importance aux dépens de la politique, se trouve, dans ce cas particulier, subordonnée à elle.

SECTION II. — LES TRAVAILLEURS AGRICOLES ET LE B. I. T.

1° La compétence de l'organisation internationale du travail

50. Toute discussion à ce sujet est aujourd'hui superflue. La Cour permanente de Justice internationale dans un avis célèbre a déclaré l'O. I. T. compétente pour les questions de travail agricole : la Cour a dit le droit et chacun a

2. « La crise du blé et la S. D. N. », *Europe Nouvelle*, n° 636, p. 1293.

dû s'y soumettre. Bornons-nous à résumer brièvement les faits³.

Des protestations violentes s'élevèrent dans les milieux agricoles de divers pays, lorsque l'on apprit que l'O. I. T. mettait à l'ordre du jour de la Conférence de 1921, la question de l'application à l'agriculture des dispositions prises à Washington pour les ouvriers industriels. Sur la demande des associations agricoles, le gouvernement français prit position contre la compétence de l'organisation, mais la conférence se reconnut compétente : il ne restait plus au gouvernement français qu'à demander à la C. P. J. I., par l'intermédiaire du Conseil de la S. D. N. de se prononcer sur la question. Il devait y joindre une demande d'avis complémentaire sur la compétence de l'O. I. T. à l'égard des questions de production agricole. M. Zumeta, en effet, avait fait adopter une résolution qui visait l'organisation et le développement des moyens de production agricole. Le 12 août 1922, la C. P. J. I. rendait ses deux avis : elle déclarait qu'en droit, rien ne s'opposait à la compétence de l'O. I. T., pour les questions de travail agricole, par contre l'organisation et le développement des moyens de production ne sont pas de son ressort : ce qui ne saurait évidemment l'empêcher d'étudier les répercussions économiques des mesures sociales qu'elle préconise.

51. Sur le premier point, la controverse juridique avait atteint une ampleur telle qu'il nous semble impossible de passer totalement sous silence les arguments invoqués. Le texte du traité, les travaux préparatoires, la correspondance diplomatique, la structure de l'organisation, les conditions particulières de la vie agricole, tout fut mis à contribution par les partisans, comme par les adversaires de la compétence. Il n'est pas question une seule fois d'agriculture dans la partie XIII du traité de Versailles; mais le mot industrie y est plusieurs fois prononcé : quel sens faut-il lui donner? Faut-il adopter l'interprétation

3. Une très importante littérature a été consacrée à cette question : voir la bibliographie.

extensive du mot anglais *industry*⁴, ou celle, plus restreinte, de son acception courante en français? Il est question d'autre part (art. 389) d'organisations professionnelles : cette expression, aucun doute n'est possible sur ce point, peut aussi bien comprendre les organisations agricoles que les organisations industrielles. Les travaux préparatoires effectués par la Commission de législation internationale du travail offrent des arguments plus décisifs; il y fut question à plusieurs reprises des ouvriers agricoles, et on y exprima l'intention formelle de leur donner la même protection qu'aux autres travailleurs. Il n'est pas resté trace dans le texte du traité de cette intention : est-ce à dire qu'en employant des termes plus généraux, on se proposait de les exclure de l'application des principes de justice sociale qui sont à la base de la partie XIII du traité de Versailles? Telle n'a pas été l'intention de la Conférence de la Paix; son président, d'ailleurs, précisait, dans deux lettres adressées aux gouvernements allemand et hongrois, dans quelles conditions l'agriculture serait représentée à l'O. I. T. : si l'on parle de la représentation de l'agriculture, c'est vraisemblablement qu'on pense l'O. I. T. compétente à cet égard; M. Clemenceau écrit, dans sa lettre au gouvernement hongrois : « l'O. I. T. *visé tous les travailleurs* ».

Quant à la non-représentation des agriculteurs employeurs et ouvriers aux conférences internationales du travail, et à la difficulté d'appliquer à ces derniers le programme de l'article 427, ce ne sont pas là des objections fondamentales, M. A. Thomas a de plus précisé⁵, en ce qui concerne les conditions particulières de la vie agricole : « Il ne s'agit pas de leur appliquer (aux ouvriers agricoles) une réglementation identique à celle qui a été adoptée pour les travailleurs de l'industrie. L'article 427 du traité de Versailles indique bien qu'il faut tenir compte des facteurs suivants : climat, sol, production particulière des différents pays et domaines. »

4. Le dictionnaire de Webster le définit : « Any department or branch of art, occupation or business ».

5. C. I. A., *procès-verbaux des réunions tenues à Vienne les 24 et 25 mai 1928*, p. 13.

52. A notre avis, la chose principale à considérer pour déterminer la compétence de l'O. I. T., c'est le but même de cette institution tel qu'il ressort de l'article 23, § *a* et du préambule de la Partie XIII. Quand le traité constate « qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes, l'injustice, la misère et les privations » et quand les gouvernements, sur la « base de la justice sociale », décident « d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme, l'enfant », il nous semble que ces principes sont valables pour l'agriculture, aussi bien que pour le commerce ou l'industrie.

2° Les organes permanents du B. I. T. et la préparation aux Conférences internationales du travail

53. La reconnaissance par la C. P. J. I. de la compétence agricole de l'O. I. T. ne devait pas avoir de conséquences pratiques immédiates. Déjà, tout en affirmant sa compétence, la conférence de 1921 avait écarté de ses délibérations, la question qui avait le plus inquiété le monde agricole : celle de la limitation des heures de travail. A cette période d'activité, succéda une période de calme, occupée par des travaux documentaires et par l'établissement de relations entre le B. I. T. et le monde agricole.

54. Les agriculteurs avaient dû en effet, s'incliner devant l'avis de la Cour ; la publication de certains procès-verbaux, restés jusque-là ignorés, avait montré à leurs chefs, le bon droit des prétentions de l'O. I. T. Enfin la connaissance plus exacte du caractère de l'organisation (on avait cru être soumis à un pouvoir législatif international), dissipait les appréhensions premières. L'exemple le plus frappant de ce revirement est celui de la Commission internationale d'agriculture qui avait chargé M. Maenhaut, l'un de ses vice-présidents de défendre devant la Cour la thèse de l'incompétence ; nous avons vu à la suite de quelles circonstances et dans quelles conditions une collaboration s'est

établie entre les deux institutions. Le B. I. T. entretient de même de multiples rapports, tant avec les associations nationales agricoles qu'avec les organismes internationaux : Bureau international agraire, Confédération internationale des syndicats agricoles, Fédération internationale des travailleurs de la terre, etc.

55. Avec l'I. I. A. des rapports constants étaient nécessaires, en raison du chevauchement de leurs compétences. Cependant, on n'y pensa point tout d'abord. Le B. I. T. proposait à son Conseil d'administration la création d'une commission spéciale où les intérêts agricoles auraient l'occasion de se faire entendre. Cette conception devait évoluer ; à la conférence de 1921 Fjellstad proposait que l'on collabora avec l'I. I. A. ; à la suite d'une réunion en juin 1922, le Conseil décidait la création, au sein de sa division diplomatique, d'une *commission consultative mixte agricole*, composée de 3 membres du Conseil d'administration du B. I. T. et de 3 membres du Comité permanent de l'I. I. A., avec faculté pour eux de faire appel au concours d'experts. Depuis le nombre des représentants de chaque institution a été porté à 6. La commission est convoquée suivant les besoins par le B. I. T. ou par l'I. I. A. ⁶⁻⁷.

56. La division des recherches, division scientifique, comprend un service agricole chargé de réunir tous les renseignements concernant l'organisation des travailleurs agricoles, leurs conditions de vie, leur enseignement professionnel, leurs modes de rémunération.

Le B. I. T. a ainsi pu réunir une documentation pré-

6. Elle a pour but d'assurer la coordination des efforts des deux institutions et d'éviter par là tout double emploi. Elle a étudié principalement l'enseignement technique et la coopération agricoles ; plus récemment elle a porté son attention sur le problème de la limitation des heures de travail dans l'agriculture, sur le phénomène de l'exode rural, les conséquences des réformes agraires, les taux des salaires agricoles et la nécessité de leur uniformisation, la question des habitations rurales.

7. Avec ses 6 représentants à la commission mixte agricole, le Conseil d'administration du B. I. T. a constitué en avril 1933 une commission du travail agricole.

cieuse sur l'agriculture. Il publie une partie de cette documentation dans la série K des *Etudes et Documents*. Une place est réservée à l'agriculture dans l'*Annuaire International du Travail* et dans les *Informations Sociales*. De temps à autre des articles traitant des questions agricoles paraissent dans la *Revue internationale du Travail*.

Toute cette documentation, les études que le B. I. T. poursuit avec l'I. I. A. à la commission consultative mixte agricole, les renseignements et les rapports qu'il demande aux associations agricoles du monde entier, tout cela a pour but de donner au B. I. T. une vue assez nette des données spéciales de chaque problème, afin de pouvoir en tenir compte, lorsqu'il essaie de lui apporter une solution, en présentant un projet de convention ou de recommandation. De plus, comme ces projets sont soumis à l'heure actuelle à la procédure de la double discussion (discussion sur un questionnaire la première année, discussion sur le projet la seconde), tous les points de chaque problème ont chance d'être mis en lumière. Il suffit pour s'en assurer de comparer le rapport technique sur les questions agricoles qui servit de base aux discussions de la Conférence de 1921 et les derniers rapports sur les questions intéressant l'agriculture.

3° La représentation des agriculteurs aux Conférences internationales du travail

57. Si, comme nous venons de le voir, le B. I. T. consulte les agriculteurs pour préparer les travaux des conférences du travail, leur représentation au sein de ces conférences est faible, pour ne pas dire nulle. Les dures paroles que le délégué patronal sud-africain prononçait en 1921 sont toujours vraies : « Est-ce que vous admettriez que des mécaniciens aient à décider du travail des cordonniers ? et cependant vous faites quelque chose d'analogue en vous mêlant aux problèmes agricoles qui vous sont complètement étrangers⁸. »

8. Lair, « Règlementation internationale du travail en agriculture », *Revue économique internationale*, mars 1922, p. 558.

58. A la commission de législation internationale du travail, lors des travaux préliminaires du traité de Paix, on argumenta de l'insuffisance d'organisation du monde agricole pour ne pas lui attribuer une représentation indépendante, et les partisans de cette dernière solution parvinrent seulement à obtenir l'assurance qu'avec deux délégués les gouvernements auraient la possibilité d'assurer cette représentation. Cette manière de voir était confirmée dans la lettre, (citée *supra*), de M. Clemenceau aux gouvernements allemand et hongrois. C'est à peu de chose près la même réponse que celle qu'avaient reçue les représentants des associations agricoles lorsqu'en 1905 ils avaient demandé à faire partie de l'I. I. A.: « Il sera loisible aux gouvernements... » La faiblesse d'une telle solution est évidente; à juste titre, les agriculteurs préfèrent une certitude à une possibilité. Ce n'est pas non plus la possibilité pour les délégués de se faire assister de conseillers techniques différents pour chaque matière inscrite à l'ordre du jour, qui peut calmer leurs inquiétudes.

59. On leur objecte, et depuis longtemps, leur état de désorganisation. Afin de résoudre le problème de la représentation, la première chose à faire c'est de vous unir et de constituer des organisations éminemment représentatives et autorisées, leur dit-on. Organisez-vous à fond sur une base nationale et surtout internationale : l'O. I. T. ne peut traiter qu'avec des corps dûment constitués. Examinons quelle est leur organisation sur le terrain international.

60. *Du côté patronal* à la suite de la Conférence de 1921 l'organisation internationale des employeurs de l'industrie envisagea la possibilité d'instituer une organisation analogue pour les employeurs agricoles. Cette association fut créée en 1922. Elle n'a jamais compté un grand nombre d'adhérents : seules des organisations anglaises, danoises allemandes et hollandaises en firent partie. Son seul contact avec le B. I. T. se produisit en 1928 à propos de la prévention des accidents du travail. Elle fut dissoute en 1930

et l'organisation internationale des employeurs de l'industrie prit de nouveau en charge les intérêts de l'agriculture.

A diverses reprises, la *Confédération internationale des Syndicats agricoles* a protesté contre l'examen par les conférences internationales du travail des questions de travail agricole, sans que les classes et organisations professionnelles agricoles y fussent obligatoirement représentées par des délégués ayant droit de vote.

60 bis. La C. I. S. A. sur laquelle nous n'aurons pas l'occasion de revenir longuement par la suite, a été créée à la suite du Congrès de Strasbourg de l'Union centrale des Syndicats des agriculteurs de France (1920). Elle avait pour but d'assurer l'indépendance sociale financière et économique des agriculteurs organisés professionnellement. Elle voulait l'accord des classes et l'amélioration progressive du sort de la population agricole conformément aux principes de *Justice sociale et de fraternité chrétienne*. Elle se composait de fédérations nationales de syndicats agricoles à raison d'une par pays. Au cours de ses assemblées générales, en dehors des questions de travail agricole dont nous venons de parler, on a étudié l'économie rurale des pays adhérents (en 1926 la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse), et l'amélioration du commerce international des produits agricoles. La transformation de la C. I. A. dont elle fait partie et les difficultés causées par la crise devaient ralentir considérablement son activité et ces dernières années elle n'a plus tenu d'assemblées générales. Notons en terminant qu'entre elle et la C. I. A. il y a au moins une différence, toutes les associations à but agricole pouvant adhérer à cette dernière tandis que la C. I. S. A. n'accepte que les fédérations de *Syndicats agricoles*.

De son côté la C. I. A. a conseillé aux associations qui la composent d'insister auprès de leurs gouvernements pour que l'agriculture soit représentée de façon adéquate aux conférences, soit par des délégués gouvernementaux

soit au moins par des conseillers techniques compétents : cette action a obtenu quelques résultats.

61. *Du côté ouvrier*, il existe deux fédérations, la première la Fédération internationale des travailleurs de la terre a été constituée en 1920 au Congrès d'Amsterdam : de tendances socialistes, elle groupait au début des organisations représentant deux millions d'ouvriers : en 1931, au Congrès de Stockholm, elle ne comptait plus que 425.000 membres ; elle comprenait alors 18 organisations de 16 nations : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, France, Finlande, Grande-Bretagne et Ecosse, Hongrie, Lettonie, Lithuanie, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie. Depuis, à la suite des événements d'Allemagne le chiffre de ses effectifs est devenu fort incertain par suite de la démission des syndicats de travailleurs agricoles allemands et elle a transporté son siège de Berlin à Utrecht. Elle a toujours soutenu l'action du B. I. T. en faveur des ouvriers agricoles ainsi que le prouvent les résolutions adoptées à son 4^e Congrès tenu à Genève en 1926 et où elle lui exprime sa reconnaissance et lui demande, d'intensifier son action.

La Fédération internationale des Syndicats chrétiens des travailleurs de la terre créée à Coblenz en 1921 poursuit la même action, mais avec un plus grand souci, semble-t-il, des conditions particulières de la vie agricole. Ses relations avec le B. I. T. sont moins étroites. Après avoir réuni en 1922 plus d'un million d'adhérents, elle n'en comptait plus fin 1932 qu'une centaine de mille et par suite de la défection des syndicats allemands au cours de l'année 1933 elle ne groupe actuellement que 56.000 travailleurs.

La distinction que nous avons adoptée entre patrons et salariés présente moins de valeur en agriculture qu'en industrie : l'agriculteur n'est souvent ni l'un ni l'autre. Aucune représentation n'est prévue pour ces petits agriculteurs indépendants ; il n'existe aucune association internationale pour les réunir, à l'exclusion des autres et les orga-

nisations patronales et ouvrières ont essayé de les gagner à leur cause : les premières semblent y avoir mieux réussi.

62. Malgré les organisations ouvrières tant nationales qu'internationales, les ouvriers agricoles ne disposent aux conférences que d'une représentation minime. En 1927, alors que la conférence discutait le projet sur l'assurance-maladie des travailleurs agricoles 4 délégués ouvriers seulement sur 26 représentaient directement des organisations agricoles, et 15 délégués techniques sur 71. C'est dire à quel point (qu'on retourne le problème sur toutes ses faces), les agriculteurs ont peu de place aux conférences internationales du travail. Il est nécessaire qu'une solution intervienne sur ce point, même s'il fallait pour cela remanier la constitution de l'O. I. T., afin que désormais les problèmes agricoles ne soient plus résolus par d'autres que par des agriculteurs⁹.

63. A la tête du B. I. T. se trouve le Conseil d'Administration. Il est composé de 24 membres dont 8 nommés par les gouvernements des pays ayant l'importance industrielle la plus considérable. Avec le sens attribué par le B. I. T. au mot industriel, il n'y avait pas de raisons de ne pas considérer l'importance agricole d'un pays pour désigner les titulaires de ces sièges. De fait, l'Inde qui avait mis en relief sa situation agricole considérable, regut un siège au Conseil d'Administration. C'est en ce sens et seulement en ce sens que l'on peut dire que l'agriculture est représentée dans l'organe directeur de l'O. I. T., puisque ses autres membres sont désignés par les groupes gouvernementaux, patronaux et ouvriers des Conférences.

SECTION III. — L'ÉTUDE DES QUESTIONS AGRICOLES PAR DIVERSES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

1^o La Chambre de commerce internationale.

64. En vertu de l'interdépendance de toutes les branches de l'activité humaine, la Chambre de commerce inter-

9. L'action de l'O. I. T. en faveur des travailleurs sera exposée dans la seconde partie, titre 2, chapitre 1

nationale qui est l'organe officiel de la finance, de l'industrie, du commerce et des transports, ne pouvait se désintéresser de l'agriculture et en particulier de la crise agricole, Son but défini à Atlantic City en 1919 n'est-il pas de représenter toutes les branches de l'activité économique internationale sans exception ? Elle a cherché à remplir ce rôle, tant par les relations qu'elle a établies avec les institutions internationales agricoles, que par son propre effort de documentation. A son Congrès de Washington en mai 1931, sa commission de l'agriculture adoptait la résolution suivante : l'agriculture doit être considérée comme la véritable pierre de touche de la crise et de la prospérité mondiales ; seul, un accord international visant à adapter la production à la consommation peut surmonter la crise actuelle, en évitant de désorganiser les marchés par des mesures dispersées et des méthodes individuelles. D'autre part, l'étude qu'elle a faite des questions douanières l'a conduite vers la même époque à conseiller certaines dérogations à la clause de la nation la plus favorisée, en d'autres termes à approuver au moins temporairement le principe du traitement préférentiel réclamé par les pays agricoles de l'Est européen.

2° La Conférence parlementaire internationale du commerce.

65. Elle commença à s'occuper d'agriculture en étudiant à Bruxelles en 1924 quels bouleversements la guerre avait apportés à la production universelle des céréales : cette étude la conduisit à proclamer la nécessité pour l'agriculture d'une collaboration financière internationale. Ce fut d'abord l'objet principal des délibérations de sa commission agricole, et au cours de ses assemblées successives, elle continua à étudier la question du crédit agricole international. Si la S. D. N. et l'I. I. A. se sont attachés à leur tour à la solution de ce problème, il semble bien que ce soit en raison de l'importance qu'il avait pris devant l'opinion à la suite des études de la Conférence parlementaire internationale du commerce.

Elle s'est préoccupée également de l'amélioration des conditions de vie à la campagne; elle a recherché les causes de l'exode rural et les moyens d'y remédier; à son Congrès de Rome (avril 1933), elle constatait que l'amélioration de la vie rurale ne doit point se réduire à l'allégement de certains travaux pénibles à l'aide des machines agricoles. Le relèvement réel du niveau social de la population villageoise réclame de meilleures conditions d'hygiène, de logement, de transports, en un mot une organisation nouvelle de la vie économique et spirituelle.

La crise agricole, à laquelle elle s'efforçait d'apporter un adoucissement en préconisant l'institution du Crédit agricole international, lui est apparue comme la combinaison de la surproduction et de la sous-consommation. Les ententes internationales seraient un moyen de limiter la production, d'organiser le stockage et de lutter contre toute concurrence déloyale.

3° L'alliance coopérative internationale.

66. Cette organisation comprend quelques coopératives agricoles et à ce titre elle a étudié les tentatives d'entente internationale entre coopératives rurales de production. Mais le principal problème est sans contredit celui des relations entre ces mêmes producteurs et les consommateurs réunis coopérativement. Elle pensait pouvoir le résoudre seule; elle abandonnait bientôt ces prétentions et grâce aux bons offices du B. I. T. des relations s'établissaient entre elle, considérée comme l'organe représentatif des coopératives de consommation, et la C. I. A., dont la commission de la coopération agricole est la plus qualifiée des organisations internationales pour parler au nom des coopératives agricoles. Le comité international des relations inter-coopératives poursuit depuis 1931 son action, pour développer des relations morales et économiques entre ces deux grandes classes de coopératives.

**4^o Institut international d'organisation scientifique
du travail.**

67. L'un des problèmes les plus importants pour l'agriculteur est celui de la compression des prix de revient. En produisant moins cher, il peut espérer garder pour lui une marge plus grande de bénéfices ou plus simplement écouler ses produits avec plus de facilité. L'Institut international d'organisation scientifique du travail, fondé en 1927 (et supprimé pour cause d'économies en 1934), a étudié les diverses méthodes susceptibles d'apporter une amélioration de ce côté. Ces efforts ont rencontré beaucoup d'encouragements et de sympathie au B. I. T., et dans les milieux agricoles (résolution de la C. I. A. du 25 mai 1928). Des questions intéressant l'agriculture ont été inscrites au programme des Congrès de Bruxelles (1925), Rome (1927), Paris (1929), Amsterdam (1931).

ANNEXE. — SCIENCE ET TECHNIQUE :
LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

68. Il existe un certain nombre d'institutions internationales dont le but principal sinon exclusif consiste *en recherches scientifiques sur des sujets intéressant l'agriculture* et dans la publication des résultats. On trouvera ci-dessous quelques renseignements sur ces institutions. Il faut préciser que nous n'entendons pas leur dénier en les classant sous la rubrique « Science et Technique » une compétence plus générale : tant par leurs recherches que par les solutions techniques qu'elles proposent, elles ont une importance dans le domaine économique et social : c'est ce que nous aurons l'occasion de constater plusieurs fois.

69. *World Agriculture Society*. — Siège : Brookfield, Massachussets E. U. Fondée à la suite d'un Congrès à Beaune (France) c'est une union volontaire d'associations et de membres individuels s'intéressant à l'agriculture. Son but, étude de l'agriculture et du problème alimentaire, *du développement international de la technique agricole*, de l'économie dans les pays ruraux, l'apparenterait à l'I. I. A. mais au contraire de celui-ci son importance n'est pas très grande. Elle a adhéré à la C. I. A.

70. *Fédération internationale des techniciens agronomes*. — Siège : Rome. D'origine italienne l'idée de cette fédération fut adoptée dans les pays de l'Europe centrale : elle devait aboutir au Congrès international d'agriculture de Bucarest, en juin 1929. Elle s'est définitivement constituée en 1930 à une conférence internationale tenue à Rome. Elle a pour but d'établir ou de développer les rapports

entre les techniciens de l'agriculture des différents pays en vue de la protection dans le domaine international de leur activité, de l'assistance mutuelle et de la coordination de leurs efforts dans les questions d'intérêt commun et dans celles qui se rapportent à l'agriculture. Elle s'occupait immédiatement d'établir des relations avec l'I. I. A. sous l'autorité scientifique duquel elle se plaçait, avec la C. I. A. à laquelle elle adhéraït et avec diverses autres institutions internationales. Au cours des assemblées générales qu'elle a tenues depuis cette date, elle a perfectionné son organisation; il semble d'ailleurs qu'elle soit plus attirée vers les questions économiques et sociales que vers les questions proprement scientifiques. Malgré les protestations de l'I. I. A. elle a tenu des conférences internationales de *crédit* agricole; d'accord avec la commission internationale des congrès de *l'enseignement agricole* après plusieurs réunions elle a réussi à établir un office international de l'Enseignement agricole dont le siège est à Rome auprès d'elle. Elle a cherché également à constituer une Union internationale de la Presse agricole.

En 1931, elle comptait 55.000 associés de 30 associations appartenant à 23 nations. Elle a pour organe la « Technique agricole internationale ».

71. L'étude dans le domaine international des *questions économiques et sociales* est entreprise par un certain nombre d'institutions que nous étudierons dans notre seconde partie. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que la C. I. A. a étudié de tout temps ces questions dans ses Congrès, et que d'autre part, en dehors de ses anciens bureaux, l'I. I. A. compte dans le C. I. S. A. des commissions pour la coopération agricole, pour le crédit et les assurances sociales, pour l'économie rurale, pour l'embellissement de la vie rurale, pour l'enseignement agricole, pour l'hygiène rurale, pour l'organisation scientifique du travail; pour la statistique et enfin pour la comptabilité agricole.

Signalons encore le Congrès international des ingénieurs agronomes en juin 1930, à Liège.

72. Association internationale de la science du sol. —

Siège : Wageningen (Pays-Bas). Elle a été fondée par le 4^e Congrès de pédologie à Rome en 1924 (le premier Congrès international de pédologie avait eu lieu à Budapest en 1909). Elle se compose de 6 sections : 1^{re} section pour l'étude mécanique et physique du sol ; 2^e pour l'étude de la chimie du sol ; 3^e pour l'étude de la bactériologie et de la biochimie du sol ; 4^e pour l'étude de la fertilité du sol ; 5^e pour la nomenclature, la classification et la cartographie du sol ; 6^e pour l'application des connaissances pédologiques à la technique agricole ; cette dernière comprend une sous-commission d'études des terrains tourbeux. Le premier Congrès de cette association a eu lieu aux E.-U., en 1927 ; le second s'est tenu à Leningrad en 1930. Une revue internationale de pédologie avait été créée au 2^e Congrès, en 1911 ; incluse à un moment dans la Revue des renseignements agricoles de l'I. I. A., elle a depuis fait place à des comptes rendus publiés par l'association elle-même. Elle fait partie de la C. I. A. et de la C. I. C. A. De plus la Commission 19 du C. I. S. A. a pour objet l'étude de la science du sol.

Congrès international pour la mise en valeur des terrains incultes. S'est tenu à Arnheim en 1928.

73. Commission internationale du Génie rural. —

Siège : Gembloux (Belgique). Créée à la suite du Congrès de génie rural à Liège en 1930, elle a pour but de favoriser l'extension des recherches et des applications aussi bien que des échanges d'expériences dans le domaine du génie rural. Elle est divisée en 4 sections : a) étude du terrain, hydraulique ; b) travaux et constructions ; c) électricité et mécanique ; d) organisation scientifique du travail agricole. Par cette dernière branche elle se rapproche de l'Institut international d'O. S. T. (n° 67). On constate en effet une similitude de programme entre les sections agricoles des Congrès d'O. S. T. et la 4^e section de la Commission de génie rural. Le C. I. S. A. possède aussi une commission pour l'O. S. T. ; d'autre part sa 11^e commission étudie le génie rural et la mécanique agricole.

74. *La mécanique agricole* a été étudiée par diverses institutions et réunions internationales. Un comité d'études pour l'unification dans l'agriculture des machines et outils agricoles tenait deux sessions à La Haye en 1930, à Copenhague en 1931; un Congrès international d'emploi des machines agricoles avait lieu à Rome en 1932 sous les auspices de la F. I. T. A., et le premier congrès de la machine agricole se réunissait à Paris en 1933. L'I. M. C., *Institut international de mécanoculture* (siège : Lausanne), présente une physionomie particulière. Cet Institut privé, fondé en 1927, a consacré presque toute son activité à définir quelles conditions devait remplir un outillage agricole adapté à la *petite exploitation* et à rechercher des solutions pratiques. Après avoir organisé un concours sur le thème suivant : recherche d'un matériel nouveau à moteur pouvant exécuter tous les travaux d'une ferme de 15 hectares, il a continué à réunir dans des Semaines internationales du machinisme à la ferme, des savants et des praticiens pour étudier quelles mesures techniques permettraient aux petits exploitants de gagner convenablement leur vie. Il publie mensuellement le *Courrier de l'I. M. C.*

75. *Engrais*. — Le C. I. S. A. a, avec la commission n° 9, un centre international d'études scientifiques des fertilisants. Trois conférences internationales (Rome, 1932; Berlin, 1933; Berne, 1934); ont été consacrées à l'emploi des engrais chimiques, avec la collaboration de la F. I. T. A. D'autre part, les fabricants et producteurs d'engrais réunis en associations internationales (azote, superphosphates, etc.), ont étudié à plusieurs reprises les résultats de l'emploi intensif des engrais.

76. *Association internationale d'essais de semences*. — Siège : Copenhague. Après les congrès de Hambourg 1906 et Munster 1910, se tint un troisième Congrès à Copenhague en 1921 où fut fondée l'association européenne d'essais de semences; elle devait se transformer bientôt (Cambridge, 1924) en association internationale. Elle a pour but de poursuivre l'étude de toutes les questions relatives aux

essais et aux appréciations (contrôle) des semences; elle est composée des stations officielles d'essais de semences (de 32 pays en 1931). Elle tient en principe des congrès tous les trois ans : depuis 1924 ont eu lieu ceux de Rome (1928), de Wageningen (1931), de Stockholm (1934). A Londres, en 1924, à Rome en 1928 se sont tenus des Congrès internationaux de commerce des semences. La commission 10 du C. I. S. A. a pour objet l'étude de la génétique et des semences. D'autre part, des congrès de génétique ont lieu tous les 5 ans : le dernier (6^e) a eu lieu à Ithaca en 1932.

77. Association internationale des sélectionneurs de plantes de grande culture. — Siège : Versailles. Prévue d'abord comme devant se limiter à la sélection de blé, elle a été fondée à la suite du XI^e Congrès international d'agriculture¹. Elle a pour but de mettre en relations tous ceux qui s'intéressent à la pratique raisonnée et scientifique de l'amélioration des plantes de grande culture, d'établir des catalogues des variétés les plus intéressantes, enfin d'être un office de renseignements, d'orientation des recherches vers les problèmes les plus utiles à résoudre, d'action auprès des pouvoirs publics (il s'agit surtout par cette dernière mission d'assurer la protection légale des nouveautés végétales). Elle s'est occupée surtout du blé puis de la betterave à sucre, de la pomme de terre, des plantes coloniales. Elle comprenait 362 membres appartenant à 28 nations en 1930. Elle a tenu des Congrès à Rome, à Prague, à Bucarest, à Paris. Son 5^e Congrès s'est réuni à Berlin, en 1931. Elle publie un bulletin.

C. I. S. A. Commission pour la biologie et la biochimie végétales.

78. Des recherches sur la météorologie agricole se poursuivent depuis longtemps. En 1926, la commission inter-

1. Rappelons à cette occasion que le programme des congrès internationaux d'agriculture comporte toujours un certain nombre de sujets techniques et scientifiques.

nationale d'écologie agricole de l'Académie royale dei Lincei décida de se dissoudre et de former avec la commission internationale permanente de météorologie agricole de l'I. I. A. une commission unique : la commission 17 du C. I. S. A. D'autre part, à Stockholm siège une commission internationale de météorologie agricole, organe du Comité météorologique international.

Le C. I. S. A. comprend encore une commission d'hydrologie et de lymnologie agricoles créée à la suite d'un Congrès tenu à Rome en 1927.

79. On trouverait également dans les Congrès internationaux de géologie, de botanique, de zoologie, des travaux présentant un intérêt direct pour les recherches agro-nomiques et zootechniques. Pour ne pas allonger indéfiniment cette énumération, nous devons nous limiter aux études internationales agricoles proprement dites.

De très nombreuses réunions ont eu lieu pour rechercher les moyens de protéger les plantes contre les maladies et contre les insectes; pour empêcher la destruction des oiseaux utiles à l'agriculture; pour lutter contre les épizooties. Nous reviendrons sur les résultats obtenus par ces congrès de phytopathologie, d'entomologie et d'art vétérinaire dans notre seconde partie. Les principales institutions dont il s'agit ici sont le *Comité international de phytopathologie et d'entomologie économique* (Wageningen, 1923); la *commission du C. I. S. A. pour les maladies et les ennemis des plantes* (avec ses sections : mouche de l'olive, parasites du coton, sauterelles), l'*Association internationale d'entomologie* (Francfort), la *commission internationale pour la protection des oiseaux* (Zoug, Suisse), l'*Office international des Epizooties* (Paris) et les *Congrès internationaux vétérinaires* (Commission permanente depuis 1905, La Haye).

80. Production végétale. — La conférence internationale du blé de 1927 a traité dans sa première section les problèmes techniques qui se posent au sujet de cette céréale: le Congrès de Pau, en 1930, en a fait autant pour le maïs.

Il existe deux Instituts internationaux, l'un pour la canne, l'autre pour la betterave, qui recherchent les moyens d'augmenter la teneur en sucre de ces plantes². La *Commission internationale de viticulture* fondée au cours du Congrès international de viticulture de 1900, manifesta d'abord son existence en établissant le programme de la section de viticulture des Congrès internationaux d'agriculture jusqu'en 1923; en 1907, à Angers, en 1911, à Lyon; en 1913, à Montpellier et en 1914, à Lyon, elle organisait des Congrès internationaux de viticulture. La réorganisation de la C. I. A. et les difficultés de l'après-guerre l'obligeaient momentanément à disparaître; son œuvre était poursuivie par le Congrès international de la Vigne et du Vin tenu à Bordeaux en 1928; au second Congrès de cette nouvelle série (Barcelone, 1929) la commission internationale permanente de viticulture était réorganisée et son siège fixé à Paris. Depuis a eu lieu le Congrès de Rome, en 1932. La Commission a pour but principal de préparer les Congrès et de veiller à la réalisation des résolutions adoptées. Elle est composée de comités nationaux comprenant les représentants des groupements ou des membres individuels s'intéressant à la défense de la vigne et du vin. Elle travaille en plein accord avec l'Office international du vin³.

En ce qui concerne *l'horticulture* il faut citer les Congrès internationaux d'horticulture (Paris, 1889, Chicago, 1893, Paris, 1900 et 1905, Gand, 1913, Amsterdam, 1923, New-York, 1926, Vienne, 1927, Londres, 1930, Paris, 1932) dont un Comité international créé en 1926 (après une première tentative en 1913) sur l'initiative de la Société royale néerlandaise d'horticulture et de botanique de Wageningen, a essayé de coordonner les efforts. Ce même comité a demandé à l'I. I. A. de créer un Bureau international d'horticulture : la question est toujours à l'étude. Dans le même domaine, on trouve la commission pour

2. International society of sugar cane technologists, Institut International des recherches betteravières.

3. En raison de son importance dans le domaine économique cette institution sera étudiée dans la seconde partie.

l'arboriculture du C. I. S. A., divers Congrès de pomologie et la F. H. P. I.³. La culture de l'olivier a été après la guerre étudiée par les Congrès de Marrakech, Nice, Séville, Rome, Tunis, Avignon et Lisbonne (V. n° 209). Certains Congrès ont également examiné les questions relatives aux plantes médicinales ou aromatiques (n° 210).

Les *divers Congrès forestiers et de sylviculture* (n° 224) devaient aboutir avec celui de Rome en 1926 à la création d'une section de sylviculture à l'I. I. A. A l'intérieur de son C. I. S. A. l'Institut possède également une commission de sylviculture. D'autre part, *l'Union internationale des instituts de recherches forestières* fondée en 1892 a pour but l'échange des renseignements et la coopération internationale scientifique. Elle comptait en 1929, 80 instituts de 30 pays différents. Son dernier Congrès a eu lieu à Nancy en 1932. Tentative plus restreinte une Ligue forestière méditerranéenne (*Sylva Mediterranea*) dont les origines remontent au Congrès d'agriculture de Madrid (1911), avait été fondée en 1922 et se proposait l'étude des problèmes de la sylviculture sous l'angle méditerranéen. Elle a réuni les pays du bassin de la Méditerranée à Marseille en 1922, Paris en 1923 et Florence en 1924.

81. Agriculture tropicale et subtropicale. — En 1905, à la suite d'une réunion internationale d'agronomie coloniale tenue à Paris sur des initiatives françaises, était créée l'Association scientifique internationale d'agronomie coloniale qui entreprit toute une série d'enquêtes. Son activité se marqua aussi par les Congrès de Bruxelles en 1910 et Londres en 1914. Son fonctionnement reprit en 1926. La Conférence internationale qui se réunit cette année-là à Paris adopta le principe de la collaboration avec l'I. I. A. et celui de la réorganisation de l'association. La nouvelle « Association internationale scientifique d'agriculture des pays chauds », titre qu'elle porte depuis 1928, a réuni les Congrès de Séville, 1929; d'Anvers, 1930 et de Paris, 1931. Conformément au vœu de la Conférence de 1926 le C. I. S. A. comprend une commission pour l'agri-

culture des pays tropicaux et subtropicaux. Dans le même genre d'études rappelons ce qui a été dit au sujet de la canne à sucre, signalons les réunions internationales du café notamment en 1924 et 1929, ainsi que l'existence d'une association internationale des planteurs de caoutchouc.

82. Production animale. Industries agricoles. — Nous avons déjà parlé des conférences vétérinaires et de la lutte contre les épizooties. Nous allons voir quelles institutions ou quelles réunions internationales se sont occupées spécialement d'élevage. Le C. I. S. A. a une commission de zootechnie. Un Congrès international pour l'élevage de l'espèce bovine a eu lieu à Scheveningue-La Haye en 1923. A Liège en 1930 s'est tenu un Congrès de zootechnie. Une Fédération internationale de l'élevage caprin existe depuis 1925 à Grangeneuve, près Fribourg en Suisse. Elle réunit les représentants de 5 pays et a pour but d'organiser des Congrès. Le dernier a eu lieu à Darmstadt en 1934.

En *aviculture*, l'ancienne « International association of Poultry instructors and investigators » s'est transformée en « World's Poultry science association » : association scientifique mondiale d'aviculture. Elle siège à Londres. En 1930, elle comptait 200 membres de 26 nationalités. Depuis sa fondation en 1912, elle a réuni les Congrès de La Haye 1922, de Barcelone, 1924, d'Ottawa, 1927, de Londres, 1930 et de Rome 1933. Elle a pour but l'échange mondial des connaissances avicoles et la propagation de cette science en fournissant les statistiques et les résultats des recherches scientifiques. En 1925, à Bruxelles, il avait été question de créer une Fédération internationale des Sociétés d'aviculture.

La commission permanente des Congrès internationaux d'*apiculture*, fondée en 1897, a son siège à Huy (Belgique) et pour but de perfectionner les méthodes et les lois de l'industrie apicole, ainsi que d'établir des relations entre les apiculteurs. Il existe une autre organisation dite Apis Club (pour la sauvegarde des abeilles) dont le siège est à

Aberdeen, en Ecosse. Le dernier Congrès international d'apiculture a eu lieu à Paris en 1932.

83. Dans le domaine des *industries agricoles*, on doit d'abord citer les congrès internationaux techniques et chimiques des industries agricoles dont le troisième s'est tenu à Paris en 1934. Le C. I. S. A. possède trois commissions pour les industries agricoles. la première pour les produits végétaux, la seconde pour les produits animaux. la troisième pour le lait. L'Institut international du froid étudie quelques problèmes intéressant les industries agricoles notamment celui de la viande frigorifiée et de l'unification de l'inspection des viandes sous régime du froid. La *Fédération internationale de laiterie* (siège : Bruxelles), fondée en 1903, pour le développement universel des intérêts scientifiques et techniques de la laiterie notamment : 1° en poussant aux progrès scientifiques de l'industrie laitière par la mise à l'étude et la solution des questions relatives à l'hygiène et à la technique laitière sous ses différents aspects; 2° en prenant l'initiative de la propagande en faveur des mesures propres à assurer la régularité et l'honnêteté du commerce des produits laitiers, a réuni les Congrès de Bruxelles, 1903; de Paris, 1905; de La Haye, 1907; de Budapest, 1909; de Stockholm, 1911, et de Berne, 1914. Dissoute et réorganisée après la guerre elle comptait 26 comités nationaux en 1934. Dirigée par un bureau permanent, elle tient des assemblées annuelles. Elle a créé en 1928 une section de laiterie tropicale à laquelle collaboraient 44 pays. Elle a nommé des commissions d'études pour examiner les problèmes relatifs a) aux fromages; b) aux laits condensés et poudres de lait (à une conférence internationale, Berne, 1929; il a été question de l'unification de leurs méthodes d'analyse et de la réglementation internationale de leur fabrication et de leur commerce); c) à l'hygiène du lait : pasteurisation et propagande en faveur du lait frais ou cru. La *World's dairy congress association* association universelle des Congrès de laiterie s'est constituée en 1923 à un Congrès tenu à Washington. Son siège

est à Chicago : son but est de réunir les plus éminents spécialistes dans des Congrès internationaux de laiterie, pour l'échange des connaissances scientifiques et pour la propagande en faveur des produits laitiers. Depuis on a reconnu à la seule Fédération le droit de convoquer les Congrès (Paris, 1926; Londres, Edimbourg, Belfast, 1928; Copenhague, 1931; Rome, 1934).

84. Conclusion. — Au terme de cette énumération longue et cependant incomplète, une conclusion s'impose : c'est la nécessité d'une étroite collaboration entre les diverses institutions internationales, le besoin d'un centre vraiment mondial d'informations et d'études. Sans doute comme on l'a dit maintes fois, la matière est assez riche et assez variée pour justifier toutes les initiatives et répondre à tous les efforts; il n'en est pas moins vrai qu'il résulte de ces études entreprises sur les mêmes sujets par plusieurs institutions à la fois et cela sans relations suffisantes entre elles, un *gaspillage de science et une perte de temps*. L'I. I. A. prétend bien constituer ce centre mondial, et il est certain qu'il devait l'être dans l'esprit de ses fondateurs. En tout cas, il n'en remplit pas le rôle : ni par ses ressources financières, ni par son organisation intérieure, il ne peut réaliser cette universalité dans les sciences agronomiques. Ainsi pour la documentation on n'a pas réussi à créer de l'avis de M. Von Frauendorfer, bibliothécaire à l'I. I. A. un recueil international analysant toutes les recherches entreprises dans le monde entier. En ce qui concerne les recherches elles-mêmes, nous devons faire état du vœu émis en 1931 par l'I. M. C. et présenté à la S. D. N. accompagné du programme d'une station internationale de recherches appliquées à l'agriculture. Un certain régionalisme se manifeste d'autre part en cette matière : conférence des recherches agricoles de l'Empire Britannique, jardin d'essais panaméricain, etc. Une propagande très intéressante est faite par les expositions, concours, etc., trop nombreux pour que nous songions à les énumérer et dont il est d'ailleurs difficile de discerner à quel point ils sont internatio-

naux. Nous avons vu la tentative de l'I. I. A. pour rationaliser en quelque sorte avec sa C. I. C. A. les manifestations agricoles internationales : il faut croire que son action a été insuffisante puisque la F. I. T. A. ayant constaté la superposition de divers congrès à la même date et, pire encore, la convocation dans divers pays de congrès sur le même sujet décida, en 1932, afin d'éliminer cette fâcheuse coïncidence, de former une commission internationale pour les Congrès d'agriculture, constituée des présidents ou des représentants de toutes les associations de caractère international intéressées à la bonne marche desdits congrès.

Voilà quelques améliorations qu'il serait souhaitable de réaliser dans la matière que nous venons d'étudier. Il faudrait aussi que les travaux des organisations internationales soient publiés rapidement et reçoivent une plus large diffusion. C'est donc sur des vœux que s'achève cette première partie, mais avec, il faut le dire, assez peu d'espoir en leur réalisation prochaine.

DEUXIÈME PARTIE

L'action internationale en agriculture.

De la théorie à la pratique

CHAPITRE PRELIMINAIRE

NECESSITE DE LA DOCUMENTATION

85. Pour qu'une action ne soit pas guidée par le hasard, il est nécessaire qu'elle ait été précédée par une étude sérieuse du domaine où elle s'exercera, des possibilités d'action dans cette sphère et des résultats que l'on doit en attendre.

Jusqu'ici, il a été surtout question de l'œuvre de documentation réalisée par les institutions internationales; par la C. I. A. dans ses congrès, par l'I. I. A. avec ses bureaux techniques et les organes consultatifs que nous avons signalés; les diverses conférences réunies par la S. D. N. ont surtout abouti à faire connaître l'importance des questions agricoles dans les milieux internationaux; quand le B. I. T. a vu reconnaître sa compétence pour les questions de travail agricole, il n'a pas, comme on pouvait le croire, intensifié son action de ce côté là : il a commencé à réunir une importante documentation pour pouvoir envisager la situation agricole sous ses aspects propres, et non pas comme une copie des conditions industrielles.

C'est qu'en effet la situation agricole est encore mal connue à l'intérieur des nations et à plus forte raison sur le plan international. Au lieu donc d'agir dans l'inconnu il faut commencer par découvrir le champ inexploré où l'on se propose d'agir. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'une fois en possession de la documentation indispensable, il sera possible de passer à l'action. Mais déjà la simple publication des renseignements obtenus, n'est-elle pas une forme, la plus modeste et la plus fréquente aussi, de l'action internationale en agriculture? « Dans ce domaine¹ comme dans

1. *Les questions agricoles au point de vue international*, I. I. A. Documentation pour la C. E. I., 1927, p. 18.

bien d'autres, les institutions internationales n'ont ni l'autorité ni les moyens de juger ce qui convient à tel ou tel autre pays, mais elles peuvent se rendre utiles à tous en portant à leur connaissance l'expérience des autres. »

86. Au lieu de laisser à chacun le soin d'élaborer les mesures correspondant à ses besoins, l'institution internationale peut formuler la conclusion générale qui se dégage des renseignements recueillis. De tels vœux, résolutions, recommandations, sont parfois assez nets sur les principes et les grandes lignes des réalisations souhaitées, mais laissent dans le vague la technique et les détails de ces réalisations : il faut qu'elles puissent s'adapter aux diverses structures nationales. De cet ordre sont les vœux des congrès internationaux d'agriculture, ainsi que les recommandations de la Conférence économique internationale de 1927 dont on a pu dire, avec un peu d'exagération, qu'elles n'avaient d'international que le fait d'avoir été formulées pour toutes les nations dont chacune devrait prendre les mesures appropriées pour les appliquer.

Est-ce à dire que l'on doive se borner dans le domaine international à rassembler des documents ou à donner des conseils? Certes les institutions internationales ont bien réussi dans leur œuvre documentaire et moins bien dans leur rôle de conseiller. Il y a place toutefois pour autre chose que des renseignements ou des vœux, il y a des conventions entre Etats, des accords entre producteurs, toute une action internationale que nous allons étudier maintenant. Mais dans cette étude on aura continuellement à faire mention de travaux ou de vœux d'institutions internationales car ceux-ci préparent ceux-là; et ce qui n'est aujourd'hui que le désir d'un petit groupe d'hommes sera peut-être la réalité de demain.

TITRE PREMIER

L'action économique.
L'organisation internationale de la production
et de la vente

PREMIERE SUBDIVISION

LES ENNEMIS PERMANENTS DE L'AGRICULTURE ET LES MOYENS DE LES COMBATTRE¹.

87. Il y a d'abord les ennemis naturels. En première place, il faudrait peut-être classer la terre, la terre ingrate que même les poètes n'ont pas toujours qualifiée de féconde, et qui ne rend pas toujours aux hommes ce qu'ils lui ont donné. Mais c'est surtout la grêle, la pluie, le soleil; ce sont les maladies : les parasites, les insectes qui s'attaquent aux plantes : pensez au pou de San José, au doryphora, au « boll-weevil » du coton, à la mouche de l'olive. Les nuages d'acridiens transforment en une sorte de *no man's land* la contrée où ils s'abattent. Dans le règne animal, les épizooties déciment les troupeaux. Devant ces dangers, il est naturel de s'unir et de chercher en commun des remèdes contre d'aussi terribles fléaux.

C'est l'homme qui est encore pour le cultivateur le plus terrible ennemi : le spéculateur lui enlève par ses manœuvres un bénéfice durement gagné; le fraudeur, soit en s'appropriant une appellation d'origine, soit en trichant sur la qualité des produits, fait supporter à la communauté entière le poids de sa faute. Comme aux autres producteurs, les prohibitions, les tarifs douaniers, l'instabilité des monnaies causent aux agriculteurs des pertes aussi importantes qu'imprévisibles.

Contre tous ces ennemis qui d'année en année se suc-

1. Le cultivateur est à lui même son propre ennemi par son ignorance. C'est à quoi essaient de remédier les multiples institutions scientifiques que nous avons signalées et plus directement tous les établissements d'enseignement. De la partie technique de sa profession, cette ignorance s'étend à la partie commerciale et le laisse désarmé contre la spéculation, etc.

cèdent pour le combattre, le monde agricole, par-dessus les frontières, a entrepris la lutte; et ce n'est pas chose nouvelle: qu'on veuille bien se souvenir ici de la convention internationale du phylloxera qui, dès 1878, associait plusieurs nations pour la défense commune de leurs vignobles.

CHAPITRE PREMIER

LES ENNEMIS DE LA PRODUCTION

Trois alternatives peuvent se présenter : il est possible de prévoir le danger et par conséquent d'essayer de l'éviter ; il faut lutter contre lui pour l'anéantir ; s'il est le plus fort il convient de chercher à réparer les dégâts qu'il a causés.

SECTION I. — MÉTÉOROLOGIE AGRICOLE ¹

88. La météorologie agricole est une science récente, mais de la plus grande utilité pour la lutte contre les maladies parasitaires, pour la défense préventive contre les intempéries, pour la prévision de l'importance des récoltes, etc... Grâce à elle les agriculteurs ont une possibilité d'organiser la défense rationnelle de leurs récoltes contre les multiples fléaux qui les menacent et d'adapter certains de leurs travaux et de leurs méthodes de culture aux conditions atmosphériques locales. Dans diverses nations, des services agricoles et météorologiques conjuguent leurs efforts ; sur le plan international les institutions qui existent actuellement se limitent aux recherches scientifiques ; elles essaient non de prévoir mais « de déterminer les grandes lois de la formation et de l'évolution des plantes, sous tous les climats, dans tous les pays² ». Dans une réunion des directeurs des services météorologiques tenue à Copenhague, en 1929, deux principes ont été mis en évidence : pour pouvoir rendre de réels services à l'agriculture, la météorologie doit collaborer avec la biologie et l'agronomie ;

1. Voir 1^{re} partie, annexe n° 78.

2. L. Dop, *Le présent et l'avenir de l. I. I. A.*, p. 57.

une institution internationale ne peut avoir de véritables résultats que si elle s'appuie sur des organisations nationales : il faut de toute évidence constituer celles-ci pour que celle-là puisse vivre. Interdépendance des sciences, et plus largement *interdépendance de tous les efforts*, de quelque ordre qu'ils soient ; *nécessité des organisations nationales* : on retrouvera ces principes tout au long de cette étude.

SECTION II. — LA LUTTE CONTRE LES ENNEMIS DES PLANTES ET DES ANIMAUX

89. § A. L'action phytopathologique. — Le succès de la convention internationale du *phylloxera* avait montré aux agriculteurs quels résultats on pouvait attendre d'une telle action. Aussi ne tardèrent-ils pas à présenter des vœux pour que fussent conclues des conventions analogues. La nécessité d'études préalables les conduisit à nommer au congrès international d'agriculture de 1900, un comité international de pathologie végétale, mais celui-ci, semble-t-il, ne s'est jamais réuni. Toutefois l'idée était lancée, et quand en 1905 on créa l'I. I. A., on pouvait lire dans le programme soumis à la conférence : défense du bétail et des plantes contre les maladies contagieuses et épidémiques. L'article 9 § *d* de la convention indique avec précision les renseignements que l'Institut doit fournir en la matière ; mais cela n'était pas suffisant ; de l'information pure, il fallait passer à l'action pratique : c'est à quoi l'Institut s'employa en convoquant une conférence internationale de phytopathologie en 1914. Elle aboutit à la signature d'une convention le 4 mars 1914 ; on peut la résumer en trois points : création d'instituts de recherches scientifiques ; surveillance efficace des cultures, des expéditions, des emballages ; établissement de certificats phytopathologiques à délivrer aux intéressés³. La guerre coupait court aux ratifications, mais, dès 1919, on réclamait, aux conférences agricoles interalliées

3. Voir le texte de cette convention et celui de celle de 1929 dans : *Documentation sur la Conférence internationale pour la protection des plantes I. I. A., 1929.*

la signature de la convention de 1914 et la réunion d'une nouvelle conférence.

90. Il devait se passer cependant une dizaine d'années avant que la convention de 1914 complètement remaniée entrât en application. Ce délai ne devait pas être perdu. Tandis qu'à Wageningen le Comité international de phytopathologie étudiait la question, le premier (1923) le gouvernement italien formulait ses critiques contre l'ancien texte. En 1925, le congrès international de Varsovie soulignait la nécessité de recherches scientifiques très sérieuses pour faciliter l'élaboration d'une convention; on devrait pour la rédiger, tenir compte des critiques adressées à celle de 1914 et de la situation des diverses législations nationales; c'était, en tout cas, par une réforme des services nationaux qu'il faudrait commencer. En 1926, l'I. I. A. constituait une commission des experts pour la protection des végétaux : celle-ci chargée d'établir un nouveau texte de convention, commençait ses travaux en avril; un peu plus tard, en juin, à Buenos-Ayres, entre quatre Etats de l'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), avait lieu une conférence préliminaire pour la protection des plantes qui mettait elle aussi sur pied un projet.

Ainsi préparée, la *conférence internationale pour la protection des plantes* se réunit à Rome en avril 1929. Le problème qu'elle avait à résoudre était passablement délicat : il s'agissait, en effet, de faire concourir toutes les mesures édictées à la protection des plantes et en même temps de n'apporter qu'un minimum de gêne au commerce; il y avait aussi un autre inconvénient qu'il aurait été souhaitable de faire disparaître : les mesures vétérinaires ou phytopathologiques ne sont souvent qu'un artifice douanier, elles servent à cacher l'intention véritable du pays qui les prend, à savoir d'interdire, pour des raisons économiques, l'entrée sur son territoire des produits soi-disant suspects.

91. A ce problème complexe, voici quelles solutions apporte la convention de 1929. L'article premier déclare : « Les pays contractants s'engagent à prendre les mesures

législatives et administratives nécessaires en vue d'assurer une *action commune et efficace contre l'introduction et l'extension des maladies et des ennemis des végétaux* ». Ces mesures devront spécialement viser la surveillance des cultures, la constatation des maladies, les moyens de prévention et de lutte, les transports, les sanctions. Chaque pays (art. 2), devra créer une organisation officielle chargée de l'exécution de ces divers points : elle comprendra un service d'études et un service d'action et de contrôle. Les articles suivants règlent les questions d'importation et d'exportation, en particulier celle des certificats sanitaires qui doivent être vérifiables. L'article 8 prescrit de n'interdire l'importation ou le transit de produits en provenance d'un pays déterminé « que si la présence d'une maladie ou d'un ennemi des végétaux a été effectivement constatée sur le territoire de ce pays, et s'il existe une nécessité réelle de protéger les cultures du pays qui a établi l'interdiction d'entrée ». Ceci interdit par conséquent les mesures de protection déguisée que nous avons signalées plus haut. Enfin les gouvernements devront publier certains renseignements. L'I. I. A. jouera le rôle d'organe centralisateur. L'article 17 stipule que les pays non-adhérents à la convention ne pourront pas obtenir un régime plus favorable que celui qu'elle détermine. Sur les 49 participants à la Conférence, une vingtaine l'ont signée; 9 seulement l'ont ratifiée jusqu'ici.

Cette convention est, on le voit, très générale; elle n'a pu résoudre que dans ses grandes lignes le problème de la lutte internationale contre les ennemis des végétaux. Aussi dès sa conclusion a-t-on demandé qu'elle fût complétée par des *conventions bilatérales* se rapportant aux facteurs nuisibles les plus particulièrement dangereux, suivant les régions.

Depuis, l'I. I. A. s'est vu chargé de l'étude de diverses questions scientifiques : ainsi la Conférence monétaire et économique de Londres l'a prié d'examiner quels principes scientifiques et techniques doivent présider au contrôle de l'importation et de l'exportation des plantes et autres

produits végétaux. Dans une sous-commission de la même conférence, on l'invitait à étudier les épiphyties du cacaoyer. C'est montrer à quel point les questions scientifiques sont importantes dans ce domaine. Mais c'est cependant un facteur moral, la bonne foi des Etats, qui joue là le principal rôle.

92. § B. La lutte contre les insectes. La protection des oiseaux. — La lutte contre le *phylloxera vastatrix* reste l'exemple le plus célèbre en cette matière. Les ravages exercés par divers autres insectes ont cependant poussés les gouvernements dans la voie de la collaboration internationale. C'est ainsi que l'on a envisagé une action commune, dans les Etats du Danube, contre le *portheria dispar* L. — Après une Conférence internationale tenue à Madrid en 1923, par les pays européens riverains de la Méditerranée et par le Pérou, un plan d'étude de la *mouche de l'olive*, complété par un programme d'action contre elle était adopté : la partie scientifique a été seule remplie jusqu'ici, avec la création par le comité permanent de l'I. I. A. d'une section pour la mouche de l'olive à l'intérieur du C. I. S. A. Plus récemment un ennemi de la pomme de terre a fait son apparition : il s'agit du *doryphore*. Voici la résolution prise à ce sujet par la C. I. A. à son assemblée de Lausanne en juillet 1932 : « Considérant le grand danger qui menace tous les Etats européens cultivant la pomme de terre, la C. I. A. estime qu'il est d'urgente nécessité que les instituts de pathologie végétale de tous les Etats tendent à une coopération aussi étroite que possible. Se ralliant à la résolution prise dans le même esprit par la Conférence internationale du Doryphore tenue à Paris les 6 et 7 juin 1932, elle souhaite que les services officiels de pathologie végétale des pays européens soient mis en mesure de se communiquer directement tous renseignements scientifiques de nature à empêcher la propagation et l'extension du doryphore⁴ ».

93. Les insectes que nous venons de citer ne s'attaquent qu'à certaines plantes. Par contre les *sauterelles* dévorent

4. *Annales de la C. I. A.*, n° 8, octobre 1932.

la totalité des récoltes sur lesquelles elles s'abattent. Heureusement ce fléau est localisé dans les contrées chaudes et semi-arides. Dès 1906, à une conférence inter-coloniale tenue à Prétoria, on avait envisagé divers moyens de lutte. En 1912, l'I. I. A. avait commencé à rassembler une documentation sur ce point. En 1916 le protectorat français du Maroc proposait la réunion d'une Conférence internationale : celle-ci eut lieu à l'I. I. A. en octobre 1920. « Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de lutter contre les sauterelles susceptibles de nuire aux cultures des Etats voisins signataires de la convention⁵ ». Les moyens de lutte les plus efficaces sont ceux de destruction dans les centres mêmes de formation de sauterelles ; en cas d'invasion, il faut aviser rapidement les pays voisins. L'I. I. A. reçoit mission de centraliser toute la documentation, et de vulgariser les procédés de lutte contre les sauterelles : à cet effet les gouvernements s'engagent à lui fournir les renseignements nécessaires. Cette convention a été ratifiée par vingt-et-un pays.

Pour faciliter la lutte, des accords particuliers étaient désirables : en même temps que la convention un accord intervenait entre les pays de l'Afrique Nord-Equatoriale ; le service de défense des cultures à Alger était choisi comme centre de documentation et de recherches. En considération de la haute importance des recherches scientifiques et techniques pour cette lutte l'I. I. A. créait une section spéciale dans son C. I. S. A. D'autre part des spécialistes se groupèrent autour de l'Imperial Institute of Entomology (Londres) pour organiser des recherches biologiques en vue d'arriver à une solution rationnelle du problème acridien (réunions Rome 1931 ; Paris 1932 ; Londres 1934).

94. Pour la destruction des insectes l'homme a de précieux auxiliaires dans certaines espèces d'oiseaux. Dès le début du mouvement international en agriculture, divers vœux réclamèrent une *protection effective de ces oiseaux*.

5. Voir le texte dans *Bulletin des renseignements agricoles et des maladies des plantes*, I. I. A., février 1921, p. 262.

Les deux conférences de Paris en 1895 et en 1902 aboutirent à la convention pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture du 19 mars 1902. Ce sont principalement les insectivores qui sont protégés par l'article 1^{er} de la convention. Des mesures transitoires étaient aussi prévues pour permettre aux Etats d'arriver à l'interdiction absolue de tuer certains oiseaux à quelque époque et de quelque manière que ce fût. Ratifiée par 15 pays, cette convention n'a cependant pas donné tous les résultats que l'on était en droit d'en attendre. Il résulte notamment des travaux d'un congrès tenu à Bruxelles en 1927, que les oiseaux migrateurs protégés dans les pays du nord, le sont beaucoup moins dans les pays méridionaux. La convention a donc besoin d'être complétée. L'I. I. A. depuis 1909, diverses organisations américaines, suisses et anglaises déjà signalées ont étudié dans toute une série de réunions (Luxembourg, 1925; New-York, 1926; Bruxelles 1927; Genève 1928, etc.), les modifications à apporter à la convention. La conférence diplomatique prévue pour 1931 à La Haye a été ajournée. Aucun progrès remarquable ne s'est donc fait sentir depuis 1902⁶.

95. § C. La lutte contre les épizooties. Les conventions vétérinaires. — La lutte contre les épizooties débute dans le domaine international avec la conférence internationale de Vienne en 1871. En effet la lutte entreprise par les Etats sur la base de ses décisions amena l'extinction presque totale de la peste bovine en Europe. Les congrès de médecine vétérinaire (1883, 1889, 1895) préparèrent un projet de convention sur les mesures préventives à prendre contre la propagation des maladies épizootiques par le trafic international des animaux domestiques; ce projet n'aboutit pas. Il fallut attendre l'après-guerre et la réapparition de la peste bovine dans les pays de l'Europe centrale pour que

6. Citons pour mémoire, en ce qui concerne la protection des animaux la convention passée à Londres en 1900, entre 7 Etats ayant des possessions africaines pour arrêter ou entraver la chasse faite par l'homme aux animaux qui composent la faune africaine. Elle n'intéresse que faiblement l'agriculture proprement dite.

la nécessité d'un accord international se fit vraiment sentir. En mai 1921, une conférence internationale pour l'étude des épizooties était convoquée à Paris.

La conférence mit en lumière la nécessité de recherches plus complètes sur la peste bovine, la fièvre aphteuse et la dourine; elle indiqua les principes qui devaient être appliqués à la lutte contre ces maladies; elle insista surtout sur les services que rendrait la communication rapide de bulletins sanitaires uniformes entre les divers pays. Enfin elle préconisa la création d'un office international des épizooties, comme centre d'études, comme clearing d'informations, comme instrument de rédaction des accords diplomatiques à prendre en la matière.

96. Ce souhait devait être réalisé trois ans plus tard. Un arrangement international créant l'*Office International des Epizooties* était signé à Paris le 25 janvier 1924. Les statuts organiques annexés à l'arrangement déterminent sa condition juridique, ses ressources financières, ses organes de direction et d'administration. C'est une institution indépendante du pays où elle siège (France-Paris); elle ne relève que des Etats qui assurent son fonctionnement et elle entretient avec eux des rapports directs. Suivant la catégorie dans laquelle ils se rangent, les Etats versent des cotisations allant de 1.500 à 12.000 francs. Chaque Etat nomme un représentant technique : leur réunion forme le comité de direction et de contrôle qui a, à sa tête, un président désigné pour trois ans. Un directeur et des fonctionnaires techniques remplissent les tâches dévolues à l'Office.

Il doit : « a) provoquer et coordonner toutes *recherches ou expériences* intéressant la pathologie ou la prophylaxie des maladies infectieuses du bétail pour lesquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale;

b) Recueillir et porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs services sanitaires les *faits et les documents* d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens employés pour les combattre;

c) Etudier les projets d'*accords internationaux* relatifs

à la police sanitaire des animaux et mettre à la disposition des gouvernements signataires de ces accords les moyens d'en contrôler l'exécution » (art. 4 des statuts). L'Office reçoit des gouvernements, par la voie télégraphique, notification des premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse constatés dans une contrée jusque-là indemne, et il transmet ces renseignements par la même voie aux Etats participants. A intervalles réguliers des renseignements sur la présence de diverses maladies (peste bovine, fièvre aphteuse, péripneumonie contagieuse, fièvre charbonneuse, clavelée, rage, morve, dourine, peste du porc), lui sont communiqués par les gouvernements qui lui font part également des mesures édictées par eux pour combattre les épizooties. L'Office réunit tous ces renseignements et les publie dans deux revues mensuelles, les *Statistiques* et le *Bulletin*.

L'Office a commencé à fonctionner en 1927. Actuellement 44 Etats ou colonies participent à son fonctionnement. Au cours des assemblées annuelles les maladies énumérées *supra* ont fait l'objet de nombreuses communications. L'Office a essayé d'unifier les différents bulletins sanitaires, ainsi que les certificats. D'autre part les très nombreuses conventions vétérinaires conclues ces dernières années s'inspirent des principes dégagés par l'Office international des Epizooties. Les buts de ce dernier sont en effet essentiellement *scientifiques et techniques*. « Il se propose avant tout de déterminer les meilleures méthodes d'intervention pour la prophylaxie des maladies épizootiques, ainsi que les possibilités et les conditions de leur utilisation. C'est ainsi qu'il doit nécessairement envisager tout ce qui concerne la réglementation sanitaire et l'organisation du service sanitaire. Il prépare aussi l'examen des problèmes économiques, en précisant les conditions auxquelles doivent être subordonnées les facilités accordées pour le trafic⁷. »

7. *Bulletin de l'Office international des Epizooties*, 1^{re} année, p. 607, Leclainche

97. C'est en cette dernière qualité que l'Office a été chargé de servir d'organe technique pour le sous-comité d'experts vétérinaires de la S. D. N. Avant d'exposer quelle œuvre ils ont essayé de réaliser d'un commun effort, il nous semble utile d'exposer brièvement l'importance des questions vétérinaires dans le domaine économique. A l'intérieur de chaque Etat, des mesures sanitaires sont indispensables : on sait en effet, quelles pertes énormes les maladies contagieuses des animaux peuvent faire subir à un pays et la reconstitution du cheptel ainsi détruit ne va pas toujours sans difficulté. De plus un service vétérinaire ne borne pas son rôle à la lutte contre la maladie ; il cherche à rendre l'exploitation des animaux aussi rémunératrice que possible. Dans les relations internationales, il est évident que le premier soin des gouvernements soucieux de préserver leur pays de la contagion sera d'édicter des mesures prohibitives à l'entrée de toutes les matières pouvant donner prise aux soupçons. On voit la répercussion économique d'une telle interdiction qui peut frapper, à l'importation ou en transit, le bétail vivant, la viande, les diverses denrées de provenance animale et même certains produits végétaux (foin, paille), susceptibles de renfermer des germes. D'autre part les préoccupations sanitaires sont un bon prétexte pour fermer les frontières dans un but réel de défense de la production nationale. Le problème économique est donc de n'apporter au commerce international que les entraves indispensables pour assurer une protection suffisante contre les épizooties.

98. Le sous-comité d'experts vétérinaires du Comité économique de la S. D. N. a été créé en 1928. Après une première période d'études et de documentation le sous-comité pouvait poser toute une série de principes. Il rappelait d'abord ses origines : création à la suite de la Conférence internationale pour l'abolition des prohibitions à l'importation et à l'exportation, et sa mission : nous l'avons définie tout à l'heure en exposant le problème économique vétérinaire. Puis il passait en revue l'organisation des ser-

vices sanitaires vétérinaires et le mode de publication des bulletins, la nécessité de renseignements rapides et les autres formes de collaboration internationale : échange d'étudiants, de fonctionnaires, missions d'études, etc., enfin les mesures d'ordre sanitaire vétérinaire applicables à l'exportation, à l'importation et au transit des animaux, de la viande et des produits animaux. A la suite de ce rapport, le Comité Economique désignait certains de ses membres pour mettre sur pied trois projets de convention (nov. 1930).

Le premier avant-projet concerne la *prophylaxie des maladies des animaux*. Une organisation sanitaire officielle, sous la direction d'un chef responsable serait chargée de la publication d'un bulletin (modèle de l'Office international des épizooties) et de toutes les informations télégraphiques ou autres. Elle délivrerait des certificats d'origine et de santé, se chargerait de l'inspection au départ et à la frontière et de la désinfection des moyens de transport. Elle serait l'organe central de la lutte contre les maladies.

Les deux autres projets de conventions concernent :

a) Le *transit* du bétail et des produits animaux, viandes incluses (certificat obligatoire, réduction au minimum par le choix et le règlement des transports des chances de contagion).

b) L'*importation et l'exportation des produits animaux autres que les viandes*, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et ses dérivés (certificat, attestation de désinfection ou de recherche de virulence).

D'après les réponses des gouvernements, ces avant-projets formaient une base raisonnable de discussion. Mais depuis lors (1932) il n'a pas été possible, malgré les recommandations de la Conférence monétaire et économique de Londres, de convoquer une conférence diplomatique internationale pour élaborer et adopter des conventions définitives. La S. D. N. envisage la convocation sous peu (septembre 1934) d'une réunion préliminaire⁸.

8. Au cours de cette conférence qui s'est tenue à Genève, en octobre 1934, les experts ont adopté les projets resumés ci-dessus en ne leur apportant que de légères modifications. 15 pays européens participaient à cette conférence. On a plutôt adouci les textes antérieurs.

SECTION III. — LA RÉPARATION DES DOMMAGES SUBIS.
L'ASSURANCE INTERNATIONALE.

99. Au début du ^{xx}^e siècle apparut la nécessité de fonder les assurances agricoles, en particulier l'assurance contre la grêle, sur des relevés exacts et uniformes, sur une statistique précise des cas où l'assurance doit jouer. Mais assez vite on devait passer à une conception plus vaste et plus grandiose, encore que plus risquée : dans le programme primitif de l'I. I. A. il est question de résoudre par une entente internationale le problème de l'assurance contre les dommages éprouvés par les agriculteurs (grêle, gelée, incendie, inondation, mortalité du bétail). Aujourd'hui en effet les primes sont trop élevées en raison de la petite circonscription territoriale de l'assurance. Tout en conservant les multiples caisses d'assurances créées par la mutualité dans tous les pays du monde, on arriverait à une solution satisfaisante en réassurant ces organismes à une caisse internationale. Cette conception a été complètement abandonnée, et il n'en reste pas trace dans la convention de 1905.

Cependant le débat s'est renouvelé plusieurs fois sur le plan de la théorie. Cela coïncide d'ailleurs avec d'abondantes chutes de grêle ou une mortalité exceptionnelle du bétail. Devant les difficultés financières ressenties ces années-là par les caisses d'assurances de plusieurs pays, il est naturel de se tourner vers les pays épargnés et de songer à une plus large répartition des risques. C'est jusqu'ici seulement dans l'Europe centrale que des efforts vers une telle organisation pour l'assurance-grêle ont été poursuivis. Mais trop de différences subsistent entre les pays, pourcentage des assurés, rendement des sols, bases juridiques des contrats, pour qu'une réassurance internationale soit possible. La circonscription territoriale est encore trop petite : la compensation des risques ne devrait pas se limiter à l'Europe, mais s'étendre à l'Amérique et aux autres continents.

Pour l'assurance bétail, la nécessité d'une institution de réassurance ne se fait pas sentir ; elle pourrait rendre toute-

fois des services pour quelques catégories tout à fait spéciales. Par contre pour elle, comme pour les autres, l'échange international d'études et d'expériences est souhaitable. Ainsi on ne semble pas avoir fait beaucoup progresser la question depuis le début du xx^e siècle.

CHAPITRE II

LES ENNEMIS DE LA VENTE

SECTION I. — LA SPÉCULATION.

100. La crise agricole de la fin du XIX^e siècle avait été singulièrement élargie et renforcée par l'action des spéculateurs, particulièrement favorisés à cette époque où le marché des produits agricoles devenait mondial. La présence du mal fit naître le besoin d'un remède. Au cours des congrès internationaux, des vœux furent émis en faveur d'une entente internationale chargée de prévenir et d'empêcher les abus dans les marchés fictifs de céréales. En même temps on exprimait l'opinion que des statistiques internationales seraient d'un puissant secours contre les organisations qui à l'aide de renseignements inexacts provoquent artificiellement des hausses ou des baisses sur les principaux marchés du monde.

A la suite d'un congrès à Versailles en 1900, était fondée l'*Union internationale Statistique des Céréales*. Composée de sections nationales, elle avait pour but de recueillir et d'échanger tous les renseignements statistiques, législatifs, administratifs, commerciaux et autres qui sont de nature à influencer le cours des céréales; il ne semble pas que l'Union ait eu une existence très active.

L'*Internationale landwirtschaftliche Vereinigung für Stand und Bildung der Getreidepreise*, union agricole internationale pour la formation et les cours des prix des grains, lui a succédé. Elle siégeait à Saabor en Silésie. Elle réunissait des Autrichiens, des Allemands et quelques Français. Vers la même époque (1903-1907) Rulhand

essayait d'établir à Fribourg un Office international pour l'observation des marchés du blé.

D'autre part une Union internationale statistique des sucres existait entre les représentants des offices de statistique créés par les industriels de France, de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, et de Hollande.

Cependant l'I. I. A. était créé en 1905. Nous savons que dans la pensée de ceux qui en avaient pris l'initiative, la lutte contre la spéculation était l'un de ses principaux objets. Tant par la publication de renseignements et de statistiques que par la bourse de commerce qui devait lui être adjointe dans le projet primitif, il devait permettre aux agriculteurs de lutter avec succès contre leurs principaux exploiters, les trusts de transports, les industries de transformation, enfin et surtout la toute-puissante spéculation.

La bourse de commerce mondiale n'a pas été créée. L'I. I. A. n'a reçu mission que de publier dans le plus bref délai possible les renseignements statistiques, techniques ou économiques concernant le commerce des produits agricoles et les prix pratiqués sur les différents marchés. Mais ses publications ne peuvent lutter de vitesse avec les informations commerciales. Le commerçant est encore mieux outillé que l'agriculteur pour connaître les conditions du marché. Quant au spéculateur la rapidité de ses opérations constitue toujours pour lui le même avantage.

Si aujourd'hui la spéculation sur le marché mondial semble moins active, c'est plutôt aux restrictions imposées dans toutes les nations au commerce international, qu'à une meilleure organisation commerciale de l'agriculture que l'on doit l'attribuer.

101. Si les *statistiques* ne peuvent donner immédiatement des règles utilisables dans la pratique, elles permettent au bout d'un temps assez long de formuler des conclusions d'ordre général, et de faire œuvre de prévision en supputant les probabilités et en estimant le coefficient de chacune d'entre elles. Pour cela, il importe que les statistiques soient comparables. L'I. I. A. a fait dans ce domaine un effort

considérable; il a obtenu que plusieurs Etats réorganisent sur les bases théoriques indiquées par lui leurs services de statistique; ses diverses publications ont une valeur unanimement reconnue et leur moindre mérite n'est pas leur souci de présenter des résultats unifiés. En faisant adopter en 1928 une convention internationale sur les statistiques économiques (ratifiée par 21 pays), la S. D. N. a apporté à l'I. I. A. une aide puissante dans sa tâche d'unification, tâche qu'il a continuée avec le Recensement agricole mondial. Mais une telle œuvre scientifique permettant de voir les mouvements généraux de la production, des courants commerciaux et des prix, n'a qu'une utilité limitée pour l'agriculteur qui doit vendre ses produits avant que les statistiques soient complètement publiées et que l'on ait pu en tirer des conclusions pour l'avenir.

Pour lutter contre la spéculation, pour parer à l'insuffisance commerciale de l'agriculture, d'autres solutions sont peut-être plus indiquées : nous les étudierons en exposant quels remèdes ont été proposés pour sortir de la crise agricole.

SECTION II. — LA FRAUDE.

102. § A. La propriété agricole. La protection des nouveautés. Les appellations d'origine. — Ces questions présentent autant d'intérêt pour le vendeur que pour l'acheteur; c'est en effet à leurs dépens que la fraude s'exerce, et si le sélectionneur ou le possesseur d'une appellation d'origine se voit frustré du bénéfice qui aurait dû normalement lui revenir, l'acheteur ne retrouve plus dans son acquisition les caractéristiques du produit désiré. Pour que cesse cette situation, il est nécessaire que dans chaque Etat la législation reconnaisse et défende la propriété agricole à l'égal de la propriété industrielle, et qu'ensuite intervienne une convention internationale pour unifier les dispositions nationales.

La convention d'union de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883) protège non seulement l'industrie, mais aussi l'agriculture : il est spécifié dans son

protocole de clôture que « les mots *propriété industrielle* doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.)¹ ». Cette généralisation des dispositions de la convention de 1883 qui n'avait qu'une portée restreinte au début (elle ne s'appliquait qu'aux indications d'origine), prend maintenant plus d'importance avec le développement des brevets d'enregistrement des variétés de plantes sélectionnées.

103. Dès l'avant-guerre, en 1913, la Fédération nationale des sociétés d'horticulture de France émettait à Besançon un vœu pour que les *nouveautés végétales* fussent protégées par des mesures internationales. Quand à la suite du congrès d'agriculture de 1923, l'association internationale des sélectionneurs de plantes de grande culture fut créée, elle recevait mission d'agir auprès des pouvoirs publics dans les différents pays afin d'aider au progrès de la sélection et en particulier d'assurer aux nouveautés végétales la protection légale dont bénéficient les nouveautés industrielles. De son côté, la Fédération horticole professionnelle internationale s'occupait de faire reconnaître par les Etats intéressés au développement de l'horticulture, le droit de protection horticole en matière d'obtentions ou d'introductions horticoles ; près d'elle fonctionne un *Bureau international d'enregistrement des nouveautés horticoles* : en créant ce bureau la Fédération se proposait de garantir la propriété et la priorité des horticulteurs en ce qui concerne principalement les fleurs et les fruits, d'assurer à ces nouveautés une certaine publicité et surtout de créer un usage international qui aurait servi de base pour la préparation et l'adoption d'un arrangement international protégeant les nouveautés horticoles ; un très petit nombre de nouveautés y a été enregistré. Malgré cet échec, il a contribué à répandre l'idée de la protection de la propriété

1. Pillet et Chabaud, *Régime international de la propriété industrielle*, p. 487.

agricole : les législations de certains pays semblent engagées dans cette voie (Etats-Unis, France). La C. I. A. et l'association des sélectionneurs n'ont pu que poser les principes qui devraient régir, dans le domaine international, le droit de propriété des variétés de plantes sélectionnées ; en particulier la protection des variétés enregistrées dans un pays, devrait être accordée par un autre pays d'après le principe de la réciprocité.

Voilà donc un domaine où il reste, à l'action internationale, encore presque tout à faire. Si un jour les Etats consentaient à protéger la propriété agricole comme la propriété industrielle, ils trouveraient dans les recherches des institutions que nous avons signalées, de très importants travaux préparatoires. Bornons-nous à rappeler que l'on ne peut protéger que ce que l'on connaît : d'où la nécessité de listes et de catalogues internationaux, avec l'indication des caractères distinctifs de chaque variété inscrite.

103 bis. Dans un autre domaine, les *livres généalogiques* constituent des listes analogues ; mais leur but n'est pas le même. Par eux on poursuit l'amélioration des races en éliminant les sujets défectueux et en sélectionnant les reproducteurs. Mais ils servent surtout à constituer l'état civil du bétail : ainsi le producteur en possession des papiers de ses animaux n'aura à craindre sur le marché que la concurrence des animaux de la même race inscrits au même livre généalogique ; pour l'acheteur, c'est une garantie d'origine et de qualité. Dans le plan international, les livres généalogiques peuvent rendre les mêmes services : pour celà, il importe, suivant les travaux poursuivis depuis plusieurs années par la C. I. A., d'unifier les principes qui président à leur tenue et à leur contrôle, dans les différents pays et que dans chaque Etat un organisme spécial soit habilité à authentifier officiellement tout certificat délivré par un Livre généalogique.

104. C'est surtout à propos des *appellations d'origine* que les questions de propriété agricole ont une grosse im-

portance, et entre toutes les appellations celles des vins ont une particulière valeur. Aussi ce sont ces appellations et elles seules que protège l'arrangement de Madrid sur la répression des fausses indications de provenance des marchandises (1891). Cet arrangement déclare que « tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des Etats contractants ou un lieu situé dans l'un d'eux serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun des dits Etats (art. 1^{er}) ». L'article 4 posant le principe que les appellations de caractère générique échapperont aux dispositions de l'arrangement et qu'il appartiendra aux tribunaux de chaque pays de les déterminer, ajoute que *cette réserve ne s'applique pas aux appellations régionales de provenance des produits vinicoles*. En 1891, puis en 1897 on proposa d'étendre ce régime à tous les produits agricoles et si l'exception fut maintenue pour les seuls produits vinicoles, ce fut moins par méconnaissance du bien-fondé des revendications présentées que par crainte que l'exception ne fît disparaître la règle.

En droit, il n'y a pas de moindres arguments en faveur de la protection des appellations d'origine de tous les produits agricoles que de celles du vin. « Le nom établit le rapport entre la terre et les générations humaines qui l'ont enrichie d'un trésor moral et quelquefois matériel² ». L'appellation d'origine des produits agricoles n'est pas en effet une simple indication de provenance; par la consécration de l'usage, elle prend part à la nature de la marque commerciale. « Il est encore possible qu'un procédé de fabrication déterminé qu'a dû son origine et son nom à l'industrie d'une cité devienne avec le temps le modèle d'un genre spécial, mais courant et susceptible de reproduction. Dans ce cas le nom géographique est pour ainsi dire le résumé d'une description ou d'une analyse trop complexe pour le langage vulgaire, mais le produit agricole qui porte un nom de pays, de contrée, voire même de hameau ou de

2. M. Paisant, « De la protection internationale de la propriété industrielle », *Académie de droit international*, cours, t. XXXIX, p. 513.

champ, rappelle un ensemble de *qualités nées du climat, du terroir, de l'air et de la lumière qui ne peuvent opérer que par leur action, dans un héritage sous un angle déterminé du ciel*. Comme le produit est la sécrétion du lieu, ainsi le nom est témoignage de son origine. Admettre qu'un tel nom devienne générique, qu'il tombe dans le domaine public, c'est prétendre que l'on peut imiter par l'artifice les dons de la nature. C'est donc s'engager dans la voie d'une erreur ou d'une duperie. A reconnaître l'appellation d'origine de tous les produits du sol, il y a de la justice et de la franchise et c'est sous cet horizon que s'ouvre l'avenir indiqué par le progrès des lois et les efforts des jurisconsultes. ³ »

105. Depuis la convention de Madrid l'état de la question a évolué. Les articles 274 et 275 du traité de Versailles imposés à l'Allemagne sont une obligation morale aux autres Etats signataires de ce traité de lutter contre toute concurrence déloyale, et de prendre des mesures pour réprimer l'emploi de « fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature et les qualités spécifiques » des produits et marchandises étrangères; l'article 275 concerne spécialement les vins et spiritueux. Dans les nombreux traités signés depuis lors entre la France et les puissances étrangères, une protection efficace est organisée pour les appellations viticoles et les « Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à étudier l'extension éventuelle de la protection des appellations d'origine ci-dessus prévue, à d'autres produits tirant du sol ou du climat, leurs qualités spécifiques. »

D'autre part l'interprétation donnée à l'Arrangement de Madrid, a suivi une évolution remarquable. Tant par l'action de l'O. I. V. qui a dans son programme le respect des appellations d'origine, que par l'évolution des esprits dans la plupart des 16 Etats ayant ratifié l'Arrangement de 1891, on tend aujourd'hui à assurer une protection efficace aux appellations viticoles et pour certains autres produits on est déjà entré dans le domaine des réalisations.

Pour les appellations régionales de provenance des pro-

3. M. Paisant, *op. cit.*, p. 521.

duits vinicoles visées à l'article 4 de l'arrangement de Madrid, la situation est aujourd'hui assez claire. Pendant longtemps, en effet, certains des Etats signataires de l'arrangement, l'Espagne par exemple, interprétaient l'article 4 comme permettant l'emploi d'une appellation d'origine inexacte, à la condition de la faire suivre de l'indication du lieu réel de production : *Bourgogne d'Australie* *Porto du Cap*, *Champagne de Suisse*. Cette interprétation semble aujourd'hui abandonnée; n'est-ce pas donner un sens générique à une appellation que de l'appliquer à un produit d'une origine autre que celle qu'elle évoque, en la faisant suivre de l'indication de la véritable origine? N'est-ce pas d'autre part l'intérêt bien compris des jeunes nations viticoles de chercher à acquérir une réputation propre plutôt que d'usurper des noms étrangers? Si, en raison des prix de revient plus faibles de leurs vins, et de la célébrité universelle des vins imités, leurs bénéfices du début sont plus importants, ne renoncent-elles pas à créer des crus distincts qui seraient achetés pour leurs qualités particulières et non pas seulement pour l'étiquette placée sur la bouteille?

106. De très gros progrès ont été réalisés depuis la guerre pour la protection des appellations. Les conventions que nous avons signalées entre la France et une vingtaine de pays étrangers, des conventions analogues conclues par l'Angleterre et par le Portugal, posent les principes exposés ci-dessus. On note également une amélioration des diverses législations nationales en ce qui concerne la protection des appellations viticoles, non seulement pour les vins étrangers, mais aussi pour les vins du pays; il importe en effet pour que la protection internationale ait une signification quelconque, que la production des vins soit réglementée à l'intérieur de chaque pays et que notamment les zones de production soient délimitées très exactement⁴.

4. Voir dans le rapport de MM. Leroy et Simard, « La Conférence économique mondiale de Londres et la défense des produits vinicoles », à l'Assemblée générale du Comité international du Commerce des vins, du 19 mai 1933, un exposé des principales législations.

On aurait pu considérer le problème comme en bonne voie de solution, si les résolutions adoptées à Ottawa par le Comité impérial britannique en 1932 n'avaient remis les choses en question. Le Comité recommandait aux représentants des Dominions de s'efforcer de faire accepter dans tous les arrangements internationaux, ce point de vue que les appellations d'origine des produits vinicoles peuvent être employées dans un sens générique. C'est nous l'avons dit, l'avantage immédiat de l'Australie et de l'Afrique du Sud en particulier; ce n'en est pas moins contraire aux règles de la probité commerciale. Un exemple du même genre a été fourni par les Etats-Unis après l'abrogation du 18^e amendement (prohibition). La législation de ce pays qui interdit l'emploi d'indications trompeuses sur l'origine des marchandises permet toutefois l'emploi des « Bordeaux de Californie » etc, à la condition théorique que le produit ainsi désigné ait une ressemblance suffisante avec le produit authentique. Le Canada ne semble guère, au moins dans ses accords commerciaux avec la France (12 mai 1933 et 1^{er} oct. 1934) avoir suivi la consigne d'Ottawa. De son côté l'administration du contrôle fédéral des alcools des E.-U., a annoncé la mise en vigueur d'une réglementation plus stricte des appellations d'origine (août 1934).

107. Les Etats-Unis d'ailleurs sont signataires de la convention de 1883. Nous avons vu que d'après son protocole de clôture cette convention s'appliquait aux produits agricoles; toutefois les appellations d'origine n'y étaient mentionnées que d'une façon assez vague. Depuis sa révision de 1925, l'article premier est beaucoup plus net : Ce que les Etats ont entendu protéger en ratifiant cette convention ce sont « les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial et les appellations de provenance ou appellations d'origine ». Cette protection s'applique « au domaine des industries agricoles (vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, etc.) » Cette révision concorde avec la tendance de l'après-guerre vers une meil-

leure protection des appellations d'origine. Dès 1922, la S. D. N. avait reconnu, mais sans agir, la nécessité de cette protection « pour tous les produits qui tirent leurs propriétés particulières du sol et du climat d'une région donnée.

Certaines conventions bilatérales ont imposé le respect des appellations d'origine des *fromages*, des *houblons*, des *bières*, des *tabacs*. Une convention internationale (juin, 1930) a même tenté d'organiser la protection des dénominations de fromages (elle sera analysée ultérieurement).

Nous nous trouvons donc ici en face d'un mouvement qui n'est plus restreint aux seules appellations d'origine des vins. Le bon sens a commencé de triompher et l'on peut espérer que bientôt, dans les relations internationales les appellations d'origine des produits agricoles bénéficieront toutes de l'application des règles de la loyauté commerciale.

108. Une nouvelle branche de la propriété agricole deviendra sans doute très importante dans l'avenir. Il s'agit de la marque nationale, de l'obligation d'exporter des produits accompagnés d'une marque distinctive suivant chaque nation. Cette initiative a rencontré de très fortes résistances, et rien de spécial aux produits agricoles ni de définitif n'a été fait en la matière.

109. § B. Les falsifications des denrées alimentaires. Les conditions de la lutte. — Ici encore l'intérêt du consommateur est le même que celui du producteur. Le premier doit se garder des denrées alimentaires falsifiées comme nuisibles à sa santé; le second, sans pitié pour ceux de sa profession qui fraudent sur la qualité des produits, doit lutter contre tous les fabricants malhonnêtes dont la production usurpant l'apparence et le nom de vin, de beurre, de café, etc., concurrence sa production et à la longue cause la désaffection du consommateur pour le produit.

Dès 1882 un Congrès international d'hygiène et de démographie étudiait la question. Les premiers congrès inter-

nationaux d'agriculture ont adopté des vœux en faveur d'une répression de la falsification des denrées alimentaires et des matières utiles à l'agriculture (engrais, tourteaux, semences). Ainsi le Congrès de 1900 adoptait la résolution suivante : « Il est désirable qu'une entente internationale intervienne entre les différents Etats, tant pour l'unification des méthodes analytiques et l'élaboration d'un Code de falsification des denrées alimentaires que pour l'établissement de mesures répressives communes et que des rapports fréquents s'établissent entre les stations et les laboratoires agricoles des différents pays. »

A son tour le Congrès international de chimie appliquée de Rome, 1906, étudiait le problème. L'année suivante à Genève était fondée la *Société universelle de la Croix-Blanche* qui avait, entre autres buts, mission de poursuivre la conclusion d'accords internationaux pour la répression des fraudes alimentaires. On ne pensait pas pouvoir établir une législation internationale, les lois de chaque nation établissant des mesures trop divergentes. Un résultat très heureux serait déjà obtenu, si l'on parvenait à unifier les méthodes d'analyse employées par les services locaux pour l'examen des denrées alimentaires présentées à l'importation dans les divers pays. En effet la diversité des méthodes conduit à la difficulté de contrôle; dans la confusion qui en résulte toutes les contestations sont possibles et s'exercent aux dépens du commerçant honnête.

110. On n'a pu parvenir à cette unification des méthodes. Cependant à la suite des Congrès de la Croix-Blanche et d'une conférence internationale tenue à Paris, en 1910, deux conventions internationales étaient signées le 16 octobre 1912. La première concerne l'*unification de la présentation des résultats d'analyse* des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux : ainsi un premier pas était fait vers l'emploi d'une sorte de langue internationale permettant de comparer entre eux les résultats obtenus par les laboratoires des divers pays. La conven-

tion a été révisée et complétée en 1929, à la suite d'une conférence à laquelle prirent part les experts de 20 nations; elle a fixé les premiers éléments de ce langage international, en indiquant les notations, symboles, etc., à employer sous les initiales C. I.

La seconde convention de 1912 concerne la création d'un *bureau international permanent de chimie* qui aurait pour objet d'étudier les diverses méthodes d'analyse afin de les comparer et d'établir entre elles des tables de concordance : ce travail préliminaire aurait pour but de faciliter une entente sur l'unification des méthodes elles-mêmes. Le bureau a été créé à Paris après la guerre, 1923⁵.

111. Une action spéciale a été envisagée et poursuivie en faveur de quelques produits, vin, sucre, café, produits laitiers (n° 83). Mais pour qu'une action de ce genre soit possible, il est nécessaire qu'en premier lieu une *définition légale* du produit soit établie. C'est le meilleur moyen d'interdire aux composés chimiques ou aux succédanés naturels, l'usurpation d'un nom générique. Si le nom de « vin » est réservé au produit de la fermentation du jus de raisins frais, les boissons de fruits, celles composées avec des raisins secs et celles résultant du mélange de diverses substances n'y auront pas droit. Pour être d'une efficacité absolue une telle définition doit être adoptée par tous les pays producteurs et par tous les pays consommateurs (nous supposons évidemment dans chaque pays l'existence d'un service des fraudes, et qui fonctionne !) Il faut de plus pouvoir au minimum comparer les résultats des analyses; nous avons exposé les tentatives générales faites en la matière : une convention spéciale a été conclue cette année en ce qui concerne les *fromages* : après l'échec d'une première convention en 1930, l'I. I. A. est parvenu à faire signer à 14 Etats le 26 avril 1934 un accord pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages; au même institut, en août 1934,

5. Rôle et importance du Bureau international de Chimie analytique, Nicolardot, *Bulletin de l'O. I. V.*, n° 55, p. 78.

se réunissait une conférence pour l'unification de la présentation des méthodes d'analyse des *vins* : elle aboutissait à la rédaction d'un projet d'accord grâce aux travaux et aux efforts de l'O. I. V.

111bis. Signalons ici que la protection du nom générique s'applique à d'autres matières que les denrées alimentaires. Une branche importante de la production agricole, la sériciculture souffre de la concurrence que lui fait l'industrie de la *soie artificielle*. Or, il y a une différence de nature entre la soie naturelle dont les fils et les tissus sont exclusivement « composés de produits ou de sous-produits des insectes séricigènes » et la viscose dite : soie artificielle. Pour arrêter cette concurrence, il était d'abord nécessaire de définir ce à quoi correspond le mot soie : c'est ce qu'ont fait l'Italie en 1931-32 et la France en 1934. C'est là un premier élément d'une action internationale. Dans le même sens la Fédération internationale de la soie n'a cessé de demander la distinction des tissus de soie pure et des tissus mélangés.

112. Avant de clore cette rapide étude de la lutte contre la fraude et les falsifications, il est utile de poser une dernière question : l'action internationale est-elle efficace ? Nous avons vu quel intérêt elle présente, de quels moyens médiocres aussi elle dispose jusqu'ici. Elle a certainement empêché certaines fraudes, mais elle n'a pas arrêté le développement du commerce des produits frelatés (voir à ce sujet le livre de Zischka, *La guerre secrète pour le coton*, chap. 4 « On apprend à manger du poison »). Ce n'est pas dû seulement à la faiblesse de l'action internationale : celle-ci ne peut rien sans l'action des services nationaux des fraudes ; ce n'est que grâce à l'activité et à la vigilance de ces derniers que les conventions internationales pourront produire leur plein effet.

SECTION III. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE ET MONÉTAIRE

113. Il n'y a là rien de très spécial, ni rien de réservé aux seuls produits agricoles. Ils souffrent cependant peut-

être moins de l'existence des barrières douanières que de la perpétuelle variabilité qui les a caractérisées ces dernières années. Les agriculteurs, dans de nombreux pays réclament pour eux-mêmes une protection douanière suffisante. Les ressources d'un régime douanier peuvent d'autre part fournir des remèdes aux maux qu'ils causent. Ainsi, durant plusieurs années les pays de l'Europe centrale et orientale ont réclamé pour leurs céréales le bénéfice d'un traitement préférentiel de la part des pays industriels de l'Europe occidentale. Cet artifice douanier avait pour but de tourner la clause de la nation la plus favorisée dont l'application, en conformité des traités de commerce existants, était tout à l'avantage des pays d'outre-mer dont les céréales coûtent moins cher à produire.

Il n'est pas douteux que quelques tarifs douaniers sont exagérés, qu'une trop grande complication et une trop grande variabilité caractérisent la réglementation des échanges internationaux. « Les espèces diverses de vaches décelées par le niveau qu'elles atteignent au-dessus de la mer au cours de leur pâturage, les champignons, les insectes dont les mœurs semblent être plus connues de la douane que des entomologistes, le ver de la cerise, le doryphora et jusqu'au pou de San José, les prohibitions d'importation pour les intérêts dits vitaux, les contingentements non consentis : tout cela est le produit de multiples administrations aussi fraudeuses vis-à-vis de la clause excessive de la nation la plus favorisée que le citoyen français moyen l'est vis-à-vis de la douane⁶. »

A cette énumération caractéristique, il y' aurait lieu d'ajouter les prohibitions déterminées par le souci d'une protection à la fois morale et physiologique de la nation. Remède et maladie à la fois, les systèmes de protection douanière servent les agriculteurs des pays protégés et nuisent aux autres. Puisque des raisons d'utilité publique et des considérations d'ordre ethnologique font apparaître la protection de la population paysanne comme une néces-

6. *La coopération internationale*, Alcan, Paris 1933; Detœuf, *Problèmes économiques*, p. 29.

sité absolue, mesures sur mesures, représailles sur représailles, la guerre économique s'ensuit.

C'est le plus souvent en période de crise qu'un tel paroxysme est atteint. Voilà le grand mot prononcé. Les douanes et les prohibitions existent en tous temps, mais c'est la crise qui incite aux mesures spéciales, aux tarifs variables, aux procédés du protectionnisme indirect : c'est contre elle que chaque pays essaie de s'organiser, en formant un cycle économique fermé, à l'écart des échanges commerciaux du monde; c'est aussi à ce moment qu'un grand nombre de tentatives faites pour appliquer des mesures internationales, en vertu de l'interdépendance des nations, aboutissent à des échecs ou à des résultats médiocres, chaque nation voulant bien recevoir, mais non donner, accepter les sacrifices des autres sans abandonner elle-même le moindre avantage de sa situation.

114. Dans le domaine douanier, la S. D. N. après avoir fait adopter en 1923 une convention pour la simplification des formalités douanières, avait recommandé en 1927 la suppression des entraves à la libre circulation et au commerce des produits agricoles dans la plus grande mesure possible. La même année elle faisait adopter une convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Elle ne fut appliquée que quelques mois. L'idée de la trêve douanière, 1930, que l'on devait reprendre à la Conférence de Londres, 1933, devait faire pareillement faillite.

Ces efforts auraient mieux réussi, s'ils n'avaient pas été entravés par l'instabilité monétaire. La baisse et les fluctuations des monnaies anglaise et américaine, les plus employées dans les contrats commerciaux internationaux, n'ont pas été sans préjudicier aux agriculteurs, par suite de la difficulté nouvelle des exportations (manque d'un étalon monétaire fixe, réadaptation continuelle des prix des produits au taux de la monnaie, et de la part des pays étrangers mesures destinées à compenser la prime de change, dans la faible mesure où elle joue).

Tout cela ressortit plus à l'étude de la crise agricole qu'à celle des ennemis permanents de l'agriculture; car il faut bien espérer que la situation actuelle ne se perpétuera pas éternellement. Si les difficultés causées par la politique commerciale et monétaire des Etats ne datent pas d'aujourd'hui (dès le Congrès international de 1889, on se préoccupait des questions monétaires), et ne sont pas réservées uniquement au temps de crise, cependant c'est maintenant qu'elles se font sentir avec le plus d'acuité: pour mieux nous en rendre compte, nous allons aborder l'étude de la crise agricole.

DEUXIEME SUBDIVISION

LA CRISE AGRICOLE : CAUSES ET EFFETS. L'ACTION INTERNATIONALE ET SES RESULTATS

115. L'histoire de la crise, la recherche de ses causes, la description de ses conséquences ont été faites maintes fois. Cependant personne n'a pu mettre le point final à cette étude : la crise dure toujours et apporte lentement, chaque jour, d'importantes modifications à ses premiers effets.

Nous n'avons l'intention de donner ici qu'un bref résumé d'un aspect particulier de la crise générale : la crise agricole. C'est de sa solution que dépend, semble-t-il, la fin de la crise mondiale et le retour à une économie prospère ; dans leur commune misère, les États, les agriculteurs, les commerçants, les industriels, les financiers, constatant l'importance du facteur agricole dans la vie économique internationale, ont tour à tour proposé des remèdes, les uns généraux pour assainir l'économie rurale tout entière, les autres, solutions plus restreintes, réservées à une seule culture, à un seul produit. L'étude de ces solutions nous retiendra plus longtemps.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE AGRICOLE D'APRES-GUERRE

116. Dans l'enchevêtrement des causes et des effets, dans la répercussion des uns sur les autres, il est bien difficile d'attribuer à chaque phénomène la place exacte qui lui revient. La situation déterminée aujourd'hui sera la cause déterminante de demain : encore le hasard des saisons déjouerait-il les prévisions basées sur une analyse exacte des faits ; il n'est pas jusqu'à l'homme dont les initiatives soudaines changent à chaque instant les données du problème.

La situation, à la veille de la guerre, recélait déjà de sérieux dangers pour l'avenir. A une évolution lente la guerre substitua un changement immédiat de la production : les forces économiques des pays belligérants étant occupées, pour la majeure partie à satisfaire les besoins de la défense nationale, leur demande de produits de toute sorte, mais particulièrement de denrées alimentaires s'accrut dans des proportions formidables ; répondant à cet appel, les pays d'outre-mer augmentèrent leur production. En même temps, les prix, poussés par la pénurie des offres et les difficultés du commerce montaient rapidement. Ce fut pour les producteurs agricoles des pays d'outre-mer une période de développement brusque et de prospérité financière.

La guerre terminée, les pays européens reprirent leur production. Cette reprise se fit progressivement : il fallait remettre en état les territoires dévastés, reconstituer les cheptels détruits. Les réformes agraires, qui pour les pays de l'Europe centrale et orientale furent mises en appli-

cation dans les premières années de l'après-guerre éparpillaient le sol en une multitude d'exploitations, appelaient au rôle de propriétaires et de chefs d'exploitation des paysans assez peu formés pour cela ; ils devaient faire leur éducation de dirigeants, acquérir une expérience nouvelle. D'autre part ils vivaient mieux et consommaient davantage que sous le régime de la grande propriété : en conséquence les exportations de ces pays baissaient ; la Russie, tout à sa révolution, disparaissait du marché mondial. Il n'y eut donc pas une diminution très importante dans la demande européenne de produits agricoles aux pays d'outre-mer.

Tandis que se reconstituaient les agricultures européennes, la production agricole des pays neufs de l'Amérique et de l'Océanie, faute d'un coup de frein brusque, continuait à croître. La politique des hauts prix soutenue par de puissants organismes privés ou par l'action des gouvernements, les recommandations des experts à la Conférence économique internationale de 1927 et à la Conférence du blé de la même année, tout contribuait à donner au producteur l'illusion d'une production inférieure aux besoins mondiaux : et ainsi est née la surproduction. On ne se serait peut-être pas aperçu de la gravité de la situation, sinon par la baisse continue des prix, si les récoltes-records des produits les plus importants n'avaient fait disparaître, par les baisses de prix catastrophiques qui en sont résultées, le mirage de la prospérité agricole.

117. La surproduction est donc due à l'accroissement de la production des pays d'outre-mer, et à la reprise de la production des pays européens. Cette crise de surproduction a mis en lumière une différence de nature entre les agricultures européennes et les agricultures extra-européennes. « L'agriculture d'outre-mer produit pour ainsi dire uniquement dans le but du profit. En Europe, la terre des petits cultivateurs est étroitement liée à leur existence et l'on pourrait même dire qu'elle est liée à toute

l'histoire nationale de certains pays¹. » La supériorité économique des pays neufs se heurte aux nécessités sociales des anciens pays. « Si la productivité d'une région est fonction de la fertilité des sols, c'est-à-dire, de leurs caractéristiques physiques et climatiques, elle est aussi fortement influencée par le milieu social et économique des humains qui l'habitent² ». La réduction inouïe des prix de revient des produits agricoles dans les pays neufs s'est heurtée aux prix plus élevés des produits de certaines cultures nécessaires à la conservation des exploitations européennes. C'est qu'en effet les avantages des pays d'outre-mer, par rapport aux pays d'anciennes exploitations sont énormes : ils travaillent un sol neuf, souvent même une terre forestière cultivée par défrichement et lorsque les rendements commencent à diminuer, il leur est loisible d'aller poursuivre sur de nouvelles terres encore vierges, la culture qui a épuisé leur première exploitation. Si en ces pays peu peuplés, la main-d'œuvre est chère et si l'exode rural n'y est pas inconnu, le machinisme, tout-à-fait à sa place sur ces superficies immenses, y supplée dans une mesure plus considérable que dans les exploitations de médiocre étendue.

118. S'il y a rupture d'équilibre entre les prix des produits agricoles suivant les pays qui les produisent, il y a aussi rupture entre les prix des objets industriels et ceux des denrées agricoles. Les objets industriels avaient atteint des niveaux de prix plus élevés que les produits agricoles. Lorsque les premiers effets de la dépression se firent sentir, la baisse des produits agricoles ne fut pas compensée par une baisse équivalente des dépenses d'exploitation et des objets de consommation domestique. Dans ces conditions, l'agriculture devint rapidement une occupation non lucrative.

1. *Bulletin du Congrès international d'agriculture de 1934*, n° 7, p. 12, De Kallay.

2. *La Géographie*, tome LX, Carle et Gattefossé, « De la production agricole mondiale dans ses rapports avec le sol », p. 140.

Cette paupérisation des masses agricoles se répercuta au bout de quelques mois sur le commerce et l'industrie. La baisse des produits agricoles qui n'avait profité que dans une faible mesure aux consommateurs se traduisait bientôt par une diminution du volume des ventes et par un arrêt de l'activité économique. Le chômage des ouvriers, l'amointrissement des revenus et des profits déterminaient à leur tour une sous-consommation des produits agricoles, la boule de neige était formée, l'avalanche était imminente. (La sous-consommation qui affecte surtout quelques produits, a aussi pour cause le changement des goûts des consommateurs, surtout dans l'alimentation, et la lenteur d'adaptation de l'agriculture à ce changement.)

119. La crise devait avoir deux conséquences opposées : en premier lieu une tendance qui alla en s'affaiblissant vers la collaboration internationale; ensuite l'établissement dans chaque pays d'un ensemble de mesures protectrices. Ce dernier système qui a triomphé aujourd'hui partout vise dans certains pays à protéger la production nationale contre les importations à meilleur marché de l'étranger. Mais il a pour but principal, la défense de l'activité économique du pays contre la crise et contre les tentatives désespérées qu'elle inspire aux autres pays. Pour se garder de la contagion, on n'a plus confiance qu'en ses propres ressources. L'économie fermée, l'autarquie semble être le dernier mot du progrès de la thérapeutique économique.

« Charité bien ordonnée commence par soi-même », dit le proverbe. Les nations ont fait une large application de cet adage : reste à savoir si elles auront la force de poursuivre cette politique jusqu'au bout et si la guérison du mal n'exigerait pas la conjonction de tous ces efforts isolés. Une au moins des illusions du début est maintenant disparue : on ne pense plus qu'il soit possible de vendre sans acheter; l'autarquie supprime l'exportation; la vieille loi : les marchandises s'échangent contre des marchandises, est toujours vraie, (nous laissons de côté la question du règlement des dettes et des emprunts).

Cette politique durera-t-elle ? Il est permis d'en douter : certaines déclarations d'hommes d'Etat (notamment M. Schmitt en Allemagne, M. Wallace aux Etats-Unis), donnent aux échanges internationaux, une place importante dans le retour à un état économique normal.

120. Quoi qu'il en soit de l'avenir, il nous faut examiner quels changements la présente politique a fait subir à la structure de l'économie rurale. Les conditions sont évidemment bien différentes suivant les pays : ils ont tous cependant un caractère commun, tous ils souffrent de la crise. Les mesures nationales n'ont pu que ralentir la marche des événements, non les arrêter. Atteintes à des degrés divers d'un même mal, les agricultures des différents pays ont cherché quels remèdes y apporter.

A l'heure actuelle la tendance est à l'organisation de groupes ou d'exploitations se suffisant à elles-mêmes. « La modification de la structure de l'industrie agricole affecte directement les exploitations individuelles, spécialement dans le cas où une expansion de leurs cultures principales n'est plus possible et où, en fait, des restrictions s'imposent. L'agriculteur est obligé d'abandonner sa production qui était concentrée sur quelques produits et de se tourner vers une forme d'agriculture qui satisfasse en premier lieu ses propres besoins et ceux de sa famille, d'accepter un niveau de vie plus modeste et de fabriquer lui-même les articles qu'il obtenait auparavant en échange de ses propres produits spécialisés³ ». Cette transformation est plus sensible dans les pays où l'agriculture commerciale était le plus développée. Elle « affecte la communauté rurale toute entière, elle provoque le transfert à l'industrie et à l'artisanat ruraux, mieux capables de s'adapter à la nouvelle situation, de la production des articles et des services que les agriculteurs étaient accoutumés d'obtenir auprès des industries urbaines³ ». Après l'économie nationale, c'est l'économie régionale, communale ou même individuelle : on ne saurait encore prévoir les conséquences d'un tel changement. Gardons-nous des pronostics : les caprices de la nature et de l'homme risqueraient de les démentir.

3. *B. I. T.*. Année sociale 1933, p. 365.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE LA CRISE, LES CONDITIONS D'UNE ACTION INTERNATIONALE.

SECTION I. — MESURES PROPOSÉES

121. Ces mesures sont de nature si diverse, elles affectent tant de domaines, elles révèlent tant de préoccupations que leur seule énumération suffit pour donner une idée de la gravité et de la complexité de la crise, C'est à vrai dire d'une réorganisation de l'agriculture mondiale qu'il convient de parler¹.

Moyens de production, méthodes de travail, groupements professionnels, politique commerciale et douanière, transports, propagande auprès du consommateur, tout doit être réorganisé et adapté aux nouvelles conditions économiques du monde. Cette tâche immense, qui commence avant même l'ensemencement, à l'heure où le cultivateur établit son plan de production, et qui ne se termine qu'avec l'achat du produit par le consommateur, cette tâche ne dépend pas des seuls agriculteurs : chacun doit y joindre ses efforts, Etats dont la prospérité agricole est la condition de la prospérité générale, industriels ou commerçants dont l'activité est fonction de l'activité agricole, banques dont le crédit est nécessaire à la réalisation des réformes, ensemble de la collectivité enfin sur qui se répercute la misère de la moitié de la population.

122. Nous avons déjà exposé quelles mesures tarifaires ont été proposées pour combattre la crise. Une bonne part des délibérations de la Conférence économique internatio-

1. Rapport de E. Laur au XVI^e Congrès international d'Agriculture, 1934.

nale de 1927 fut consacrée à cet aspect de la dépression mondiale; l'action de la S. D. N. dans les années suivantes tendit à la stabilisation et à la réduction collectives des barrières douanières; cette action se heurta à des difficultés considérables. « Il faut admettre enfin que le pur « Laissez faire », après avoir apporté un ressort magnifique à la jeunesse économique du monde, n'est plus capable de satisfaire aux exigences essentielles de sécurité et de régularité que chacun de nous, surtout après les chocs violents qui ont ébranlé l'univers, formule au fond de soi-même². »

Le protectionnisme a donc sa raison d'être, notamment pour compenser l'écart des prix de revient entre deux pays. Il n'est guère douteux d'autre part que des mesures qui pouvaient paraître nécessaires à un pays, ont eu pour résultat d'aggraver la situation générale. « Ayant faussé l'automatisme aussi bien dans la formation des prix que dans le jeu des échanges, on dénonce l'insuffisance du principe libéral et on exalte la contrainte à la fois comme un moyen et comme une fin³. »

123. Pour substituer à l'anarchie des mesures nationales et des initiatives individuelles, un état économique rationnel, on avait pensé dès 1927 à réorganiser sur de meilleures bases la production et le commerce; deux points, le crédit et la coopération avaient été particulièrement étudiés (voir *infra*). Cette tendance s'est considérablement développée depuis. La sous-commission de coordination de la production et de la vente de la Conférence monétaire et économique de Londres en 1933 a formulé toute une série de principes généraux applicables en la matière. Sur le terrain de la pratique, divers accords sont intervenus pour réglementer la production et le commerce de quelques produits : blé, sucre, thé, caoutchouc; les nombreuses tentatives faites pour d'autres produits n'ont pas abouti jusqu'ici mais témoignent de l'ampleur du mouvement.

2. *Economie internationale*, juillet 1929, p. 382, « Les producteurs s'organisent, » Peyerimhoff.

3. Flandin, cité dans *Revue politique des idées et des Institutions*, 28 février 1933, p. 166.

Le but que toutes ces mesures se proposent d'atteindre consiste à faire de nouveau de l'agriculture une occupation lucrative : pour cela il faut, soit abaisser le prix de revient, soit augmenter le prix de vente, en diminuant la production, en supprimant les concurrences ou en élargissant le champ de la consommation. Ainsi pourra être augmenté le pouvoir d'achat des agriculteurs et grâce à lui l'activité industrielle et commerciale pourra reprendre.

124. Pour arriver à de tels résultats, on devra faire appel aux initiatives privées comme aux règlements officiels; suivant les cas, l'amélioration souhaitée pourra être obtenue par un ensemble de mesures nationales s'inspirant des mêmes principes, par l'adoption simultanée d'un grand nombre de conventions bilatérales, enfin par la conclusion d'un accord international. Ce dernier procédé est celui qui offre le plus d'avantages et la plus grande sécurité : il ne convient pas pour cela de négliger les autres. Le moindre résultat positif est si difficile à obtenir en la matière, qu'il faut s'attacher à tous les moyens techniques de solution.

SECTION II. — ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DE LA VENTE

§ a. — *Diminution des frais de production.*

125. Dans le domaine de la production agricole, trois sortes de progrès au moins peuvent être distingués : les uns permettent d'augmenter le produit plus que les dépenses (par exemple, les engrais); les autres laissent le produit inchangé, mais diminuent la dépense (l'utilisation de la plupart des machines); les derniers diminuent le produit moins que la dépense (substitution d'une culture extensive à une culture poussée à un degré trop intensif⁴).

Laissant de côté le troisième cas qui ne nous intéresse pas ici, nous allons étudier les deux premiers. L'augmenta-

4. *Revue d'Economie politique*, 1932, p. 1084, « Essai sur la crise agricole », Courtin et Fromont.

tion de la production, soit par épandage d'engrais, soit par l'emploi de meilleures méthodes de culture va à l'encontre du but poursuivi : le relèvement des prix. En accroissant une production déjà surabondante pour une consommation diminuée, on provoquerait une baisse des prix, et ainsi le bénéfice acquis par la diminution du prix de revient se trouverait annihilé.

La seconde méthode, la mécanoculture présente des avantages évidents, mais c'est à la grande exploitation qu'elle s'applique le mieux. Les millions de paysans des pays européens ne peuvent en profiter que dans une faible mesure. A côté de difficultés techniques (non-adaptation de l'outillage à la faible étendue des terrains cultivés) il y a bien souvent une impossibilité financière : les machines coûtent cher et les paysans n'ont pas d'argent pour les acheter; les crédits agricoles des divers pays peuvent suppléer à cette insuffisance de pécune, les uns dans une mesure satisfaisante, les autres beaucoup plus difficilement. Une collaboration financière internationale aurait pu permettre à ces derniers de répondre plus largement aux demandes d'emprunts. Cela a été l'objet des tentatives de crédit agricole international.

126. Ce même crédit international aurait eu pour but de prêter aux pays agricoles des sommes à faible intérêt (voir le chapitre spécial). L'allégement du poids des dettes qui en serait résulté, aurait permis une diminution sensible du prix de revient, donc en supposant des prix constants une marge plus grande de bénéfices, en un mot le relèvement du pouvoir d'achat des agriculteurs.

Les économies que l'on peut réaliser sur les autres éléments du coût de production sont, les unes, insignifiantes (impossibilité d'une réduction importante des impôts et des charges sociales); d'autres, en abaissant les revenus d'une partie de la population, par exemple en diminuant les salaires des ouvriers agricoles, déterminent une moindre consommation des produits de la ferme; notons en passant, que le machinisme peut produire les mêmes effets. Au contraire, comme nous le verrons plus tard toutes les

mesures qui tendent à relever le pouvoir d'achat de larges couches de la population contribuent à la solution de la crise.

Sur ses achats, l'agriculteur peut réaliser de sérieuses économies. Nous touchons ici à l'organisation commerciale de l'agriculture; les prix des fournitures nécessaires à la vie de l'exploitation (machines, engrais, semences, aliments concentrés pour le bétail, etc.), et à la vie de l'exploitant (tout ce qu'il ne produit pas et doit acheter), n'ont pas baissé dans les mêmes proportions que les prix des produits agricoles : c'est en partie la conséquence de la dispersion des acheteurs et de la concentration des maisons de vente. Pour grouper les achats, la forme coopérative semble tout indiquée : elle fonctionne avec succès sur le plan régional et national; des tentatives ont été faites sur le plan international également (voir le chapitre réservé à la Coopération).

127. L'une des difficultés auxquelles se heurte la réduction des frais de production, c'est l'absence de comptabilité dans la plupart des exploitations agricoles. Sans doute on a établi des prix de revient moyens, et l'on a chiffré le pourcentage des frais absorbé par les divers agents de production; les conclusions basées sur de tels chiffres n'ont qu'une valeur très générale, et ne peuvent servir de guide dans les pays où le prix de revient et la part respective du capital et du travail varient d'une exploitation à l'autre. A chaque exploitation correspond alors une politique différente : en général, il faut s'attacher à réduire la part des agents de production les plus chers.

§ b. — *La diminution de la production.*

128. « Tant la limitation des superficies cultivées dans les pays d'outre-mer que la réduction de l'intensité culturale rationnelle dans les pays importateurs accroissent les frais de production et, si donc ces mesures sont actuellement nécessaires au point de vue de la politique des prix, elles sont inappropriées au double point de vue technique et économique⁵. »

5. *Résolutions du XVI^e Congrès international d'Agriculture*, p. 4.

Elles semblent nécessaires à la solution de la crise de surproduction, ou pour mieux dire, de déséquilibre entre l'offre et la demande. Mais de nombreuses difficultés compliquent le problème théoriquement très simple : la production diminue, les prix montent. Il ne devrait pas y avoir besoin théoriquement d'accords entre Etats, ni de contrainte envers les individus pour obtenir la production correspondant à la consommation; l'équilibre devrait se rétablir de lui-même; le producteur aurait du abandonner la culture ou l'élevage qui cessaient d'être des occupations économiques. Nous avons montré qu'il n'en a rien été parce que l'économie n'est pas seule ici en jeu. Si même les préoccupations nationales n'existaient pas, l'importance sociale de certaines cultures (blé, betterave), est telle que des considérations purement économiques ne suffiraient pas à les faire abandonner.

129. D'autre part, on ne peut demander à tous les pays une diminution égale de leur production. Les responsabilités de la surproduction incombent dans des mesures très différentes aux divers Etats suivant le produit considéré. Une réduction est plus facile à obtenir de la grande exploitation que de la petite; elle est plus rationnelle là où le terrain est bon marché que là où il est cher. Pour ces diverses raisons, la diminution de la production du blé par exemple devra être consentie principalement par les quatre gros exportateurs, le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine et l'Australie qui ont augmenté considérablement leurs emblavures depuis 1914, où les grandes exploitations prédominent et où la valeur du sol est assez faible.

Une autre raison de la réduction des superficies cultivées dans les pays neufs se trouve dans l'épuisement successif des terres mises en culture. Proposant la réglementation de la culture sur terre forestière, MM. Carle et Gattefossé écrivent (article cité) : « Nous affirmons l'identité qui existe entre les réserves d'énergie que constituent les gisements pétrolifères et houillers et celles représentées par les réserves d'humus. » Il y aurait là une politique ennemie du gaspillage et prévoyante de l'avenir, « elle assurerait la

conservation d'une richesse mondiale, la forêt autochtone, type de végétation en voie de disparition. »

La réduction ou la limitation des superficies cultivées pourrait d'ailleurs coïncider avec une augmentation de la production : en passant d'une culture extensive à une culture intensive, il est possible d'obtenir une production plus forte sur une surface plus petite. La réduction du degré d'intensité de l'exploitation, toute souhaitable qu'elle soit, apparaît donc comme un problème beaucoup plus ardu et d'un contrôle singulièrement malaisé.

130. La production, en elle-même, n'a qu'une importance secondaire pour la fixation des prix de vente. La quantité des produits mis sur le marché influe beaucoup plus : d'où la politique de stockage pratiquée par de nombreux gouvernements. Cette politique, qui exige des ressources financières abondantes, mais qui peut éviter un effondrement brusque des prix, présente un défaut capital : elle préjuge de l'avenir, elle ne se comprend que dans l'attente de mauvaises récoltes ; si cette alternative ne se produit pas dans un délai assez bref, les stocks doivent être liquidés, et c'est d'un seul coup les excédents de plusieurs années qui pèsent sur le marché. L'industrie des conserves qui présente en partie les mêmes inconvénients offre cependant l'avantage de permettre la consommation des denrées périssables à une époque et dans un lieu autres que ceux de la production.

La destruction, aussi barbare que ce procédé puisse paraître, est la seule façon d'éliminer du marché des excédents trop considérables. Les exemples de telles destructions ne manquent pas : café jeté à la mer, coton brûlé, cheptel détruit. Peut-être dans quelques années pour synthétiser notre époque montrera-t-on à l'enfant des écoles le fermier canadien se chauffant avec son blé ? Un procédé plus rationnel consiste à détruire non le produit lui-même, mais les calories qu'il contient, par exemple par la transformation de la production végétale en produits animaux : lait et viande. Voici en effet les chiffres

que donne le Dr Laur d'après Wiegner dans son rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture : « Sur 100 calories contenues dans des denrées fourragères et utilisables pour l'homme, la fraction dont ce dernier dispose sous forme de produits animaux est :

Avec l'engraissement des porcs, de.....	35 calories
Avec la production laitière, de	29 calories
Avec l'engraissement des jeunes bovins, de...	8 calories
Avec l'engraissement des veaux, de	5 calories

Ce qui permet à cet auteur de conclure⁶ : « Plus un peuple se nourrit de produits provenant de l'exploitation du bétail, d'autant plus grande doit être la superficie cultivée nécessitée par son approvisionnement, et d'autant plus faible est le danger d'une surproduction. »

§ c. — *L'organisation du commerce international.*

131. Tout ce qui touche à la production s'accommode mal d'une réglementation stricte. Le grand nombre des exploitations entrave le contrôle des mesures prescrites. Au contraire il est relativement facile de surveiller les exportations et les importations : quelques maisons de commerce seulement se livrent à ce genre d'opérations dans chaque pays. Certains ont de plus établi un institut central d'exportation par lequel tous les produits destinés à l'étranger doivent passer, (pays agricoles de l'Europe centrale et orientale).

Les coopératives réunissant un pourcentage important des producteurs d'un pays peuvent remplir le même rôle et obtenir les mêmes résultats que les offices gouvernementaux.

Une entente entre ces diverses maisons centrales d'exportation permet en premier lieu de supprimer une concurrence néfaste pour tous les producteurs. Cette entente poursuit le même but que la politique de stockage; elle cherche

6. P. 10.

à éviter que de trop grosses quantités d'un produit, soient jetées à la fois sur les marchés des pays importateurs. Par une meilleure répartition des ventes dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire par l'échelonnement des offres et par le partage des débouchés, on établit un niveau stable des prix au bénéfice des agriculteurs des pays exportateurs et des pays importateurs.

132. Si des contingents d'exportation sont établis pour chaque pays partie à l'accord, en dehors de la rationalisation du commerce international qui s'ensuit, on obtient indirectement une nouvelle organisation de la production. La diminution de la production ne doit être attendue que dans une faible mesure d'ententes internationales : nous avons exposé pour quelles raisons toute réglementation de ce genre avait chance d'aboutir à un échec. Mais on peut espérer que par la fixation de la quantité exportable, la production s'établira aux alentours du niveau déterminé par la somme de la consommation nationale et du contingent d'exportation accordé (diminuée le cas échéant du total des importations).

L'équilibre entre la production et la consommation serait réalisé de nouveau. Ce résultat serait d'autant moins difficile à atteindre que l'on aurait mieux tenu compte, pour conclure ces accords, des conditions particulières de chaque pays, de ses possibilités économiques, de sa structure sociale et de la situation respective des diverses branches de son activité.

Cette réorganisation du commerce des produits agricoles comprend autant de problèmes différents que de produits. Nous n'avons donné ici que les principes généraux de ces réorganisations : nous étudierons bientôt chacune d'elles plus en détails.

§ d. — *L'accroissement de la consommation.*

133. La meilleure manière de le réaliser est évidemment l'accroissement du pouvoir d'achat des classes les plus nom-

breuses de la société, mais les moyens proposés pour obtenir ce résultat (diminution du chômage, salaires élevés) ne sont guère utilisables avant la fin de la crise : or, c'est contre la crise que l'on veut agir ; nous tournons dans un cercle vicieux. Il faut donc trouver d'autres moyens.

Pour augmenter la vente d'un produit, on a recours à la publicité⁷. Pendant longtemps l'agriculture, à cause de la faiblesse de son organisation commerciale avait ignoré l'usage de ce procédé. De nos jours la formation de puissantes organisations d'agriculteurs a permis l'emploi d'une telle propagande pour le café, le cacao, le sucre, les fruits, le vin et les produits de la vigne, etc. Conférences, articles, interviews de médecins, recettes culinaires, tout sert à faire connaître le produit. L'un des moyens les plus efficaces est la dégustation gratuite. On a proposé d'employer cette forme de publicité à une échelle gigantesque pour le blé, pour accroître la consommation et liquider les stocks. On aurait transporté quelques dizaines de millions de quintaux de blé, dans les contrées d'Asie et d'Afrique qui ne consomment pas encore cette céréale : on espérait de cette énorme distribution une augmentation de la consommation pour l'avenir. Le prix des transports, la crainte de voir se créer des centres de production dans ces pays ont empêché l'opération d'aboutir. Il faut remarquer aussi que c'était surtout dans des régions où la famine est quasi-permanente, et à des indigents, que l'on avait envisagé de distribuer les stocks. Mesure humanitaire, mais qui cadre mal avec l'accroissement de la consommation, elle n'aurait donc eu pour résultat que la disparition d'une partie des stocks.

134. La meilleure publicité pour un produit, c'est encore sa qualité. Les agriculteurs doivent donc s'efforcer d'améliorer chacune de leurs productions. Dans le même sens la lutte contre la fraude et les tromperies sur le nom ou

7. A la conférence du Bloc-Or (Bruxelles, oct. 1934), il a été convenu de laisser entrer gratuitement les échantillons (de produits agricoles en particulier) pour faciliter la propagande commerciale.

la qualité de la marchandise, constitue une œuvre indispensable pour retenir les consommateurs et augmenter leur nombre.

Enfin il faut s'attacher à satisfaire les goûts nouveaux du public, à suivre l'évolution des besoins. C'est une opération délicate et coûteuse : on ne peut pas se livrer indifféremment à toutes les cultures et à tous les élevages sur une exploitation ; si l'agriculteur connaît le ou les produits qu'il pourra substituer à ceux qui ont rendu son entreprise déficitaire, une réorganisation de celle-ci sera souvent nécessaire. Faute de renseignements précis et faute d'argent il ne procédera que très lentement à cette réorganisation.

SECTION III. — LA NÉCESSITÉ ET LES CONDITIONS DE L'ACTION INTERNATIONALE

135. La diminution de la production, l'accroissement de la consommation ont un même but : rétablir l'équilibre entre la production et la consommation des produits agricoles, Est-ce une idée chimérique ? Nous ne le pensons pas : les excédents annuels non consommés sont peu élevés ; 3 à 4 % en général. En faisant disparaître cette différence, et si le problème de l'écoulement des stocks était résolu, on devrait revenir à un niveau rémunérateur des prix. Une meilleure organisation du commerce international, tout en permettant dans une certaine mesure d'atteindre les résultats précités, mettrait surtout fin à la concurrence déréglée des Etats et aux mesures extraordinaires du temps de crise, absolument ruineuses pour l'économie de chaque nation. « Au lieu de perdre notre temps sur des questions de douane insolubles tant que persistent, dans chaque pays les faits qui ont provoqué les mesures de défense, attaquons-nous au problème central, celui de l'anarchie de la production⁸. »

Voici les diverses méthodes dont on peut se servir pour

8. Sarraut, cité dans *Europe Nouvelle*, n° 808, p. 746.

tenter de résoudre ce problème : la méthode libérale (suppression des barrières douanières, libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, etc.) nous n'en parlerons pas plus longuement ; en second lieu les méthodes interventionnistes mesures nationales dispersées, action concertée mais libre des Etats ou des groupements de producteurs intéressés (à la suite par exemple des résolutions d'un Congrès ou des recommandations d'une conférence), action concertée et obligatoire par l'effet de conventions bilatérales ou d'une entente internationale.

136. Doit-on préférer l'action nationale à l'action internationale ? Il ne peut y avoir de réponse générale à cette question : il n'y a que des cas d'espèce. Mais rappelons que l'action internationale suppose l'action nationale : à vrai dire, sans la seconde la première n'existerait pas : ce n'est pas le tout de signer une convention. il faut encore l'appliquer à l'intérieur de chaque nation. Il y a donc coopération entre ces deux sortes d'action. Cette constatation nous permet de juger l'actuel conflit « entre un nationalisme et un internationalisme, à la fois sentimentaux et idéologiques, dont l'un semble parfois méconnaître que la collaboration internationale est nécessaire au développement même de l'économie nationale, tandis que l'autre prétend organiser la collaboration internationale en faisant abstraction de la nation et même en la niant⁹ ».

Sous cet aspect, le principe de l'action internationale est indiscutable. Nous pourrions donner ici la longue liste des économistes, des hommes d'Etat, des agriculteurs professionnels, qui l'ont réclamée : d'autres personnalités compétentes se sont prononcées en sens contraire. Cependant les motifs de cette action sont si clairs, les idées fondamentales si simples qu'il nous semble impossible de ne pas nous ranger à l'avis des premiers. Il ne s'agit pas en effet de soumettre la production et le commerce d'un produit agricole à je ne sais quelle autorité supérieure à toutes

les nations : tout ce à quoi l'on s'efforce de parvenir, d'une manière plus ou moins contractuelle, c'est à unifier les diverses mesures nationales, à empêcher qu'elles ne se détruisent les unes les autres, en un mot à substituer l'ordre à l'anarchie.

137. Pour opérer cette substitution, on sera obligé parfois d'avoir recours à la contrainte : chaque pays s'engagera à promulguer des dispositions obligatoires sur son territoire. Ce n'est pas là chose nouvelle : il y a longtemps que les Etats se sont préoccupés de la « valorisation » de leurs principaux produits ; l'on sait d'autre part l'échec de ces sortes de tentatives (ce n'est là qu'une affirmation provisoire : il faudrait se demander quelle aurait été la situation si ces mesures n'avaient pas été prises). Aussitôt les partisans du libéralisme d'objecter : « Quels résultats croyez-vous obtenir en transposant sur le plan international des mesures inefficaces sur le plan national ? En élargissant leur champ d'application, vous allez à une catastrophe mondiale ».

Or l'étude de ces échecs conduit à la conviction qu'ils ne sont dus qu'à l'application trop restreinte des règlements qui, dit-on, y ont conduit. Pour que de telles mesures aient chance de réussir, il convient en effet que ceux dont elles émanent détiennent le quasi-monopole du produit à valoriser. Voilà qui explique l'abandon par les Anglais du plan Stevenson pour le caoutchouc, les difficultés financières du Brésil pour la défense du café, la faillite de la politique des hauts prix du blé au Canada et aux Etats-Unis, etc. Il est très rare qu'un seul pays dispose d'un pourcentage assez important de la production, pour que ses propres mesures de contrôle réussissent à relever les prix en proportion des sacrifices consentis. On est ainsi mené à la notion de l'entente nécessaire entre les pays producteurs.

138. La première condition d'une telle entente est donc de réunir la totalité des producteurs d'un même produit. Précisons que si quelques petits producteurs refusent de se joindre aux autres, cela n'a pas d'importance : que

Lilliput n'adhère pas à l'accord, cela ne diminue pas son efficacité; par contre tous les producteurs importants et tous ceux qui ont des possibilités d'accroître leur production, qu'ils soient importateurs ou exportateurs, doivent participer à l'entente. En effet les valorisations servent davantage ceux qui n'y participent pas. Sans faire aucun sacrifice, sans partager les charges financières, ils bénéficient de la hausse des prix; et par l'augmentation de leur production sollicitée par des prix élevés, et sans le frein des mesures de restriction, il leur arrive de faire complètement échouer les efforts des autres producteurs.

Si l'entente ne réunit qu'un pourcentage restreint de producteurs, elle peut encore être viable, si le prix de revient des participants est plus faible que celui des autres. Ce dernier cas ne se présentera pas pour les produits agricoles avec la même simplicité que pour des produits industriels. Le prix de revient ne joue pas le même rôle pour les premiers que pour les seconds.

139. La procédure à suivre pour conclure ces accords peut être dirigée par les gouvernements ou par les organisations professionnelles d'agriculteurs. De l'avis général les gouvernements doivent se borner à intervenir dans les cas graves et si les intéressés ne peuvent se mettre d'accord ou si leurs organisations ne sont pas suffisamment représentatives. Car les agriculteurs n'aiment pas beaucoup voir discuter les questions agricoles par des fonctionnaires qu'à tort ou à raison, ils estiment mal informés de leur situation économique, et ils répugnent à appliquer les décisions auxquelles ils n'ont pas participé. Mais il est impossible d'abandonner la direction des négociations à des personnalités du monde agricole, si elles ne représentent pas la majorité des agriculteurs. Une condition de l'action internationale, c'est donc l'organisation nationale des agriculteurs; nécessité primordiale, tant pour élaborer un plan, que pour appliquer les décisions prises, sans elle comment créer un ordre international, en n'ayant que des éléments désordonnés pour le constituer? C'est entre ces

organismes nationaux que l'action internationale sera possible. Dans ce cas le rôle des gouvernements et de la S. D. N. sera tout de contrôle et de coordination.

140. Quelle attitude les consommateurs doivent-ils avoir devant ces ententes ? Ayant pour but de faire monter les prix elles leur porteraient préjudice, semble-t-il : il n'en est cependant rien. Pour un certain nombre de produits, elles empêchent l'arrêt de la production, la raréfaction du produit et en conséquence une hausse exagérée des prix. Elles mettent fin aux fluctuations, et la stabilité de prix qui en résulte compense la légère augmentation imposée au consommateur. D'autre part le consommateur pur est un mythe : tout individu plus ou moins directement trouve dans la production l'origine de ses revenus ; le producteur est aussi un consommateur. L'amélioration de la situation économique que l'on attend par contre-coup de ce relèvement des prix agira sur l'ensemble des revenus. Les craintes des consommateurs qui ont pu avoir leurs raisons d'être à d'autres époques, sont injustifiées aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'assurer aux producteurs des avantages artificiels sur le marché mondial, mais de leur permettre de vivre. Pour compléter l'entente entre les producteurs, les représentants des consommateurs peuvent intervenir dans la fixation des prix au-dessus desquels la restriction cessera de jouer, et par leur influence contrebalancer la tendance naturelle du producteur à demander un minimum trop élevé. La collaboration des producteurs et des consommateurs donne à l'entente une plus grande force.

141. Toutefois plus il y a de parties, moins l'accord est facile. Souvent pour masquer un échec, on rédige une convention dont les déclarations de principe et les termes vagues n'engagent les signataires à rien de positif. Il vaut mieux être moins nombreux et aboutir à quelque chose de précis : c'est le domaine des conventions bilatérales ou plurilatérales ; il faut alors reprendre les mêmes efforts à plusieurs reprises.

S'il doit être précis, l'accord ne doit pas être rigide. Il laissera pour cela, le soin à chaque pays d'adapter à ses conditions économiques et à son caractère national les mesures prescrites. De même sa souplesse devra lui permettre de répondre aux nouvelles conditions du marché et notamment à tout accroissement de la demande.

En ce qui concerne le produit réglementé, l'accord doit avoir une portée assez étendue pour englober ses succédanés et les produits connexes par crainte que leur consommation s'accroisse au détriment de celle du produit réglementé. La sous-commission de coordination de la production et de la vente des produits de la Conférence monétaire et économique de Londres a donné son avis, dans le texte ci-après reproduit, sur le choix des produits pour lesquels une telle action est possible : « Le produit doit avoir une large importance pour le marché international et être de ceux pour lesquels il existe un excédent de production ou de stocks, qui exige une action concertée spéciale. » Cela nous amène à dire quelques mots de la durée de ces ententes.

142. Elles doivent évidemment demeurer en vigueur aussi longtemps qu'il est nécessaire pour procurer les avantages que tous les participants en attendent, encore que dans la pratique, elles ne survivent pas à la liquidation des stocks les plus gênants. Mais ne faudrait-il pas plus ? Ne serait-il pas utile que même une fois la prospérité revenue, les stocks disparus, la production équilibrée avec la consommation, les prix stabilisés à un niveau rémunérateur, ces accords persistent autrement qu'à l'état de souvenir ? Va-t-on reprendre la concurrence insensée, choisir le chemin dont on ne sait que trop à quoi il conduit ? La collaboration des divers peuples s'évanouira-t-elle au lendemain de la crise, comme est disparue la communauté économique créée par la guerre entre les alliés et que les conférences agricoles interalliées de 1919¹⁰, avaient tenté de poursuivre ?

10. Provoquées par M. Boret, alors ministre de l'agriculture en France.

Les problèmes changent avec le temps, et il n'est pas question d'appliquer les mêmes règles en temps de crise et en temps normal. Un accord n'est pas immuable; il peut être remanié pour répondre à de nouvelles nécessités. Sans nous dissimuler les difficultés auxquelles se heurterait dans l'avenir toute tentative pour faire passer cette suggestion dans le domaine des réalités, souhaitons que par une plus exacte appréciation de leurs intérêts et par un sens plus réaliste de l'interdépendance économique du monde, les hommes ne renient pas dans l'ivresse des années prospères, les principes que la crise les aura contraints d'appliquer.

CHAPITRE III

LE CREDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

SECTION I. — ORIGINE DE L'IDÉE D'UN CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

143. Cette idée ne pouvait naître que de la conception de la solidarité financière et économique du monde. Il a donc fallu attendre que par le développement des relations internationales, cette solidarité fût devenue une certitude; il a fallu aussi que l'idée de crédit agricole, idée relativement jeune, fut mise en application dans les principaux pays. C'est à l'occasion de la création de l'I. I. A. que, croyons-nous, on proposa pour la première fois, l'institution d'un crédit agricole international. M. Luzzati interprétait ainsi l'une des missions que l'on voulait confier au nouvel Institut : « Il devra faciliter, dans les rapports internationaux l'organisation et le mouvement... du crédit agraire ». Cette idée était prématurée et l'I. I. A. ne reçut qu'une mission de documentation sur ce point (voir art. 9, § e de la Convention).

SECTION II. — EVOLUTION DE L'IDÉE.

144. Au lendemain de la guerre, la Conférence financière de Bruxelles examinait le projet Ter Meulen sur les crédits internationaux à la production. Mais c'était surtout la production industrielle que l'on visait dans ce projet. Deux ans après, la Conférence de Gênes recommandant aux

Etats agricoles d'accroître leur production précisait qu'il faudrait fournir à ces Etats les moyens de suivre ces conseils : leur situation financière ne leur permettait pas d'acquérir les matières premières et le matériel nécessaires.

Le grand problème qui se posa immédiatement à la fin de la guerre était en effet celui de la reprise de la production. La véritable disette de produits agricoles et les hauts prix de ceux-ci demandaient une solution rapide. Le financement de l'agriculture préconisé indirectement à Gênes devait servir tant à l'achat des moyens d'exploitation, qu'à la reconstitution des régions dévastées.

L'étude du Crédit agricole international était alors entreprise par diverses institutions. En 1923, au Congrès international d'agriculture de Paris, M. Chabrun proposait la création d'une banque internationale agricole, fondée sur les organismes nationaux et dont le but principal était de rationaliser la production et la consommation des denrées alimentaires. Dans les Congrès suivants, la C. I. A. poursuivit l'étude de la question.

La Conférence parlementaire internationale du commerce a depuis 1924 consacré une partie importante des délibérations de ses assemblées plénières ou de sa commission agricole à retourner sur toutes les faces le problème du crédit agricole international.

C'est à la suite de ses démarches que l'I. I. A. convoqua en octobre 1926 une commission internationale d'experts (devenue commission du C. I. S. A. sous le nom de commission pour le crédit et les assurances agricoles) et entreprit à son tour la recherche des solutions théoriques et pratiques pour le fonctionnement d'un crédit agricole international.

Sur ces entrefaites, la Conférence économique internationale de 1927 aborda l'étude de la question et demanda à la S. D. N. et à l'I. I. A. de continuer le travail ainsi entrepris et d'examiner les possibilités de le mener à bonne fin. Le Comité consultatif économique de la S. D. N. et son comité financier devaient répondre à cet appel : ce travail aboutit à la rédaction d'un projet de convention sur la

création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole. De son côté l'I. I. A. établissait les plans d'une banque internationale agricole, pour les prêts à court terme. Ni l'une, ni l'autre de ces deux institutions ne purent être créées. On ne semble plus à l'heure actuelle envisager la possibilité d'une action internationale sur ce terrain. Cependant, au cours de réunions périodiques organisées par la F. I. T. A. on poursuit encore l'étude de la question. La quatrième conférence internationale du crédit agricole a eu lieu à Budapest en juin 1934.

145. Pendant toute cette période d'études, l'état du problème n'était pas resté le même ; la situation économique avait évolué, et suivant cette évolution, les buts mêmes du Crédit international avaient changé. Au lendemain de la guerre on présentait le crédit comme la source de la reconstitution et de l'accroissement de la production. Pour la remise en état des bâtiments et des terres, pour l'achat du cheptel, des machines, des engrais nécessaires à l'exploitation, le crédit était indispensable à la majorité des agriculteurs, mais surtout à ceux que les réformes agraires venaient de doter de quelques hectares et qui n'avaient que leurs bras pour les cultiver. De l'exploitation intensive, de l'industrialisation de l'agriculture, de la nécessité de fonds de roulement considérables naissait une demande de crédits nouvelle. En 1927 le crédit agricole international était encore présenté comme devant permettre à l'agriculteur de diminuer le prix de revient de ses produits en augmentant leur production. Cependant déjà la crise faisait sentir ses effets et certains estimaient cette augmentation inopportune : ils n'en préconisaient pas moins l'institution d'un Crédit international. C'est que le crédit comme la langue d'Esope a de multiples usages et il obtient des résultats heureux ou malheureux suivant l'habileté de ceux qui s'en servent. Aux nouvelles circonstances créées par la crise, par la surproduction et par la misère des agriculteurs, correspondait une nouvelle utilisation du crédit. Nous avons dit que dès le début ces crédits internationaux

étaient surtout destinés aux pays de l'Europe centrale et orientale dont les faibles moyens financiers ne permettaient pas de réaliser les réformes agraires dans de bonnes conditions. Pour exploiter sa propriété, le paysan se trouva contraint d'emprunter à des taux exagérés à l'Etat, mais surtout aux particuliers. La baisse des produits agricoles le rendit incapable de payer les intérêts de ses dettes, et divers Etats durent proclamer des moratoires. Le crédit agricole international, en fournissant des capitaux à plus faible intérêt à ces agriculteurs, devait alléger les charges de la production agricole, diminuer la trop grande part prise par les frais d'exploitation sur le prix de vente et augmenter ainsi le pouvoir d'achat des agriculteurs. Mais on ne pensait plus à augmenter la production; en dehors de la diminution du prix de revient, on prévoyait la substitution de nouvelles cultures à celles devenues déficitaires, et le côté matériel de l'organisation commerciale de l'agriculture, (industries de transformation, entrepôts).

146. Quant à l'organisation du Crédit agricole international, ces dix années d'études avaient permis d'en dégager les principes essentiels. Les experts furent rapidement d'accord sur un point : toute arrière-pensée politique devrait être écartée de l'institution à créer. Mais avant d'arriver à cette création, et pour aplanir les obstacles auxquels elle se heurterait, il était nécessaire de réunir en des conférences périodiques les représentants des institutions nationales de crédit agricole. En rapprochant et en comparant les diverses législations et les besoins des différents pays, on arriverait progressivement à trouver pour la future institution une constitution solide. Mais en même temps les premiers essais de collaboration financière pratique en agriculture pourraient être faits par de telles réunions. En les reliant par un bureau permanent d'information et de coordination, on ferait un pas de plus vers l'institution d'un véritable établissement international.

Pour le transfert des capitaux des pays où ils sont en surabondance dans les pays où ils font défaut un établisse-

ment international offrirait le maximum de facilités et de sécurités. Cet établissement devrait être dirigé par les représentants des instituts nationaux de crédit agricole. A cet effet, chaque pays devrait posséder une armature solide et stable de crédit agricole couronnée par un organisme central, synthèse de toutes les caisses régionales et locales. Pour faire partie de la Société internationale, chaque pays devrait modifier son organisation suivant le schéma que nous venons de donner.

D'ailleurs ce n'est pas seulement l'organisation du crédit agricole qu'il conviendrait d'unifier et d'adapter aux conditions de fonctionnement de la Société internationale, mais aussi les lois qui régissent les contrats de prêts la législation hypothécaire, les méthodes de bornage et le cadastre¹.

En dehors des difficultés provenant de cette diversité des législations, d'autres questions embarrassantes se posaient pour la constitution du capital (par qui serait-il fourni? par les organisations étatiques ou par les coopératives?); pour la forme, l'émission et les garanties de ses emprunts, (garanties réelles et subsidiairement garantie des Etats); pour la fixation des taux d'intérêts (celui à verser aux prêteurs et celui à exiger de l'emprunteur : ce dernier ne devrait-il pas varier suivant les pays?); pour le contrôle de l'emploi des fonds prêtés (emploi pour d'autres fins que des fins agricoles; pour augmenter la production, etc); pour le remboursement des sommes empruntées, (a) variations du change; b) remboursement en argent ou en nature : la politique douanière des Etats que l'on supposait devoir fournir les fonds ne permettait guère d'envisager la dernière alternative).

A tous les problèmes dont nous venons de donner un bref aperçu, s'en ajoutait un autre, fondamental : celui de la forme de l'institution. Des différences juridiques impor-

1. Nous constatons ici la difficulté qu'il y a à faire cadrer les législations nationales avec une convention internationale. L'I. I. A., d'accord avec l'Institut pour l'unification du droit privé (S. D. N.) a créé un centre international de droit et de législation agricoles comparés (1931-1932) : développement de sa section de législation.

tantes affecteraient la forme choisie suivant la nationalité qui lui serait attribuée en définitive. Mais pour le choix même de cette forme, plusieurs opinions étaient en présence. Les deux plus intéressantes renouvellent une fois de plus le conflit entre l'initiative privée et la réglementation officielle. « Quant au crédit agricole international... il devrait être constitué... par une même administration exploitée par une majorité de cultivateurs exploitants. Il faut venir dans cette pensée : le paysan riche d'un pays prête au paysan pauvre d'un autre pays...². » Disons avec plus de précision que pour de nombreux agriculteurs, le crédit agricole international devait avoir pour base les coopératives centrales de crédit des divers pays, l'Etat n'intervenant que pour sanctionner l'accord des organisations libres. Pour d'autres, on ne pouvait songer à créer une organisation à caractère coopératif organisée par en bas; il fallait construire une institution originale, une espèce de société à responsabilité limitée transportée sur le plan international, société avant tout financière dont une convention garantirait l'autonomie et délimiterait le champ d'activité. C'est cette seconde conception que le Comité financier de la S. D. N. adopta; mais cette personne juridique de droit international paraissait lointaine aux agriculteurs et l'un des premiers reproches que l'on fit au projet, ce fut de ne pas s'appuyer sur « ces âmes du peuple rural, les groupements locaux solidaires³ ».

SECTION III. — LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE AGRICOLE

147. L'action de la S. D. N. en la matière fut précédée de la création de deux sociétés privées, la Banque internationale de crédit hypothécaire d'Amsterdam, et la Banque internationale de crédit foncier de Bâle. Mais de toute

². Déclaration de M. Jabon au Congrès International d'Agriculture de 1927.

³. *Temps agricole* du 17 mai 1931, article de Decharme.

évidence l'œuvre à accomplir était trop vaste et comportait trop d'aléas pour que des banques isolées pussent y suffire. Une délégation spéciale du Comité financier établit un projet. Ce projet fut examiné par la Commission d'études pour l'Union Européenne qui l'approuva, (20 mai 1931) ainsi que le Conseil de la S. D. N. Il fut signé par 24 Etats, (tous les Etats importants d'Europe sauf l'U. R. S. S.); 6 seulement le ratifièrent. Il n'entra donc jamais en application.

Ce document comporte trois parties : une convention, une charte constitutive, des statuts. De l'ensemble de ces textes, l'on peut dégager les principes organiques suivants. Il est créé une société internationale de Crédit hypothécaire agricole. Elle aura Genève pour siège, (résolution de la C. E. U. E. du 20 mai 1931). Elle a pour objet « de prêter des sommes remboursables à long terme avec amortissement, ou remboursables à moyen terme avec ou sans amortissement, à des sociétés ou instituts de crédit hypothécaire ou agricole, qui font... des prêts en première hypothèque sur des immeubles faisant l'objet d'une exploitation rurale ou servant à une exploitation de cette nature » (art. 3 des statuts). Ces prêts seront fait sur première hypothèque et ne devront pas dépasser 50% de la valeur des gages. Les pays qui n'ont pas établi un régime de livres fonciers offrant toutes garanties reçoivent certaines suggestions pour compléter leur législation sur ce point (résolution de la C. E. U. E., 20 mai 1931 qui précise en même temps les buts de la société, voir *supra* n° 145). On fixera le taux des prêts en considération du crédit de chaque emprunteur.

Un conseil et une assemblée générale dirigent la société. Aucune différence n'est faite entre les Etats contractants, créanciers ou débiteurs, car leur position peut changer. Le capital de la société est fixé à 50 millions de dollars-or : cette somme sera fournie par une émission d'actions. De plus une réserve spéciale de 5 millions de dollars, garantie des engagements de la société, sera constituée par des avances des gouvernements. La société émettra des obligations jusqu'à concurrence d'une valeur de remboursement

n'excédant pas dix fois le total du montant nominal du capital social versé et de la réserve spéciale; cette valeur de remboursement ne doit pas dépasser non plus le montant de ces créances sur les sociétés nationales. Ses biens seront inviolables; de multiples exemptions fiscales lui seront consenties par les gouvernements.

148. Nous avons dit qu'une des plus vives critiques adressées au projet, était l'absence de représentants des agriculteurs, dans la nouvelle institution. A tout le moins demandèrent-ils que des représentants des instituts nationaux de crédit agricole fussent appelés à participer à sa création, à son administration et à son fonctionnement : on aurait ainsi des garanties plus sérieuses de la solvabilité des emprunteurs, et de l'utilisation des prêts pour des fins agricoles. C'est ainsi que la Conférence internationale du vin de 1932 demandait la création de la société, sous la double condition que les viticulteurs et les associations de crédit mutuel y fussent largement représentés, et qu'elle ne porta pas atteinte aux institutions ayant le même objet.

D'autres critiques étaient adressées aux exemptions fiscales trouvées excessives. D'autre part il aurait fallu fixer un maximum au taux de l'intérêt. Enfin on émettait des doutes sur l'efficacité de l'institution. Le crédit hypothécaire n'apporte d'aide qu'au seul propriétaire; les exploitants, fermiers et métayers, n'en profitent pas; les associations non plus ne pourront emprunter. Le propriétaire lui-même trouvera-t-il en hypothéquant son bien de quoi rembourser ses dettes antérieures, et de quoi exploiter sa terre? La baisse du prix des propriétés consécutive à la crise permet d'en douter. Alors par une évolution semblable à celle qu'a suivie le Crédit foncier de France, la Société ne deviendra-t-elle pas hypothécaire urbaine?

Il fallait donc constituer un autre organisme de véritable crédit agricole. Quant au projet de la S. D. N. dont l'application aurait certainement rendu des services aux agriculteurs, il trouvait son explication dans la nécessité d'une

action rapide. « Il faut reconnaître qu'une organisation à caractère financier est plus facile et plus rapide à construire qu'une grande organisation reposant sur l'effort des agriculteurs, sur leur groupement en institutions de crédit⁴. »

SECTION IV. — LE CRÉDIT AGRICOLE A COURT TERME

149. Ce crédit diffère du crédit hypothécaire par sa durée : de six à douze mois ; par son objet : fourniture des capitaux de roulement, financement de la production et de la vente, investissements rapidement amortissables ; par les gens qui peuvent l'obtenir : tous les exploitants ; par les garanties exigibles : engagements personnels, solidarité des intéressés, cautions, warrants, dépôts de titres, etc.

A la suite d'une conférence d'experts des États agricoles, (Varsovie, 10-13 nov. 1930), et de la Conférence internationale du blé de 1931, l'I. I. A. étudia les possibilités d'une collaboration des instituts nationaux de crédit agricole dans ce but, et après plusieurs réunions tenues à Rome en juillet-août 1931, mit sur pied un projet de Banque internationale agricole, (acte constitutif, convention, statuts). Une grande partie de la constitution de cette banque est semblable à celle de la Société de crédit hypothécaire : elle en diffère essentiellement par le but, elle a pour objet de pourvoir aux besoins de prêts à court terme des agriculteurs ou de leurs organisations coopératives. Pour cela elle escomptera les effets qui lui seront présentés par des instituts de crédits nationaux, effets basés sur des prêts faits aux agriculteurs ou à leurs organisations et présentant toutes les garanties demandées par la banque, conformément aux lois et usages de chaque pays. Ces effets porteront la signature de l'emprunteur principal et de l'institution nationale de crédit agréée par la banque, la signature des institutions régionales ou locales étant en outre exigée si le prêt a été fait par leur intermédiaire. Les éta-

4. Vimeux, p. 308, *Annales de la Mutualité et de la Coopération agricole*, n^{os} 5 et 6, 1931.

blissements de crédit des pays participants souscriront la capital de la banque, (15 millions de francs suisses). Les ressources de l'institution seront constituées par le placement de bons de caisse et d'obligations (pas plus de dix fois le montant du capital social effectivement versé augmenté du montant des réserves), par les dépôts à terme, et par la réescompte des effets en portefeuille. Des douze membres du conseil d'administration, sept seront nommés par l'assemblée générale et représenteront ainsi les instituts nationaux de crédit agricole; les cinq autres représenteront la S. D. N., la B. R. I., l'I. I. A., et la Société internationale de crédit hypothécaire agricole.

Ce projet n'a pas eu de suite. Comme celui de la S. D. N., la trop grande incertitude des affaires internationales, les doutes sur l'avenir de l'agriculture dans les pays danubiens, la prudence et la lenteur des Etats, le manque de confiance des capitalistes devaient l'empêcher d'aboutir. Personne n'a jugé sans doute assez grave la situation qu'en novembre 1932 le B. I. A. prévoyait en ces termes⁵ : « Sans aide financière, la crise agraire va dégénérer en une paupérisation des masses agricoles et se transformer en une crise sociale ». Cet échec est l'un de ceux qui font le plus douter de la possibilité d'une action internationale en agriculture.

5. B. I. T. *Année sociale*, 1932, p. 335.

CHAPITRE IV

LA COOPERATION

SECTION 1. — HISTORIQUE. LES DIVERS ROLES DE LA COOPÉRATION SUR LE PLAN INTERNATIONAL

150. Il est naturel que les adeptes d'une même foi ne se laissent pas séparer par des frontières politiques, et que, si en dehors de son caractère moral elle présente des avantages matériels, ils cherchent à s'en faire mutuellement part. Les doctrines syndicalistes et coopératives participaient, au moins au début, de ces deux caractères. Par la fondation de l'Alliance coopérative internationale, on formait un centre mondial de la coopération dont le caractère mystique se combinait bientôt avec des tendances commerciales. Les élus des coopératives agricoles auraient même voulu faire de l'A. C. I. une bourse d'échanges pour créer des débouchés aux associations de production.

Un peu plus tard, en 1905 on proposait, mais sans plus de succès, d'adjoindre à l'I. I. A. un congrès coopératif international. D'autre part un congrès international des syndicats agricoles avait eu lieu en 1900. La première réalisation est due à un allemand, Hans, qui fonda en 1907 l'Internationaler Bund des Landwirtschaftlichen Genossenschaften, la Confédération internationale des sociétés agricoles. Elle devait réunir des coopératives d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie, du Danemark, de Finlande, de Hongrie, d'Italie, du Japon, des Pays-Bas, de Russie, de Serbie, de Suède et de Suisse, en tout plusieurs dizaines de mille. Elle englobait dans son vaste programme l'étude des questions rela-

tives aux coopératives de crédit, de vente et d'achat, de production et d'assurances ; elle voulait, en établissant une entente étroite entre les unions coopératives des divers pays, promouvoir des relations d'échanges entre elles et, si besoin était, influencer sur la politique douanière des gouvernements. Au cours de sa brève existence, il semble que l'étude l'ait emporté sur l'action. Depuis 1914, elle n'existe plus que nominalement.

151. Les avantages que les syndicats, les coopératives, les mutuelles, peu importe d'ailleurs leur nom¹, procurent à leurs membres, sont en général d'autant plus grands que des liens plus fermes les réunissent aux autres du même type. C'est ainsi que la coopération s'est élargie jusqu'au cadre national. Ne conviendrait-il pas de faire un pas de plus et d'envisager une alliance internationale des coopératives agricoles ? Toute institution doit avoir un but suffisant à justifier son existence : quelle serait donc l'utilité d'une pareille institution, ou des organismes plus modestes que l'on parviendrait à créer plus rapidement ? De longues études ont eu lieu après la guerre pour fixer le champ d'action de la coopération sur le plan international. Contentons-nous de dire pour le moment que l'on a envisagé la création d'ententes internationales entre coopératives agricoles pour leur permettre de traiter de pair avec l'industrie et le commerce libres, ainsi que l'établissement de relations entre les producteurs et les consommateurs, pour supprimer les gains des intermédiaires.

SECTION II. — L'ÉTUDE DE LA COOPÉRATION PAR LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

152. La Confédération internationale des syndicats agricoles a étudié dans quels sens les coopératives pourraient étendre leur activité et dès 1922, elle mit à l'étude un projet d'office international d'exportation. Depuis lors elle n'a cessé

¹ Augé-Laribé, *Syndicats et coopératives agricoles*, p. 5 sq.

de s'intéresser au développement des échanges coopératifs internationaux.

C'est à la suite de la Conférence économique internationale de 1927 que ces études reçurent une nouvelle impulsion. « Des ententes internationales entre les organisations coopératives agricoles pour une série de produits peuvent permettre l'assainissement des marchés, la régularisation de la production et la stabilisation des prix à des niveaux satisfaisants pour l'équilibre entre la production et la consommation. Ces ententes internationales pour atteindre leurs buts exigent la collaboration confiante avec les organisations nationales et internationales des coopératives de consommation, par l'établissement de courants d'affaires réguliers et de contrats de longue durée². » A cet effet la Conférence préconisait l'institution d'un comité représentatif des organisations coopératives des agriculteurs et des consommateurs, comité d'étude et de documentation, mais qui avait aussi pour but « de dégager pour des réalisations nouvelles les enseignements des réalisations acquises² ».

153. Après trois conférences intercoopératives (1929-30) et grâce aux efforts de M. A. Thomas, on décidait la création d'un Comité international des relations intercoopératives chargé de promouvoir le développement des relations morales et économiques entre les coopératives agricoles et les coopératives de consommation. Ce comité est composé d'un président indépendant, (jusqu'ici le président du B. I. T.), et de quatorze membres nommés à égalité par la C. I. A. et l'A. C. I. (Voir n^{os} 16 et 66). Des représentants de la S. D. N., de l'I. I. A. et du magasin de gros coopératif international assistent généralement aux réunions. La commission spéciale de la coopération agricole de la C. I. A. (voir note du n^o 16) a d'autre part, en plus d'un rôle d'études et d'informations, reçu la mission de « faire progresser les relations d'affaires entre les coopératives des différents pays, (art. 2 § 6 de son règlement) ».

2. Rapport définitif C. E. I. 1927, Résolutions spéciales Agriculture.

De l'ensemble des documents rassemblés par ces organismes et des recherches qu'ils ont poursuivies en collaboration avec les institutions internationales que nous avons citées, il est possible de tirer les conclusions suivantes : nécessité et avantages des relations économiques internationales entre coopératives ; difficultés de ces relations.

154. Au XI^e congrès de l'A. C. I. à Gand en 1924, Sir Th. Allen insistait déjà sur l'aide réciproque que les consommateurs et les producteurs peuvent s'apporter par la conclusion de contrats : d'une part les magasins de gros des coopératives de consommation s'engageraient à absorber la récolte des producteurs agricoles organisés coopérativement et inversement ces derniers s'engageraient à reprendre les sous-produits issus du traitement industriel des matières premières qu'ils auraient livrées. Par cette alliance les bénéfices exagérés que le commerce et l'industrie prennent à leurs dépens disparaîtraient : l'agriculteur recevrait un prix équitable pour son travail et le consommateur, des produits non renchérïs par le passage entre les mains des intermédiaires. Mais mieux encore, cette alliance permettrait de jeter les bases d'une économie mondiale d'où serait exclu l'esprit de lutte et de compétition.

Pour qu'un mouvement d'une telle ampleur réussisse, il faut d'abord que les coopératives soient suffisamment développées dans chaque pays : à cet effet la publication des résultats obtenus dans d'autres régions ou dans d'autres pays serait une propagande efficace. D'autre part pour s'entr'aider, il faut se connaître. En ce qui concerne les coopératives agricoles, la commission spéciale de la C. I. A. a décidé d'entreprendre cette œuvre de documentation, en mettant sur pied « une statistique internationale de la coopération agricole » qui comprendrait « l'état numérique et le chiffre d'affaires global des différentes catégories de coopératives agricoles ainsi que... la valeur des produits exportés et de ceux vendus dans le pays même par ces coopératives³ ». On avait de plus proposé que cette statistique

3. *Résolutions du XVI^e Congrès international d'Agriculture*, p. 10.

englobât les bases juridiques de la coopération dans chaque pays, l'historique des coopératives, et l'ensemble de l'activité de chacune d'elles.

155. Les différences de législation, de but et de moyens de travail, la diversité du développement de la coopération dans chaque nation constituent autant d'obstacles aux relations internationales. De plus entre coopératives de consommation et coopératives agricoles, l'accord n'est pas toujours aisé à obtenir. Il est toutefois plus facile de s'entendre sur le plan national et c'est ce à quoi travaillent les comités mixtes ou comités d'entente (il en existe huit dans six pays). Ils peuvent en effet créer l'habitude et l'atmosphère de collaboration, dans toutes les questions, surtout économiques, qui se posent entre les coopératives. Des réunions périodiques entre les magasins de gros des coopératives de consommation et les services commerciaux des coopératives agricoles rendraient les mêmes services sur le plan international.

Il faut enfin souligner que la technique de la coopération change suivant le produit considéré. Le comité international des relations intercoopératives a étudié le commerce coopératif du blé, des produits laitiers, des œufs, des fruits et légumes, des engrais, etc. et il a cherché dans quelle mesure on porterait ainsi remède à la crise.

SECTION III. — QUELQUES EXEMPLES

D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE COOPÉRATIVES

Nous ne pouvons songer à présenter ici un tableau, si sommaire soit-il, des relations intercoopératives dans le plan international⁴. Nous ne nous attacherons qu'à celles

4. Voir à ce sujet la documentation recueillie par le B. I. T. pour la C. E. I., 1927 sous le titre : « Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé, des produits laitiers et de quelques autres produits agricoles, ainsi que le rapport présenté sur cette question à la Conférence intercoopérative de nov. 1930 à Genève ».

qui présentent un caractère permanent et organique. et encore n'exposerons-nous le mécanisme que de quelques-unes de ces organisations.

156. § 1. — Relations entre coopératives agricoles.

a) *L'Overseas Farmers' Cooperative Federations Ltd* a été créée en 1921. Elle comprend une cinquantaine de coopératives d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud. Son activité principale est concentrée sur la vente des fruits et des produits laitiers. Elle fonctionne comme un bureau de ventes et de répartition des commandes. Pendant l'exercice 1931-1932 ses ventes se sont montées à 7.759.867 £. Comme coopérative d'achats, elle a traité durant la même période pour 189.433 £ d'affaires. Elle a établi des relations commerciales suivies avec le C. W. S. magasin de gros anglais.

157. b) *L'Internationale Coopératieve Landbouwaankoopvereniging G. A.* (Intercoop.) dont le siège est à Rotterdam a été fondée en 1929, après plusieurs années d'essais. Cette société coopérative internationale d'achat comprend des coopératives agricoles allemande, hollandaises(2) suédoise et tchécoslovaque. L'association libre qui avait précédé sa création et qui comptait en outre des organisations coopératives belges et danoises, avait été à même de s'opposer à la tentative de renchérissement du nitrate du Chili qui aurait été la conséquence de la centralisation de la vente en Europe.

158. c) *Les coopératives et la question du blé.*— On n'a pas pu arriver à constituer une entente internationale coopérative pour la vente des céréales. Mais du moins, cette entente a-t-elle été envisagée au cours de trois réunions à Saint-Paul en 1926, à Kansas-City en 1927 et à Regina en 1928. L'effet le plus net de ces International Wheat Pools Conferences a été un développement immédiat de la coopé-

ration à l'intérieur des Etats participants. Mais malgré la présence aux côtés des producteurs du Canada, des Etats-Unis, de l'Australie, de l'Argentine et de la Russie, (Exportkhleb), de représentants des magasins de gros de l'Angleterre et de l'Ecosse, on n'a pas trouvé désirable l'institution d'une centrale des ventes ; on s'est contenté de souhaiter des relations plus nombreuses entre les coopératives des différents pays et l'on a procédé à quelques échanges de vues pour l'avenir.

159. Signalons enfin le plan établi en avril 1932 par une conférence intercoopérative de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Il concerne toute l'économie agricole de ces trois pays. « Pour donner un instrument à l'action commune des organismes coopératifs agricoles des trois pays et éviter entre eux toute concurrence, la conférence recommande la création d'un organisme commun ayant un caractère permanent. Cet organisme aurait pour première tâche l'écoulement des céréales, il centraliserait les offres et les demandes de céréales et s'occuperait de la vente en commun des marchandises, uniformisant en même temps les méthodes commerciales et les formes des contrats. Il pousserait à la standardisation des céréales en s'appliquant à n'exporter sur les marchés extérieurs que les qualités supérieures demandées. Le même organisme serait chargé de l'approvisionnement des économies rurales des trois pays en machines, instruments aratoires, sulfate de cuivre, corde de manille, etc.⁵ ».

160. § 2. — Agences ou entreprises mixtes.

a) *La New Zealand produce Association Ltd*, a été fondée en 1921, à la suite d'un voyage fait par une délégation du C. W. S. en Nouvelle-Zélande pour développer ses relations avec les coopératives de ce pays. Elle fut constituée par des représentants du C. W. S. et de la New Zealand

5. B. I. T., *Informations Sociales*, p. 295, t. XLII.

Producers' Cooperative Marketing Association, coopérative centrale de vente établie à cette occasion entre les groupements de fermiers. Le capital a été fourni par moitié par les associations fondatrices. Le caractère des transactions n'est pas rigide : si le C. W. S. auquel les marchandises doivent être d'abord offertes, n'achète pas, on peut les offrir à un acheteur étranger au mouvement coopératif ; il n'y a donc pas d'obligation d'achat, ni de vente, mais en fait le C. W. S. achète environ 80 % des produits ainsi exportés de Nouvelle-Zélande. Les transactions ont porté sur de la viande d'agneau et de mouton, mais surtout sur des produits laitiers, beurre et fromage. Le chiffre d'affaires de 1931 se montait à 963.000 £.

161. b) La *Danish Cooperative Bacon Trading Co*, établie en Angleterre en 1902 entre des abattoirs danois et des firmes anglaises a contrôlé jusqu'à un tiers des importations du bacon danois en Grande-Bretagne.

La *Russo-British Grain export Co* avait été créée en 1923 entre d'une part le Centrosoyus, la Société Arcos, le Khlebexport, organisations d'Etat ou coopératives russes qui fournissaient la moitié du capital, et d'autre part le C. W. S. qui en fournissait un quart, et des maisons de courtage et d'armement britannique qui versaient le reliquat. Cette compagnie était destinée à importer des céréales russes en Angleterre pour les besoins du C. W. S., puis en France, en Italie, etc. Ces importations auraient été payées par des objets manufacturés dans les usines coopératives de Grande-Bretagne. Nous ignorons quelle durée et quel résultats la Grain Export Co a pu avoir. La Société Ratao de Vienne aurait, semble-t-il, tenté une entreprise analogue entre la Russie et l'Autriche.

TROISIEME SUBDIVISION

L'ACTION SPÉCIALE A CHAQUE PRODUIT

162. Au lieu de procéder par opérations d'ensemble, l'action internationale s'attaque le plus souvent à des problèmes séparés. La petitesse de son objet en fait la précision; et si elle ne réussit pas toujours, du moins ces échecs ne sont que fragmentaires et n'entraînent pas de vastes déceptions.

Cependant nous avons fait allusion à plusieurs reprises à une action internationale contre la crise agricole, sans la présenter encore dans son développement chronologique. C'est qu'elle est inséparable de l'action pour le blé, symbole de la prospérité ou de la misère de l'agriculture. Nous exposerons donc les deux actions conjointement. Puis nous passerons en revue les principaux produits agricoles, en indiquant pour chacun d'eux les résultats ou les possibilités de l'action internationale.

CHAPITRE PREMIER

LES CEREALES

SECTION I. — LE BLÉ ET LES CÉRÉALES EN GÉNÉRAL

« On ne saurait méconnaître, quand on pénètre au cœur du problème économique, le rôle de premier plan qu'y joue la question du blé. Le blé est la base même de la production agricole, le régulateur des assolements culturaux, le gagne-pain de la moitié de la population du globe, la maîtresse pièce, peut-on dire, de l'économie universelle¹. »

163. § 1. — *Situation dans le monde en 1927.*

C'est moins le tableau statistique de la production et du commerce du blé à cette époque, que l'exposé des divers facteurs qui conditionnent cette production et ce commerce qu'il nous semble utile de donner ici.

Production. — Elle est passée de 1. 034 millions de quintaux avant la guerre, (moyenne 1909-1913), à 1.200 en 1927, après avoir progressé régulièrement à partir de 1924. Nous avons dit que la hausse des prix, conséquence de la guerre et de l'arrêt de la production européenne avait entraîné un accroissement de la production des pays d'outre-mer.

De 1913 à 1927, les superficies ensemencées en blé des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie et de l'Argentine ont augmenté d'environ 12 millions d'hectares. D'autre

1. De Vogüé, *Bulletin du XVI^e congrès international d'Agriculture*, n° 7, p. 7.

part une propagande très vive était menée après la guerre pour obtenir une augmentation de la production dans la plupart des Etats européens, les uns (U. R. S. S. et pays danubiens) pour pouvoir payer leurs importations de produits industriels, les autres pour subvenir par eux-mêmes aux besoins de leur consommation.

Pour l'ensemble du monde en effet² la production de blé était loin d'atteindre le maximum possible. Mais comme la consommation est limitée, on pouvait se demander quels étaient les pays en mesure d'y répondre dans les meilleures conditions. Il est certain à cet égard que les plus faibles prix de revient sont obtenus par les pays d'outre-mer à culture extensive. Cependant d'autres considérations que l'argument du bon marché influent sur la production du blé. Par un souci fort compréhensible dans la situation politique du monde, les Etats ont à cœur d'assurer leur alimentation sur leur propre territoire. Enfin la culture du blé, dans laquelle les pays neufs voient surtout une occasion de bénéfice, possède un caractère vital pour les exploitations des pays européens. Ce qu'il s'agit de défendre, ce n'est point seulement la tradition millénaire de sa culture en nos pays, c'est l'existence même des exploitations, auxquelles chaque année la vente de la récolte de blé apporte les fonds de roulement nécessaires. L'élevage et les autres cultures sont loin de jouer au même point le rôle de financement joué par le blé. Même s'il n'en était pas ainsi, le problème de la substitution d'autres activités à la culture du blé ne s'en trouverait pas résolu.

164. Commerce. — L'importance du blé dans le commerce mondial est considérable. Les importations se sont élevées à 176.563 milliers de quintaux (moyenne 1924-28) et les exportations à 187.101.000 quintaux (sans compter la farine de froment.).

Les principaux pays exportateurs sont les pays d'outre-

2. La culture du blé peut être entreprise sur la majeure partie du globe, et est susceptible d'un développement considérable. Voir à ce sujet Musset : *Le Blé dans le Monde*, et I. I. A., « Le climat du blé dans le monde .»

mer déjà cités, les Indes britanniques, l'Algérie et le Maroc, les pays danubiens et d'une manière irrégulière (avant 1927) l'U. R. S. S. Du côté des importateurs : l'Europe industrielle définie par M. Delaisi, on tend déjà à assurer dans une plus grande mesure les besoins de la consommation et voilà un premier élément qui influe sur le commerce du blé. Mais si nous prenons depuis le début la route suivie par le blé du producteur-exportateur à l'importateur-consommateur, nous allons en trouver bien d'autres.

La qualité et l'uniformité du produit, le degré d'organisation des cultivateurs, les moyens financiers dont ils disposent, l'existence de voies de communication et d'entrepôts, la centralisation plus ou moins poussée des exportations, les usages des places de commerce, tout cela joue un rôle dans la constitution d'un grand marché de vente. Les grandes compagnies de navigation qui transportent la quasi-totalité des blés exportés ont une influence considérable sur les courants commerciaux et sur les prix du blé, grâce à leur liaison étroite avec les sociétés commerciales d'importation. D'autre part, les pays importateurs soutiennent leur politique économique avec leur politique douanière. Il ne faut pas oublier enfin l'industrie de transformation, la meunerie qui dans chaque pays, ou par des ententes internationales comme ce fut le cas en 1927 (Consortium de meunerie internationale), contrôle à son avantage la consommation du produit. Qu'on se souvienne aussi de ce que nous avons dit du rôle de la spéculation en ce qui concerne le marché du blé.

En définitive, l'importance des transactions internationales sur le blé dépend de l'ampleur de la consommation dans les pays importateurs. Or, la consommation tend relativement à diminuer, par les changements survenus dans l'alimentation de la plupart des pays grâce au *standard of life* plus élevé.

165. § 2. — *L'action internationale de 1927 à 1931.*

Les éléments que nous venons de rappeler brièvement existaient tous en 1927, mais il ne semble pas que leur réalité ait été admise d'une façon générale. Voici en effet la résolution capitale votée par la Conférence internationale du blé réunie à l'I. I. A. en 1927 : « La Conférence considère l'augmentation de la production du blé comme un problème de haute importance dont la solution intéresse tous les Etats producteurs qu'ils soient exportateurs ou importateurs de cette denrée. Elle considère par conséquent qu'il n'est pas opportun que le libre jeu des forces économiques provoque les modifications inhérentes à la production du blé, mais qu'il est nécessaire au contraire de *les diriger par des moyens appropriés au maximum possible de leur développement*, et que pour ces motifs il est désirable d'établir une entente en vue de l'établissement d'un plan d'action commune ayant pour objectif la réalisation du but précité. » Puis la résolution passe en revue les divers moyens d'augmenter la production de blé. Sur la recommandation de cette Conférence, l'I. I. A. créait un comité international de coordination des essais de blé.

De l'autre côté de l'Océan vers la même époque la Conférence de Kansas-City (ainsi que les deux autres International Wheat Pools Conferences dont nous avons parlé au n° 158), tentait, mais sans succès, de mettre sur pied une organisation internationale chargée de monopoliser les approvisionnements et de faire ainsi monter les prix, ce qui eût été un encouragement indirect à l'augmentation de la production. Ce n'était d'ailleurs là que l'extension sur le plan international d'une politique difficile à soutenir par des organismes nationaux isolés, fussent-ils aussi puissants que le Canadian Wheat Pool.

166. Sauf quelques esprits clairvoyants, tout le monde était d'accord en 1927 pour réclamer une augmentation de la production (voir également à ce sujet les recommandations de la C. E. I. de 1927). Mais l'aggravation brusque

de la situation devait à cet égard convaincre les plus incrédules. La récolte exceptionnelle de 1928 marque pour le blé le début de la crise : les seuls Etats d'outre-mer exportent cette année-là 45 millions de quintaux de plus que les années précédentes, et en 1929 les stocks visibles ont doublé. Mais les prix, grâce à l'action des gouvernements et des organismes privés, ne baissent que très lentement, de sorte que leur influence ne peut se faire sentir sur une production dont le déséquilibre est maintenant évident.

A partir de ce moment on va chercher une solution au problème du blé simultanément dans trois directions principales : mesures nationales indépendantes, entente danubienne que l'on étendra progressivement à l'ensemble des Etats européens, accord international englobant à la fois les Etats exportateurs et les importateurs. Une constatation préliminaire s'impose : il ne s'agit plus d'augmenter la production et de faire monter les prix, mais de stabiliser la première et d'empêcher les seconds de baisser; il ne s'agit plus de faire des bénéfices, mais de couvrir les frais de production; de l'attaque, on est passé à la défense.

Nous ne nous occuperons pas ici des mesures nationales. Notons cependant que l'intervention de mesures législatives dans la plupart des Etats a révélé la désorganisation ou le manque de discipline des agriculteurs et le peu d'efficacité de l'action des associations privées; ce n'est pas à dire d'ailleurs que les règlements officiels aient beaucoup mieux réussi. Nous voulons simplement souligner la difficulté d'entreprendre une action internationale dans un domaine où il est déjà malaisé de faire observer des mesures nationales. En sens contraire qu'on veuille bien se rappeler ce que nous avons dit sur la nécessité d'une action internationale (n° 136).

167. Voici le tableau chronologique des réunions internationales ayant étudié la crise agricole, vue sous l'aspect primordial d'une crise des céréales.

1930 : Réunion du 6 au 9 janvier des *experts agricoles* désignés par le Comité économique de la S. D. N. à sa 30^e session (oct.-nov. 1929).

31^e session du Comité économique qui discute le rapport des experts agricoles (Genève, 10-11 janvier 1930).

Conférence préliminaire en vue d'une action économique concertée, dite aussi conférence pour la trêve douanière (Genève, 17 févr.-24 mars 1930) qui se termine par l'établissement de trois textes : une convention commerciale, essai de mise en pratique des recommandations de la C. E. I. de 1927; un protocole relatif au programme des négociations ultérieures où la surproduction des produits agricoles est particulièrement visée; et un acte final qui insiste sur la nécessité d'étendre cette action, presque uniquement européenne, au monde entier. On n'a, en somme fait qu'instituer des enquêtes : le Comité économique cherche à étendre le champ de ces études (32^e session, juin 1930). Cette absence de résultats pratiques excite le mécontentement des peuples de l'Europe centrale et orientale : la similitude de leurs économies contribue à les rapprocher.

Conférence de la Petite Entente Strbské-Pleso, 25-27 juin. A la suite de cette conférence, la Roumanie et la Yougoslavie définissent leur position vis-à-vis des pays industriels avec lesquels elles cherchent à conclure un accord basé sur l'échange des produits industriels contre les produits agricoles.

Conférence de Bucarest (22-24 juillet), entre la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie réunies pour donner des réponses identiques au questionnaire annexé au protocole du 24 mars 1930. Elles attendent une amélioration de leur situation, de modifications de la politique douanière (traitement préférentiel), mais aussi de l'élimination de la concurrence entre elles.

Conférence de Sinaïa (31 juillet-1^{er} août), entre la Yougoslavie et la Roumanie où l'on étudie les possibilités de collaboration économique entre les deux pays.

Conférence de Varsovie (28-30 août) entre l'Esthonie, la Lettonie, la Finlande (observateur), la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, où, entre autres questions, sont envisagées comme remèdes à la crise agricole, l'organisation des exportations

et la suppression de la concurrence entre les Etats participants.

XI^e Session de l'Assemblée de la S. D. N. (10 sept.-4 oct.) où se marque, au sujet du traitement préférentiel, un désaccord complet entre les pays danubiens et les pays européens industriels ou non-européens agricoles.

Conférence de Bucarest (18-21 oct.) réunissant les mêmes Etats que la Conférence de Varsovie. Elle crée un comité permanent d'études pour conserver un contact des plus étroits entre les Etats membres. Elle recommande la création d'instituts nationaux d'exportation. A une réunion tenue par les directeurs de ces instituts (Belgrade, 12 nov.) on indiquait comme but final de ces organisations, la constitution d'un bureau commun de vente des produits agricoles.

2^e Conférence en vue d'une action économique concertée (17-28 nov.). Un comité agricole étudie l'octroi d'un traitement préférentiel aux céréales des pays danubiens. Mais si beaucoup de paroles de sympathie sont prononcées pour les victimes de la crise agricole, rien de pratique n'est fait pour leur venir en aide.

168. De cette année d'efforts sur le plan international, peu de choses en définitive sont à retenir. A diverses reprises les Etats de l'Europe centrale et orientale se sont réunis pour réclamer un traitement préférentiel pour leurs céréales. Leur insuccès ne devait pas les décourager, mais en même temps qu'ils poursuivaient cette action, ils comprenaient la nécessité de s'organiser chez eux et d'adopter une politique commune.

En dehors d'eux, dans les autres Etats du monde, des inquiétudes commençaient à se faire jour : la récolte de 1930 égalait celle de 1928, les stocks grossissaient encore et les prix baissaient rapidement sur les marchés des pays exportateurs. A l'aube de l'année 1931, la question du blé était devenue d'intérêt mondial; par son ampleur ce problème appelait une solution internationale : les monceaux de blé invendu, signe le plus apparent de la surpro-

duction n'existaient-ils pas aussi bien dans les elevators de Winnipeg ou de Bahia-Blanca que dans la grange du paysan roumain ou hongrois? Rien ne sépare mieux le début et la fin de la période que nous venons d'étudier que deux discours de Mussolini; dans le premier en 1927, il souhaitait que la bataille italienne du blé s'étendît au monde entier; dans le second, prononcé en 1931 devant les représentants de 46 Etats réunis à Rome pour porter remède à la crise du blé, il déclarait : « L'abondance du blé ne doit pas peser sur le destin des peuples comme une malédiction, mais être invoquée et bénie comme une des récompenses les plus consolantes qui puissent être accordées sur la terre à l'effort séculaire et patient du genre humain. »

169. § 3. — De 1931 à l'accord international du blé, août 1933.

Si l'on voulait que les producteurs ne maudissent pas l'abondance de leurs récoltes, il fallait leur assurer des prix raisonnables et des facilités d'écoulement. L'action internationale allait le tenter.

2^e session du C. E. U. E. (Genève, 16-21 janvier 1931). Ce dernier comité³ créé en septembre 1930, étudia le problème économique et prépara les réunions suivantes :

1^{re} Conférence européenne des céréales, pour écouler les stocks de la récolte de 1930 dont les pays agricoles européens ne parvenaient pas à se défaire (Paris, 23-25 février). Cette conférence ne s'étant pas transformée en bourse de commerce, et n'ayant résolu les questions que sur le papier, le problème des stocks n'a pas reçu de solution pratique.

2^e Conférence européenne des céréales (Paris, 26-27 février). pour l'écoulement des récoltes futures des céréales européennes. Elle a reconnu que le problème n'était pas européen mais mondial. C'était donc dans une réunion plus

3. Sur son origine, voir Mirkine Guetzevitch et Scelle : *L'Union Européenne*. Vers la même époque, M. Margaine, député français, déposait à la Chambre un projet d'union agricole pour l'organisation de l'achat et de la vente des produits agricoles entre les pays européens.

vaste que l'on pourrait élaborer des solutions avec chance de succès. Entre temps le Comité permanent d'études des pays agricoles (Bucarest, 16-18 février) définissait l'attitude commune de ces Etats, tant à Paris qu'à Rome.

Conférence préparatoire à la 2^e Conférence internationale du blé (Rome I. I. A., 26 mars-2 avril). Elle comprenait dans son vaste programme, l'étude de la production comme du commerce du blé au point de vue international. A cette occasion furent mises en lumière les divergences de vues tant sur le traitement préférentiel à accorder aux céréales danubiennes, que sur les remèdes à apporter à la crise générale. Ces divergences se firent jour aussi bien dans les exposés des situations nationales, que dans les suggestions présentées pour organiser le commerce et la vente des céréales. A l'actif de cette conférence nous pouvons mettre la reconnaissance du caractère nécessaire de la culture des céréales en Europe, la démonstration de l'utilité des crédits internationaux pour les céréales et l'orientation des efforts vers le contingentement des exportations. Mais une fois de plus on laissait à une conférence ultérieure le soin de prendre des décisions pratiques. Tandis qu'à Belgrade (23-25 avril), le Comité permanent d'études des pays agricoles établissait le bilan de la Conférence de Rome, trois semaines plus tard, à Genève la C. E. U. E. dans sa troisième session admettait le principe du traitement préférentiel et adoptait le projet de Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole (n^o 147 s.).

170. *Conférence des Etats exportateurs de blé* (Londres, 18-23 mai) entre le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine, l'Australie, l'Inde, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Pologne et l'U. R. S. S. Cette Conférence mit sur pied un projet d'accord (préparé par l'Australie d'après les études du D^r Laur et adopté par les autres sauf les Etats-Unis dont la Constitution ne permet pas de restreindre les exportations). Ce projet prévoyait une organisation internationale du blé à Londres qui fixerait les contingents annuels d'exportation de chacun des partici-

pants, leur délivrerait des certificats d'exportation et assurerait le contrôle de ces exportations. Suivant le mouvement des prix, les contingents pourraient être réduits ou augmentés. Chaque pays ne pourrait pas exporter en un mois plus d'un cinquième de son contingent annuel. Les blés dénaturés ne seraient pas contingentés. L'organisation garderait à sa disposition une réserve de 10 millions de quintaux pour faire face à des situations spéciales, ainsi que les contingents inutilisés depuis 6 mois. Les pays européens demandaient ensemble un contingent de 18,5 millions de quintaux. Les Etats-Unis auraient voulu un accord sur la limitation de la production. Devant leur opposition la Conférence parvint seulement à créer un comité permanent d'informations auquel on s'en rapportait pour préparer une nouvelle conférence.

171. Réunion du Comité pour l'écoulement des céréales près la C. E. U. E. (Genève, 25-27 juin). Cette réunion commence une nouvelle période : après l'échec de Londres on va se préoccuper de résoudre le problème des excédents de céréales européens. On y étudia une fois de plus le système préférentiel et le crédit agricole.

Conférence des Pays agricoles (Sofia, déc. 1931). Elle a servi à affirmer l'identité de situation et d'opinion des pays de l'Europe centrale et orientale.

3^e Session du Comité permanent d'études économiques (Varsovie, 24-27 août 1932). Elle a eu pour principal résultat de maintenir le front commun de ces mêmes pays à la Conférence de Stresa. Cette dernière Conférence devait avoir pour but, à la demande de la Conférence de Lausanne (juin 1932), d'assurer le redressement de l'Europe centrale et orientale. Elle a marqué la fin des discussions sur le traitement préférentiel. Depuis longtemps cette partie de l'Europe réclamait, de la part des pays importateurs européens, et pour ses exportations de céréales un tarif douanier moins élevé que pour les céréales d'outre-mer. S'appuyant sur la clause de la nation la plus favorisée, garantie de leurs intérêts, les Etats d'outre-mer n'autori-

saient pas les importateurs européens à accéder à ces demandes. Cependant cette préférence n'eût porté que sur un douzième environ des importations européennes, et la situation des pays de l'Est s'aggravant, quelques accords bilatéraux purent être conclus (ainsi en mai 1932, accord franco-roumain : au lieu d'accorder un droit préférentiel l'Etat français faisait une ristourne de 30% sur le droit normal; c'est dans cette direction que l'on allait s'engager à Stresa).

Conférence pour la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale (Stresa, 5-20 sept.). Elle a établi un projet de convention pour la revalorisation des céréales des pays de l'Est et du Sud-Est européen. Elle demandait la participation économique et financière de tous les Etats de l'Europe pour venir à bout des difficultés causées dans ces pays par la baisse des prix des céréales. On préleverait sur le fonds de normalisation monétaire à créer, une somme globale annuelle de 75 millions de francs-or qui constituerait un fonds général de reconstruction. A l'aide de ce fonds on accorderait des facilités à l'exportation des céréales, à concurrence d'un tonnage égal à la moyenne des exportations des trois dernières années, soit 1^o 16 millions de quintaux de blé, 15 d'orge fourragère, 13,5 de maïs; 2^o 4 de seigle, 3 d'orge de brasserie, 1 d'avoine. Pour accorder des subventions aux exportations des céréales du second groupe, il faudrait que les sommes à prélever sur le fonds pour le premier groupe atteignent 2 francs-or par quintal de blé, et 1,50 pour l'orge et le maïs. Un comité international aurait pour tâche de répartir les fonds, d'accorder des avances, d'examiner la portée réelle des conventions bilatérales. Les Etats exportateurs accorderaient pour les exportations des autres pays parties à l'accord des concessions en rapport avec les avantages obtenus. On aurait maintenu ce système jusqu'au 31 octobre 1935, à moins d'une hausse des prix des céréales. Mais il ne put jamais être mis en vigueur. De nouveau convaincus que l'on n'arriverait à rien contre la volonté ou sans la collaboration des pays d'outre-mer, les Etats européens remirent

tous leurs espoirs dans la Conférence mondiale prévue pour 1933.

172. *Avant l'accord international du blé.* Le projet d'ordre du jour établi par les experts pour la C. M. E. ne faisait qu'effleurer la question du blé. Mais en avril 1933 la conférence des institutions internationales agricoles convoquée à Rome par l'I. I. A., la C. I. A. dans son assemblée générale de Berlin, en mai, et enfin en juin les Etats de l'Europe centrale et orientale à Bucarest donnaient leur avis sur la crise agricole et les moyens d'y remédier. Mais déjà en mai (du 10 au 17, puis à partir du 29) des experts des quatre grands pays exportateurs concluaient à la nécessité d'une action internationale temporaire, basée sur la limitation de la production. Le 5 juillet, ils établissaient un accord et demandaient pour l'appliquer la coopération de l'Europe. Des conversations se poursuivaient durant le mois de juillet et enfin la *Conférence des pays exportateurs et importateurs de blé* (Londres 21-23 août) se terminait par la signature d'un accord international.

173. § 4. — *L'acte final du blé : résultats et insuffisances.*

Ce gentlemen's agreement (il n'a pas besoin de la ratification des Parlements, ce qui a facilité sa signature; ce peut être d'autre part une source de difficultés dans son application) a été conclu entre les gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis, de Roumanie, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne et de l'U. R. S. S. pays exportateurs et l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Suède, la Suisse et la Tchécoslovaquie, pays importateurs au moins dans les mauvaises années. L'accord a pour but, suivant le préambule d'adapter la production du blé à la demande mondiale, « d'éliminer les excédents anormaux qui pèsent sur le marché du blé ainsi que de provoquer la hausse des prix et leur stabilisation à un niveau rémunérateur pour

l'agriculture et équitable pour le consommateur de céréales panifiables ».

Les pays d'outre-mer (Argentine, Australie, Canada, Etats-Unis) s'engagent à limiter leurs exportations du 1^{er} août 1933 au 31 juillet 1934, en tenant compte des exportations des autres pays et en évaluant la demande mondiale des importateurs à environ 153 millions de quintaux. Pour l'année suivante, leurs exportations se limiteront à 85 % de la moyenne des récoltes des années 1931, 1932, 1933, déduction faite des besoins intérieurs normaux. Si la demande mondiale est plus forte, les Etats-Unis et le Canada en profiteront pour réduire leurs stocks.

Les exportations de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie en 1933-34 ne dépasseront pas 13,6 millions de quintaux. Un supplément de 1,09 leur est toutefois accordé pour exporter l'excédent de la récolte de 1933. Pour l'année suivante, ils s'engagent à ne pas augmenter leurs emblavures et à ne pas exporter plus de 13,6 millions de quintaux. L'U. R. S. S. accepte le principe de la limitation de ses exportations ; des négociations ultérieures avec les pays d'outre-mer préciseront le chiffre de ses exportations.

Les importateurs de blé s'engagent à ne rien faire qui ait pour résultat d'augmenter leur production intérieure à s'attacher au contraire à l'augmentation de la consommation du blé (notamment en améliorant la qualité du pain) à diminuer les droits de douane si le prix du blé monte à 12 francs-or par quintal et s'y maintient durant 16 semaines (par prix du blé, on entend le prix-or C. I. F. des blés importés en Grande-Bretagne), à modifier le régime général de restriction quantitative des importations de blé durant l'année 1934-35 si les prix sont nettement en hausse. « Il est reconnu que les mesures relatives aux emblavures et au degré de protection sont avant tout régies par les conditions intérieures régnant dans chaque pays et que des modifications à ces mesures exigent souvent l'approbation des Parlements (art. 6 *in fine*)⁴. »

4. L'Allemagne, la Belgique, la Grèce, la Suisse, l'U. R. S. S. ont fait des réserves sur les obligations à remplir.

Pour suivre la mise en application de l'accord et son fonctionnement, les Etats contractants instituent un comité international du blé, sis à Londres et composé de 14 membres dont la moitié représente les exportateurs et l'autre moitié les importateurs. Il s'est réuni pour la première fois à Londres le 19 septembre 1933.

174. La répartition entre les exportateurs des 152 millions de quintaux exportables s'est faite sur les bases provisoires suivantes : Argentine, 30 millions; Australie, 28; Canada, 54; Etats-Unis, 13; Pays danubiens, 13,6 ou 14,7 dont 39,1% pour la Hongrie, 23,9% pour la Roumanie, 22,1% pour la Yougoslavie, 14,9% pour la Bulgarie; le reliquat, soit environ 12 millions de quintaux fut offert à l'U. R. S. S. qui en réclamait plus du double. L'accord ne put se faire sur ce point, d'autre part seules les concessions de la Roumanie permirent à la Hongrie de liquider les quantités en excédent sur sa quote-part.

Dans ses réunions successives et dans celles des sous-comités qu'il a créés, le comité consultatif du blé s'est préoccupé principalement de la baisse des prix⁵ des moyens d'augmenter la consommation et de réduire les stocks. A Rome, en avril 1934, le comité a étudié la fixation d'un prix minimum pour les blés exportés, leur prix actuel étant si bas par rapport au prix du blé dans la plupart des pays que leur relèvement n'influerait pas sur la consommation. En mai, à Londres, la Conférence internationale du blé ne parvint pas à conclure un accord sur ce point⁶ : on dut reprendre l'étude de la question, non sans que M. Wallace ait menacé les Etats qui ne pouvaient s'entendre, d'un renversement de la politique de restriction des Etats-Unis. En août, on passa à l'étude d'une série d'amendements à l'accord : 1° pour le prolonger jusqu'en 1937; 2° sur l'ajustement de la production à la consomma-

5. Le prix le plus bas a été en effet atteint en novembre 1933 : 35 cents or le bushel.

6. L'Argentine refusait d'adhérer à ce plan. Elle était alors en butte à des difficultés considérables par suite d'une récolte très abondante de blé.

tion; 3° sur la fixation trimestrielle des contingents; 4° sur l'opportunité d'un contingent réservé à des besoins spéciaux. La décision fut reportée à la réunion de novembre.

En août 1934, les résultats de l'accord international du blé sont les suivants : les emblavures ont diminué de 5 à 6% en Argentine, de 10% au Canada, de 12% aux Etats-Unis, de 15% en Australie, la Hongrie, la Yougoslavie, l'Allemagne, l'Italie, la France ont également réduit dans une mesure allant de 1 à 5% les surfaces ensemencées en blé. Par contre la Bulgarie, la Grèce et la Grande-Bretagne ont augmenté les leurs. En ce qui concerne les quatre premiers pays le comité a admis la suggestion du gouvernement argentin : la réduction des emblavures devrait s'effectuer en proportion de leur augmentation durant la période d'extension des cultures.

La France seule a essayé d'augmenter la consommation.

Les stocks ont à peine bougé. Mais on peut être certain de leur diminution en 1934-35 car la récolte de l'année 1934 paraît être très sensiblement inférieure à celle des années précédentes. L' I. I. A. estime qu'au cours de l'année 1934-35, les stocks mondiaux devraient être réduits de 60 millions de quintaux.

Si ce résultat était atteint, la situation n'en serait pas pour cela définitivement assainie. La tendance des Etats importateurs à se suffire à eux-mêmes pose des problèmes qui ne sont pas encore résolus; c'est ainsi que les pays danubiens ont vu leurs anciens clients, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et l'Autriche disparaître ces années dernières à peu près complètement du groupe des importateurs⁷. D'autre part, c'est pure chimère de croire les difficultés résolues par une mauvaise récolte. Les Etats réunis à Londres en août ont déclaré que la maintien de la collaboration internationale était indispensable. Mais nous avons vu qu'à cette même réunion, on avait proposé

7. *Journal des Economistes*, 15 oct. 1933, p. 708. E. Hantos : « Les excédents agricoles des états danubiens. »

divers amendements à l'accord. S'il a en effet le grand mérite d'exister, rien n'interdit de chercher à l'améliorer, de parer aux inconvénients ou aux insuffisances que son fonctionnement a révélés. Nous allons voir dans quel sens cette amélioration serait possible.

175. Les principales critiques contre l'acte final du blé ont été formulées par les auteurs de plans constructifs destinés à réglementer la production ou le commerce du blé dans le monde, en particulier M. Laur, directeur de l'Union suisse des Paysans et M. de Hevesy, diplomate hongrois⁸. Nous avons déjà dit la faiblesse d'un gentlemen's agreement : tout dépend ici de la bonne volonté des gouvernements adhérents. D'autre part, en deux ans on ne peut obtenir un assainissement définitif du marché : pour réussir il faudra prolonger l'accord. Les mesures mêmes qu'il édicte ne sont pas assez sévères, ni assez complètes : on ne prévoit à peu près rien pour l'écoulement des stocks ; les contingents gagneraient en efficacité à être fixés, non plus annuellement, mais mensuellement ou au minimum trimestriellement ; l'accord de contingentement n'améliorera la situation que s'il s'accompagne d'une réduction des emblavures ou mieux de la production, malgré toutes les difficultés que présente celle-ci. Le comité consultatif n'a pas reçu des pouvoirs assez grands pour adapter les contingents aux conditions du marché mondial, ni pour faire face aux situations spéciales.

Quant à son champ d'action l'accord ne prévoit rien pour les exportations extraordinaires⁹ de certains pays habituellement importateurs, ni pour les exportations des pays non adhérents. Le D^r Laur avait proposé de charger

8. Laur, *Mémoire sur le programme des travaux de la C. M. E.*, Hevesy *Le problème mondial du blé*. Nous regrettons de ne pouvoir nous étendre davantage sur ces projets théoriquement plus satisfaisants que l'accord actuel.

9. Au cours de sa réunion de nov. 1934 qui avait pour but l'établissement des contingents pour la campagne suivante, le comité du blé s'est trouvé en face d'une demande d'exportation supplémentaire de l'Argentine (10 millions de quintaux) et extraordinaire de la France (5 millions). En revanche, les E.-U. consentiraient peut-être à ne pas exporter cette année.

d'une taxe douanière supplémentaire ces dernières exportations. L'usage d'un sauf-conduit pour les blés exportés suivant les clauses de l'accord aurait permis cette discrimination. De même un faible droit perçu à l'exportation sur les blés aurait permis de constituer un fonds destiné à écouler les stocks.

Enfin l'accord ne concerne que le blé. Ne devrait-il pas comprendre aussi le seigle, le riz et les céréales fourragères ? En laissant ces derniers au libre jeu des forces économiques n'encourage-t-il pas l'abandon de leur culture pour celle du blé, et par là la persistance de la crise. Certes une élévation des prix du blé se répercuterait sur les cours des autres céréales, mais il vaudrait mieux pratiquer à leur égard la même politique. que pour le blé.

SECTION II. — SEIGLE, ORGE, MAÏS, AVOINE, RIZ.

176. Commerce. — En 1932 les importations de seigle ont été (en milliers de quintaux) de 16.730 et les exportations de 13.438. Pour l'orge les chiffres sont respectivement de 28.611 et 26.710; pour l'avoine de 12.563 et de 12.850 pour le maïs de 115.269 et de 107.322; pour le riz de 71.567 et de 75.296. Ces chiffres montrent que sauf pour les deux derniers, les céréales secondaires ne tiennent qu'une faible place dans le commerce mondial.

177. Seigle. — On importe du seigle dans tous les pays du Nord de l'Europe, de la Belgique à la Finlande. Il provient principalement de l'Allemagne, de la Pologne, de l'U. R. S. S. et de la Hongrie. A la suite d'une baisse de 50% des prix en 1929-30, un accord polono-allemand était conclu le 18 février 1930. C'était un accord de contingentement des exportations. Un organe central était créé à Berlin. Malgré un assez fort courant de ventes, l'accord dont l'effet était réduit par les bas prix des autres céréales et les exportations des autres pays producteurs parvenait seulement à freiner la baisse des cours. Il demeurait en vigueur jusqu'en juillet 1931.

Après de nouvelles négociations un accord signé en novembre 1933 entrerait en vigueur le 15 décembre suivant. Les exportations sont centralisées dans deux bureaux l'un polonais, l'autre allemand. Les directeurs du Bureau de l'exportation des céréales et du Reichstelle für getreide futtermittel und sonstige, landwirtschaftliche Erzeugnisse Geschäftsabteilung s'entendent pour centraliser et limiter les offres, fixer les prix minima de vente et se partager les débouchés. L'exportation de la farine est également réglementée. On demande leur collaboration aux autres pays. L'U. R. S. S. semble avoir entendu cet appel en annonçant la participation de l'Exportklub à l'accord. On l'a d'ailleurs complété en interdisant d'accumuler plus de 25.000 tonnes de seigle (grain et farine) invendues dans les ports.

178. Avoine et orge. — Ce ne sont plus des céréales panifiables, mais fourragères. Elles n'ont qu'une faible importance dans les échanges internationaux. Rappelons à leur sujet la tentative de Stresa (n° 171) et auparavant la Conférence de Paris en février 1931.

Maïs. — Au contraire, le maïs entre pour un tonnage important dans le commerce mondial. Cette céréale en effet ne fructifie bien que dans les régions à climat tempéré ou chaud. La plupart des pays de l'Europe (sauf la Bulgarie la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie) doivent en importer. Les Etats-Unis ont diminué très sensiblement leurs exportations alors que l'Argentine fournit plus des trois cinquièmes des besoins mondiaux. Les prix très faibles de la denrée s'expliquent tant par l'abondance des offres que par la fermeture des débouchés normaux (remplacement du maïs par le blé). Aucune action internationale, depuis les tentatives européennes de 1931 et 1932 (Stresa), n'a été envisagée.

179. Riz. — Avec le riz, les problèmes que nous venons d'examiner perdent une grande partie de leur intérêt. Tant par la situation économique et la position géographique des principaux pays producteurs que par la consom-

mation locale du produit et le cycle assez restreint de son commerce international, le riz n'a pas donné lieu à une entente entre les pays exportateurs. La majeure partie de ce commerce se passe en effet entre la Birmanie, le Siam, l'Indochine, la Corée et Formose, pays producteurs, et la Chine, le Japon, l'Inde et Ceylan, la Malaisie, les Indes néerlandaises et les Philippines dont la production ne parvient pas à couvrir les besoins de la consommation; la plupart des exportateurs ont des débouchés assurés dans les pays énumérés ci-dessus. Il y a semble-t-il une tendance dans ces pays à substituer la culture du blé à celle du riz. Il est encore trop tôt pour que l'on puisse évaluer l'importance d'un tel changement.

CHAPITRE II

LA CANNE, LA BETTERAVE ET LE SUCRE.

SECTION I. — IMPORTANCE COMPARÉE DU SUCRE DE CANNE ET DU SUCRE DE BETTERAVE

180. *Avant-guerre.* — La production du sucre de canne a doublé au cours du xix^e siècle (4.160.000 tonnes en 1902). alors que la production du sucre de betterave, inexistante en 1800, atteignait à la même date 5.209.000 tonnes, grâce aux progrès de la chimie et à la cherté du sucre colonial. On a assisté dans les trente dernières années à un renversement complet de la situation : en voici les principales raisons. *En 1902 avec la convention de Bruxelles* (5 mars) disparaît l'avantage supplémentaire que constituait pour l'industrie sucrière européenne l'octroi par les gouvernements de primes à la production ou à l'exportation. Cette convention, conclue à la suite de multiples efforts et de quelques traités dont le premier remonte à 1864 était signée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, les Pays-Bas et la Suède ; la Grande-Bretagne, qui l'avait ratifiée, n'appliquait plus à partir de 1907 la surtaxe sur les sucres primés et s'en retirait en 1912. La Russie ne donnait son adhésion qu'avec d'importantes réserves. Aussi cette convention, qui en dehors de la suppression des primes directes ou indirectes et de la lutte contre les sucres primés, instituait le contrôle de l'industrie et imposait la diminution de l'écart entre les droits frappant le sucre indigène et le sucre importé,

ne parvint pas à supprimer complètement la concurrence ruineuse entre les divers Etats, mais aboutit à un renchérissement du sucre pour le consommateur. Elle prit fin officiellement en 1920.

La situation du sucre de canne renforcée par cette convention et par l'amélioration des conditions de travail dans les pays d'outre-mer était modifiée du tout au tout par suite de la guerre.

181. Les conséquences de la guerre : la surproduction. — L'augmentation de la production du sucre de canne est pour ainsi dire illimitée : à la demande des pays belligérants et de leurs anciens clients les pays d'outre-mer purent répondre rapidement tant par l'extension des plantations, que par l'augmentation des rendements. La reprise après la guerre de la production du sucre de betterave n'empêchait pas l'augmentation constante de celle de son rival. Des recherches très importantes sur le plan scientifique dans des instituts nationaux ou même internationaux (voir note du n° 80), permettaient d'établir de meilleures variétés. Il n'est pas jusqu'à la vie chère qui n'ait contribué à la surproduction du sucre de canne : « Les sucriers ne craignent pas de dire : les impôts sont de plus en plus élevés, les salaires augmentent, le gouvernement veut encore accroître le prix de location des terres : nos techniciens en seront quittes pour accroître la production de nos domaines¹. » Tant et si bien qu'en 1929 la production du sucre de canne s'établissait aux environs de 17 millions de tonnes ayant plus que quadruplé depuis 1902. A la même date le sucre de betterave n'atteignait que 9.300.000 tonnes. La consommation a suivi une marche ascendante parallèle, mais sans empêcher toutefois les stocks de s'accroître. En tout cas le sucre de canne qui en 1902 répondait pour deux cinquièmes aux besoins de la consommation mondiale,

1. *Les Indes Néerlandaises : leur rôle dans l'économie internationale*, Angoulvant, p. 409. On trouve dans ce même ouvrage des précisions sur le rendement en sucre : de 22 piculs par bouw en 1840 la production était passée en 1925 à 130, c'est-à-dire de 1 tonne et demie à dix tonnes par hectare.

les couvrait en 1929 dans la proportion de 62,4%. Les prix d'autre part n'étaient plus cette même année que 77% de ceux d'avant guerre.

182. Conditions de la production et du commerce du sucre.

— La culture de la canne à sucre est principalement pratiquée par de puissantes sociétés. La culture de la betterave dont le prix de revient par rapport au rendement en sucre est beaucoup plus élevé² a cependant progressé après guerre pour des raisons politiques, sociales et agricoles³. A ce dernier point de vue sa culture permet une agriculture intensive. Aussi dès 1925 le Congrès international d'agriculture de Varsovie proclamait-il la nécessité de créer une commission internationale des planteurs de betteraves sucrières pour l'étude des méthodes de l'organisation du travail et pour la propagande en faveur de la consommation du sucre. Assez vite la défense du sucre de betterave contre le sucre de canne allait accaparer l'attention de la Confédération des betteraviers européens. C'est à son 6^e Congrès (Heidelberg, 1932) que son rôle fut défini avec netteté : « La C. I. B. E. a pour objet de représenter les intérêts des producteurs de betteraves à sucre sur le plan international ». Ce centre de renseignements et d'études doit aussi organiser les Congrès internationaux des planteurs de betteraves. Il a son siège à Paris. En font partie les associations nationales ou à défaut régionales qui ont pour but de défendre les intérêts des planteurs de betteraves en face de l'industrie sucrière et vis-à-vis des pouvoirs publics. Elle réunit des associations d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de France, de Hongrie, d'Italie, de Pologne, de Tchécoslovaquie, officieusement de Hollande et de Suède. Elle a tenu les Congrès de Varsovie 1925; Rome 1927; Prague 1928; Genève-Bucarest 1929;

2. Les 100 k^{os} reviennent au minimum en Europe à 35 francs-or. La moyenne des prix de revient à Cuba est de 18 francs et à Java de 15,5 les 100 k^{os}. d'après M. Humnicki.

3. A ce sujet voir principalement les résolutions adoptées au 4^e Congrès international des betteraviers européens.

Paris 1930; Prague 1931 ; Heidelberg 1932; Paris 1933; Budapest 1934.

183. Nous avons dit que la consommation avait suivi l'augmentation de la production. Mais la baisse des revenus consécutive à la crise générale freinait bientôt cet accroissement de la demande.

Quant au commerce international, il n'a guère lieu sous la forme intercontinentale que pour le sucre de canne. Les exportations et les importations de sucre de betterave se font principalement entre pays européens. Les exportations mondiales étaient encore en 1932 de l'ordre de 14 millions de tonnes.

SECTION II. — LES PRÉLIMINAIRES ET LA CONCLUSION DU PLAN CHADBOURNE

184. L'un des principaux exportateurs de sucre de canne, Cuba avait procédé sur son territoire de 1926 à 1928 à une restriction de la production, mais comme les efforts du colonel Taraf son envoyé en Europe étaient restés vains et que les projets de restriction de la production et des exportations de sucre élaborés tant à Paris en novembre 1927 entre Cuba, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, qu'à Berlin en janvier 1928 entre les trois derniers, n'avaient pas été mis en application, elle abandonnait sa politique en 1928. Cet abandon résultait également du développement considérable de la production à Java.

A sa 26^e session, le comité consultatif économique de la S. D. N. demandait au conseil de faire étudier le problème du sucre et les possibilités d'une action internationale concertée. Sur la base des memoranda de MM. Prinsen Geerligs, Licht et Mikusch, d'une consultation d'experts de l'industrie sucrière (Genève, 4-6 avril 1929) et d'une consultation d'experts de la culture betteravière (Genève, 13-14 mai), le comité économique faisait connaître au Conseil la situation mondiale du sucre (production, prix,

commerce, consommation). Il concluait à la nécessité de procéder à un rajustement des mesures de protection et de la politique fiscale. Il préconisait par voie d'entente internationale la stabilisation de la production, la réglementation des exportations, la propagande pour le développement de la consommation. Cette entente devrait se faire entre les intéressés; la S. D. N. n'était pas en mesure d'entreprendre cette action.

En juin 1929 une conférence privée réunissait à Bruxelles les représentants des mêmes producteurs qu'à Paris en 1927, plus ceux de la Belgique. L'abstention de Java empêchait une fois de plus de parvenir à un résultat. Mais les effets de la crise finissant par se répercuter sur ce pays, on approchait du moment où un accord entre les exportateurs deviendrait chose réalisable.

A la suite de laborieuses négociations, en novembre 1930, à Amsterdam, était conclu un accord entre Cuba et Java. Il devait entrer en application si une entente était réalisée avec les producteurs européens pour réduire le tonnage global de leurs exportations. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Belgique s'entendirent assez rapidement (Bruxelles, décembre). Mais l'Allemagne ayant jugé sa quote-part trop petite, il fallut encore une nouvelle conférence à Berlin pour obtenir son adhésion, grâce aux concessions des autres parties. Enfin après une dernière réunion à Paris en mars-avril 1931, le 9 mai suivant à Bruxelles, était signée la convention internationale du sucre dite *Plan de stabilisation Chadbourne* (M. Chadbourne, financier et juriste avait été chargé par les banques qui finançaient la production cubaine de mettre de l'ordre dans la production de ce pays. Il avait vite compris la nécessité d'une entente internationale).

185. Cet accord est conclu entre l'Institut cubain de stabilisation du sucre, l'Association des sucriers de Java (Sté néerlandaise créée à cette occasion), les associations centrales des industries sucrières de Hongrie, d'Allemagne de Tchécoslovaquie, deux sociétés polonaises qui se parta-

gent le territoire de ce pays et enfin les 35 membres de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. La Yougoslavie et le Pérou se sont joints ultérieurement aux premiers participants.

Voici comment cet accord régleme les exportations. *Cuba* n'exportera (ailleurs qu'aux Etats-Unis) que 655.000 tonnes longues en 1931, 805 en 1932, puis 855 par an jusqu'à fin 1935. Si les Etats-Unis exportent plus qu'ils ne reçoivent des pays autres que Cuba, l'excédent sera déduit de la quote-part de Cuba. Pour *Java* elle pourra exporter 2.300.000 tonnes⁴, du 1^{er} avril 1931 à fin mars 1932. Ensuite ses exportations augmenteront de 100.000 tonnes par an. Mais si elle a des stocks, elle devra réduire sa production. *L'Allemagne*⁵ reçoit 500.000 tonnes pour la première année (commençant au 1^{er} sept. 1930), 350 la seconde et 300 les trois dernières. Par an à partir du 1^{er} octobre 1930 la *Tchécoslovaquie* reçoit 570.817 tonnes et à partir du 1^{er} octobre 1930 la *Pologne* 308.812, la *Hongrie* 84.100 et la *Belgique* 30.275. La convention prendra fin le 1^{er} septembre 1935. D'où réduction proportionnelle cette dernière année des quotes-parts de Cuba, Java et de la Tchécoslovaquie. En thèse générale, on ne peut reporter le reliquat des quotes-parts d'exportation d'une année sur l'autre.

La production dans chaque pays sera réglée de manière à ne pas dépasser les besoins de la consommation intérieure augmentée de l'excédent exportable, mais diminuée de la partie des stocks à écouler annuellement. Les stocks doivent être disparus au bout des cinq ans de la durée de la convention. Cuba devra écouler 260.000 tonnes longues par an. Pour les autres pays cet écoulement devra se faire à raison de 25% par an les 4 dernières années.

La convention crée (art. 4) un Conseil international du sucre où chaque pays peut être représenté par trois membres. Sur 90 voix, Cuba en dispose de 35, Java de 30, la

4. Tonne signifie tonne métrique, c'est-à-dire 1.000 k^{os}. Une tonne longue équivaut à 2.240 livres.

5. Le reliquat du contingent non exporté par l'Allemagne sera réparti entre les autres pays européens et Cuba (art. 6).

Tchécoslovaquie de 9, l'Allemagne et la Pologne de 6 chacune, la Hongrie de 3 et la Belgique de 2. Le Conseil siège à La Haye. Il a une mission de surveillance, d'information et d'étude. Il peut faire des recommandations aux participants sur les moyens d'augmenter la consommation ou de réglementer la production et la vente du sucre. Comme le but de la convention est de rétablir et de *maintenir* un prix normal pour le sucre, le Conseil peut autoriser une augmentation mensuelle des contingents si les cours dépassent certains niveaux : 2 cents par livre fob, 2 cents 1/4, 2 cents 1/2 ou dans certaines autres circonstances (art. 5). Cette augmentation ne pourra dépasser 5% par an. Le conseil se prononce sur l'admission de nouveaux membres, sur les mesures à prendre contre les perturbateurs du marché mondial; il a également une mission d'arbitrage.

Les mesures légales pour l'application de cette convention ont été prises dans les pays précités.

SECTION III. — LES CONSÉQUENCES DU PLAN CHADBOURNE : LES TENTATIVES POUR UN ACCORD PLUS VASTE

186. Les résultats immédiats. — On pouvait espérer que le plan Chadbourn en contingentant les exportations et en organisant l'écoulement des stocks amènerait une amélioration des prix. Au contraire, malgré une légère reprise dans les premiers mois de la mise en vigueur de l'accord, les cours retombaient bientôt à un niveau inférieur⁶ à ceux enregistrés depuis le début de la baisse en 1926-27.

Cet échec d'un plan que l'on pouvait considérer comme efficace s'explique par l'époque tardive à laquelle il est intervenu et l'accumulation de stocks trop considérables. D'autre part si, indirectement, il est parvenu à la réduction de la production des pays participants, il n'a pu empêcher une augmentation sensible de celle des autres pays.

6. De l'indice 90,4 en 1929 (moyenne annuelle), les prix étaient tombés en mars 1932 au-dessous de 70.

Alors que jusqu'en 1933 la production des premiers diminuait environ des deux cinquièmes, celle des seconds dépassait en 1933 de 1.100.000 tonnes les chiffres de 1930-31. En plus, la désorganisation du marché, l'offre par différents exportateurs au même importateur de la quantité demandée aboutissaient à de désastreuses sous-enchères. Enfin les promoteurs de l'entente comptaient sur l'accroissement régulier de la consommation : la généralisation de la crise faussait leurs pronostics et déterminait une réduction de 4 1/2% sur les chiffres de 1930-31.

187. Le conseil international du sucre : l'admission de nouveaux membres. — Pour accroître le pourcentage de la production mondiale réglementée par l'accord, le Conseil entra en pourparlers avec divers producteurs de sucre de canne ou de betterave. En octobre 1931 le Pérou adhéra à l'accord (contingent pour 1931-32 : 360.000 tonnes puis 373.750 pour les années suivantes). Il recevait 5 voix au Conseil. Les négociations avec les autres pays ne devaient pas aboutir (sauf avec la Yougoslavie, juin 1932). L'U. R. S. S. notamment augmentait sa production. Quant à la France⁷, à l'Italie et au Japon, n'étant pas exportateurs le plan ne les intéressait pas; les producteurs de ces pays ont toutefois procédé à l'intérieur de leurs frontières à l'adaptation de la production à la consommation du sucre.

188. Les difficultés de fonctionnement. — La situation ne s'étant pas améliorée en 1932, M. Chadbourne proposa une réduction de la production sans pouvoir recueillir l'assentiment de Cuba. Le 30 mars cependant l'entente était ressoudée sur les bases suivantes : en contre-partie de la limitation de la production de Cuba à 2.700.000 tonnes longues, les Etats européens et le Pérou s'engageaient à réduire leurs exportations dans la mesure où celles de Java dépasseraient un total de 1.500.000 tonnes.

De nouvelles exigences de Cuba amenaient l'Allemagne

7. Les producteurs de la métropole se sont entendus avec ceux des colonies sur le partage du marché français le 16 mai 1934.

(à son défaut les autres producteurs européens rempliraient ses obligations), à consentir, après plusieurs mois de négociations (déc. 1932), une diminution de 75.000 tonnes sur sa quote-part d'exportation au profit de Cuba. On voit donc que c'est grâce aux sacrifices des producteurs européens que l'accord a pu être maintenu.

189. La recherche d'une solution meilleure. — L'accord n'a eu pour résultat que de freiner la baisse des prix (qui sait à quel niveau ils fussent tombés sans lui?); il n'en est pas moins évident, nous l'avons déjà dit, qu'il aurait gagné en efficacité à réunir un plus grand nombre de participants. Durant la C. M. E. le Conseil international du sucre multiplia les démarches en ce sens. Quant à la C. M. E. à la suite de l'étude par un sous-comité du problème du sucre, elle se borna à exprimer l'opinion que l'on pouvait envisager la conclusion d'un accord général sur la production et sur la vente de cette denrée, ce qui serait la tâche d'une réunion postérieure, quand les pourparlers avec les pays intéressés auraient pris fin.

Du 5 au 10 mars 1934, à Londres des échanges de vues ont eu lieu entre les représentants du Conseil international du sucre, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les premiers voulaient au moins conserver leurs quotes-parts actuelles d'exportation. La Grande-Bretagne était disposée à limiter la production du sucre soutenue par les subventions de l'Etat. Elle réclamait pour ses colonies non autonomes des contingents d'exportation progressifs (pour la première année de 850.000 tonnes). Les Etats-Unis ne pouvaient rien faire avant l'adoption par le congrès de la nouvelle législation sur la production et les importations de sucre. Ce bill est aujourd'hui adopté. Il fixe la production du sucre de betterave à 1.390.000 tonnes et de canne à 260.000. Cuba peut importer 1.700.000 tonnes. D'autres contingents sont prévus pour Hawaï, Porto-Rico et les Philippines.

189 bis. Les conditions et la portée d'un accord international. — Le vote de ce bill n'était pas la seule condition

mise à une action ultérieure; il fallait encore qu'il existât une perspective réelle d'accord sur la répartition des contingents entre les pays antérieurement liés. Mais d'après les plans présentés depuis la C. M. E. les résolutions des betteraviers et divers autres documents, il est à présumer que pour pouvoir remplacer la convention Chadbourne qui prendra fin le 1^{er} septembre 1935, l'accord à venir devrait remplir les conditions suivantes.

Il devrait : a) Réunir tous les pays producteurs de sucre et contenir leur engagement de stabiliser leur production au niveau actuel ou de ne pas dépasser les besoins de la consommation intérieure. b) Tenir compte de la situation spéciale de chaque pays : ainsi les stocks de Java, les conditions particulières de la culture betteravière en Europe. c) Réduire les exportations aux besoins réels de la consommation pour déterminer un relèvement des prix. d) Instituer une propagande internationale pour développer la consommation du sucre et proscrire celle de la saccharine (c'était déjà la tâche d'un bureau international à Berlin; il avait constaté que c'était surtout en Afrique et en Asie que la consommation pourrait beaucoup se développer; ailleurs ce serait surtout par la réduction des taxes); de cette augmentation de la consommation, on espère la réduction des stocks : de même l'utilisation de nouveaux débouchés (voir le rapport de M. Warnant au 8^e Congrès de la C. I. B. E.) permettrait une diminution des excédents qui pèsent sur le marché mondial. e) Avoir une durée suffisante pour que les sacrifices initiaux soient compensés par la stabilité des prix durant les années suivantes.

Ce serait le moyen d'éviter la formation d'économies fermées ou la constitution de groupes antagonistes : sucre de betterave contre sucre de canne; Europe contre pays d'outre-mer.

CHAPITRE III

LA VIGNE ET LE VIN. LE HOUBLON ET LA BIÈRE. L'ALCOOL. LA PROHIBITION.

SECTION I. — IMPORTANCE DE LA VIGNE ET DU VIN DANS LE MONDE

190. Production et commerce. — La vigne est cultivée principalement dans les pays riverains de la Méditerranée et de la Mer Noire, en Europe centrale, en Amérique du Sud et en Australie. En 1932, elle occupe 9.496.000 hectares (chiffre officiel de l'Annuaire de l'O. I. V. qui comprend les 3.800.000 hectares de culture intercalaire en Italie), contre 9.205.000 en 1908-13. Cette extension de la superficie cultivée ainsi que l'augmentation du rendement à l'hectare, a déterminé un accroissement de la production du vin. Cette production est passée en milliers d'hectolitres de 153.218 en 1908-13 à 171.307 en 1932 : cette année le commerce d'exportation a absorbé un peu plus du dixième de cette quantité.

191. Particularités. — Ce ne sont pas là des chiffres extrêmes : en 1932 les effets de la crise se sont déjà fait sentir. Mais la surproduction n'est pas seule à nécessiter une action internationale. D'autres questions : lutte contre la fraude, lutte contre la prohibition, prennent dans ce domaine beaucoup plus d'importance que dans d'autres. En second lieu la culture de la vigne diffère profondément de celles que nous avons étudiées jusqu'ici. C'est une culture arbustive et pour ainsi dire stable : l'augmentation de la production par suite de l'extension de la superficie n'est pas immédiate, puisqu'il faut que

les nouveaux vignobles soient en état de produire. Mais par contre, une réduction brusque est plus difficile en raison du prix élevé des terrains plantés en vignes.

SECTION II. — L'ACTION ET LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

192. Avant-guerre. — C'est un domaine où l'action internationale ne fait pas figure de nouvelle venue. Dès 1878 une convention internationale organisait la défense de la vigne contre le phylloxera (n° 2). En 1900, le Congrès international de viticulture de Paris décidait la création d'une commission permanente dont nous avons résumé l'activité au n° 80. Voilà pour la production : du côté du commerce, la même année le Congrès universel des Vins et Spiritueux voyait dans l'institution d'un comité spécial le plus sûr moyen d'arriver à faire appliquer par les gouvernements les mesures qu'il préconisait.

Le Comité international du commerce des vins, bières, cidres, spiritueux, liqueurs, industries annexes. — Comme son titre l'indique, son action s'étend à toutes les boissons. C'est toutefois le vin et les eaux-de-vie qui ont retenu principalement son attention. Son but est de développer les relations entre les nations pour défendre partout l'usage des liquides sains et loyaux. Il s'efforce de grouper ceux qui s'intéressent au commerce des boissons et de constituer dans chaque pays des comités régionaux chargés sur le plan national des mêmes intérêts et ayant en outre la mission de le renseigner et de guider son activité. Ces comités existent en France (commissions d'exportation : a) des vins de France ; b) du cognac et de l'armagnac ; c) de liqueurs et spiritueux de France), en Argentine, au Danemark, au Portugal, en Belgique et en Suisse. La comité international cherche à représenter une force « capable d'endiguer cette marée montante de droits de douane, de taxes intérieures, de prohibitions dissimulées ou non¹ » qui atteignent chaque

1. M. Martinet, vice-président.

jour davantage le commerce des boissons. Son action s'exerce particulièrement lors de la conclusion des accords commerciaux. Le siège du Comité est à Paris où il dispose d'un secrétariat administratif. La direction est assumée par un conseil permanent (réunions mensuelles). Les assemblées générales ont lieu tous les ans. En outre le Comité a organisé des Congrès internationaux : Liège 1905; Bordeaux 1907; Londres 1908; Bruxelles 1910; Gand 1913; Paris 1925.

193. Office international du vin : Origines. — Par un raisonnement semblable à celui qui, avant-guerre, avait conduit à la création de l'I. I. A., la nécessité de l'institution d'un office international officiel pour la vigne et le vin s'imposa assez vite à certains esprits. Naturellement toutes les conceptions ne furent pas identiques : M. Rossi, ministre du Commerce italien aurait voulu dès 1916 réunir en une conférence internationale les pays producteurs de vin. Au lendemain de la guerre, MM. Prosper Gervais et Paul Gouy demandaient l'institution d'un corps international composé de délégués des différents Etats exportateurs et importateurs pour arbitrer d'une façon permanente les conflits qui pourraient s'élever entre eux au sujet des droits de douane et des règlements viticoles. L'idée d'un Office international du Vin était adoptée en 1922, sur l'initiative de M. Viala, par la Société d'encouragement à l'agriculture et cette même année sur l'initiative de M. Ricard des négociations à la Conférence de Gênes laissaient entrevoir des possibilités de réalisation.

Conférence internationale des Pays exportateurs de vin, 1^{re} session : Paris, 4-6 juin 1923. — Les participants tombèrent d'accord sur la nécessité de la création d'un office international chargé de la propagande sous toutes ses formes en faveur du vin, de la répression des fraudes, notamment par l'adoption dans chaque pays d'une définition légale du vin. Son rôle se bornerait toutefois à réunir la documentation et à effectuer les études nécessaires sur ces questions.

2^e session : *Paris 30 juin-5 juillet 1924.* — A la suite de cette conférence où l'accord se fit sur le rôle, les moyens d'action et l'organisation du futur office, un arrangement portant création à Paris d'un office international du vin fut adopté le 29 novembre par une conférence diplomatique réunie à Paris.

194. Constitution. — L'O. I. V. groupe aujourd'hui l'Algérie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, le Maroc, le Portugal, la Roumanie, la Tunisie et la Yougoslavie.

L'article premier de l'arrangement définit ainsi le rôle de l'O. I. V. : « a) Réunir, étudier et publier les renseignements de nature à démontrer les *effets bienfaisants du vin*;

b) Tracer un programme indicatif des expériences scientifiques nouvelles qu'il conviendrait d'entreprendre pour mettre en évidence les *qualités hygiéniques* du vin et son influence en tant qu'agent de lutte contre l'alcoolisme

c) Indiquer aux gouvernements adhérents les mesures propres à assurer la *protection des intérêts viticoles* et l'*amélioration des conditions du marché international* du vin, après avoir recueilli toutes les informations nécessaires telles que : vœux, avis exprimés par les académies, corps savants, congrès internationaux ou autres congrès de la production et du commerce du vin;

d) Signaler aux gouvernements les conventions internationales auxquelles il y aurait intérêt à adhérer, telles que celles tendant : 1^o à assurer un mode uniforme de présentation des résultats d'*analyse des vins*; 2^o à poursuivre une étude comparative des méthodes d'analyse employées par les divers Etats en vue d'établir des tables de concordance;

e) Soumettre aux gouvernements toutes propositions susceptibles d'assurer, aussi bien dans l'intérêt du consommateur que dans celui du producteur : 1^o La protection des *appellations d'origine* des vins; 2^o La garantie de la *pureté et de l'authenticité* des produits jusqu'à leur vente

au consommateur, et ce par toutes mesures appropriées, notamment au moyen de certificats d'origine délivrés en conformité des lois nationales; 3° La *répression des fraudes et de la concurrence déloyale* par la saisie des produits qui se présenteraient contrairement à la loi et par les actions civiles et correctionnelles, individuelles ou collectives, pour faire interdire les pratiques illicites, indemniser les intérêts lésés et punir les auteurs des fraudes;

f) Prendre en conformité de la législation de chaque pays toutes initiatives propres à *développer le commerce du vin* et communiquer aux organisations privées, nationales ou internationales, ainsi qu'aux intéressés qui en feraient la demande les informations et documents nécessaires à leur action. »

195. Institution d'Etat, l'O. I. V. est sous la direction d'un comité formé par les délégués des pays adhérents (2 sessions par an). Chaque pays (même en y joignant ses colonies, possessions, dominions, pays de protectorat et pays à mandat) ne peut disposer de plus de 5 voix. Le nombre de voix est déterminé dans ces limites par le nombre des unités de cotisation souscrites par chaque pays. L'unité de cotisation a été fixée à 3.000 francs-or.

Un directeur assisté d'un nombre restreint de fonctionnaires assure le fonctionnement de l'Office. Un Bulletin international du Vin mensuel ainsi qu'un Annuaire sont ses principales publications.

En mars 1931, un accord est intervenu entre l'O. I. V. et l'I. I. A. aux termes duquel la première institution tout en conservant son entière autonomie pour son fonctionnement s'engage à déployer son action en accord avec la seconde qui la consultera pour les questions vinicoles.

Fonctionnement. — Le retard apporté par la lenteur des ratifications fit que l'O. I. V. ne put commencer à fonctionner qu'en novembre-décembre 1927. L'un de ses premiers soins fut de constituer un Comité scientifique (décision de mars 1928). Dans les années suivantes, en dehors de son activité propre, il se préoccupa de la suite

à donner aux vœux des congrès de la vigne et du vin et à ceux des sections de viticulture des congrès internationaux d'agriculture. Il participa également à la création en 1932, d'un Comité médical international de propagande pour le vin. Mais son activité principale se trouve dans la réunion à Paris d'une *conférence internationale du vin*, en mars 1932, dans la part qu'il a prise aux délibérations du sous-comité du vin de la C. M. E. et dans l'effort de réalisation des mesures proposées à Londres.

SECTION III. — LA CRISE VITICOLE : MOYENS D'Y REMÉDIER.

196. Causes. — La crise est due à deux ordres de phénomènes : en premier lieu l'extension des vignobles tant dans les anciens pays de grande production que dans des pays où cette culture était jadis négligée ; l'emploi de nouveaux procédés de culture et de taille et l'application généralisée des engrais ; l'abandon des coteaux pour les plaines ; l'adoption des hybrides à grand rendement à la place des anciennes variétés ; le perfectionnement des méthodes de vinification, toutes choses qui ont pour conséquence la surproduction, et en second lieu les causes de la sous-consommation, la diminution des revenus, les fraudes sur la qualité la concurrence des autres boissons.

C'est donc à la fois dans les deux directions, celle de la production, celle de la consommation, que des mesures doivent être prises. Nous allons les passer en revue en nous servant pour cela des travaux et des résolutions des institutions et des conférences ou congrès que nous avons signalés jusqu'ici.

197. Diminution de la production. — Un moyen radical de diminuer la production, c'est d'arracher la vigne. Mais l'application de cette mesure reviendrait fort cher : aussi s'est-on généralement contenté de réclamer une limitation ou mieux un arrêt des plantations de vignobles : on a demandé ou recommandé aux producteurs de vin de prendre

des mesures en ce sens, et depuis 1928 un certain nombre de pays ont mis par voie législative² un terme à la frénésie des plantations. Il est permis de se demander s'il suffit en cette matière de s'en remettre à la bonne volonté de chaque Etat, si un accord international sur la réduction des superficies cultivées ne serait pas plus efficace. Les conditions spéciales de chaque région viticole s'opposent évidemment à l'application de mesures uniformes. Mais un accord international aurait du moins le mérite d'associer la majorité des producteurs dans un même effort et de permettre une action plus fructueuse, puisque le risque de voir l'effort de restriction des uns anéanti par l'extension des autres aurait disparu.

On a de la même manière recommandé aux gouvernements d'interdire le mouillage à la racine, de réglementer la plantation des hybrides (interdiction dans les régions productrices de vins à appellations d'origine), de favoriser la production des vins de qualité, de proscrire les vins faibles ou anormaux et ceux à composition frauduleuse, et en ce qui concerne la baisse des frais de production, la généralisation du crédit et de la coopération en viticulture et le contrôle de la pureté et des prix des produits nécessaires aux engrais, à la lutte contre les maladies et les ennemis de la vigne, à l'œnologie. Pour parer à la surproduction nous devons signaler dès maintenant deux moyens : la consommation du raisin, la transformation du vin en alcool (et en vinaigre).

198. Augmentation de la consommation. — C'est d'abord une question de loyauté de la part du producteur et du commerçant. Nous avons déjà parlé, (2^e subdivision ch. 2, section 2) de la protection des appellations d'origine et de la lutte contre les fraudes de toutes espèces. Nous n'insisterons ici que sur la définition du vin que l'O. I. V. a fait adopter dans de nombreux pays et qui exclut de son

2. Douarche, « La limitation de plantations de vignobles », rapport au XVI^e congrès international d'agriculture. On y trouvera l'exposé des diverses législations nationales.

acception les jus de fruits ou de raisins secs³. Quant à l'unification de la présentation des résultats d'analyse des vins, elle paraît en bonne voie après les conclusions de la C. M. E. et la réunion des experts à Rome en avril 1934. La C. M. E. avait aussi retenu un projet de convention sur la défense du vin : chaque Etat devrait interdire le mouillage du vin et l'emploi de fausses descriptions, régler le sucrage, organiser la déclaration obligatoire des récoltes et le contrôle de la production, de la circulation, de la vente et du commerce des vins ; ceux-ci devraient répondre à des caractéristiques déterminées par la loi. Ainsi arriverait-on à supprimer la fraude qui tout en étant un élément de surproduction éloigne le consommateur. Cependant (3^e projet retenu par la C. M. E.) pour mettre les producteurs de vin naturel, mais de composition anormale, à l'abri de poursuites injustifiées, les Etats devraient procéder à des enquêtes annuelles sur la composition des vins et constituer des casiers viticoles ; (ce projet a en outre un intérêt scientifique considérable).

La dernière proposition de la C. M. E. a trait à l'unification de la nomenclature douanière en ce qui concerne le vin. En ce domaine, il serait intéressant d'obtenir non seulement une amélioration des formalités douanières par l'élimination des causes d'incertitude ou d'équivoque au sujet de l'interprétation des tarifs, mais aussi la réduction de ces mêmes tarifs, réduction qui, ainsi que celle des taxes intérieures, permettrait d'étendre le nombre des consommateurs.

C'est par une propagande et par une publicité bien comprises que l'on augmentera le plus rapidement la consommation du vin : une faible partie de l'humanité seulement en consomme, le produit étant inconnu ou prohibé pour des raisons de religion ou d'hygiène dans le reste du monde. La propagande pour le vin se confond donc en partie avec

3. La dénomination *Vin* est réservée à la boisson obtenue par la fermentation du raisin frais, ou du jus de raisin frais, et préparée suivant les usages locaux et constants.

la lutte contre la prohibition. C'est peut-être le domaine où l'O. I. V. a déployé jusqu'ici la plus grande activité.

SECTION IV. — LA BIÈRE ET LE HOUBLON ⁴.

199. La bière. — La crise est due là encore à une combinaison de la surproduction et de la sous-consommation. On évaluait (1931) la production possible à 180 millions d'hectolitres alors que diverses causes dont la baisse des revenus et la prohibition influaient sur la consommation. Des deux produits nécessaires à sa fabrication, le premier, l'orge de brasserie, n'a guère donné lieu en dehors de Stresa (n° 171) à des tentatives de redressement sur le plan international.

200. Le houblon. — A la demande de la Tchécoslovaquie, le comité économique de la S. D. N. décida en janvier 1932 de procéder à une consultation d'experts particulièrement au courant de la question du houblon⁵. Les experts réunis à Genève du 22 au 24 février dressèrent le bilan de la situation mondiale et indiquèrent quels moyens devaient être employés à leur avis pour y remédier.

a) *Situation.* — Le houblon joue un rôle très important dans l'économie de certains pays. Cette culture exige des investissements considérables et d'autre part ne produit bien qu'à partir de la troisième année. Cependant les superficies cultivées en houblon ont subi en Europe depuis 1914 des changements considérables : de 71.000 hectares avant-guerre, elles sont tombées à 33.000 en 1919, remontées à 60.000 en 1928, redescendues à 39.000 en 1931. Ces variations sont dues au mouvement des prix. Alors d'autre part que le rendement à l'hectare augmentait, les procédés modernes de brasserie diminuaient l'emploi du houblon et dans la plupart des pays la consommation de la bière en

4. Le commerce international du houblon portait sur 140.000 quintaux en 1932.

5. Entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

1929 était loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre : l'exemple le plus significatif à cet égard est celui de l'Angleterre où cette baisse atteignait alors 42% et s'est encore accentuée depuis. Ces divers éléments, l'accumulation de stocks importants et la panique qui en résultait firent que les prix moyens de 1931 n'atteignaient pas le dixième des prix de 1926 et ne couvraient le plus souvent que la moitié des frais de production.

201. b) Remèdes. — La réduction du prix de revient, l'élimination des excédents et le retour des stocks à un niveau normal, la diminution des superficies plantées en houblon (cette action est déjà commencée dans la plupart des pays), amèneraient certainement une amélioration des conditions du marché. Mais les experts voient dans la coopération technique de l'offre et de la demande le principal remède à la crise : sur le plan national, chaque pays doit être en état de suivre exactement le développement de la culture houblonnière et au besoin de la régler; un organisme central achèterait directement les houblons aux producteurs; sur le plan international, un bureau, conçu sur le plan du *Bureau du houblon de l'Europe Centrale*, faciliterait par sa documentation et ses études l'application des principes énoncés ci-dessus. Il s'efforcerait de créer une collaboration internationale entre les centrales nationales d'achat, et en accord avec la brasserie des différents pays, de développer la consommation de la bière.

Cette consultation d'experts n'a été suivie d'aucune action sur le plan international.

SECTION V. — L'ALCOOL. LA PROHIBITION

202. L'alcool, palliatif à la surproduction. — L'alcool peut constituer un débouché important pour de nombreux produits agricoles : grains, sucre, vin etc. Mais encore faut-il que l'écoulement de l'alcool soit assuré : on l'utilise dans la vinaigrerie, dans l'industrie chimique (produits phar-

maceutiques, vernis), dans la parfumerie, pour l'éclairage et le chauffage, comme carburant, (obligation de mélanger de l'alcool à l'essence dans 13 pays). Ce dernier débouché s'élargira vraisemblablement; par contre la consommation de l'alcool en tant que boisson ne pourra pas augmenter énormément : aussi, soucieux de remédier à la crise viticole, l'O. I. V. a-t-il réclamé à plusieurs reprises que l'alcool de vin ou de fruits assura seul la consommation de bouche. Mais l'alcool comme le vin et toutes les boissons à teneur alcoolique est menacé par la propagande prohibitionniste.

203. La prohibition : ses partisans, ses adversaires. — C'est principalement dans les pays du Nord de l'Europe et dans les pays anglo-saxons que la prohibition rencontre de ferventes adhésions; c'est dans ces pays qu'elle a été mise en application et c'est d'eux qu'est partie la propagande contre les boissons alcoolisées. Sur le plan international, la World Prohibition Association de Londres, et le Bureau international contre l'alcoolisme de Lausanne représentent les mêmes idées. En face d'eux nous trouvons la plupart des pays producteurs de vin, la commission permanente de viticulture et l'O. I. V. pour le vin, le comité international du commerce des vins, etc, pour toutes les boissons, et enfin la Ligue internationale des adversaires des prohibitions dont l'action principale s'est exercée en faveur de l'usage sain et modéré des boissons alcooliques au cours de ses congrès annuels qui depuis celui de Paris en 1920 se sont tenus à Lausanne, Bruxelles, Londres, La Haye, Paris, Porto, Rome, Vienne, Copenhague, Budapest, Paris et à son congrès de Londres en 1933.

Après une première tentative auprès de la conférence de la Paix en 1919, l'effort des prohibitionnistes s'est exercé à la S. D. N. dont la section d'hygiène est compétente pour l'alcoolisme. Les propositions de la Finlande, de la Pologne et de la Suède en 1926, renouvelées en 1927 avec le concours de la Belgique, du Danemark et de la Tchécoslovaquie aboutirent (résolution de l'assemblée de 1928) à charger l'organisation d'hygiène de se documenter sur l'alcoolisme

considéré comme conséquence d'un abus de l'alcool et surtout du mauvais alcool. Par contre, sur la proposition de M. Loucheur appuyé par tous les Etats membres de l'O. I. V., la résolution de la S. D. N. déclarait qu'en aucun cas, les boissons hygiéniques et notamment le vin ne seraient visées par cette enquête.

Les arguments des adversaires de la prohibition sont de deux sortes. En premier lieu ils proclament l'excellence physiologique des boissons alcooliques prises modérément; en second lieu, ils dénoncent l'état de choses créé par la prohibition, état funeste au point de vue de la morale, par le mépris des lois qui en est la conséquence, et au point de vue de l'hygiène du fait des propriétés nocives des boissons fabriquées clandestinement⁶. Cette propagande a obtenu d'importants résultats puisque sous sa forme absolue la prohibition a été supprimée en Finlande en 1932 et aux E. U. en 1934; mais il importe qu'elle se poursuive pour que la prohibition ne ressuscite pas d'une façon indirecte grâce aux mesures fiscales et douanières. Car, en particulier pour le vin, le temps est encore loin où le monde entier reconnaîtra la vérité de la maxime de Pasteur dont l'O. I. V. a fait sa devise : « Le vin est la plus saine et la plus hygiénique des boissons. »

6. Voir : Reyn, *La lutte sur la question de l'alcool dans les Pays nordiques*. Publication du Comité international du Commerce des vins; et J. Grier Hibben : « Le résultat du 18^e amendement », *Bulletin international du vin*, n° 54, p. 22.

CHAPITRE IV

FRUITS ET LEGUMES. PRODUITS HORTICOLES

SECTION I. — LA FÉDÉRATION HORTICOLE PROFESSIONNELLE INTERNATIONALE.

204. Dès 1910 les associations horticoles de divers pays s'étaient unies pour la défense de leurs intérêts professionnels en une Union horticole professionnelle internationale. La guerre arrêta ses travaux. Au lendemain de celle-ci progressivement les associations nationales reprirent contact et en 1923 la F. H. P. I. était fondée. Elle groupe actuellement des associations anglaises, belge, française, hollandaise, luxembourgeoise, suisse, canadienne, allemandes, italienne et polonaise. Elle a pour but « de permettre aux associations horticoles professionnelles adhérentes de se réunir pour examiner, discuter et solutionner les questions ayant un intérêt commun, afin de *sauvegarder les intérêts horticoles en général*, de créer si le besoin s'en fait sentir des organisations annexes jugées utiles aux intérêts représentés. » (art. 2). Les conditions d'admission assurent le recrutement professionnel de la Fédération. Un bureau permanent fonctionne au siège de la Fédération, à Orléans. Les ressources sont de l'ordre de 16.000 frs, (cotisation d'au moins 750 frs par association). La F. H. P. I. a tenu depuis 1922, les congrès de La Haye, de Gand, de Londres, de Heensteed, de Paris, de Genève, de Gand, de Londres; en 1931 de Berlin et en 1932 de Rome¹.

1. Il n'y a pas eu de congrès en 1930, par suite du Congrès international d'horticulture de Londres, voir n° 80.

La protection des nouveautés horticoles, (n° 103) les questions phytopathologiques, les questions douanières et celles de concurrence déloyale ont fait l'objet de ses travaux ainsi que la recherche d'une meilleure organisation des transports internationaux. Mais la crise qui n'a pas épargné les produits horticoles l'a conduite à étudier la surproduction et la vente au-dessous des prix de revient : pour y remédier, elle a demandé à ses adhérents de perfectionner et de développer leurs organisations syndicales et de créer dans chaque pays un Office national de la Production Horticole.

SECTION II. — RELATIONS ENTRE IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS.

205. Les produits horticoles sont achetés plus que d'autres pour leur qualité et leur choix. Trop souvent le producteur ne se préoccupe pas des goûts du consommateur. Cependant nous devons signaler les congrès internationaux des fruits et primeurs de Strasbourg en 1928 et 1929, ainsi que le congrès des producteurs, importateurs, exportateurs de fruits d'Espagne, (Barcelone 1929). Aux congrès de Strasbourg qui réunissaient les producteurs d'un seul pays : la France et tous les pays qui lui achètent des fruits et primeurs, revint principalement la tâche d'établir les desiderata de ces derniers pays en ce qui concerne la qualité, la présentation, la régularité des envois. A la suite d'un congrès de la standardisation pour les produits maraîchers (Paris 1930), fut créé un Comité permanent de l'exportation des fruits, légumes et primeurs, qui, par son action sur la production, les transports, la rationalisation des ventes à l'étranger remplira peut-être un jour un rôle analogue à celui de l'Institut national de l'exportation en Italie.

206. *Industrie des conserves.* — En dehors de la satisfaction des goûts du consommateur, il importe pour obtenir des prix rémunérateurs de ne pas présenter sur le marché à la fois des quantités trop considérables. Pour tenir tout

surplus momentané en dehors des transactions commerciales, pour toucher les consommateurs dans des pays éloignés des centres de production ou à une époque autre que celle de la récolte, le producteur de fruits et de légumes dispose de l'industrie des conserves. Mais ce ne sont là que des mesures nationales, et quelque influence qu'elles puissent avoir sur le marché international de ces produits, nous ne pouvons les étudier plus longuement ici.

SECTION III. — LA PROPAGANDE INTERNATIONALE POUR LA CONSOMMATION.

207. Selon la C. M. E. l'amélioration du marché des *dattes* dépend de la réduction des tarifs douaniers. Les *bananes*, malgré l'importance de leur commerce international, (21 millions de quintaux en 1932), n'ont donné lieu jusqu'ici qu'à des accords bilatéraux. Le marché international des *pommes de terre*, (19 millions de quintaux) et des produits qu'on en extrait, (amidon) est complètement désorganisé. Les tentatives internationales faites en faveur de certains produits visent surtout au développement de la consommation.

208. *Conférence internationale du fruit-aliment*, (Paris, avril 33). Elle a eu pour but de démontrer la valeur hygiénique et l'importance économique de la consommation des fruits, frais et sous toutes les formes qui conservent leurs qualités alimentaires, jus pasteurisés, pulpes, concentrés, confitures, pâtes, bonbons, sucre, miel de fruits, etc. Une seconde conférence a eu lieu à Rabat en novembre 1934 dans le but de développer la consommation des fruits et du raisin en particulier dans le monde musulman.

Raisin. — C'est qu'en effet il est apparu à l'O. I. V. et aux congrès et conférences que nous avons signalés dans le chapitre précédent que l'augmentation de la consommation du raisin constituerait une aide importante dans la lutte contre la crise viticole. De là est

sortie la propagande pour la consommation du raisin de table, pour l'institution de stations uvaies et de journées du raisin. Ces efforts sont coordonnés par l'Union internationale pour le développement des Stations uvaies et de la Consommation du raisin.

209. Huile d'olive. — Par les régions qui la produisent l'huile d'olive ne peut être mise sur le même plan que les autres produits oléagineux (n° 219). Au X^e Congrès d'oléiculture, les statuts d'une Fédération internationale des Sociétés nationales d'oléiculture étaient mis au point. Elle devait avoir pour but (art. 4), « de favoriser les intérêts généraux de l'oléiculture, d'effectuer dans le domaine international la coordination des efforts... pour la répression des fraudes, pour la protection et la propagande en vue de la consommation de l'huile d'olive... pour défendre et protéger la production, la consommation et le commerce de l'huile d'olive. » Cette fédération n'a pas été constituée. Des pourparlers ont eu lieu entre les associations d'Espagne et d'Italie².

210. Plantes médicinales et à essences. — C'est pour étudier en commun les difficultés à résoudre que les producteurs européens de plantes médicinales et aromatiques, ainsi que ceux qui les utilisent se sont réunis à Vienne en 1927, à Budapest en 1928, à Padoue et à Venise en 1929 et à Paris en 1931. Ils ont constitué une Fédération internationale pour le développement de l'herboristerie médicinale, aromatique et des plantes similaires dont les buts économiques sont d'éviter la surproduction et de multiplier les échanges. Elle a son siège près de l'I. I. A. auquel elle s'est étroitement liée par un accord intervenu en juillet 1931.

2. La Fédération a été constituée le 7 nov. 1934.

CHAPITRE V

LE BÉTAIL. LES PRODUITS ANIMAUX.

SECTION 1. — LE BÉTAIL ET LA VIANDE.

211. Nous avons indiqué ailleurs les études scientifiques et techniques poursuivies sur le plan international (n° 82), les tentatives de conventions vétérinaires à la S. D. N. (n° 97), l'intérêt de l'organisation internationale des livres généalogiques (n° 103 *bis*). Nous étudierons ici le commerce international du bétail et de la viande, et les tentatives d'organisation auxquelles il a donné lieu.

Commerce international. — La guerre avait détruit en partie le cheptel des pays européens et incité par la hausse des prix qui en résultait les pays d'outre-mer à accroître rapidement leurs troupeaux. En ce qui concerne la viande seulement, les principaux exportateurs étaient en 1923, les E. U., le Canada, le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. Dans les années suivantes on allait assister aux phénomènes suivants : accroissement général de la consommation, augmentation de la production tant en Argentine et en Océanie, que dans l'ensemble des pays européens, exportations croissantes des pays danubiens, tendance des pays importateurs européens à se suffire à eux-mêmes (France, Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, et dans une moindre mesure Italie). La Grande-Bretagne reste le seul grand marché d'importation. Le Canada et les E. U. n'exportent plus, mais ces derniers n'ont pas constitué l'important débouché que leurs importations de 1927-28 pouvaient

faire espérer. La crise a eu pour conséquence une diminution de la consommation et une baisse lente des effectifs, des animaux. Mais il n'y a pas de changements décisifs jusqu'ici.

212. La rationalisation du marché sud-américain. —

En 1911, a été conclu un accord dit *Conférence des frets* par lequel cinq compagnies américaines et une anglaise ont décidé de limiter le nombre de têtes de bétail à abattre en Argentine et en Uruguay à destination du marché anglais. Cette organisation, qui réalisait l'unité d'action des établissements industriels et des cales frigorifiques pour le transport ainsi que des services de distribution dans les centres de consommation, a été étendue à d'autres pays en 1926, mais officieusement. Ce trust de la viande disposait alors d'établissements frigorifiques en Argentine, en Uruguay, au Brésil, au Vénézuëla, dans l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Madagascar, etc. Il semble bien que cet accord, analogue d'ailleurs à certaines ententes pour continger les exportations, n'ait fonctionné que dans l'intérêt des compagnies, au détriment des producteurs et des consommateurs. Pour l'examen de cette question importante et complexe, M. Richelet avait proposé¹ en 1929 que la S. D. N. instituât un bureau international de la viande. Cette proposition n'a pas eu de suite, non plus que le projet de conférence internationale de la viande que l'I. I. A. devait convoquer.

Depuis, à la suite des accords conclus à Ottawa en automne 1932 entre la Grande-Bretagne et ses Dominions, s'est tenue une conférence entre le Gouvernement britannique et les exportateurs de viande : le groupe sud-américain a accepté de réduire ses exportations de 20 % pour la viande de mouton et de 10 % (avec progression jusqu'à 20 si les prix ne montaient pas) pour la viande de bœuf congelée. On demandait aussi aux exportateurs scandi-

1. Conférence hispano-américaine de Séville.

naves d'abaisser de 20 % leurs exportations de lard et de jambon, et aux Dominions une réduction de 10 % sur leurs exportations de 1931 pour une période de deux mois. L'Australie et la Nouvelle-Zélande acceptèrent à titre provisoire. D'autre part l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay s'unirent pour répartir entre eux les contingents accordés, tenir tête aux firmes étrangères, constituer avec siège en Uruguay un service central d'informations chargé éventuellement de dresser un plan pour la rationalisation de l'industrie de la viande dans les trois pays².

213. Les exportations danubiennes. — Au cours des conférences dont nous avons donné la liste au chapitre des céréales, les pays agricoles ont demandé à plusieurs reprises qu'on leur facilitât l'écoulement de leur production en animaux et en viande. Ils ont principalement protesté contre les soit disant protections sanitaires, la politique d'autarquie des anciens importateurs, réclamé de leur part un tarif douanier préférentiel ou au moins des contingents plus élevés. Mais ils ont aussi compris la nécessité d'organiser leurs exportations : à la conférence des instituts d'exportation des pays agricoles tenue à Belgrade en novembre 1930, on définissait ainsi les buts d'une *Commission d'organisation internationale de l'exportation des animaux*, constituée entre les organisations centrales de chaque pays : étudier la rationalisation de l'exportation, l'indépendance de l'exportation vis-à-vis des acheteurs, la réduction de la concurrence mutuelle des produits animaux et la lutte commune contre la concurrence d'outre-mer ou autres régions.

SECTION II. — PRODUITS LAITIERS. ŒUFS.

214. a) Lait et beurre. — Voici quelques brèves indications sur l'importance de la production laitière dans le

². *Service économique international de Presse de l'A. C. I.*, n° 20, 14 novembre 1932, p. 2 et s.

monde, tant pour l'économie individuelle de l'exploitation paysanne que pour la situation économique de certains pays. De 1920 à 1933 le nombre des vaches laitières dans le monde (Russie non comprise) a augmenté de 20 millions. La proportion de l'augmentation est d'environ 30 %; celle de la production de lait est plus forte, étant donné l'amélioration des races et de la technique laitière. Le prix des produits laitiers a baissé moins rapidement que celui des grains : aussi l'augmentation de la production qu'avait déterminée la consommation plus abondante des produits laitiers grâce aux revenus accrus de l'après-guerre, a-t-elle continué et est-elle devenue la principale source de bénéfices des agriculteurs. Mais de 1932 à 1934, les prix ont baissé dans de très fortes proportions et à une allure très rapide. En contrepartie la consommation du beurre a encore augmenté en Angleterre malgré la concurrence que lui font les graisses végétales. Le commerce international (moyenne 1930-33) a porté sur 300.000 tonnes de lait condensé et 25.000 de poudre de lait, 550.000 tonnes de beurre et 300.000 de fromage. Pour le lait et le beurre les principaux exportateurs sont le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les Pays-Bas, l'Argentine, l'Irlande, les Pays Baltes, la Pologne (ils réunissent 90 % des exportations). Les deux seuls gros importateurs sont l'Angleterre et l'Allemagne (84 % des importations de beurre³).

215. Recherches des solutions à la crise. — Ici comme ailleurs c'est par l'organisation nationale qu'il convient de débiter. La C. I. A. qui depuis 1929 étudie le problème du lait et des produits laitiers est d'avis que la forme coopérative serait particulièrement désignée pour servir de base à cette organisation; la coopération est déjà très développée dans ce domaine : ce qu'il faudrait, c'est que les coopératives isolées se réunissent dans chaque pays en une organisation nationale.

3. Pour l'importance de la production du beurre pour la Pologne, voir Gryziewicz : *Le commerce international du beurre* (en polonais), Varsovie, 1933.

Sur le plan international, la délégation polonaise à la C. M. E. demanda l'institution d'un *conseil international du lait* composé de personnes s'occupant de la production et du commerce des produits laitiers avec pour objet l'étude des moyens propres à diminuer la concurrence entre les pays exportateurs de beurre en général et sur les marchés contingentés en particulier; à assurer une meilleure répartition des offres de beurre au cours de l'année ainsi que la standardisation internationale du beurre. La C. M. E. sur la proposition de la Suisse et de l'Italie déclara que la question n'était pas suffisamment étudiée, que l'I. I. A., la C. I. A., la Fédération internationale de laiterie (n° 83) et le Comité économique de la S. D. N. devraient examiner le projet et que les gouvernements devraient faire connaître leur avis. Seuls l'Argentine, les Pays-Bas, la Pologne, l'Esthonie, la Lettonie s'étant prononcés en faveur du projet ou plus simplement d'une réunion préliminaire prévue à Rome par l'I. I. A. pour le 16 avril 1934, et d'autre part les plus gros exportateurs ayant refusé de prendre part aux pourparlers, cette tentative d'organisation n'a pas eu de suite. Cependant le XVI^e Congrès international d'agriculture a estimé que pour l'assainissement international du commerce des produits laitiers, il faudrait avoir recours à la conclusion de conventions sur les prix et sur la production, soit analogues à celle relative au sucre, soit basées sur l'établissement d'accords bi ou plurilatéraux rapprochant en dehors de toute spéculation les intéressés des différents pays (juin 1934).

216. b) Fromages. — L'action internationale en ce qui concerne les fromages n'a eu pour but jusqu'ici que de réprimer les fraudes. Sur la demande du VIII^e Congrès international de laiterie (Paris 1926), l'I. I. A. faisait établir par une réunion d'experts (mai 1929) un projet de convention sur la réglementation des dénominations des fromages et l'unification des méthodes d'analyse. Ce projet était adopté par une conférence diplomatique à Rome le 10 juin 1930. Les ratifications étant insuffisantes, cette convention ne

put jamais être appliquée. Sa dernière partie (sur les méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages (teneur en eau et matière grasse) a été reprise par une conférence diplomatique réunie à Rome en avril 1934 et fait l'objet à l'heure actuelle d'une convention séparée, (14 signatures, mais certaines avec réserves). Signalons que depuis 1931 fonctionne près de la Fédération internationale de laiterie, une commission internationale pour l'étude des questions techniques et législatives relatives aux fromages.

Nous avons dit *supra* (n° 102 s.), l'intérêt qu'il y a à assurer la protection internationale des dénominations d'origine; aussi l'échec de la convention de 1930 est-il fâcheux. Elle défendait l'emploi, sans autre adjonction, des dénominations des fromages dérivées de leur région d'origine et énumérées dans une annexe A pour tous autres produits que ceux fabriqués dans le pays d'origine. La même interdiction s'appliquait aux fromages (annexe B) constituant, par leur méthode de fabrication et leurs qualités intrinsèques, des produits d'une renommée acquise et donnant lieu à un commerce international. Pour employer ces dénominations dans d'autres pays, on devait les faire suivre en caractères de la même dimension, de l'indication du pays où le produit avait été réellement fabriqué. De plus le lait employé dans la fabrication des imitations devait provenir de la même espèce animale que le lait utilisé dans le pays d'origine.

Un accord entre la France et la Suisse aurait réglementé la dénomination « Gruyère » sans adjonction. Mais des difficultés plus graves s'élevèrent sur la question du « Roquefort ». La France qui a garanti cette dénomination par la loi du 26 juillet 1925 ne voulait pas qu'elle fût employée ailleurs, même avec indication du lieu d'origine. Cette réserve non acceptée par d'autres pays devait causer en partie l'échec de la convention.

217. c) Œufs. — Le commerce international des œufs porte sur 4 millions et demi de quintaux (moyenne des

dernières années) d'une valeur approximative d'un demi-milliard de francs-or. Le marché international est relativement étroit : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche, la Suisse, la France et l'Italie absorbent 90 % des importations. A peu près tous les autres Etats d'Europe, y compris les deux derniers importateurs cités, la Chine, les E.-U., l'Egypte et le Maroc sont exportateurs.

En septembre 1930 à Lwow a eu lieu le premier congrès européen des exportateurs et importateurs d'œufs. Il a conclu que l'on devait unifier les formes de standardisation dans les divers pays en tenant compte des désirs des importateurs et procéder en même temps à une amélioration systématique de l'élevage de la volaille⁴.

Certains pays importateurs n'admettent plus les œufs sur leur territoire que s'ils portent sur la coquille ou sur l'emballage une marque indélébile indiquant la provenance et l'état de fraîcheur ou de conservation des œufs. Chaque importateur impose des marques différentes. Or cela est nuisible au producteur qui après avoir marqué ses œufs ne peut plus les vendre ailleurs que dans le pays qui accepte cette marque et se trouve contraint parfois de vendre à des prix inférieurs à ceux escomptés (marché très sensible). S'il attend pour les marquer d'avoir un acheteur ferme, il pourra y avoir pénurie temporaire au détriment du consommateur.

A la suite d'un vœu du Congrès mondial d'aviculture de Londres (1930) et d'une conférence préparatoire d'experts (I. I. A. mai 1931), une conférence diplomatique réunie à Bruxelles du 7 au 11 décembre 1931 adopta une *convention pour le marquage des œufs dans le commerce international*, (sur 19 Etats représentés, 13 signent, 2 ratifient). La convention limite les formalités exigibles par les importateurs à l'apposition de certaines dénominations comme indication de provenance, à certains symboles pour distinguer œufs frais et œufs conservés (divers procédés); elle

4. *Bulletin de l'Institut international d'organisation scientifique du travail* décembre 1930, p. 285.

réglemente également les dimensions et les couleurs des inscriptions. Elle a en un mot le mérite de simplifier, d'uniformiser pour chaque pays, les marques employées pour l'exportation.

SECTION III. — LE PROBLÈME DES GRAISSES.

218. Exposé. — Nous avons déjà dit (n° 130) l'importance pour la solution de la crise agricole, de la transformation des produits végétaux en produits animaux : viande, lait et ses dérivés. Mais la surproduction existe aussi dans l'élevage des bovins et des porcs : il semble donc qu'en employant cette méthode on ne fasse guère que tomber de Charybde en Scylla. Le problème est plus complexe que cette première analyse le laisserait supposer. En effet si l'on examine les causes de la mévente des produits animaux, on s'aperçoit que la consommation croissante des graisses végétales en est responsable pour une bonne part ; le bon marché de ces dernières a encore contribué depuis le début de la crise à leur emploi de préférence au beurre et au saindoux. Suivant l'estimation Harrison pour l'année 1930⁵ sur 12. 979.000 tonnes, total de la consommation des graisses dans le monde entier, il y avait 4,3 millions de tonnes de graisses animales (animaux domestiques), 7,9 de graisses et d'huiles végétales, 0,75 de graisses de baleine et de poisson.

219. Production et commerce des graisses végétales. — La production des huiles et graisses végétales, qui en 1909-13 dépassait à peine (non compris l'huile d'olive) 4 millions de tonnes, avait donc augmenté jusqu'en 1930 de 3,8 millions de tonnes. Depuis la crise et la concurrence que se font tous les corps gras du fait de leur interchangeabilité relative, cette production a baissé, mais dans le commerce international, il semble y avoir eu plutôt baisse des prix que diminution du volume des transactions.

5. Cité par Jutila, Rapport au XVI^e congrès international d'agriculture, p. 7.

Arachides. — (Indes anglaises, A. O. F., Nigeria). Production triplée depuis l'avant-guerre. Exportations (1932) : décortiquées 12 millions de quintaux ; huile 1 million. Comme pour la plupart des produits énumérés ci-après, production dans de grandes exploitations et à l'aide d'importants capitaux.

Noix de coco. — Production doublée (Indes néerlandaises, Mozambique). Exportations : 4,5 millions de quintaux

Coprah (noix de coco desséchée) exportations 11,5 millions de quintaux. Huile 2,8.

Palme. — (Nigeria, Indes néerlandaises, A. O. F., Congo belge), production augmentée des trois quarts ; exportations : amande 6,4 millions de quintaux et huile 3.

Coton. — Faible augmentation de la production. Exportations : graines 4,2 millions de quintaux et huile 0,5.

Lin. — Exportations : graines 22 millions de quintaux et huile 0,9.

Soya. — (Mandchourie) Cette plante a pris depuis vingt ans une importance considérable au point de vue du commerce mondial. On la cultive dans tout l'Extrême-Orient et aux Etats-Unis, mais la quasi totalité des fèves ou de l'huile exportées provient de Mandchourie. Exportations 15,5 millions de quintaux et pour l'huile 1 million environ. Mais la plupart des importateurs ont mis des droits à l'entrée de ces produits, (malgré cela les importations étaient la même année de 24, 8 millions de quintaux). Cette production qui en vingt ans a sextuplé pourra peut-être dans l'avenir se maintenir à ce niveau en raison de ses multiples utilisations (fourrage, huile, produits alimentaires).

Citons encore le *colza* (Europe) dont la production a plutôt baissé mais dont les exportations étaient encore de 1,7 million de quintaux en 1932 et le *sésame* (Levant, Egypte) à la production stationnaire et aux exportations avoisinant le million de quintaux.

Ces productions n'ont augmenté si rapidement que par suite de la mise en valeur rapide des colonies dans l'après-guerre. Le Congrès international des oléagineux (Paris 1931) devait examiner le rôle et l'importance des matières

grasses dans l'économie mondiale, mais il s'est borné à étudier le développement de leur production dans les empires coloniaux et ainsi il n'a pu mettre en lumière la désastreuse influence de cette production intensifiée sur l'économie agricole de l'Europe.

220. Solution du problème. — Le Dr Laur qui considère ce problème comme le plus important de ceux que pose la crise de surproduction agricole, a proposé un certain nombre de mesures à la C. I. A. qui les a adoptées (juin 1934). Il s'agit de remplacer la consommation de graisses végétales par celle de beurre ou de saindoux. Pour cela il faut limiter la propagande des premières et encourager celle des seconds; contingentier et contrôler l'importation et l'emploi de ces graisses, leur imposer des taxes supplémentaires qui serviront à acheter les excédents de beurre ou de saindoux; prescrire l'addition de beurre à la margarine et contraindre les importateurs de graisses végétales à racheter les excédents de la production nationale en graisses animales.

La C. I. A. demande en outre à l'I. I. A. de convoquer, si possible une conférence internationale pour conclure une convention concernant l'encouragement à l'écoulement du beurre et du saindoux⁶.

Graisse de baleine. — Certaines des dispositions préconisées par le Dr Laur s'appliquent également à la graisse de baleine. Signalons ici une convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (S. D. N. 24 sept. 1931) qui, conclue pour empêcher la disparition complète des baleines à fanons, aurait également une influence sur la production de lard de baleine. Elle attend pour entrer en vigueur la ratification de la Grande-Bretagne.

6. Voir aussi la première recommandation de la section commerce et industrie du X^e Congrès international de Laiterie.

SECTION IV. — CUIRS, OS. FOURRURES.

221. Cuir, os. — Ces deux produits ont fait l'objet de deux arrangements analogues à la suite de la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation (n° 114). Ces deux arrangements contiennent l'engagement des Etats participants de supprimer toute prohibition ou restriction à l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées, des os bruts ou dégraissés, ainsi que de leurs déchets et des cuirs à colle. De plus les droits de sortie sont supprimés pour les peaux et limités pour les os. Ces arrangements devaient avoir effet à partir du 1^{er} octobre 1929. Ils avaient été conclus le 11 juillet 1928, mais il fallut en août 1929 une réunion supplémentaire entre les Etats ayant ratifié les arrangements pour que ceux-ci pussent fonctionner. Finalement 18 Etats européens les ont ratifiés.

Fourrures. — L'élevage des animaux à fourrure pourrait constituer un revenu non négligeable pour les exploitants agricoles (Congrès international d'agriculture de 1931 et n° 134).

CHAPITRE VI

PRODUCTION FORESTIERE : LE BOIS.

SECTION I. — LES FORÊTS ET LE BOIS DANS LE MONDE.

222. Production et commerce. — La majeure partie des forêts se trouve en Asie et en Amérique du Sud. Cependant ces deux continents ne fournissent qu'une part insignifiante de cette matière première par suite des difficultés d'exploitation, (absence de voies de communication utilisables). L'Amérique du Nord constitue un marché à peu près fermé : les Etats-Unis exportent toutefois en Argentine, au Japon, et en Chine. L'Afrique ne fournit que quelques bois précieux. Enfin en Europe l'exploitation rationnelle ou intensive des forêts permet de couvrir les très importants besoins de la consommation. Sur les 100 millions de mètres cubes qui entrent dans le commerce mondial¹ les deux tiers représentent le commerce intra-européen. Ce sont les pays de l'Est et du Nord qui en fournissent la plus grande partie. La crise du bois est donc essentiellement une *question européenne*, et c'est sur le plan européen qu'il faut songer à la résoudre.

223. La crise du bois. — Depuis la guerre² la production, la consommation, les prix du bois ont subi de nombreuses

1. Le commerce international porte surtout sur les bois sciés.

2. Sur la production avant guerre voir Mélard : *Insuffisance de la production des bois d'œuvre dans le monde*, Paris 1900, où il est démontré que la « consommation du bois est supérieure à la production normale des forêts accessibles. Il y a dans cette production un déficit momentanément compensé par des destructions de forêts ». Sur le commerce, voir Lièvre : *Commerce international des bois*, 1909.

variations. Bornons-nous à rappeler qu'en 1925-26 une convention conclue entre les exportateurs finlandais et suédois pour réduire à la fois les coupes et le débit des scieries, limiter les exportations et fixer des prix minima réussit à mettre un terme à la baisse des prix.

Pour nous limiter à la crise, nous allons en énumérer les causes et en faire un bref historique. Dès la fin de la guerre, les besoins financiers des nouveaux Etats de l'Europe centrale les poussèrent à une exploitation excessive³ de leurs forêts. Pour diverses raisons et malgré des coupes constamment supérieures au rendement normal de leurs forêts, ces pays augmentèrent leurs exportations jusqu'en 1930. Ils n'avaient pas trouvé de grosses difficultés à écouler leurs bois dans la période de reconstruction qui suivit la guerre. Mais à cette surconsommation succéda une réduction générale dans la demande du bois, due en partie à la crise, en partie à l'emploi d'autres matériaux. En même temps l'U. R. S. S. reprenait ses exportations à partir de 1927 et inondait les marchés importateurs de bois à bas prix. Les prix des autres bois furent entraînés à leur suite et avilis encore par l'abondance des offres. Suivant ses conditions particulières, ses besoins d'exportation, les mesures prises pour protéger son marché (protection douanière) ou limiter ses offres (contingentement des exportations), chaque pays subit plus ou moins vite, plus ou moins profondément la chute des prix. On n'allait pas tarder à songer à l'action internationale pour y mettre un terme : dirigée d'abord vers un ajustement équitable des tarifs douaniers⁴ elle devait évoluer rapidement et tenter d'établir la réglementation des exportations.

3. Si la formation du capital ligneux demande de longues années, l'on peut en disposer rapidement et en une seule fois.

4. Le Comité consultatif économique de la S. D. N. avait songé à stabiliser les tarifs douaniers sur le bois par voie d'une entente plurilatérale.

SECTION II. — L'ACTION INTERNATIONALE ET LE BOIS.

224. a) Les précédents.— Depuis le Congrès international de Sylviculture de Paris, 1900, se sont tenus le Congrès forestier international de Paris (1913), la Conférence internationale du bois de Bratislava (1923), le Congrès international du bois, Lyon 1924, le Congrès forestier international de Grenoble (1925), le Congrès international de sylviculture de Rome (1926), le deuxième Congrès international du bois à Bratislava (1929) le Congrès international du bois et de la sylviculture (Paris 1931). Parmi les nombreux problèmes étudiés dans ces réunions, certains ont fait l'objet de propositions tendant à leur réglementation internationale. Depuis 1927, l'I. I. A. (n° 80) a étendu aux forêts l'activité de ses services de *statistique*; il a effectué également une enquête préparatoire dans un domaine où la standardisation serait souhaitable : celui des *mesures, usages et différents modes de vente du bois*. On a aussi proposé que par voie d'entente internationale, les Etats réglementent *l'exploitation des forêts, la limitent à l'accroissement normal*, tant pour économiser le capital-bois que pour régulariser le régime des eaux. Mais ce sont surtout les projets d'*Office forestier international* qui nous intéressent ici. Ces projets qui se sont succédé depuis 1913 n'ont encore abouti à aucune réalisation pratique. Conçu d'abord comme un organe d'organisation des congrès et de liaison entre ceux-ci, puis comme une union économique pour faciliter et simplifier le commerce du bois, veiller à l'exécution des engagements et au règlement des litiges, l'office sous sa dernière forme serait un centre international de renseignements et de coordination pour discipliner le marché. Il s'appuierait sur les organismes centraux de l'industrie et du commerce du bois de chaque pays. La fixation de son siège soulèverait de grosses difficultés, chaque pays désirant le voir installé sur son territoire (Paris, Bratislava, Rome).

225. b) La crise et l'action internationale. — Les exportateurs de bois se réunirent à Varsovie le 25 juin 1931. Ils

conclurent à l'inefficacité des efforts isolés, à la nécessité d'une action internationale concertée, pour stabiliser les prix, et contingenter les exportations de bois résineux; pour cela il était nécessaire de créer des instituts nationaux d'exportation qui seraient sous la direction d'un Comité fixé en Suède. L'accord ne fut pas appliqué, mais il avait mis en lumière les éléments nécessaires d'une collaboration future entre exportateurs.

Réunion d'experts à la S. D. N. (25 au 27 avril 1932). — Elle étudia les causes de la crise et les remèdes à y apporter. Deux ordres de mesures : réduction des coupes, limitation des exportations peuvent faire l'objet d'une réglementation nationale; mais elles seront d'autant plus facilement prises et joueront avec d'autant plus d'efficacité qu'une entente internationale garantira des sacrifices équivalents de la part de tous les exportateurs, et que dans chaque pays un organisme central dirigera la production et le commerce.

Conférence internationale du Bois, Vienne (9-11 juin 1932). — Elle réunissait les pays européens et les Etats-Unis; il y fut question de beaucoup de choses et notamment de l'office international à créer. Toutefois elle n'aboutit qu'à un accord entre l'Autriche, la Pologne, la Lettonie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie sur la création d'un *Comité international du Bois* (comité permanent international de la production, de l'industrie et du commerce du bois). Ce C. I. B. auquel toute organisation nationale représentant la totalité des intérêts nationaux du bois peut adhérer, siège à Vienne. Il cherche à organiser des associations centrales dans chaque pays. Il a un rôle d'informations (statistiques)⁵; il a élaboré la technique des ententes entre producteurs et consommateurs : prescriptions uniformes sur le classement; liste des prix minima; formulaire de contrat; limitation des quotes parts à défaut de contingents. Il représente $4/5$ des exportations de bois

5. Il est bien certain que pour limiter en connaissance de cause soit la production, soit l'exportation, il faut connaître les quantités qui excèdent les besoins des pays importateurs.

feuillus, mais 1/3 seulement des conifères. La France y a adhéré. Grâce à l'activité du Comité, un accord entre l'Autriche, la Roumanie, la Tchécoslovaquie sur les importations hongroises a été conclu en janvier 1934 ainsi qu'un accord (février-mai) entre l'Autriche, la Yougoslavie, la Roumanie et l'U. R. S. S. sur le marché italien (stabilisation des prix) et enfin un accord (mars) entre l'Autriche et la France.

Le point délicat était d'amener à une entente internationale les pays du Nord et l'U. R. S. S. Ce dernier pays, la Finlande et la Suède sont en pourparlers depuis le début de 1931. Mais ils ne sont pas parvenus à surmonter les obstacles tenant à leur condition particulière. La C. M. E. a constaté principalement dans la résolution préparée par le sous-comité du bois que la documentation statistique nécessaire sur la production et le commerce du bois faisait défaut. La S. D. N. s'est chargée de l'examen de ce problème. La C. M. E. a également demandé que l'on tînt compte dans ces ententes des intérêts des pays importateurs; elle a ajourné son action en constatant que des pourparlers avaient lieu au sujet des bois tendres de sciage. Un gentlemen's agreement a été conclu en décembre 1933 à Berlin, entre la plupart des pays exportateurs, pour empêcher l'augmentation des exportations des bois tendres de sciage au cours de l'année 1934. La réunion tenue à Vienne en octobre 1934 pour fixer les quantités à exporter en 1935 ne semble pas avoir eu de résultats.

Propagande. — Le C. I. B. a entrepris une action méthodique pour développer la consommation du bois : construction, mobilier, chauffage.

SECTION III. — LE LIÈGE.

226. Par suite de la concurrence qu'à l'abri de leur change déprécié, les industries de transformation des pays non producteurs de liège soutenaient avec succès contre les pays transformateurs et producteurs à la fois, l'idée

d'une politique commune à ces derniers pays germa bientôt. En 1925, on dressa les plans d'une *Union latine des producteurs de liège* (Algérie, Portugal, Espagne, France, Italie) pour faire appliquer un droit uniforme de sortie sur les lièges bruts, et organiser en même temps une propagande collective. Nous ne croyons pas qu'il ait été donné suite à ce projet.

D'autre part, le commerce du liège et de ses produits est actuellement contrôlé par quelques importantes firmes internationales,

CHAPITRE VII

LES TEXTILES

SECTION I. — TEXTILES D'ORIGINE ANIMALE.

§ 1. — *La laine.*

227. Les cinq gros pays exportateurs de laine sont l'Argentine, l'Uruguay, l'Union Sud-Africaine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Pays relativement peu peuplés et peu industrialisés. ils exportent la majeure partie de leur production (soit en 1929, 870.000 tonnes sur une production mondiale de 1.645.000. Les autres pays ne représentent qu'un dixième des exportations). On conçoit facilement l'importance que les facilités d'exportation et les prix de la laine représentent pour ces pays.

a) *La crise.* — La guerre a complètement bouleversé les courants commerciaux qui, prenant la laine dans les pays que nous venons d'énumérer, l'apportaient aux Etats-Unis et aux Etats industriels de l'Europe occidentale dont la production pourtant forte ne peut fournir assez de matière première à leurs industries textiles. Grâce à l'action de la British Australian Wool Realisation, la diminution de la demande des Etats en guerre n'aboutit qu'à un accroissement des stocks sans baisse des prix.

La guerre terminée, l'activité industrielle reprit et une très forte demande s'ensuivit. Les prix montèrent rapidement, la production ainsi stimulée s'accrut dans de fortes proportions. Malgré un arrêt passager dans la hausse des prix en 1925, ceux-ci se maintinrent à des niveaux très élevés jusqu'en 1928. La stagnation de l'industrie jointe à l'abondance des offres détermina à partir de cette date

une chute rapide des cours. Les variations que l'on peut discerner dans cette chute sont dues soit à une reprise momentanée de l'activité industrielle, soit à la diminution de la production. De 45 d. la lb. à fin 1927, les prix sont tombés à 11 d. en octobre 1930. Au cours de l'année 1931 et jusqu'en juillet 1932, la baisse des cours a continué avec quelques petites périodes de stabilisation. En juillet 1932 la baisse a fait place à la hausse et ce mouvement a continué jusqu'à la fin de l'année grâce à la dépréciation de la £. L'industrie textile en 1933 s'est trouvée en mesure d'absorber la production lainière et de janvier à décembre les cours sont passés de l'indice 58 à l'indice 97. Mais en 1934, la baisse des prix a recommencé, l'industrie étant moins active.

228. b) *Les éleveurs et la crise.* — La très forte amélioration des cours en 1933 a été la conséquence, nous l'avons dit, de la reprise de l'activité industrielle. En corrélation avec cette reprise les stocks ont diminué très sensiblement et ainsi n'exercent plus la même désastreuse influence sur le marché. Mais parallèlement à cette reprise la diminution de la production de la laine (5 ou 10% suivant les estimations) a permis la hausse des prix. Cette diminution est due à la réduction de la population ovine mondiale (des millions d'animaux sont morts) et à la substitution du mouton à viande au mouton à laine. Mais cela s'est fait sous la pression des circonstances : il n'y a pas eu d'intervention des Etats ou des groupements de particuliers, pas de Wool Pool, pas de syndicat de réduction de production. La C. M. E. elle-même n'a envisagé pour la laine que des abaissements de tarifs douaniers.

Ce n'est pas d'ailleurs que les producteurs n'aient pas songé à s'unir pour agir sur le marché. En février 1930, une conférence a réuni à Melbourne les représentants des producteurs lainiers australiens et des courtiers. Elle préconisa comme remèdes à la crise, la prolongation des périodes de vente¹, une *entente avec les autres producteurs*

1. L'organisation des ventes a une influence non négligeable sur les tran-

spécialement l'Union Sud-Africaine et la Nouvelle-Zélande (entre ces trois dominions l'entente aurait été plus facile) et enfin l'obligation pour les courtiers de ne pas vendre au-dessous des prix pratiqués la semaine précédente. Une conférence des producteurs sud-africains réunie vers la même époque au Cap adoptait des conclusions analogues. Ces projets d'entente n'ont pas eu de suite, mais rien ne dit qu'ils ne se réaliseront pas un jour. Les consommateurs actuels sont de plus menacés par les projets d'industrialisation des producteurs, et de toutes façons par le quasi-monopole d'approvisionnement qu'ils détiennent.

229. c) Fédération lainière internationale. — A la suite des conférences de Berlin 1925, Turin 1926, Paris et Reichenberg 1927, la Fédération internationale de la Laine était créée à Paris en 1928. Elle réunit les industriels de la laine d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Etats-Unis, de France, de Hollande, d'Italie, de Tchécoslovaquie. Elle a tenu depuis, les conférences de Bradford 1929, de Liège et Verviers 1930; de Bâle 1931; d'Amsterdam 1932; de Budapest 1933 et de Rome 1934. En 1928, M. Tulloch secrétaire de la Fédération a déclaré que, bien qu'elle constituât le groupement du négoce et de l'industrie lainière, les producteurs de laine devraient y être invités, car leurs intérêts sont identiques à ceux des industriels. C'est ainsi qu'à la conférence de Rome assistaient des représentants des grands pays producteurs comme l'Argentine et l'Australie.

Quant aux questions traitées par ces conférences, certaines présentent un égal intérêt pour le producteur et pour l'industriel : ainsi l'établissement de statistiques de la production lainière, le marquage des moutons, le conditionnement (détermination du poids loyal et marchand avec une hydratation normale) et le classement des laines. l'amélioration de l'emballage, l'organisation des ventes.

sactions : la meilleure formule semble être celle de l'Australie, vente aux enchères publiques de lots classés.

Les industriels, clients puissants et organisés, ont ainsi formulé ce qu'ils attendaient de la part des producteurs.

§ 2. — *La soie.*

230. Le cocon du ver à soie fournit sa matière première à l'industrie textile de la soie. Mais si des conditions de main-d'œuvre et de température influent sur l'élevage du ver, ce dernier est étroitement dépendant d'un arbuste : le mûrier. Pour ces diverses raisons quelques pays seulement sont aptes à produire de la soie brute en grande quantité. Voici pour 1932 les principaux producteurs de cocons (en milliers de tonnes) le Japon : 174; l'Italie : 29,7; la Syrie : 3; la Bulgarie : 1,2; la France : 1,1; les autres : 2. Après avoir augmenté dans l'après-guerre, la production baisse depuis plusieurs années. En effet la chute des prix due à la crise et à la concurrence de la soie artificielle a été brusque et profonde : au cours de l'année 1930, les prix de la soie grège sont passés de l'indice 27 à l'indice 14. Les plus gros exportateurs sont le Japon et la Chine² à eux deux 85% des exportations mondiales³.

La Fédération internationale de la Soie, fédération d'industriels européens a toutefois étudié au cours de ses congrès le moyen d'augmenter la production européenne. Elle s'est inquiétée de la concurrence des produits soyeux japonais et des moyens d'égaliser les conditions de production entre pays européens et pays asiatiques, ainsi que d'assurer par des contingentements la protection de la production européenne. Mais c'est surtout par le centre de documentation qu'elle constitue, et par certains travaux technique sur l'amélioration de la qualité, les conditions de la soie, la classification des produits, etc., qu'elle est utile aux sériciculteurs. En ce qui concerne l'action internationale

2. En raison des estimations diverses auxquelles sa production a donné lieu, nous n'en avons pas donné le chiffre.

3. En raison de l'importance de l'élevage du ver à soie dans les ressources des paysans nippons, le Japon a pris des mesures de valorisation en faveur des cocons.

rappelons ce que nous avons dit au n° 111bis sur la protection de la soie contre la viscose.

SECTION II. — TEXTILES D'ORIGINE VÉGÉTALE.

§ 1. — *Le lin et les textiles secondaires.*

231. Les pays tropicaux renferment de nombreux végétaux dont il est possible de se servir comme textiles, le *raphia* (produit d'un palmier) dont la production est concentrée à Madagascar (5.000 t. en 1932), le *sisal* (Mexique, Indes Néerlandaises, Tanganika, Kenya) dont les exportations avoisinaient (1926) 200.000 tonnes; et qui sert dans la sparterie, la confection des cordages, ficelles grossières, etc. Son emploi est en partie fonction de l'abondance des récoltes (moissonneuses-lieuses); celui du *jute* (Indes anglaises) varie suivant l'activité des échanges commerciaux, car on en fabrique principalement des sacs et des balles; aussi depuis 1929 les prix se sont-ils effondrés, en même temps que les exportations passaient de 857.000 tonnes à 495.000 (1932). N'oublions pas la *ramie*, ni le *chanvre* de Manille dont la production s'est développée aux Philippines depuis la guerre, en raison de la baisse de la production européenne de chanvre.

232. En effet la Russie n'exportant plus après la guerre, les autres producteurs avaient cherché à étendre leurs cultures. Mais depuis, l'U. R. S. S. a repris ses exportations. La même évolution a eu lieu en ce qui concerne le *lin*. La Russie avant guerre produisait 67% du chanvre et 85% du lin. On conçoit combien la diminution de ses exportations put affecter les industries textiles des pays de l'Europe occidentale. Mais assez vite la situation se rétablit. La plupart des pays consommateurs de lin en produisent mais insuffisamment. Les principaux exportateurs sont la Pologne, les Pays Baltes et l'U. R. S. S. Une convention russo-lettonne sur le lin (février 1928) se proposait en cen-

tralisant les 2/3 des exportations mondiales entre les mains d'une organisation commerciale, d'exercer une influence décisive sur les prix de ce produit. Nous ignorons si la convention a été appliquée, mais l'U. R. S. S. seule joue dans ce domaine un rôle considérable. Toutefois les prix du lin comme ceux de tous les autres textiles ont subi une baisse par rapport aux niveaux excessifs d'après-guerre.

§ 2. — *Le coton.*

233. Le coton est le plus employé des textiles. Il est constitué par les fibres du cotonnier. Cette plante réclame des conditions spéciales de sol, de température et d'humidité. On la cultive principalement aux Etats-Unis, aux Indes, en Egypte, en Russie, en Chine, etc... Aucun de ces pays n'absorbe la totalité de sa production; c'est entre eux et les centres manufacturiers de l'Europe occidentale ou du Japon que s'effectue le commerce international du coton. Les exportations en 1932, année de crise ont dépassé 32 millions de quintaux.

Après une diminution de la production durant la guerre, de 1919 à 1927, les superficies cultivées et les récoltes ont marqué une progression constante. A la fin de cette période, la production mondiale était supérieure d'un quart à celle d'avant-guerre. En 1929-30, la production était pour le coton américain de 14.716 milliers de balles et de 12.017 pour le coton non américain. Cette augmentation est due à l'accroissement des demandes, aux hauts prix, à la brièveté des crises, à la politique coloniale des Etats européens.

La crise de 1927, due à l'énorme récolte de la campagne précédente fit tomber les cours à un niveau assez bas où ils se stabilisèrent. Mais le marasme de l'industrie devait empêcher la situation de se rétablir. En 1930 les stocks dépassent 11 millions de balles (juin 1926 : 7,7); les prix sont tombés de 50 % par rapport à la période 1924-29. En 1931, la baisse continue : de l'indice 34 à l'indice 20,5. Mais au cours de l'année 1932, la tendance se remet à la

hausse, sous l'influence de la spéculation, de la politique de crédit et de restriction des grands exportateurs, et de la mauvaise récolte des Etats-Unis. Depuis, la situation s'est encore améliorée, mais est loin d'être satisfaisante. Elle dépend, d'ailleurs étroitement de l'activité industrielle et d'autre part l'avenir recèle, comme nous le verrons, de graves menaces contre les exportateurs actuels de coton.

234. a) *L'action nationale pour la production du coton.*

— Pendant de longues années, et aujourd'hui encore, pour une très forte part, les industries européennes ont dépendu de la production des Etats-Unis. Dans le but d'assurer leur approvisionnement, certains Etats ont cherché à créer principalement aux colonies, des champs de coton. Car les Etats-Unis disposant d'un quasi-monopole, pouvaient s'en servir pour agir sur les prix, ou même songer à faire consommer par leur propre industrie textile, la majeure partie de leur production de coton. A cette raison d'indépendance industrielle, les mêmes Etats joignaient des soucis d'ordre militaire, (fulmi-coton) et colonial (mise en valeur des colonies).

Angleterre. — La British Cotton Growing Association depuis 1904, devenue en 1921 l'Empire Cotton Growing Association a étendu son activité à la fois scientifique et pratique à l'Egypte, aux Indes mais surtout au Soudan, à l'Ouganda, à la Nigeria, au Nyassaland, etc...

France. — L'association cotonnière coloniale depuis 1903 favorise la culture du coton en A. O. F., au Maroc, en Algérie, au Levant. La production des colonies françaises en 1913, était de 714 t.; en 1929, elle atteignait 12.000 t.; l'Association compte qu'en 1950, le tiers environ de la consommation française sera fournie par ses colonies, soit 110.000 tonnes approximativement.

U. R. S. S. — Dirigée par le trust du coton de l'Asie centrale, la production russe, grâce à l'irrigation de déserts où les autres conditions désirables étaient réunies, augmente d'une façon continue, ainsi que le rendement. De gros progrès ont été faits pour la standardisation du pro-

duit. L'ancien Turkestan russe, c'est-à-dire l'Uzbekistan, le Turkmenistan, le Tadjikistan et le Kasakstan, deviendra vraisemblablement un nouveau *cotton belt*.

235. *b) La fédération internationale cotonnière.* — La fédération internationale des filateurs et fabricants de coton a été créée en 1904 à Zurich. Au début du *xx^e* siècle en effet, l'insuffisance croissante de la production par rapport à la consommation, l'énorme pourcentage de production dont les Etats-Unis disposaient (67%), les fluctuations des cours avaient déterminé les industriels à s'unir pour veiller sur leurs intérêts communs. Pour accroître la production, améliorer la qualité, obtenir des produits répondant aux exigences de l'industrie, elle réunit, en dehors de ses propres congrès, des conférences avec les planteurs de coton : à Atlanta, en 1907, avec les planteurs des Etats-Unis; à Alexandrie, Le Caire en 1913 et 1927, avec les Egyptiens; à Rio-de-Janeiro, en 1923, avec les Brésiliens, elle a étudié les problèmes techniques de la production (plantations nouvelles, méthodes scientifiques, etc...) et du commerce (prix, standardisation). Sa propagande pour le développement de la culture du coton à un prix de revient raisonnable, s'est exercée principalement, par l'envoi de missions spéciales aux Indes avant guerre, au Brésil et dans le Soudan égyptien, en Colombie (1926). Pour ne pas doubler l'action des gouvernements européens sur leurs colonies, elle a entrepris l'étude au point de vue de la culture du coton de certains Etats de l'Amérique du Sud. On peut dire que cette action a été couronnée de succès : tant par les hauts prix que par la propagande habile de la Fédération près des cultivateurs et près des gouvernements, l'industrie cotonnière n'a plus souffert d'une insuffisance de matière première. Toutefois les 21 pays que réunit la Fédération ont compris qu'une production abondante ne pouvait se concilier avec des ventes au-dessous des prix de revient; en raison de la crise, il semble donc que la Fédération ait suspendu ses efforts pour le développement de la production cotonnière. Le marasme de l'indus-

trie aurait d'ailleurs rendu superflue toute nouvelle récolte. Le XVI^e congrès de la Fédération (Prague 1933) ne s'est occupé que de certaines questions commerciales, (fourbavage en soie et en classe, humidité).

236. c) La restriction de la production. — Elle n'a été réalisée jusqu'ici que sur le *plan national*.

Egypte. — Dès 1921, pour exécuter une convention passée à Memphis (E.-U.) entre les principaux Etats producteurs de coton, le gouvernement égyptien limitait la superficie cultivable en coton à 1/3 de chaque propriété individuelle. En même temps et jusqu'en 1925, il poursuivait une campagne d'achat, mais il devait bientôt se limiter à faire des avances aux petits cultivateurs. A partir de 1930, la politique d'achat et de restriction reprend (réduction de 30 % de l'acréage pour le sakellaridis, produit de luxe, et de 25 % pour les autres espèces). L'année 1933 a vu le retour à la liberté.

Etats-Unis. — La politique du Federal Farm Board a évolué au cours de l'année 1931 entre la destruction d'un tiers de la récolte et le maintien des stocks hors du marché, l'interdiction de la culture du coton en 1932, l'achat d'une grande partie de la récolte des cultivateurs qui s'engageraient à ne pas faire de coton pendant un an... Depuis, le gouvernement a acheté les stocks, garanti un prix minimum et fait labourer 1/4 des champs ensemencés (été 1933). En mai 1934, le Bankhead Bill s'est proposé de ramener les stocks à un niveau raisonnable et de fixer les prix à 15 cents la lb. Les surfaces ensemencées ne dépasseront pas 12.150.000 acres et la production, 10 millions de balles. Une indemnité de 75 millions de dollars sera versée aux cultivateurs proportionnellement à cette restriction. Mais lors du contrôle de la récolte au décortilage, un impôt de 50 à 75 % *ad valorem* sera perçu sur les fermiers qui auront dépassé leurs quotes-parts (sauf sur les 6 premières balles de 500 lb)⁴. Il faut signaler que la consommation

4. Cette disposition a une très grande importance : il y a plus de 2 millions de planteurs, nègres pour la plupart, qui sont inaptes à toute autre culture que celle du coton.

du coton américain dans le monde a diminué et qu'il se heurte maintenant à une forte concurrence (prix et qualité).

L'Inde par ses accords avec le Japon est l'un des pays qui souffrent le moins de la crise cotonnière.

237. Difficultés et tentatives d'action internationale. — Les mesures que nous venons de résumer ont eu pour résultat secondaire de favoriser les concurrents des Etats-Unis et par là même de démontrer la supériorité d'une entente internationale. Pendant longtemps, on a considéré celle-ci comme impossible : chaque pays produisait certaines longueurs de fibres et avait ses acheteurs particuliers. Aujourd'hui la concurrence s'est faite plus âpre et l'on a cherché à prendre les clients d'autres producteurs en leur offrant sensiblement les mêmes produits. D'autre part les politiques nationales contradictoires ont besoin d'être coordonnées dans un plan d'ensemble, pour que l'on ne détruise plus de coton aux Etats-Unis, alors que l'on s'efforce d'en créer à grands frais de nouveaux champs au Soudan ou en Asie centrale.

Les quelques tentatives d'entente remontent à 1931. Awad Bey demanda au XV^e congrès international d'agriculture de convoquer une conférence des représentants de la production cotonnière pour s'entendre sur les mesures propres à ajuster la production à la consommation (séparément pour le coton à longue fibre et le coton à courte fibre). En octobre aux Etats-Unis, il fut question d'une conférence entre les producteurs américains, égyptiens et hindous : grâce au produit d'une taxe à l'exportation, tant que les cours ne seraient pas assez hauts, on achèterait et on détruirait les excédents. Hoover aurait voulu réunir en plus des producteurs cités, ceux du Turkestan, de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et du Congo belge. Les pourparlers préliminaires n'aboutirent pas et en novembre, le projet de conférence était abandonné. Depuis chacun a essayé de résoudre la crise par ses propres moyens. La C. M. E. n'a pas abordé la question du coton.

CHAPITRE VIII

PRODUITS TROPICAUX

238. Au cours des chapitres précédents, nous avons été amenés à étudier un certain nombre de produits tropicaux il ne sera donc question ici ni du riz, ni du sucre de canne, ni du coton, etc. Nous nous occuperons principalement du café, du cacao et du thé. et en second lieu du caoutchouc. Mais avant d'aborder l'étude de ces importants produits, il nous semble utile de nous reporter à ceux qui donnèrent lieu il y a plusieurs siècles aux premières mesures de valorisation : nous voulons parler des épices et de la politique de destruction ou de blocage pratiquée par les compagnies coloniales pour obtenir des prix rémunérateurs. Aujourd'hui le poivre (Indes britanniques et néerlandaises, Malaisie, Indochine), ne donne plus lieu qu'à des exportations de faible importance : 25.000 tonnes environ. La vanille dont Madagascar fournit les 3/4 (avec les autres établissements français de l'Océanie) doit répondre à une demande annuelle de 8.000 quintaux seulement et subit la concurrence redoutable de la vanilline. Pour le poivre et la vanille comme pour les autres épices, les mesures à prendre dépendent de quelques gouvernements coloniaux, et il ne semble pas qu'il y ait lieu de conclure un accord international sur ces produits.

SECTION I. — CAFÉ.

239. Le café ne se cultive que dans la zone tropicale et subtropicale. Il est par contre consommé dans le monde

entier. Les exportations en 1932 se montaient à plus de 14 millions de quintaux. Le plus gros producteur et exportateur est le Brésil. Parmi les autres citons la Colombie, les Indes néerlandaises, le Salvador, le Vénézuéla, Haïti et le Guatemala. Nous renvoyons au livre de M. Fauchère pour les conditions techniques de la production et du commerce du café. Notons cependant qu'à une forte récolte succède une plus faible et ainsi de suite : en 1931-32, 35,8 millions de sacs; en 1932-33, 24,5 et en 1933-34, 36,4.

240. a) La politique brésilienne du café. — Cette politique nous intéresse ici à deux points de vue : le Brésil produit à lui seul plus des trois quarts du café mondial, et étant un Etat à forme fédérative, il faut le consentement des divers Etats pour entreprendre une action commune; il y a donc là comme un embryon d'action internationale.

C'est une longue histoire que nous ne pouvons songer à condenser en quelques lignes. Cette politique a d'ailleurs fait déjà l'objet de nombreuses études (voir la bibliographie). Elle n'a pas toujours été soutenue par le gouvernement fédéral et la plupart du temps, l'Etat de Sao-Paulo en a seul fait les frais. Elle a débuté en 1905, s'est poursuivie avec la seconde valorisation (1918) et la troisième (1921). En 1922 commence la défense permanente du café, à l'aide en premier lieu d'un organisme fédéral, puis à la fin de 1924 de l'Institut pauliste de défense du café. En 1927, les autres Etats producteurs se joignent à Sao-Paulo. Mais à la suite de difficultés financières et de la Révolution de 1930 au Brésil, la direction absolue des opérations passe au Conseil national du café, remplacé lui-même dans des circonstances identiques par le Département national du café en février 1933. On peut dire qu'au cours de cette expérience de 30 ans, il n'y a pas de mesures que le Brésil n'ait essayées pour venir en aide aux producteurs de café; destructions, stockage, réglementation des exportations et de l'entrée du café aux ports d'exportation, dévaluation du milreis, impôts sur les nouvelles plantations et pour financer tout cela en dehors des surtaxes à

l'exportation et des impôts divers, emprunts considérables à l'étranger; enfin organisation de la propagande.

Le 25 février 1906 était signé le Convenio de Taubate entre Sao Paulo, Rio-de-Janeiro, Minas-Geraes. Ce convenio n'a été mis en application que de la part de Sao-Paulo, et c'est sans contredit cet Etat qui jusqu'à ces dernières années assumait la charge de la défense du café. C'est qu'en effet à considérer les exportations brésiliennes de café, le port de Santos occupe la première place (plus de 10 millions de sacs en 1933 alors qu'à eux deux Rio et Victoria n'en exportaient que 4,5 environ). L'action de Sao-Paulo seul enleva une bonne partie de leur efficacité aux mesures édictées, et d'autre part quand la politique du café fut devenue chose véritablement nationale, on ne tint pas suffisamment compte des possibilités de production des autres planteurs; de sorte que, alors que le Brésil s'efforçait de restreindre sa production et son exportation les autres producteurs augmentaient les leurs et profitaient sans faire aucun sacrifice, des hauts prix maintenus par la politique brésilienne.

L'assainissement de la situation au Brésil ces temps derniers ne doit pas faire illusion, et nous pouvons conclure avec M. Regray¹ : « On recueillera l'acceptation de la part des producteurs et des consommateurs, d'accords inévitables, mais que la politique précédente du Brésil a empêché jusqu'ici de conclure, parce qu'elle a laissé le monde dans la conviction que le problème du café étant uniquement brésilien, c'était au Brésil à le résoudre, alors que c'est *un problème mondial à la solution duquel tous les producteurs et les consommateurs doivent participer.* »

241. b) Le problème mondial et les tentatives de solution.

— Le problème mondial peut se résumer ainsi : en face d'une consommation stationnaire, ou dont tout au moins le développement est arrêté par la crise, l'abolition de la

1. L. Regray : *Brésil. Café* 1934, p. 256. C'est nous qui soulignons les derniers mots.

prohibition aux Etats-Unis, l'usage d'autres boissons et des succédanés du café (chicorée, malt), existe une production croissante que les efforts d'un seul pays si grand producteur soit-il, ne peuvent maintenir au niveau de la consommation : une action concertée entre les intéressés est nécessaire.

Congrès du Café. Séville, 1929. — A ce congrès tenu entre importateurs européens et exportateurs (sauf Brésil), l'Espagne proposa la création d'un Office international du café pour étudier les problèmes de la production du transport et de la consommation du café, tenir les statistiques nécessaires, organiser la propagande en faveur du café, réunir les congrès suivants. Le Real Orden du 27 février 1930, n° 113 créait en principe cet office à Madrid, mais la plupart des Etats refusèrent d'y participer; seuls la Belgique et le Vénézuéla donnèrent leur adhésion. A la même époque un Coffee Board était établi à Londres par les principaux pays producteurs pour développer la consommation en Grande-Bretagne. Mais l'aggravation de la situation (en deux ans les prix baissèrent au minimum de 50%) devaient amener les Etats producteurs à envisager d'autres remèdes.

2^e Congrès du café. Sao-Paulo 1931. — Les divergences de vues des divers Etats et l'absence de quelques producteurs ne permirent pas encore d'aboutir. Les pourparlers continuèrent et à la C. M. E. l'on se trouva en mesure de présenter un plan (brésilien) de coordination de la production et de la vente du café. La Conférence n'adopta pas le plan, mais jugea qu'une action internationale concertée pouvait être tentée pour le café, que les études devaient se poursuivre ainsi que les négociations, qu'en tout cas chaque Etat exportateur devait s'efforcer de réglementer sa production et son offre, et agir pour augmenter la consommation.

242. Proposition brésilienne. — Les producteurs (exportateurs ou non) se seraient engagés à ne pas encourager la production du café, et à interdire pour trois ans la réorga-

nisation des plantations de café, ainsi que la création de nouvelles plantations. Les exportateurs se seraient entendus pour ajuster leurs offres à la demande mondiale. Les producteurs non exportateurs se seraient engagés à ne pas exporter durant la convention; les non-producteurs à ne pas stimuler l'introduction de cette culture sur leur territoire et ses dépendances. Une vaste action entre tous les pays aurait été entreprise pour abolir les restrictions et les prohibitions à l'importation, stabiliser les tarifs douaniers, mettre le café sur un pied d'égalité avec ses succédanés par l'unification des taxes intérieures ou des droits d'entrée. Il nous a semblé utile de donner un aperçu du projet brésilien auquel vraisemblablement la future convention (si elle est conclue un jour) ressemblera d'assez près.

SECTION II. — LE CACAO.

243. a) *La situation et les tentatives d'avant-guerre.* — En 1911, la baisse des prix et le désir légitime des producteurs de s'assurer une rémunération convenable firent naître l'idée d'une entente internationale entre le Brésil (3 Etats) l'Equateur et le Portugal (San Thome, Principe). Les mesures proposées à Paris, à Lisbonne, à Rio, à Guyaquil et à Bahia de juin à octobre 1911 et qui concernent spécialement le stockage dans les ports, la fixation des prix et les moyens de se procurer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce plan n'offrent plus le même caractère d'originalité qu'à l'époque. Notons cependant que les promoteurs de cette entente avaient vu nettement la nécessité du groupement préalable des intéressés (producteurs et commissionnaires) de chaque nation : le comité international prévu devait se composer des représentants de ces groupements nationaux. Après quelques essais de réalisation, le plan fut définitivement abandonné en janvier 1912 : le Portugal se désintéressait de la question, l'Angleterre lui achetant à prix fort la récolte de San Thome et de Principe. La hausse des prix rendait bientôt inutile toute nouvelle tentative.

244. *b) Le développement de la production.* — En 20 ans nous allons assister non seulement à un développement considérable de la production, mais surtout à la création de nouveaux centres de production, de sorte que les tentatives de restriction des seuls Etats déjà nommés et qui avant guerre détenaient une sorte de monopole du cacao seront vouées à l'échec le plus complet.

De 1910 à 1932, la production de fèves de cacao est passée au Brésil de 29,158 tonnes à 97.500; en Equateur de 36.305 à 15.668 et à San Thome de 36.148 à 10.500. Dans le même temps la Côte de l'Or est passée de 23.000 tonnes à 231.791; la Nigeria de 3.000 à 68.834; la Côte d'Ivoire de 114 à 25.776. En bref, la production de 220.000 tonnes a atteint 565.000 tonnes et l'Amérique du Sud sans cesser cependant de produire une part importante de ce total s'est vu supplanter comme principal producteur par l'Afrique Occidentale.

Prix. — Mais les prix après avoir subi de nombreuses fluctuations marquaient depuis 1927 une tendance constante à la baisse et en juin 1933 le prix mondial était moins de la moitié de celui d'avant-guerre. L'explication en est assez simple : nous avons vu l'augmentation considérable de la production; la consommation mondiale (Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, France), a suivi une marche ascendante parallèle, mais sans absorber ni toutes les quantités produites, ni toutes les quantités importées, de sorte qu'en 1932-33 les stocks étaient de 160.000 tonnes supérieurs à ceux de 1926. Cette production inconsidérée et cette faiblesse des prix amenaient les intéressés à envisager les possibilités d'une action internationale concertée.

245. *c) Les projets d'entente internationale. Conférence internationale du cacao, Bruxelles (sept. 1932).* — Cette conférence, à laquelle 20 nations ont participé, a étudié les possibilités de créer un fonds international pour accroître la consommation dans le monde et subventionner les recherches scientifiques en vue d'améliorer les méthodes de culture du cacaoyer.

C. M. E. Sous-Comité du Cacao (Voir aussi n° 91). — Divers projets lui furent présentés, notamment celui de la Trinidad sur la mise en commun des stocks et leur maintien hors du marché pour stabiliser les prix. Mais la divergence d'opinions des principaux producteurs ne permit par d'aboutir cette fois-là. On se borna à recommander de nouvelles études de la situation et à souhaiter la convocation éventuelle d'une «réunion qualifiée pour l'étude de l'organisation de la production et du commerce international du cacao brut ».

La situation en 1934. — Au cours de l'année, divers plans de restriction ont été envisagés. L'opposition de la France et des colonies africaines en général, pour lesquelles le cacao constitue un important revenu, a fait abandonner semble-t-il l'idée d'une restriction de la production. Mais par contre la fixation d'un prix minimum, le contrôle des stocks, la restriction des exportations par des droits de douane dans les pays producteurs, enfin la création d'un pool pour le financement des stocks et à la rigueur pour leur destruction seront envisagés au cours d'une conférence internationale prévue pour le mois de novembre à Londres; (cette conférence a été ajournée). La situation statistique est assez mauvaise pour qu'au prix de quelques sacrifices les divers producteurs réussissent à s'entendre : production croissante, consommation stationnaire (fin de la prohibition aux Etats-Unis) stocks de plus en plus élevés.

SECTION III. — LE THÉ.

246. *a) Production et commerce.* — Le plus fort producteur, la Chine, ne compte que pour un huitième dans les exportations mondiales, le Japon et Formose pour un trentième, Ces pays consomment la plus grande partie du thé qu'ils produisent. Par contre les Indes anglaises, Ceylan et les Indes néerlandaises exportent la quasi-totalité de leur production soit (1932) 796 millions de lb ou 88% environ des exportations mondiales. Le plus gros importateur est la Grande-Bretagne qui avec l'Irlande

absorbe 55% des exportations. Viennent ensuite les Dominions britanniques, les Etats-Unis, l'U. R. S. S. et la Hollande. Dans la plupart des autres pays européens, la consommation est très faible ce qui permet d'attendre de bons résultats d'une propagande habilement faite. Cet accroissement de la consommation pourrait remédier en partie à la crise du thé.

247. Crise du thé. — Des trois exportateurs principaux l'Inde britannique est le plus gros : 40% des exportations mondiales; Ceylan exporte 27%, les Indes néerlandaises 18% (dont Java les 9/12). Ce sont ces trois pays que la crise du thé a particulièrement touchés et ce sont eux qui ont essayé particulièrement d'y porter remède. Examinons-en brièvement les causes. L'augmentation de la capacité de production a été trop rapide. Jusqu'en 1929 les exportations ont été continuellement croissantes. Mais cette augmentation de la quantité s'est faite aux dépens de la qualité : la surproduction est surtout de thé inférieur (on ne peut en employer plus de 35% dans les mélanges). Les prix de ces qualités inférieures ont commencé à baisser à partir de 1927 tandis que les cours du thé de qualité supérieure se sont maintenus jusqu'en 1930. La production reste supérieure à la consommation et toute hausse inconsiderée des prix, étant donné le potentiel de production des pays de l'Extrême-Orient, aurait pour conséquence un nouvel accroissement des surfaces cultivées, et au bout de 5 à 8 ans, délai nécessaire à la mise en rapport d'une plantation, une surproduction que la consommation d'alors, en lui maintenant son taux normal d'augmentation, ne parviendrait certes pas à absorber. Le danger des stocks est moindre en ce qui concerne le thé que pour d'autres denrées : ils s'abîment rapidement; ils atteignaient quand même en 1930 pour les quantités connues un total de 288 millions de lb., ce qui représente environ un tiers de la consommation annuelle des pays importateurs.

248. b) Restrictions de la production — Les planteurs de l'Inde procédèrent seuls en 1920-21 à une réduction de la

production. Mais ce n'est qu'en 1929, en présence de difficultés beaucoup plus sérieuses, que les planteurs britanniques et néerlandais songèrent sur l'invitation de l' « Indian Tea Association » à restreindre d'un commun accord leur production. Il est à noter que les producteurs hollandais qui répugnent généralement à ce genre d'intervention comme nous le verrons à propos du caoutchouc, adhèrent sans tergiversations à cette entente : ils y avaient tout intérêt, Java produisant surtout des qualités inférieures. L'accord signé au début de 1930, entre Ceylan, les Indes britanniques et les Indes Néerlandaises prévoyait une diminution volontaire de la production dans les trois pays et par suite une réduction des exportations. L'effort très réel des producteurs européens se heurta à l'accroissement de la production indigène aux Indes Néerlandaises et à la diminution de la consommation de sorte que les stocks restèrent sensiblement au même niveau. L'accord ne put être renouvelé pour 1931.

249. Accord de 1933 — A la fin de 1932 les négociations reprirent entre l' « Indian Tea Association », le « South Indian Association » le « Ceylon Association » et les représentants des producteurs de Java et de Sumatra. Le traitement préférentiel accordé par la Grande-Bretagne au thé provenant de l'Empire Britannique avait fortement contribué à l'adhésion des producteurs néerlandais. Plus de 90% des planteurs des pays précipités donnèrent leur assentiment au projet de restriction. En conséquence les gouvernements ont pris les mesures nécessaires à la mise en vigueur du plan établi par les intéressés. Voici en quoi il consiste : les exportations seront limitées pour chaque pays à un contingent déterminé pour 1933 sur la base d'une réduction de 15% par rapport au maximum des exportations de l'une quelconque des années 1929, 1930, 1931; et pour les 4 années suivantes sur la base d'une réduction fixée par le Comité International du Thé. Pour 1933 les contingents ont donc été fixés à (en millions de lbs.) 325 pour les Indes, 213 pour Ceylan, 123 pour Java et 22,5

pour Sumatra. Les prix ont monté et même doublé depuis l'application du plan : aussi la réduction a-t-elle été fixée à 12 1/2 % au lieu de 15 pour 1934 mais à partir d'avril 1935 elle sera de 17 1/2 %.

Comité international du thé — Constitué en octobre 1933, il siège à Londres et comprend pour les Indes Britanniques le président et trois membres, pour les Indes Néerlandaises quatre membres. Il a la haute direction sur le plan : en dehors de sa mission de fixation des contingents, il remplit un rôle de propagande pour le thé.

Restriction de la production — Sauf dans certains cas bien délimités et sans que l'on puisse alors dépasser 0,5% de la superficie totale des plantations actuelles de thé, il sera défendu d'étendre ces dernières ou d'en créer de nouvelles. L'exportation des semences de thé sera interdite. Ces mesures visent seulement à empêcher l'accroissement de la production, et non à la réduire. C'est que, nous l'avons déjà dit, la difficulté de conservation des stocks, et le fait qu'une feuille de thé non cueillie perd toute valeur au bout de quelques jours, empêchent l'accumulation de trop grandes réserves. Limitation des exportations revient donc à limitation de la production : devant l'impossibilité de vendre ou de conserver l'excédent de leurs récoltes, les producteurs seront amenés à réduire les superficies cultivées. Mais il faut que les autres pays exportateurs adhèrent au plan de restriction, afin que cet accord international n'ait pas pour effet de déplacer les centres de production au détriment de ceux qui s'efforcent de rationaliser la production et la vente de ce produit.

250. c) *Le mathé* — Entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine a été conclu (Buenos-Aires, janvier 1932) un accord satisfaisant pour les trois pays au sujet du mathé. L'Argentine en importe 75.000 tonnes environ que lui fournissent le Brésil et le Paraguay. L'entente a eu pour but de rétablir la situation, à la suite de mesures fiscales édictées par l'Argentine.

SECTION IV. — TABAC. OPIUM. QUININE.

251. a) Tabac — On cultive le tabac aussi bien sous les climats tempérés que sous des climats tropicaux. Sa culture s'étend des E. U. à l'U. R. S. S. et des Indes à Cuba et à l'Amérique du Sud. Nous ne nous occuperons ici² que des tabacs d'Orient. C'est sur l'initiative de la C. E. U. E. qu'un comité spécial étudia en octobre 1931 l'aide que les autres pays pouvaient apporter à la Bulgarie et à la Grèce (achat par les monopoles, réduction des tarifs douaniers ou fiscaux). Un an plus tard la Conférence de Stresa, constatant que la situation s'était aggravée, préconisait les mêmes remèdes. En mars 1933 le comité du tabac reprenait ses recommandations, demandait qu'on augmentât la proportion des tabacs d'Orient dans les mélanges, et qu'on encourageât les efforts nationaux entrepris dans les pays producteurs pour mieux organiser le commerce des tabacs.

Office Interbalkanique des Tabacs — C'est qu'en effet les pays producteurs soit la Grèce (43%), la Turquie (34%), la Bulgarie (15%) et la Yougoslavie (8%) avaient compris assez vite qu'ils devaient attendre leur salut d'eux-mêmes, et constatant l'inanité des mesures nationales, les trois premiers, après de sérieuses études sur la question³, signaient le 24 mai 1932 à Istamboul un accord créant l'Office Interbalkanique des tabacs. Cet accord a été conclu pour supprimer la désastreuse concurrence de ces trois pays, stabiliser les prix en proportionnant les offres aux demandes et en gardant les stocks en réserve, mener en commun la propagande en faveur des tabacs d'Orient et la recherche des nouveaux débouchés.

252. b) Opium. — Il y a longtemps que la question de l'opium a, pour des raisons d'hygiène, attiré l'attention de

2. Sans oublier les différentes ententes (trusts, syndicats) qui constituent l'organisation internationale de l'industrie des tabacs.

3. Voir particulièrement le projet d'Averoff, *Union douanière balkanique* p. 263.

la S. D. N. et il a été à plusieurs reprises question d'une limitation de la culture du pavot. Mais cette limitation, ou cette suppression se heurte à de graves difficultés sociales, économiques et financières. On le cultive toujours en Chine au Yunnan malgré les lois qui l'interdisent totalement. Pour la Perse dont le quart des exportations est constitué par l'opium, la culture du pavot a un intérêt national, et si elle consent à y substituer d'autres cultures, c'est en proclamant que l'aide financière des autres Etats lui sera nécessaire. Quant à la Turquie et la Yougoslavie, leur situation est si grave par suite de la crise, de la baisse des prix et du contrôle plus strict, et malgré la réduction des champs de pavot, qu'elles ont conclu en 1933 un accord pour diriger en commun la vente de leur production. La Commission de l'opium a suggéré, mais sans succès, une réunion de la Perse, de la Yougoslavie et de la Turquie pour conclure un accord sur la limitation de la production⁴.

Coca.— Une action du même genre a été envisagée à la suite de l'assemblée de 1931 pour la culture et la récolte de la feuille de coca (Bolivie, Japon, Java, Pérou). Signalons seulement ici que la culture à Java n'est permise qu'à ceux qui disposent d'un permis d'importation dans un pays étranger.

253. c) Quinine.— De la Cordillère des Andes et de Ceylan, le quasi-monopole de la production de la quinine est passé aux mains des Indes Néerlandaises vers l'année 1900 : elles détiennent aujourd'hui 90 % de la production mondiale. Cette situation n'a pas été sans inquiéter les autres Etats dans leur lutte contre la malaria. A moins d'entreprendre chez eux pour des raisons politiques et sociales la culture « impériale » du chinchona, ils sont obligés de s'adresser aux fabriques hollandaises et d'accepter les prix du Kina-Bureau. En effet depuis 1913 la production et les prix tant de l'écorce de chinchona que de la quinine sont

4. La Convention de 1925 (contrôle du commerce), et celle de 1931 (limitation de la fabrication) qu'appliquent une cinquantaine d'Etats, apportent une limitation indirecte à la production.

réglés par le Kina-Overeenkomst ou convention du quinquina passée entre les producteurs et les fabricants et dont le mécanisme a été perfectionné en 1918 et 1923. Certains Etats ont protesté jusqu'auprès de la S. D. N. contre cette fixation des prix, mais sans résultat jusqu'ici, la convention du quinquina ne tendant pas à assurer des bénéfices exagérés aux participants, mais à leur permettre de maintenir cette culture. De plus la production couvre largement les besoins de la consommation, et les prix sous l'influence de la crise et des quantités invendues ont baissé de façon appréciable.

CHAPITRE IX

PRODUITS TROPICAUX (suite). CAOUTCHOUC

254. On peut schématiser ainsi l'évolution du caoutchouc de 1910 à 1930 : à une production 9 fois supérieure (94.000 t. en 1910, 821.000 en 1930) correspondent des prix tombés au vingtième de ceux d'avant-guerre (en d. par lb. 105 en 1910, 5 7/8 en 1930 et 2 1/4 en 1932). D'autre part le caoutchouc de forêt (Amazonie) qui en 1910 répondait pour les 5/6 aux besoins de la consommation n'en fournissait plus qu'un trentième en 1930. Les plantations européennes ou indigènes de l'Inde, de Ceylan, de Malaisie et des Indes Néerlandaises sont devenues les fournisseurs du marché mondial. Le brusque développement de cette culture est dû à la demande croissante des industries du cycle et de l'automobile. Les E.-U. sont les principaux acheteurs de caoutchouc : sur les 35 millions d'automobiles en circulation dans le monde au 1^{er} janvier 1930, ils en possédaient plus de 26. La demande est donc concentrée aux E.-U. et dans quelques pays européens seulement. Mais malgré l'énorme progression des besoins, la production a toujours été surabondante, ce qui explique les bas prix et les tentatives faites par les producteurs pour en obtenir de plus élevés.

SECTION I. — DE LA VALORISATION DU BRÉSIL A LA FIN DU PLAN STEVENSON (1910-28)¹.

255. La valorisation tentée au Brésil pour le caoutchouc de forêt de 1910 à 1912, sur le modèle de la valorisation

1. Sur le caoutchouc avant-guerre, voir *Revue économique internationale* 1912, numéro de février.

du café échoua en raison de l'extension des plantations en Extrême-Orient. La guerre terminée, ce fut au tour des nouveaux venus à tenter la valorisation du caoutchouc.

Le plan Stevenson : les préliminaires. — La baisse très sérieuse des prix au cours des années 1915-1922 avait d'abord incité les planteurs à une restriction volontaire de 1918 à 1921, puis vers le milieu de 1921 la Rubber Growers Association à proposer la constitution d'un syndicat des producteurs en vue de fixer les prix du caoutchouc, de régulariser la plantation des terres neuves, de faire enfin tous achats et avances nécessaires sur les récoltes de ses membres. Plus tard, en juin 1922, d'autres propositions (Burger) furent faites sur l'établissement d'un bureau de ventes collectives et le stockage des excédents. Vers la même époque le gouvernement britannique chargeait une commission présidée par Sir J. Stevenson de faire une enquête sur la situation du caoutchouc dans les colonies britanniques et d'indiquer les mesures propres à remédier à la crise. Dans un premier rapport le comité Stevenson proclamait la nécessité d'un plan de restriction *appliqué par tous les grands producteurs*. Cette proposition discutée au cours d'une conférence internationale tenue sous les auspices de l'Association internationale des planteurs de caoutchouc et qui réunissait les intérêts français, belges, anglais, hollandais, américains, etc., demanda à la majorité l'adhésion du gouvernement hollandais au plan Stevenson. Celui-ci refusa bientôt après et dans un second rapport, le comité Stevenson exposait un plan où la participation hollandaise n'était plus prévue. Ce plan a été appliqué à partir de 1924.

Le contenu et l'application du plan Stevenson. — Il avait essentiellement pour but de faire monter les prix, et pour cela il se proposait de diminuer les offres de caoutchouc sur le marché et indirectement la production. Une échelle progressive de droits à l'exportation était prévue pour rendre impossible sans l'interdire formellement l'expédition de quantités supérieures à un contingent déterminé. L'application du plan n'a jamais été parfaite : cependant

la hausse des prix a été obtenue, mais la baisse pour des raisons que nous allons exposer a repris rapidement et le plan a été abandonné en novembre 1928.

SECTION II. — DU PLAN STEVENSON
A L'ACCORD INTERNATIONAL (1934) DU CAOUTCHOUC.

256. a) Les causes de l'échec du plan Stevenson. — La hausse des prix, le boom de 1925 détermina une augmentation rapide de la production. Cela peut paraître étrange puisque la culture de l'hévéa est l'une de celles qui présentent le plus d'aléas et qui demandent un long délai avant de devenir productives. En voici l'explication.

La production indigène. — Les producteurs indigènes cultivent un sixième environ de la totalité des plantations. Mais au lieu de saigner régulièrement l'hévéa cinq ou huit ans après l'avoir planté, et durant tout le temps de la productivité, l'indigène, pour qui le caoutchouc constitue un *money crop* se laisse guider par les prix du marché. Lorsque les cours sont bas, il se désintéresse du caoutchouc et se consacre à d'autres cultures : *riz*, manioc, etc.; s'ils montent il se remet à saigner les hévéas de façon excessive, et cette production inattendue pèse sur le marché. Perdus dans la brousse, les jardins indigènes sont ignorés des autorités officielles et par conséquent incontrôlables.

La production hollandaise. — Nous avons vu que les Hollandais avaient refusé d'adhérer au plan Stevenson. C'était en partie à cause du grand nombre de producteurs indigènes à Sumatra, Java et Bornéo, mais aussi parce que à l'encontre des plantations anglaises mal organisées, nanties d'un outillage médiocre et travaillant à un prix de revient trop élevé, leurs plantations plus jeunes et bien outillées, pouvaient se contenter de prix de vente plus faibles. La hausse des prix eut également pour conséquence l'extension de leurs plantations et un pourcentage plus important dans la fourniture des besoins mondiaux. Mais l'augmentation de la production se fit plus lentement chez

les Européens que chez les indigènes, pour les raisons déjà dites et à cause de la difficulté du recrutement et de la cherté de la main d'œuvre.

La résistance des consommateurs. — Pour répondre au plan Stevenson les Américains ont constitué en 1925 un *pool* d'achat ; les industriels d'Europe et d'Amérique ont fait une guerre acharnée à la restriction ; ils se sont efforcés d'étendre l'emploi du régénéré et même (E.-U.) de constituer des plantations en Extrême-Orient².

257. b) Les tentatives d'accord (1928-1934). — Dès que fut connue l'intention du gouvernement britannique d'abandonner toute restriction des exportations, les planteurs néerlandais se réunirent en mars 1928 à La Haye et proposèrent de constituer avec la participation des planteurs anglais un *bureau de vente commun*. Des difficultés de toutes sortes empêchèrent la réalisation de ce projet.

A partir de 1930 dans de multiples réunions de comités et dans des conférences internationales, on envisagea une action concertée pour porter les prix à un niveau rémunérateur. De l'arrêt de toute saignée en mai 1930, à l'application quatre ans plus tard par les gouvernements des règles posées par l'accord international enfin intervenu, une foule de mesures ont été prises, mais plus nombreux encore furent les projets d'entente élaborés durant cette période à Amsterdam et à Londres, à Singapour comme à Batavia. Restriction privée ou imposée par les gouvernements, action sur les exportations (contingentements, surtaxe) ou sur la production, participation des indigènes à la restriction ou suppression de leurs plantations moyennant compensation, destruction d'une partie des récoltes par immersion : il n'y a guère de moyens qui au cours de ces longs pourparlers n'aient été envisagés. L'un des plans les plus intéressants fut celui dit de la *Verubo*

2. Principalement sous l'impulsion de Hoover, les E.-U. ont refusé de laisser émettre des emprunts destinés à soutenir tant la politique du café au Brésil que la restriction anglaise du caoutchouc.

(*association des producteurs de caoutchouc pour la réglementation de la production*). Il prévoyait, par un système de licence, une réduction de 50% des exportations en prenant pour base le maximum des dernières années et en tenant compte des prévisions de production des superficies déjà plantées. Le pourcentage de réduction primitif serait modifié au cours des cinq années de la durée du plan par une commission internationale. La réglementation ne concernerait que les exportations : l'extension des plantations serait seulement déconseillée et il appartiendrait à chaque gouvernement de fixer sur son territoire une limite de la production.

258. c) Les nouveaux éléments de la production et du commerce et l'évolution des esprits. — La production effective a toujours été inférieure à la production potentielle, mais surtout à partir de 1929 où la production effective commence à baisser pour ne remonter qu'en 1933. Voici en 1.000 tonnes la production mondiale : 863 en 1929 ; 700 en 1932 et 850 en 1933 ; alors que la production potentielle était pour les mêmes années de 929, 1.210 et 1.320 (estimations). Il est donc certain qu'une forte hausse des prix amènerait une exploitation des plantations actuellement fermées.

Prix de revient et prix de vente. — En douze ans les prix revient ont été diminués de 80% : ce qui rend moins sensible la baisse des prix que nous avons signalée précédemment. Les fluctuations des prix de vente ont tenu moins de 1930 à 1933 aux variations de l'activité industrielle qu'à la tournure prise par les pourparlers sur un accord international de restriction ; l'accord paraissait-il en bonne voie de réalisation, les cours montaient ; vendant à meilleur prix, les planteurs étaient moins soucieux de restreindre leur production, et les cours baissaient.

Consommation. — En raison de l'énorme possibilité de production le consommateur reste maître du marché : nous devons signaler que le pourcentage de caoutchouc absorbé par l'industrie des pneus tend à diminuer, alors qu'au contraire les autres utilisations du caoutchouc (chaussures, mo-

leskines, etc.) semblent avoir un développement assuré. Si cette tendance se confirme l'importance relative des principaux pays consommateurs s'en trouvera modifiée.

L'idée de la restriction et les producteurs. — Alors que la plupart du temps seuls les producteurs européens anglais et hollandais, et ces derniers plutôt de mauvaise grâce, avaient participé aux pourparlers en vue d'une restriction concertée, dans les mois précédant l'accord, les producteurs européens d'autres contrées donnèrent leur adhésion aux mesures envisagées et les indigènes eux-mêmes dans une réunion tenue à Batavia en août 1933 émirent un avis favorable : l'acuité de la crise avait emporté les dernières résistances.

SECTION III. — L'ACCORD INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC.

259. Le 28 avril 1934 le plan de restriction de production du caoutchouc était signé à Londres entre les représentants des associations de producteurs ; les gouvernements intéressés approuvaient officiellement, quelques jours après, l'accord intervenu et s'engageaient à prendre les mesures nécessaires à son fonctionnement.

But. — Selon la Rubber Growers Association : « Il a été jugé nécessaire de prendre des mesures pour réglementer la production et les exportations de caoutchouc des pays producteurs de la matière, en vue de la réduction des stocks existants dans le monde à un chiffre normal et de l'adaptation d'une manière ordonnée de l'offre à la demande, ainsi que du maintien d'un niveau de prix équitable et raisonnablement rémunérateur pour les producteurs qualifiés ».

Parties à l'accord. — L'accord englobe les Indes Néerlandaises, le Siam, l'Indochine, les Indes Britanniques, y compris la Birmanie, Ceylan, la Malaisie, Sarawah et les Etats du Nord de Bornéo, c'est-à-dire tous les territoires où la culture du caoutchouc est organisée sur une échelle notable,

La restriction des exportations. — Les contingents de base ont été fixés comme suit : (en milliers de tonnes).

	1934	1935	1936	1937	1938
Malaisie	504	538	569	589	602
Indes Néerl.	352	400	443	467	485
Ceylan	77,5	79	80	81	82,5
Birmanie	5,15	6,75	8	9	9,25
Indes	6,85	8,25	9	9	9,25
Bornéo-Nord	12	13	14	15,5	16,5
Sarawak	24	28	30	31,5	32
Siam	15	15	15	15	15

Le Comité international du caoutchouc où les participants disposeront d'un nombre de voix égal au nombre de milliers de tonnes de leur contingent respectif est chargé de fixer le pourcentage exportable du contingent de base. Il a décidé que les exportations seraient de 100 % en juin et juillet 1934, de 90 pour août et septembre, de 80 pour octobre et novembre, et de 70 en décembre. De même les exportations pour les trois premiers mois de 1935 seront de 75 % des chiffres indiqués. Il n'est pas défendu en principe de compenser dans les mois suivants les exportations trop faibles ou trop fortes d'un mois déterminé.

On a remarqué qu'il n'a pas été question jusqu'ici de *l'Indochine* : c'est qu'elle est soumise à un régime spécial en raison des achats de caoutchouc étranger que la France doit faire. Tant que sa production n'atteindra pas 30.000 tonnes, aucune restriction ne sera appliquée; au-dessus de 30.000 et tant qu'elle ne couvrira pas totalement les besoins de la consommation française, elle subira une restriction de 10 %; ensuite elle rentrera dans l'application intégrale de l'accord.

Restriction de la production. — Les nouvelles plantations sont interdites; le Siam toutefois est autorisé à planter 31.000 acres pendant la durée de la convention. Les plantations à fins expérimentales ne devront pas dépasser 0,25 % des superficies actuellement plantées. Le renouvellement des exploitations n'est permis que pour un cinquième dans chaque entreprise. Enfin l'exportation des

plants d'hévéas est interdite : ainsi on ne favorisera pas l'extension de la culture hors des territoires réglementés. Quant à la *production indigène*, le Gouvernement hollandais s'est engagé, en attendant notamment que le cadastre ait été établi à Sumatra et que l'on puisse assigner à chaque propriétaire un quota de production, à établir une taxe à l'exportation et à retenir les quantités excédentaires, quitte à les détruire ensuite.

Les consommateurs et la consommation. — Les industriels d'Europe et d'Amérique seront appelés à faire connaître leur avis sur les stocks, les exportations etc. On demande aux Gouvernements (sauf Sarawak et Siam) d'établir sur les exportations une taxe spéciale pour la recherche de nouveaux emplois du caoutchouc.

Durée : du 1^{er} juin 1934 au 31 décembre 1938.

260. Appréciation. — Quoique cet accord ne soit en vigueur que depuis quelques mois, on a pu constater que les prix avaient immédiatement monté : ce fut l'effet de la spéculation et non de la restriction. D'ailleurs les cours ne se sont pas maintenus aux niveaux atteints après l'accord. Les promoteurs de l'entente n'avaient d'ailleurs pas l'intention d'obtenir des prix tels que toutes les plantations pussent être exploitées, mais des prix « *raisonnablement rémunérateurs pour les producteurs qualifiés* ».

Au point de vue de son étendue, le plan est presque parfait : les producteurs restés en dehors de l'accord n'ont fourni que 13.000 tonnes en 1933. Le caractère universel de cette entente est encore accentué par la participation souhaitée des industriels du caoutchouc à son fonctionnement. Les quelques critiques qu'on lui a faites concernent l'optimisme dans l'évaluation de la consommation future, l'imprécision des dispositions visant à l'écoulement des stocks et la trop grande liberté de l'International Rubber regulation Committee pour la fixation des contingents exportables.

SECTION IV. — CAMPHRE.

261. Avant de clore cette série de chapitres sur les principaux produits agricoles, nous croyons utile de signaler en quelques mots le cas du camphre, non qu'il ait donné lieu à une entente internationale, mais parce que les hauts prix maintenus par le monopole fiscal du Japon sur le camphre naturel, ont accéléré les recherches sur le camphre synthétique qui est devenu maintenant (dans l'industrie du celluloïd) le redoutable concurrent du produit naturel. La concurrence peut donc venir parfois de l'industrie chimique et annihiler les efforts des producteurs agricoles.

TITRE II

L'action sociale et politique

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION SOCIALE

262. L'organisation de la production et de la vente a pour but en définitive d'assurer une rémunération suffisante au travail agricole. Mais ce travail est pénible, les conditions de la vie à la campagne sont médiocres, et plus proche par la facilité des communications, la ville aux mille attraits appelle le travailleur des champs. L'exode rural est un phénomène déjà ancien, que tous les pays ont subi et subissent encore et qui de ce chef présente en quelque sorte un caractère international. On a cru, après la guerre que l'amour de la terre serait pour le propriétaire un lien assez fort pour maintenir l'ancien ouvrier agricole sur la glèbe : de multiples réformes agraires ont réparti le sol en domaines souvent trop petits, et dont les exploitants n'avaient ni l'expérience, ni les capacités financières nécessaires à la direction d'une entreprise.

Empêcher l'exode rural, c'est à notre époque permettre à l'agriculteur de gagner sa vie (voilà pourquoi nous avons insisté sur le côté économique de la question); en second lieu, en l'absence des profits élevés qui poussent les hommes à effectuer les travaux les plus pénibles, c'est de rendre ce travail moins pénible, tant par l'organisation méthodique de la production agricole¹, que par l'emploi généralisé de la mécanoculture.

1. Nous adoptons ici l'expression substituée par M. Augé-Laribé à celle d'organisation scientifique du travail agricole.

263. Mais « le peu d'importance relative des exploitations agricoles éloigne les agriculteurs des recherches techniques; l'absence de profit personnel à attendre de leurs découvertes achève de les écarter² ». C'est pourquoi nous avons insisté (n° 74) sur les recherches que diverses institutions internationales et l'I. M. C. en particulier ont entreprises pour améliorer l'outillage agricole. Le machinisme en agriculture n'en est qu'à ses débuts et l'on a pu dire que l'essence serait pour l'agriculture ce que la vapeur a été pour l'industrie. L'importance de cette transformation au point de vue social est considérable. « Si l'économie de main-d'œuvre réalisée grâce aux machines et aux méthodes nouvelles, doit avoir pour conséquence de réduire la durée normale du travail dans l'industrie à 5 journées de 8 heures, il est permis de se demander si dans une ère de mécanoculture, l'agriculture doit avoir une durée de travail plus longue. Si l'enfant du travailleur industriel est libéré du travail et peut ainsi jouir sainement d'une période de développement physique et d'une éducation désirable au point de vue social pour l'exercice de sa profession, comme pour celui de ses devoirs de citoyen, il est tout aussi important que l'enfant des campagnes bénéficie de conditions de vie similaires. Et pour la villageoise et la famille en général, il est tout aussi désirable économiquement et socialement qu'elles aient le temps et la possibilité de jouir des loisirs et des produits perfectionnés que les méthodes de production moderne mettent à la disposition de l'ensemble des consommateurs³ ».

SECTION I. — L'AMÉLIORATION DU SORT DE L'OUVRIER AGRICOLE.

264. *Bul.* — Ce que le machinisme permettra peut-être de réaliser un jour, les lois sociales peuvent l'imposer dès

2. *Economie internationale*, oct. 1930, p. 344, A. Henry.

3. *Revue internationale du travail*, mars 1931, p. 376, Matthaei : « Développement de la mécanoculture ».

aujourd'hui. L'ouvrier industriel a conquis peu à peu une vie plus sûre et plus rémunératrice, tandis que le sort de l'ouvrier agricole ne s'améliorait qu'imparfaitement. Et sans doute, on a maintes fois insisté sur la difficulté d'imposer quelque réglementation que ce soit au travail agricole, sur les journées de travail inégales, les travaux multiples, les conditions de vie différentes. Tout cela revient seulement à dire que la réglementation du travail agricole ne peut être la même que celle du travail industriel. « Il faut se rendre compte que l'ouvrier agricole ou industriel n'est pas seulement un producteur de travail, mais qu'il est *un homme ayant droit à une vie personnelle* et quelles que soient les difficultés techniques à surmonter, il est indispensable de lui rendre cette vie en adoptant une sage réglementation de son travail⁴ ».

L'action internationale. — Cette amélioration du sort de l'ouvrier agricole devrait être, semble-t-il le fait de chaque Etat et non d'un organisme international comme le B. I. T. Cependant pour justifier sa compétence, le B. I. T. a mis en avant plusieurs arguments dont l'un, élimination de la concurrence internationale basée sur des conditions de travail inférieures, a pris depuis le début de la crise une particulière importance. L'unification souhaitable du niveau de vie entre les divers pays ne doit pas se faire sur la base du régime le plus mauvais, mais d'après les conditions les meilleures et les salaires les plus élevés ou pour mieux dire de ceux qui correspondent le mieux à la justice sociale. C'est là une tâche écrasante : nous allons voir que les résultats obtenus jusqu'ici sont assez médiocres ; nous ne pouvons d'ailleurs nous en étonner : parmi toutes les difficultés que cette action a rencontrées (nos 53 et 85) la première n'était-elle pas l'absence d'une documentation complète sur les questions agricoles ?

265. a) Durée du travail. — La consécration internationale du principe de la journée de 8 heures pour les ouvriers

4. R. Picard cité par Chateau : *Compétence de l'O. I. T. en matière de travail agricole*, p. 99.

de l'industrie (1^{re} conférence internationale du travail, Washington, 1919) a été le point de départ d'une longue et jusqu'ici infructueuse campagne pour assurer les mêmes avantages aux ouvriers agricoles. Cette question était inscrite à l'ordre du jour de la conférence de 1921, mais devant l'hostilité déclarée de certains, l'inopportunité de la discussion et l'absence de renseignements suffisants (n^{os} 53 s.), elle n'y fut pas maintenue : elle n'a pas été depuis inscrite au programme des conférences ultérieures. Mais les ouvriers agricoles, et les ouvriers industriels par solidarité de classe, n'ont cessé de réclamer la réglementation internationale de la durée du travail agricole. Ils reconnaissent d'ailleurs que les conditions atmosphériques et climatériques spéciales aux différents pays, qui par exemple rendent très courte la période de végétation active dans les pays septentrionaux, s'opposent à une application rigide de la journée de 8 heures. Ce qu'il faudrait ce serait l'institution d'une journée moyenne de 8 heures, compensation s'opérant entre les journées plus longues d'été et celles plus courtes d'hiver : la durée du travail ne devrait toutefois pas dépasser 9 heures par jour sauf en cas de phénomènes naturels imprévus et de circonstances exceptionnelles pouvant causer à l'exploitation de graves pertes. A la suite de l'intervention du groupe ouvrier de la Conférence préparatoire tripartite sur la réduction de la durée du travail (janvier 1933), le Conseil a chargé le B. I. T. de préparer un rapport technique sur les heures de travail dans l'agriculture. Il ne faut pas se dissimuler toutes les difficultés qui s'opposent à la réalisation de cette réglementation : ce n'est pas cependant, comme en témoignent diverses législations nationales, pure chimère. Quant au bénéfice que l'on devrait attendre de cette mesure, il semble certain pour l'amélioration du sort du travailleur et la lutte contre l'exode rural, mais beaucoup plus aléatoire comme moyen de lutte contre le chômage et la crise économique : il ne faut pas oublier, en effet, que la Fédération internationale des travailleurs de la terre présentait en 1921 l'institution de la journée de

8 heures en agriculture comme devant rendre plus productifs les efforts des travailleurs et porter la production agricole à son maximum.

266. b) *Les conditions de travail.* — La question de la fixation d'un *salaire* minimum a été soulevée, mais sans résultat. Toutefois les ouvriers agricoles ont constamment protesté contre les salaires trop faibles qui leur étaient imposés et prévoyant que par suite de la crise, on allait encore les baisser, ils ont déclaré (F. I. T. T. juillet 1931, Stockholm) que la part revenant au propriétaire devait être réduite et qu'une part de plus en plus grande du rendement de la main-d'œuvre devait profiter à ceux qui effectuent en réalité le travail. Quant au moyen d'obtenir de bonnes conditions de travail, ils le voient dans l'institution de contrats collectifs (enquête du B. I. T. à ce sujet). Si, sur l'ensemble des points examinés jusqu'ici l'entente à l'intérieur de chaque nation et à plus forte raison l'accord entre les nations sont loin d'être établis, quelques résultats ont pu être obtenus sur les questions dont nous allons maintenant entreprendre l'étude.

267. *Logement.* — Une recommandation de la III^e Conférence internationale du travail demande à chaque Etat de réglementer les conditions de logement et de couchage des ouvriers agricoles en tenant compte de ses conditions spéciales, climatériques ou autres et en s'inspirant des principes suivants : pièces pouvant être chauffées; non-utilisation pour le couchage des étables, écuries et hangars; lits individuels; locaux distincts suivant les sexes; possibilité des soins de propreté; dispositions spéciales pour les enfants, dans les locaux occupés par des familles. Cette réglementation ne s'appliquerait qu'aux locaux fournis par les employeurs. Une dizaine d'Etats ont adopté des dispositions à ce sujet. Les ouvriers agricoles que cette recommandation satisfaisait au début, comprenant par la suite quel moyen de pression le logement dans des locaux lui appartenant constituait pour le patron, ont demandé

qu'il fût interdit de les expulser, ou mieux encore que le patron n'eût pas le droit de loger ses ouvriers chez lui. Il faudrait alors que chaque ouvrier possédât une habitation. Or il existe un mouvement international dont le but peut se résumer en la devise : « A chacun son coin de terre; à chacun son foyer. » *L'Office international du coin de terre et des jardins ouvriers* (Congrès, Luxembourg 1927, Essen, 1929, Bruxelles, 1931) qui réunit une vingtaine de nations a consacré son action à la création de jardins ouvriers et à l'octroi aux travailleurs de crédits à long terme dans ce but par les pouvoirs publics ou des organisations privées. Son action est limitée au retour à la terre (sous cette forme modeste) des ouvriers industriels; elle s'exercerait utilement dans des temps plus favorables à l'égard de l'ouvrier agricole qui, doté d'une maisonnette et d'un coin de champ pourrait mener plus facilement une vie personnelle.

268. Assurances. — Il n'est pas suffisant d'assurer au travailleur un niveau de vie correspondant à son travail; il faut encore lui permettre de vivre lorsqu'il ne peut pas travailler (accidents, maladies, invalidité, vieillesse). Les assurances sociales qui répondent à cette nécessité ont été instituées dans un but de justice, mais elles pèsent lourdement sur les conditions de production et c'est une chose que l'on ne doit pas oublier en les appliquant : ceci nous fait saisir une fois de plus l'extrême enchevêtrement des phénomènes sociaux et économiques.

Protection contre les accidents. — « Tout membre de l'O. I. T. ratifiant la présente convention s'engage à étendre à tous les salariés agricoles le bénéfice des lois et règlements ayant pour objet d'indemniser les victimes d'accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail. » Ainsi dispose la *convention sur la réparation des accidents du travail en agriculture* qui, adoptée à la troisième C. I. T. (1921), est entrée en vigueur en 1923 et a été ratifiée par 19 nations⁵. Une recommandation adoptée en 1929 précise

5. Pour cette convention et les suivantes, le nombre des ratifications est celui enregistré au 1^{er} juillet 1934. On trouvera dans le premier numéro de

comment la prévention des accidents du travail peut être organisée (recherche des causes et des circonstances, étude de chaque industrie à ce point de vue particulier; collaboration des patrons, des ouvriers et de l'Etat; mesures législatives appropriées; action des sociétés d'assurance). Cette recommandation s'applique également à l'agriculture où la prévention des accidents est tout aussi nécessaire que dans les établissements industriels, mais où l'on doit tenir compte des conditions spéciales de travail.

269. Assurances sociales. — En 1921 la recommandation de la C. I. T. demandait seulement à chaque Etat d'étendre aux salariés de l'agriculture le bénéfice de ses lois et règlements sur les assurances maladie, invalidité ou vieillesse, dans des conditions équivalentes à celles qui sont faites aux travailleurs de l'industrie et du commerce. Malgré le peu d'empressement des Etats à appliquer cette recommandation, la conférence de 1927 adoptait un projet de *convention sur l'assurance maladie des travailleurs agricoles*. Cette convention ratifiée aujourd'hui par 11 Etats établit les conditions minima auxquelles devrait répondre dès son origine tout système d'assurance-maladie. L'assurance sera obligatoire; elle s'appliquera aux ouvriers, employés et apprentis des entreprises agricoles: certaines exceptions sont prévues en raison du caractère temporaire, irrégulier ou accessoire de l'emploi, du taux ou des modalités du salaire, de l'âge des travailleurs, du lieu (travail à domicile) où l'emploi est exercé, du degré de parenté entre l'employeur et ses employés; d'avantages équivalents prévus par les lois et les règlements ou par un statut spécial à l'égard de certaines personnes. « L'assuré, incapable de travailler par suite de l'état anormal de sa santé physique ou mentale a droit à une indemnité en espèces au moins pendant les vingt-six premières semaines d'incapacité à compter du premier jour indemnisé » (art. 3). L'assistance médicale, c'est-à-dire le traitement par un médecin dûment

chaque mois des Informations sociales le tableau détaillé des ratifications et de l'application des conventions.

qualifié ainsi que la fourniture de médicaments et de moyens thérapeutiques de qualité et de quantité suffisantes lui sera accordée, avec ou sans participation aux frais, pendant la même durée au moins. On conseille de laisser la gestion de l'assurance-maladie à des institutions autonomes sans but lucratif et contrôlées par l'Etat. Les assurés et leurs employeurs doivent participer à la constitution des ressources de l'assurance-maladie. Une recommandation adoptée à la même session expose les principes généraux de cette sorte d'assurance, éclairant ainsi le sens et la portée des dispositions de la convention. Les trois conventions adoptées en 1933 reprennent un certain nombre des règles que nous venons d'exposer : aussi nous n'insisterons pas autant à leur sujet.

Assurance - vieillesse, assurance - invalidité, assurance-décès. — Tout membre de l'O. I. T. qui ratifie les dites conventions s'engage à instituer ou à maintenir : 1° une assurance-vieillesse obligatoire; 2° une assurance-invalidité obligatoire; 3° une assurance-décès obligatoire dans des conditions au moins équivalentes à celles prévues par ces conventions. En dehors de certaines⁵ exceptions ces assurances s'appliqueront aux ouvriers, employés et apprentis des entreprises agricoles ainsi qu'aux domestiques au service personnel d'employeurs agricoles.

La première convention dispose (art. 4) que l'assuré aura droit à une pension de vieillesse à un âge fixé par la législation nationale mais au plus tard à 65 ans.

La seconde convention dispose (art. 4) que l'assuré aura droit en principe « à une pension d'invalidité lorsqu'il sera atteint d'une incapacité générale de gain le mettant hors d'état de se procurer par son travail une rémunération appréciable. »

Par la troisième convention, un droit à pension est reconnu en faveur de la veuve non remariée, (la pension peut être réservée aux veuves invalides ou ayant dépassé un certain âge), et des orphelins de l'assuré ou pensionné tant qu'ils n'auront pas 14 ans au minimum.

c) *Protection de la femme et de l'enfant* — Certains travaux

sont trop pénibles pour être effectués par les femmes ou les enfants. Il a été question de limiter le poids des fardeaux. Mais les réglementations adoptées jusqu'ici ne sont en somme qu'indirectes : elles ne concernent que certaines situations, certaines heures, certains âges.

270. Femmes — Une recommandation (1921) formule les mesures à prendre pour assurer « aux femmes salariées employées dans les entreprises agricoles une protection avant et après l'accouchement semblable à la protection accordée par la C. I. T. de Washington aux femmes employées dans l'industrie et le commerce » : c'est-à-dire le droit à une période d'absence avant et après l'accouchement (6 semaines avant et 6 après), et à une indemnité pendant la même période à l'aide des fonds publics ou d'un système d'assurance, ainsi qu'aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme et ensuite si elle allaite son enfant à deux repos d'une demi-heure pour lui permettre l'allaitement. Une seconde recommandation (1921) a pour but d'assurer aux femmes salariées employées dans les entreprises agricoles « une période de repos conforme aux exigences de leur constitution physique et ne comprenant pas moins de 9 heures, si possible consécutives⁶ ».

271. Enfants — Une convention (1921) entrée en vigueur en 1923 et ratifiée aujourd'hui par 17 Etats, interdit aux enfants de moins de 14 ans de travailler dans les entreprises agricoles durant les heures de classe. Cependant sans nuire à l'assiduité scolaire, en dehors des périodes (8 mois au moins par an) ou des heures de classe, dans un but de formation professionnelle, les enfants pourront être employés à des travaux agricoles légers (moisson). Les travaux effectués dans les écoles techniques seront exempts de cette interdiction. En vue d'assurer aux enfants et aux jeunes gens une période de repos conforme aux exigences de leur constitution physique, et qui soit de 10 heures consécu-

6. Pour l'application de ces recommandations, voir *Réglementation du travail féminin*, B. I. T. 1931, série I, n° 2 des Etudes et documents.

tives pour les enfants âgés de moins de 14 ans, et de 9 heures consécutives pour les jeunes gens de 14 à 18 ans la C. I. T. de 1921 recommande aux Etats de réglementer le travail de nuit des catégories de travailleurs ci-dessus définies dans les entreprises agricoles. En 1929 les législations de 13 Etats étaient conformes et des mesures étaient proposées dans 15 autres Etats.

Une autre recommandation, celle sur le développement de l'enseignement technique agricole intéresse particulièrement les jeunes travailleurs. (Voir *infra*.)

272. d) Droit d'association et de coalition — Les conditions de travail qu'isolé, un travailleur ne peut obtenir, en groupe et au besoin par la menace de grève, il pourra se les assurer. Cependant pendant longtemps le droit d'association et de coalition a été refusé au travailleur agricole : car, disait-on, l'on craignait en le lui accordant de compromettre la production des denrées alimentaires. Depuis 1921 date à laquelle a été adoptée une convention ratifiée à ce jour par 27 pays et disposant que toutes les personnes occupées dans l'agriculture auront les mêmes droits d'association et de coalition que les travailleurs de l'industrie, et que toute disposition législative ou autre ayant pour effet de restreindre ces droits à l'égard des travailleurs agricoles sera abrogée, il ne semble pas que cette crainte se soit réalisée : il est vrai que les ouvriers agricoles prétendent que malgré les ratifications l'application de cette convention est fort imparfaite.

273. e) Recrutement des travailleurs et chômage — La question des *bureaux de placement* a donné lieu depuis 15 ans à de nombreuses discussions. Mais alors qu'au début il s'agissait de créer des bureaux de placement gratuits et de supprimer les bureaux payants (voir convention et recommandation sur le chômage, Washington 1919, qui s'appliquent dans leurs principes aux travailleurs agricoles) il ne s'agit plus en 1933 que de faire passer du domaine des recommandations dans celui des conventions la suppres-

sion des bureaux payants. Une trentaine d'Etats ont en effet institué des bureaux publics gratuits; ils n'ont plus qu'à les adapter au recrutement des travailleurs agricoles. Par contre une convention générale a été adoptée sur la suppression des bureaux de placement payants à fin lucrative dans un délai de 3 années. On laisse subsister, sous conditions d'autorisation, de contrôle et de réglementation de leur activité les « bureaux de placement à fin non lucrative, c'est-à-dire les services de placement des sociétés... qui tout en ne poursuivant pas un profit matériel, perçoivent de l'employeur ou des travailleurs, pour les dits services, un droit d'entrée, une cotisation ou une rémunération quelconque. »

274. Emigration — Malgré leur importance nous n'accorderons aux questions d'émigration que peu de place : c'est qu'en dehors de conventions bilatérales, l'émigration des travailleurs agricoles n'a pas fait l'objet d'une réglementation internationale spéciale. Dans chaque pays les intérêts des patrons et des ouvriers sont le plus souvent opposés et l'on est encore loin de l'adoption de mesures internationales qui, sans cependant porter atteinte à la liberté et aux intérêts des émigrants, permettraient un contrôle des conditions d'emploi de ces travailleurs et faciliteraient les échanges des renseignements pratiques indispensables sur l'offre et la demande de main-d'œuvre agricole. L'émigration d'ailleurs en raison du chômage et des mesures restrictives a beaucoup diminué.

275. Chômage : moyens généraux d'y remédier — Voici les mesures énumérées par la recommandation de 1921 concernant les moyens de prévention contre le chômage en agriculture et entre lesquelles les gouvernements sont invités à choisir en tenant compte de leurs conditions économiques et agricoles particulières : adoption de méthodes techniques modernes en vue de la culture des terres en friche et de l'amélioration du rendement, colonisation intérieure, facilités de transport pour les chômeurs, dévelop-

pement des industries annexes et des travaux supplémentaires, formation entre ouvriers agricoles de coopératives de production. La question des allocations en nature aux chômeurs a fait l'objet de discussions, mais sans réalisation dans le plan international.

Assurance-chômage — Réclamée depuis longtemps par les ouvriers, vue sans grande sympathie par les groupements patronaux, l'institution de l'assurance-chômage n'est pas encore réalisée. Cette question qui sommeillait depuis 1919 est revenue à l'ordre du jour de la C. I. T. en 1934 et une convention internationale prévoyant des indemnités et des allocations aux chômeurs involontaires a été adoptée, mais elle ne concerne pas l'agriculture. Aussi la Conférence a-t-elle chargé le B. I. T. d'entreprendre une enquête en vue de l'adoption éventuelle d'une convention sur la prévention du chômage et l'assistance aux chômeurs agricoles.

SECTION II. — AMÉLIORATION DE LA VIE A LA CAMPAGNE (N° 65).

276. Si intéressante que soit l'amélioration du sort des ouvriers agricoles, comme ils ne forment qu'une partie assez faible de la population rurale, il est évident que l'action sociale ne saurait se limiter à eux. De fait, au cours des discussions dont nous venons d'exposer les résultats, il a été maintes fois question des conditions de vie des petits agriculteurs, propriétaires, fermiers et métayers. On conçoit sans peine les inconvénients qu'il y aurait à rendre obligatoire pour eux des dispositions analogues à celles appliquées aux ouvriers agricoles. Le meilleur moyen d'améliorer leur vie, c'est d'améliorer les conditions de la vie à la campagne. Nous étudierons les efforts internationaux qui s'y rapportent en les groupant autour de 4 institutions ou manifestations internationales : 1° Conférence européenne d'hygiène rurale; 2° Commission internationale de l'embellissement de la vie rurale; 3° Office international d'enseignement agricole; 4° Secréariat international agricole féminin.

a) *Conférence européenne d'Hygiène rurale.* — Il a déjà été question (n° 267) du logement des ouvriers agricoles : mais la plupart du temps ils ne font que partager les conditions de logement et de couchage habituelles de la population rurale. Si l'on détruit les taudis dans les villes, ce n'est pas en les laissant subsister dans les campagnes que l'on arrêtera l'exode rural. Cette question a été examinée par la 3^e Commission de la Conférence européenne de l'hygiène rurale réunie à Genève du 29 juin au 7 juillet 1931 (S. D. N., B. I. T., I. I. A., 23 nations européennes et à titre de documentation 8 extra-européennes). Cette Conférence fut préparée très soigneusement par des réunions préliminaires à Genève et à Budapest; elle n'a formulé cependant que des recommandations sans arriver à émettre des prescriptions obligatoires. Sa troisième commission chargée de l'étude de *l'assainissement* a mis en lumière les progrès accomplis par la technique dans le domaine des constructions rurales au point de vue sanitaire, les améliorations à réaliser en ce qui concerne l'évacuation des eaux et matières usées, les fosses à fumier, la lutte contre les insectes ailés, l'alimentation en eau; elle a souligné enfin les résultats hygiéniques des travaux de bonification exécutés à des fins agricoles. Quant aux moyens de réalisation, la Conférence les voit dans l'éducation de la population rurale; une fois le désir d'hygiène ancré dans l'esprit paysan, l'application ne dépendra plus que des conditions économiques ou de la législation.

277. La première commission avait étudié le problème de *l'assistance médicale* : il faut entendre par là l'organisation de services médicaux capables de préserver la santé en dépistant et en traitant les maladies dans leur premier stade (visites préventives, moyens d'action suffisants). Pour réaliser cette assistance la Conférence recommande aux gouvernements de fonder un hôpital pour 20 à 30.000 habitants, avec deux lits par millier d'habitants; d'autre part il devrait y avoir un médecin pour 1.000 à 2.000 habitants. Ces mesures ne sont pas pratiquement applicables

en raison du caractère de gratuité qui serait le leur dans la plupart des cas. Mais en considérant que, particulièrement pour les femmes et les enfants en bas âge, la mortalité est plus grande à la campagne qu'à la ville, on doit s'efforcer de se conformer le plus possible aux mesures idéales proposées.

L'organisation des services d'hygiène dans les districts ruraux (2^e Commission) ne peut être la même dans tous les pays. Elle devrait comporter un ensemble de centres de santé primaires et secondaires, ceux-là confiés à des médecins pratiquants en raison de la difficulté économique d'entretenir à cet échelon des fonctionnaires sanitaires *full time*, ceux-ci ayant un personnel spécial, un champ d'action plus vaste et une activité complémentaire de celle des centres primaires, mais tous ayant pour but l'amélioration de la santé et du bien-être de la population d'un district rural. Du programme de travail que la Conférence leur a tracé, nous extrayons les points suivants : lutte contre les maladies infectieuses et les maladies dites sociales; protection de la maternité et de l'enfance y compris l'hygiène scolaire; l'hygiène du lait et des denrées alimentaires; la surveillance de la salubrité des établissements hospitaliers. Pour réaliser ces recommandations comme celles des autres commissions, on a insisté tout au long de la conférence sur la nécessité de ne négliger aucune aide qualifiée publique ou privée; on a de plus demandé qu'une suite fût donnée aux études entreprises en vue de la convocation d'une seconde conférence en 1936.

278. b) Commission internationale d'embellissement de la vie rurale. — Si comme nous venons de le voir l'amélioration de l'hygiène rurale est nécessaire, le travail agricole n'en constitue pas moins une occupation saine et en plein air. D'autre part on a affirmé, et non sans preuves, que les villes, foyers de civilisation, étaient les fours crématoires de la force des peuples. Ce n'est pas la proximité de l'hôpital et du médecin qui attire le paysan à la ville; ce sont les gains plus élevés, tout l'ensemble de commodités et de

jouissances qu'il croit réservé à la population urbaine. Plus que son corps, ce sont ses forces morales et intellectuelles qui sont affaiblies.

La Commission internationale pour l'embellissement de la vie rurale dont le siège est à Louvain a été fondée en 1925⁷. Elle a organisé des journées d'études ou des congrès internationaux à Bruxelles en 1925 et 1926, à East-Lansing (Etats-Unis) en 1927, à Luxembourg et Berne (1928), à Budapest en 1929, à Liège en 1930 et à Prague en 1931. Un Congrès est prévu pour 1935. Son but est d'encourager *l'amélioration des conditions de la vie à la campagne* par l'échange d'informations, l'affiliation et l'encouragement des associations et des bureaux qui se proposent le même objet. Une vingtaine de pays y sont représentés. Chaque pays ne dispose que d'une voix. Les cotisations et les dons prévus par les statuts ne peuvent fournir à la Commission d'importantes ressources, mais il n'est point besoin de sommes considérables pour constituer un centre international de documentation et de coordination entre les commissions nationales. Laissant à ces dernières l'action proprement dite, elle se contente d'examiner les divers points de son vaste programme d'études : foyer rural (style, ameublement, ornementation), cultures ornementales et florales; récréations, agréments et vie sociale, art rural et régional, musique, théâtre, sport; éducation familiale, instruction professionnelle (procédés et méthodes de travail); santé, hygiène, charité, vie spirituelle et religieuse à la campagne; administration et organisation rurales, transports, moyens de communication et services publics (électricité); ainsi que les moyens de le réaliser, notamment par la formation des dirigeants de la vie rurale.

Ce mouvement qui, on le voit, ne néglige aucun facteur a comme but original, dans sa lutte contre l'exode rural de faire disparaître la sensation d'isolement du paysan et de fortifier en lui la joie de vivre. On a parlé de la beauté

7. Depuis 1919 aux E.-U. et au Canada l'American Country Life Association exerçait son activité. Voir aussi n° 71.

originale préexistante de la vie rurale mais il ne suffit pas que quelque chose soit beau, il faut encore que cette beauté soit appréciée et pour cela mise en valeur. Par exemple, au lieu de réduire le logis à la simple fonction d'abri nécessaire, ne serait-il pas utile d'essayer d'en faire un « home » ? Ne voit-on pas l'agrément d'une maison propre, claire, bien aérée, ensoleillée et à l'aspect riant ? Si cela exige l'eau l'électricité et des améliorations qui peuvent être coûteuses, pour commencer cette transformation, il suffit de quelques fleurs aux fenêtres, d'un coup de pinceau aux volets et à la porte.

279. Ce n'est que par l'évolution de l'esprit du paysan que cette transformation s'opérera : c'est en grande partie affaire d'éducation. La T. S. F. constitue tant pour cette éducation que pour l'utilisation des loisirs un utile auxiliaire : le cinéma aussi. *L'Unienpor* (Union internationale pour l'enseignement des populations rurales par des projections lumineuses scientifiques) a été créée en Belgique en 1927 avec le patronage de la commission internationale pour l'embellissement de la vie rurale. Composée de sections correspondant aux parties du monde et de sous-sections nationales, elle a principalement pour but l'échange de documents pour projections lumineuses instructives et scientifiques sur l'agriculture en général, les sciences naturelles, l'ethnographie, le folklore, les sites et les monuments historiques de la campagne. De plus une conférence internationale sur l'enseignement et la propagande au moyen du cinéma s'est réunie à Rome en octobre 1932 sous les auspices de *l'Institut international du cinématographe éducatif*.

280. c) *Office international d'enseignement agricole.* — On a pu se rendre compte du rôle de l'éducation et de l'enseignement dans la vie rurale par l'appel constant que nous avons noté en faveur de leur développement. Ce ne semble guère cependant être un domaine propice à l'action internationale. A vrai dire les nombreuses institutions qui

s'en sont occupées, *Union universelle des Fédérations pédagogiques*, *Fédération internationale de l'enseignement ménager*, *Association internationale pour l'éducation familiale* (Voir aussi nos 70 et 71) se sont limitées à l'étude de certaines questions. La *commission internationale d'Enseignement agricole* qui, fondée après les Congrès de Paris 1900, et Liège 1905, groupait 30 pays, avait pour fonction principale de réunir des Congrès internationaux (Liège et Anvers 1930, Rome 1932). Un cinquième Congrès est prévu pour Buenos-Ayres en 1935. En 1933, à la suite d'une entente entre la commission et la F. I. T. A. a été créé à Rome sous les auspices de l'I. I. A. et du B. I. T. un *Office international d'Enseignement agricole* qui a pour but de resserrer les liens entre les administrations de l'Etat et les institutions d'enseignement agricole des différents pays.

La formation d'une terminologie stable, l'unification de l'enseignement sont les premiers buts d'une collaboration internationale. Quant au reste : développement et perfectionnement de l'enseignement agricole (moyens financiers, écoles primaires et supérieures, conférences postsecondaires et cours d'hiver, enseignement aux militaires, stages, consultations individuelles, etc.), les institutions citées *supra* doivent se borner à en recommander l'application aux divers gouvernements.

281. Enseignement professionnel agricole. — L'O. I. T. en 1921 a recommandé à ses membres de « s'efforcer de développer l'enseignement professionnel agricole et de mettre en particulier les salariés agricoles en mesure de bénéficier de cet enseignement dans les mêmes conditions que toutes les autres personnes employées dans l'agriculture ». Une vingtaine de pays ont accepté cette recommandation et une dizaine d'autres étaient disposés (1929) à l'appliquer⁸. Cet enseignement est naturellement intéres-

8. Voir : « *L'enseignement professionnel agricole* », B. I. T., 1929, Etudes et documents, Série K, n° 9.

sant pour les jeunes travailleurs salariés, puisqu'il leur permet d'accéder par leur compétence aux échelons supérieures de leur profession. Mais à un autre point de vue, il intéresse tous les exploitants agricoles. L'on s'efforce en effet d'adapter l'enseignement aux circonstances et depuis la crise qui a mis en évidence les besoins de l'agriculture en tant qu'entreprise commerciale, les résolutions de nombreux congrès ont insisté sur la nécessité d'étudier le côté économique de la production avec autant de soin qu'on en a étudié le côté physique. L'étude une fois faite, il faudra en vulgariser, (chaires ambulantes), les résultats dans la population rurale, notamment ceux sur le prix de revient et la comptabilité, l'organisation de la vente et la coopération.

282. Presse agricole. — Parmi les moyens de diffusion des connaissances agricoles, nous avons parlé de la radio et du cinéma, mais le plus important est la Presse. Sur l'initiative de la F. I. T. A. il a été question de créer une Association internationale de la Presse agricole et des réunions dans ce but ont eu lieu à Rome, Paris, Gand et Berlin en 1932-33.

283. d) Secrétariat international agricole féminin. — Il ne faut pas sous-estimer le rôle de la femme dans la vie rurale. Auxiliaire de l'homme pour les travaux agricoles, c'est sur elle que retombe tout le poids des tâches familiales. Plus faible que l'homme, elle a plus que lui besoin de protection : dans le plan international, la plupart des institutions signalées sous la lettre c, le B. I. T. (n° 270), la Conférence européenne d'hygiène rurale et les Congrès internationaux d'agriculture ont étudié ces questions et cherché par la rationalisation de l'économie domestique et rurale à rendre moins pénible le travail de la femme et surtout à permettre à celle-ci de consacrer plus de temps à son foyer, à ses enfants et à son propre perfectionnement intellectuel et moral.

284. Commission internationale des cercles de fermières. — Elle siège depuis 1913 à Bruxelles et a pour objet d'établir

des relations entre les organisations de femmes paysannes des différentes nations et d'entreprendre l'étude des conditions de vie dans les familles rurales. Ses principales manifestations ont eu lieu à Gand en 1913 et à Bruxelles en 1925 et elle a participé à divers congrès internationaux d'agriculture. Pour mieux préciser le caractère de cette institution, voici les traits principaux des groupements qui y ont adhéré. Les cercles de fermières sont des associations professionnelles qui ont pour but « de propager les notions d'hygiène, d'économie domestique et d'enseignement ménager, d'enrayer l'exode rural en augmentant sur place les ressources des campagnes, de répandre des idées plus pratiques sur l'éducation rationnelle des enfants, de développer chez tous ses membres un esprit de corps très favorable au progrès, enfin de chercher par tous les moyens possibles à améliorer la situation morale et matérielle de la population »⁹. Des réunions fréquentes et des conférences constituent leurs principaux moyens d'action.

Sans disparaître complètement, puisque l'on annonce un congrès pour 1935, la Commission internationale a ralenti son activité depuis plusieurs années. La « Coupe de la vaillante fermière », concours organisé tous les deux ans entre les élèves des différentes écoles nationales et qui a eu lieu à Liège en 1930, à Milan en 1932 et à Budapest en 1934, a été créée à son instigation.

285. Secrétariat international agricole féminin. — Il a été créé à Prague en juin 1931 et il a son siège à Paris. Il a remplacé la Commission internationale des cercles de fermières auprès de la C. I. A.; il a sensiblement les mêmes buts et se propose de constituer un terrain de rencontre où chacun pourra venir se renseigner (correspondance, congrès), sans avoir à s'affilier à un groupement et en restant sur le terrain professionnel en dehors de visées religieuses ou politiques. C'est essentiellement un bureau de documen-

9. Comtesse de Keranflech Kernczne : *La vie et les œuvres de la campagne* p. 160.

tation. Il a des correspondants (associations ou membres individuels) dans les principaux pays du monde. Ses ressources proviennent des cotisations de ses membres, de subventions et de dons. Les sections féminines des Congrès internationaux d'agriculture sont organisées sous sa direction.

286. *The associated Country Women of the World.* — C'est le nouveau titre de l'ancien « *Liaison Committee of rural Women's and homemakers' organisations* » créé à Londres à la suite de réunions organisées sous le patronage du Conseil international des femmes à Londres en 1929 et Vienne en 1930. Les congrès qu'il a tenus à Londres en 1932 et à Stockholm en 1933 ont porté ainsi que les deux premières réunions sur des sujets analogues à ceux que nous avons précédemment mentionnés. Mais ce qui distingue l'Association mondiale féminine rurale du Secrétariat, c'est en premier lieu le fait qu'elle s'occupe de toutes les femmes vivant à la campagne et non seulement des professionnelles agricoles; puis elle est répandue surtout dans les pays de langue anglaise (Women's institutes) et nordique (la Fédération des ménagères du Nord réunissait déjà la Norvège, la Finlande, la Suède et le Danemark); enfin tandis que le Secrétariat considère que les intérêts de la femme rurale se confondent avec ceux de sa famille, plus individualiste l'Association insiste sur l'intérêt de la femme elle-même.

CHAPITRE II.

L'ACTION POLITIQUE.

SECTION I. — L'INTERNATIONALE AGRAIRE.

287. § 1. *Les buts et l'organisation d'une Internationale agraire: la conception de M. Boret.* — Telle que M. Boret l'a exposée aux Congrès agricoles belges de 1922 (Spa) et de 1925 (Liège), l'idée de l'Internationale agraire ne serait pas originale par les buts poursuivis. Cela se conçoit d'ailleurs aisément : les besoins de l'agriculture mondiale sont connus et seule la délimitation d'un champ d'activité et le choix des moyens distinguent deux associations agissant dans la même sphère. Il y a cependant plusieurs problèmes auxquels la nouvelle Internationale devait apporter toute son attention.

Problème de la paix. — Née au lendemain de la guerre, l'idée de l'Internationale agraire est essentiellement pacifique. Les paysans ont trop souffert de la guerre dans leur chair, leurs affections, leurs intérêts, pour ne pas vouloir éviter de nouvelles catastrophes et de nouvelles hécatombes. Mais la paix n'est pas seulement un problème politique, elle est aussi un problème économique¹.

Organisation de la production et des échanges. — Nous en avons déjà parlé longuement et nous n'énumérerons pas de nouveau, les problèmes techniques, économiques et sociaux qui se posent à ce sujet.

1. Il semble bien que l'idée de paix ait été à la base d'une tentative de M. Guillon pour une « Association européenne paysanne pour la S. D. N. ».

Problèmes sociaux. — Il nous faut toutefois indiquer que la question de la main-d'œuvre agricole et celle de l'exode rural sans laquelle la première ne se poserait pas avec autant d'acuité ont eu une grande place dans les préoccupations des promoteurs de l'Internationale agraire; et de même qu'ils préconisaient la réglementation internationale de l'émigration et de l'immigration des travailleurs agricoles, ils voyaient dans la petite propriété paysanne, dans la confusion de la cellule familiale et de la cellule culturelle le plus sûr remède à la désertion des campagnes.

Quant aux moyens d'action, ils pensaient les trouver dans la pression et l'influence qu'exercerait auprès des gouvernements « une vaste association, qui, émanant directement des masses rurales, écoutant et traduisant la voix des ouvriers agricoles, des fermiers, métayers, propriétaires exploitants, exprimerait la véritable pensée et la volonté propre des millions d'hommes qui dans tous les pays, vivent de la terre, et par la terre font vivre tous les autres hommes² ». Ainsi l'Internationale verte des champs se trouverait en mesure d'imposer la paix au monde, et dans une humanité où l'exploitation familiale de la terre serait devenue la règle, l'agriculture désormais l'égale de l'industrie dont elle contiendrait les forces désordonnées d'expansion, poursuivrait, dans des années plus heureuses ses efforts inlassables et féconds.

Depuis que ces idées ont été émises, les circonstances ont changé, et dans tous les pays, la situation assez satisfaisante d'alors est devenue franchement mauvaise. Le monde continue à souffrir et à vivre dans l'angoisse du lendemain. L'Internationale verte dont M. Boret avait tracé le plan, ne s'est pas dressée en face des Internationales de l'acier, du charbon et de l'or. Si comme nous l'avons vu, leur commune détresse a amené les agriculteurs du monde entier à des ententes fragmentaires, il n'y a pas à l'heure actuelle, une seule institution qui remplisse le programme de l'Internationale agraire.

2. *Revue de la Défense agricole belge*, 1^{er} janvier 1923. Discours de M. Boret au Congrès de Spa.

288. § 2. Le Bureau international agraire. — On a remarqué entre les buts de l'Internationale verte, et ceux des organismes internationaux préexistants une certaine analogie. Mais le Bureau international agraire dont la constitution se rapproche le plus de l'Internationale idéale, diffère des autres institutions par un caractère politique nettement marqué.

Origines. — C'est à Prague sur l'initiative du Dr Svehla que dans les premières années de l'après-guerre (1923) un Bureau international de documentation était fondé. Il s'intéressait spécialement aux pays slaves et comportait une section pour les réfugiés russes. D'autre part l'Union des agriculteurs slaves s'efforçait d'assurer la liaison des partis politiques agrariens et d'organiser la démocratie agraire dans l'Europe centrale et orientale; il existait de plus une union de la jeunesse agraire slave.

Constitution. — Ce n'est toutefois qu'en automne 1927, c'est-à-dire à un moment où les idées de M. Boret d'une part et du Dr Laur d'autre part étaient dans toutes les mémoires, où de plus l'I. I. A. étendait son action tandis que la C. I. A. se réorganisait, où enfin l'importance de l'agriculture dans le monde venait d'être solennellement reconnue par la Conférence économique internationale, que le B. I. A. adressa aux partis paysans une lettre circulaire dont nous détachons les passages suivants.

Cette lettre expose les raisons pour lesquelles le B. I. A. a résolu de transformer son activité. « Plus ce travail (celui des organisations internationales agricoles) encourage l'agriculture, plus les paysans se rendent compte qu'ils doivent en premier lieu, influencer la politique de leurs pays; qu'exercer une action puissante sur la législation et l'administration est pour eux, pour ainsi dire, un impératif catégorique, car ce n'est que de cette façon que l'agriculture peut arriver à l'expression juste de son importance et aucune autre organisation ne peut la sauver si elle n'acquiert pas d'abord ce crédit. Cette connaissance a décidé les paysans dans un grand nombre de pays à créer des *partis politiques paysans*, en d'autres mots à l'action politique et parlemen-

laire paysanne. » Si l'on n'a pu jusqu'ici arriver à unir les partis politiques dans une mesure suffisante, il est certain qu'aux yeux de la plupart cette organisation internationale est nécessaire, tant pour le soutien mutuel des partis agraires entre eux, que pour renforcer leur unité d'action et agir sur l'opinion mondiale. Le B. I. A. devrait être « le centre international des partis politiques paysans (agricoles, agraires) qui sont constitués sur la base de la défense des intérêts de la population paysanne et rurale et professent le principe parlementaire et démocratique ». Centre de rapprochement et d'information, il organiserait des interventions communes auprès des gouvernements, des organisations internationales et dans le journalisme des partis paysans de tous les peuples. »

289. Fonctionnement. — C'est dans cet esprit et sur ces bases qu'au cours des années 1928-29 le B. I. A. s'est définitivement constitué. Il comprend aujourd'hui l'Union nationale des paysans bulgares, le Parti national paysan roumain, le Landbund für Oesterreich, (Autriche), le parti des paysans et des citoyens d'Argovie et celui du pays de Berne (Suisse), le parti agraire paysan français, le parti agraire espagnol, le parti agraire belge, le Plattelandsbund (Pays-Bas), le Deutsche Bauernpartei (Allemagne), le Polskie Stronnictwo Ludowe (réunion des trois partis paysans polonais), le parti paysan finlandais, le parti des agriculteurs estoniens, l'Union paysanne lettone, le parti paysan lithuanien et enfin pour la Tchécoslovaquie où le Bureau a son siège (à Prague), le Bund der Landwirte et le parti républicain des agriculteurs et petits paysans. Avant leur dissolution (1929) les trois partis de la Yougoslavie le Savez Zemljoradnika (serbe), le Hrvatska Seljacka Stranska (croate) et le Slovinska Emetijska Stranska (slovène) avaient adhéré au B. I. A.³.

Les statuts indiquent de quelle façon le bureau remplira son rôle d'information (informations et rapports provenant de chaque pays, publication d'un bulletin) mais ne

3. Les organisations allemandes et bulgares ont été dissoutes.

prévoient en cas d'événement d'une gravité exceptionnelle que d'assez faibles moyens d'action internationale (communications aux journaux, aide-mémoires, brochures, etc.) Nous doutons pour notre part que cet appel à l'opinion mondiale puisse avoir l'efficacité et la rapidité nécessaires pour éviter des événements semblables par exemple aux massacres de paysans en Bulgarie après la guerre. La comparaison avec les agitations qu'ont pu provoquer certains partis au sujet de condamnations injustes ou seulement de procès jugés tendancieux, ne manque certes pas de valeur; mais elle néglige plusieurs éléments importants : le Bureau international agraire est loin de disposer de la longue tradition des internationales ouvrières, dotées de l'élément discipliné des masses ouvrières, entassées dans les grands centres industriels, faciles à diriger et à contrôler.

Ressources. — Elles sont fournies en principe par les partis adhérents en proportion du nombre de leurs membres : la règle établie dans d'autres institutions et suivant laquelle le nombre des voix aux *assemblées générales* est proportionnel aux unités de cotisation payées, est également observée ici. Les assemblées générales ont lieu au moins tous les deux ans et chaque parti y est représenté par une délégation de cinq membres au plus.

Activité. — Depuis sa fondation le B. I. A. a établi avec les institutions internationales des relations suivies; il a adhéré à la C. I. A.; en mars 1932 il a conclu un accord avec l'I. I. A.; il a fait connaître à la S. D. N. son point de vue sur les problèmes inscrits au programme de la C. M. E. et collaboré également avec le B. I. T. Les questions économiques et sociales posées par la crise, (qu'il s'agisse de la circulation internationale des marchandises et des capitaux, des difficultés de la petite exploitation rurale ou du chômage agricole), ont fait l'objet de ses études. Dans ses recherches des solutions adéquates que chaque parti devrait faire aboutir par la voie parlementaire, le B. I. A. sans cesser de poursuivre l'émancipation de la classe paysanne dans le but de lui réserver dans la vie politique des Etats et des peuples la place qu'il lui est due, a consacré une plus

grande part de son activité aux questions économiques. A l'heure actuelle le Bureau international agraire poursuit des fins économiques et sociales grâce à des moyens politiques.

290. Union parlementaire internationale agricole. — Cette union est restée à l'état de projet. C'était une initiative belge (De Vuyst, Maenhaut). Elle avait été exposée aux Congrès internationaux d'agriculture de Gand (1913) et de Rome (1927). Nous l'étudions ici parce que ce projet a précédé la création du B. I. A. et qu'il y a entre eux similitude de moyens (action parlementaire). L'Union aurait eu pour but de coordonner l'activité de ces groupes participants en vue de l'encouragement et la défense dans tous les pays des questions agricoles d'ordre économique, ménager, familial et social dont sont saisis habituellement les parlements et notamment les encouragements à l'œuvre de l'I. I. A., la réalisation des vœux émis par les Congrès internationaux d'agriculture, l'approbation des conventions internationales d'intérêt agricole, l'amélioration de la vie à la campagne et (c'était en 1927) l'augmentation de la production agricole.

SECTION II. — LE MOUVEMENT COMMUNISTE.

291. De même que la petite propriété rurale est la base profonde de l'Internationale verte, la grande exploitation collective est le fondement de l'Internationale communiste en ce qui concerne l'agriculture et les dirigeants des Soviets ont maintes fois exprimé l'opinion que les paysans les plus attachés à leur sol se convertiraient au communisme devant les résultats merveilleux obtenus par les kolkhoses ou les sovkhoses. Il ne nous appartient pas ici de juger les résultats agricoles obtenus dans un pays sur lequel les témoignages contradictoires abondent. Nous nous bornerons à l'exposé des tentatives des Soviets pour créer *une internationale paysanne*.

Conseil paysan international. — Quoique restées sans

effet les tentatives catholiques en Allemagne et dans l'Europe Centrale avant et pendant la guerre, puis celles du dictateur bulgare Stamboulisky en mai 1922 pour créer une internationale paysanne avaient retenu l'attention de certains communistes et du polonais Dombal en particulier. En octobre 1923, à l'occasion d'une exposition agricole pan-russe, l'U. R. S. S. réunit à Moscou une conférence internationale paysanne et ce fut à cette occasion que fut créé le Conseil paysan international. Si le mot d'ordre de l'Internationale verte était : « Paysans de tous les pays, unissez-vous ! », celui du Conseil sera : « Ouvriers et paysans de tous les pays, unissez-vous ! », indiquant par là les tendances politiques et révolutionnaires de la nouvelle institution. « Les organisations paysannes internationales auront pour tâche : l'information sur toutes les questions concernant les paysans laborieux, l'échange des expériences acquises entre les divers pays, l'institution de relations entre coopératives de petits paysans d'une part, coopératives et fabriques nationalisées d'autre part ; bref *le rapprochement des paysans et des ouvriers du monde entier, en vue de la lutte pour le pouvoir, pour l'union mondiale des républiques ouvrières et paysannes*⁴. » Les statuts du Conseil reproduisent les mêmes idées ; en recherchant le bien-être des masses paysannes, il sera le plus terrible adversaire de la grande propriété et du capital. Il se compose des représentants de la paysannerie délégués par les organisations des différents pays ; le Conseil comprend 61 membres et le bureau ou presidium 17. Quoique en principe son activité s'étende au monde entier, il s'occupe principalement des pays orientaux, de la Chine, du Japon, de l'Amérique du Nord, de l'Afrique centrale et de l'Europe centrale. Il tient des sessions annuelles et réunit tous les deux ans des Congrès internationaux. (En réalité le second Congrès a eu lieu en 1927).

Le Conseil paysan international n'a pas, semble-t-il, rempli les vœux de ses adhérents étrangers qui en 1927

4. *Première conférence paysanne internationale*, p. 24, Dombal.

trouvaient son action trop faible et les réunions nationales ou internationales trop rares. Sa principale tâche a consisté à comparer la situation du paysan russe aux points de vue économique, culturel, politique, etc., et celle des paysans dans les pays coloniaux, dans les pays agraires ou les pays capitalistes développés, et à établir la tactique différente à suivre pour réaliser l'émancipation paysanne (lutte nationale contre l'impérialisme; lutte politique des paysans contre les grands propriétaires; lutte des paysans et des ouvriers contre l'exploitation du capital financier). En 1929 le Conseil est devenu une section de l'Institut agraire international, avec mission de suivre l'évolution du mouvement international paysan.

292. Union européenne paysanne (Europeisch Bauern Komitee). Créée en novembre 1929 à Berlin, l'Union a tenu en 1930 le « premier » congrès paysan européen. C'était une filiale du Conseil paysan international de Moscou. Elle réunissait des organisations communistes et avait tenté sans succès d'englober certains partis paysans à la faveur d'un programme habilement rédigé. L'Union se proposait de réunir en une seule organisation tous les paysans européens pour leur assurer l'indépendance économique : les principaux moyens envisagés étaient la normalisation des machines et des outils agricoles, l'institution de coopératives de production et d'une coopérative centrale d'achat.

Cet organisme s'est dissous en 1933 et est actuellement remplacé par la section paysanne du Comité mondial de lutte contre le fascisme à Paris.

293. Institut agraire international. — Les statuts du Conseil paysan international indiquaient que pour régler les questions économiques intéressant les organisations paysannes et pour améliorer l'économie paysanne, un Institut agraire serait créé auprès du Secrétariat général. Cet Institut a été créé en 1924. Il a publié en russe, en allemand et dernièrement en français un certain nombre d'études statistiques, économiques et sociales. C'est en principe une institution scientifique. Son rôle doit cepen-

dant être apprécié à la lumière des citations suivantes extraites du compte rendu de la Conférence paysanne internationale de 1927. « L'Internationale noire utilise l'Institut d'agriculture de Rome, se sert de la science pour mieux tromper les paysans. Nous avons créé notre Institut agraire international pour que ses travaux profitent à la paysannerie. On y élabore les méthodes de travail et de lutte, on y enregistre l'expérience des divers pays afin de mener plus rapidement les paysans à la victoire (p. 15). » « Il faut bâtir notre jeune organisation scientifique de façon à ce qu'elle repose directement sur les masses paysannes et serve les intérêts des paysans, serve la cause de leur affranchissement (p. 27). » L'Institut dispose de diverses sections d'étude, d'une bibliothèque, d'un bureau d'informations et d'une entreprise d'édition. C'est autour de lui que semble concentré à l'heure actuelle tout le mouvement paysan international communiste.

CONCLUSION

294. « Etant donné qu'ici il n'est pas question de lutte, mais d'accord... » : c'est ce membre de phrase qui au terme de cet ouvrage et au moment de conclure s'impose à notre esprit. Nous avons conscience de ne pas avoir rendu suffisamment le caractère de lutte intense qui caractérise le monde actuel. Dans cette étude consacrée à la recherche de ce qui unit et non de ce qui divise, une plus grande place cependant aurait dû être réservée aux antagonismes nationaux, aux rivalités financières et économiques, aux luttes de classe, et plus simplement au *struggle for life*, au combat pour la vie qui, ces dernières années, pour chaque être, pour chaque famille, chaque groupe social et chaque nation, s'est fait plus âpre et plus acharné.

Il s'agit d'accord : hélas ! il suffit de jeter les yeux sur le monde pour voir régner partout la méfiance et la jalousie, quand ce n'est pas pis. Pour la satisfaction de ses propres besoins, chaque pays a cru pouvoir élever sa puissance de production à un degré tel que sans rien acheter au dehors il maintiendrait ses exportations au niveau antérieur. Tout le monde sait quelles guerres économiques, quelles ruines commerciales, quel chômage industriel ont été en définitive les conséquences de cette politique d'exportation et de recherche de débouchés. La contagion a gagné le monde agricole. On a oublié que pour éviter des catastrophes il faut un sens unique, et que les politiques convergentes des divers Etats devaient fatalement se heurter; de cette rencontre d'où les vaincus sortiraient brisés, les vainqueurs porteraient longtemps les traces. Ce n'est

pas sur la ruine d'une partie de l'humanité que l'on peut espérer fonder la prospérité et la paix du monde. Certes nous ne croyons guère à la conception utopique d'une société où chaque membre serait également satisfait de son sort. Mais on peut souhaiter, sans s'écarter du domaine des choses réalisables, la disparition dans un monde revenu à un ordre relatif, des trop grandes inégalités et des trop grandes souffrances d'aujourd'hui.

C'est là, en effet, l'aspect tragique de la situation actuelle. Ni les colonnes de chiffres des statistiques, ni les monceaux de papier que forment les discours prononcés sur la crise, et le tas plus petit, quoique déjà considérable, des règlements, plans, accords nationaux ou internationaux adoptés pour la conjurer, ni même les stocks de blé, de café ou de coton entassés dans les ports, ne peuvent nous cacher les difficultés des exploitations agricoles et les souffrances des agriculteurs. Sans se laisser aller à une vaine sensiblerie, ni cesser d'étudier la question avec impartialité, on ne peut plus conserver la même impassibilité. Ce n'est pas là un jeu d'enfant, ni un exercice de rhéteur sur un sujet théorique; la souffrance humaine n'est pas un facteur négligeable, et pour être acceptable, toute tentative de solution doit en tenir compte.

295. « Le monde économique parfait dans lequel le jeu des forces économiques provoque des réactions automatiques chez tous les êtres est un mythe. Le désir de revenir à l'âge d'or où nulle entrave ne contrarie l'action des forces économiques, jouant librement, en quelque sorte dans le vide, est une pure chimère » (*Informations sociales*, vol. LI, n° 1, p. 8). Pour les mêmes raisons qu'à M. Harold Butler, directeur du B. I. T., les solutions fournies par la doctrine libérale nous paraissent insuffisantes. Le milieu idéal où cette doctrine s'appliquerait n'existe pas. L'activité économique n'est pas le fait de la décision d'un *homo economicus*, mais de plusieurs millions d'hommes divers. Leur volonté ne se laisse pas influencer seulement par la claire vision de leurs intérêts, mais par le hasard, les passions,

l'étroitesse des intérêts personnels immédiats, la soif de la richesse et du pouvoir. La liberté de décision n'est sans doute qu'un mot, mais les facteurs déterminants de la décision varient pour chaque individu, et le déterminisme universel n'est que l'ensemble de multiples cas particuliers; si pour des nécessités du raisonnement on peut en tirer des lois générales et en former la volonté d'un être abstrait, il est impossible de conserver immuables ces données théoriques une fois aux prises avec les réalités du monde économique.

On peut penser que si les lois économiques ne jouent pas, la faute en est aux multiples interventions des gouvernements et des groupements d'intérêts privés. L'intervention gouvernementale se manifeste le plus souvent sous la forme de protectionnisme douanier qui comme les mesures de valorisation s'exerce au profit des producteurs nationaux. Elle peut être guidée par la nécessité de sauvegarder les moyens et le niveau de vie de la population. Elle aboutit toutefois le plus souvent à reculer le problème sans le résoudre. « Laisser jouer la libre concurrence est pour les pays anciens une radicale impossibilité. Par contre la suppression de la concurrence par une protection excessive est une erreur parce qu'elle enfonce une production dans la routine, lui fait perdre la notion de son équilibre propre et celle de la modification peut-être partiellement nécessaire de son orientation et de son adaptation » (L. Regray : *Bilan de protection agricole : Café 1933*, chap. 6). Le régime douanier, dont les moyens varient du simple tarif à la prohibition absolue est dans la guerre économique une arme de choix dont les qualités, tant pour l'attaque et les représailles, que pour la défense, sont reconnues. Dans son dernier état il aboutit à l'autarquie. Mais quoique souhaitée par certains, l'autarquie n'est encore instaurée nulle part et elle nous paraît économiquement impossible. La division internationale du travail dont on a exagéré parfois l'importance est indiscutable et nous croyons que l'instauration d'un régime d'autarquie équivaldrait pour un Etat à une régression de sa civilisation.

296. Nous avons déjà formulé ces critiques au cours de cet ouvrage et nous avons montré que nos sympathies allaient aux tentatives d'entente entre les nations qui ne procèdent ni du laissez-faire, ni du protectionnisme¹. Sans doute il serait facile de montrer ici la vanité de certains efforts, la longueur des discussions sur la moindre chose, l'inefficacité des accords adoptés et les déceptions continuelles que réserve la collaboration internationale. Le mot de collaboration est facile à prononcer; les difficultés commencent quand, les discours achevés, il s'agit de collaborer vraiment. Dans les comptes rendus de la plupart des réunions internationales on peut comparer l'enthousiasme du début et les explications embarrassées qu'à la séance de clôture l'on donne des faibles résultats obtenus : entre les deux s'est produit le heurt des intérêts nationaux, et c'est à peine si du programme initial de collaboration, il est resté quelques bribes, entourées d'ailleurs de l'adhésion spontanée des Etats en faveur d'une *future* action internationale.

Faut-il pour cela proclamer avec M. Detœuf (*op. cit.*, n° 113) qu'il n'y a rigoureusement rien derrière le titre brillant de coopération économique internationale? Toute l'étude que nous venons de faire de l'action internationale en agriculture proteste contre pareille affirmation. A vrai dire ce qui existe aujourd'hui est peu de chose et c'est laborieusement et lentement que la coopération internationale a obtenu quelques résultats; c'est une raison de plus pour ne pas les oublier. Mais considérant l'état actuel de la coopération et le champ immense où elle pourrait étendre son activité, force nous est d'admettre que cette coopération n'est encore qu'embryonnaire. Il est naturel qu'il en soit ainsi : ce n'est pas dans les quelques dizaines d'années où elle s'est exercée, qu'a pu s'accomplir la transfor-

1. C'est ce qu'exprimait, à l'assemblée générale de l'I. I. A. le professeur Tugwell en ces termes : « Quelque part entre l'anarchie internationale du soi-disant libre échange, et le nationalisme protectionniste, on découvrira une voie permettant de construire une structure plus substantielle d'échanges » (oct. 1934).

mation profonde qu'elle suppose dans la mentalité et les habitudes des paysans et de leurs représentants. Plus cette transformation sera lente, plus sûrement l'on pourra établir sur elle les bases d'une véritable coopération internationale. Cela est l'œuvre du temps et des circonstances.

L'action de l'homme n'est pas non plus négligeable et nous voudrions insister en terminant sur les moyens de réaliser cette coopération internationale. Voici d'abord quelques citations dans lesquelles des hommes éminents ont condensé avec plus d'autorité et d'éloquence que nous ne saurions le faire des vérités premières mais dont l'oubli continuel exige l'incessante répétition.

297. En premier lieu le rôle de la nation dans les relations internationales :

« Toute organisation internationale doit s'appuyer sur des organisations nationales fortement constituées » (De Vogüé au 11^e Congrès international d'agriculture, 1923).

C'est ce que confirme au 15^e Congrès en 1931, M. Augé Laribé dans les termes suivants : « Ce serait à notre avis une faute de méthode de chercher à établir une organisation internationale même limitée à l'Europe, ou à certaines parties de l'Europe, avant d'avoir perfectionné les organisations nationales. »

Nous voici donc prévenus, la collaboration internationale sera une collaboration entre nations et entre nations organisées. Les nations sont des réalités concrètes et vivantes, et l'on ne voit pas quelle autorité pourrait, par un décret supérieur aux lois nationales, apporter à leur existence ou simplement à leur structure les modifications jugées nécessaires.

2^o Le caractère particulier des problèmes agricoles :

« Il n'y a pas de puissance humaine qui soit assez forte pour porter remède par un geste souverain aux irrégularités des saisons et aux longues défaillances des hommes » (J. Gautier, « La crise du blé et la S. D. N. », *Europe nouvelle*, n^o 636).

Les conditions atmosphériques dont la prévision n'est possible que dans des limites fort restreintes, les millions de chantiers de production dans lesquels s'effectue le travail agricole, en rendant déjà difficile l'action d'un seul pays offrent à l'action internationale un terrain malaisé pour ne pas dire impraticable.

3° Nécessité d'une action internationale :

« Finalement la crise se résoudra-t-elle par des conférences et une action internationale ou tout simplement par la voie naturelle, par le fait qu'en Europe et surtout outre-mer les cultivateurs de blé à demi ruinés se tourneront d'eux-mêmes vers d'autres cultures ? » Cette question que M. Tibal pose pour les producteurs de blé (*Crise des Etats agricoles européens et action internationale*, p. 334) et que l'on peut étendre à toute la production agricole, appelle, à notre avis la réponse suivante. Il ne faut pas trop exiger (voir le 2^e) de l'action internationale, ni lui demander ce qu'elle ne peut donner; nous avons dit *supra* pour quelles raisons, le principe de l'action internationale nous semblait indiscutable : — A des problèmes internationaux correspondent des solutions internationales. L'action internationale tend à substituer l'ordre au désordre. Un sacrifice consenti une fois vaut mieux que de longues souffrances sans fin. Nous ne vivons pas dans un monde où personne ne dirige, mais où tout le monde veut diriger; il serait utile que l'on, s'entendît sur la direction à suivre. —

« Tous les efforts nationaux d'adaptation de la production à la consommation seront vains aussi longtemps que l'on ne leur superposera pas un effort international dans le même sens. » L'inanité des efforts nationaux appelle cet effort « d'une immense difficulté » suivant M. Brocard (*Principes d'économie nationale et internationale*, t. III, p. 38).

4° Moyens de la réaliser :

Le même auteur est arrivé à la conclusion qu'il fallait concilier dans une conception réaliste de la collaboration

humaine, en les combinant harmonieusement, les nécessités inéluctables de la collaboration internationale avec les nécessités non moins inéluctables de la collaboration nationale. C'est ce que nous allons maintenant essayer de faire, en nous rappelant qu'une entente internationale n'est souvent que l'union des égoïsmes nationaux concordants.

297bis. Il ne s'agit ici que des problèmes économiques. Pour les questions scientifiques, les études et la documentation dans le plan international, qu'on veuille bien se reporter à la fin de la première partie. Pour les questions sociales nous estimons qu'elles intéressent les relations internationales surtout par leur côté économique (conséquences sur la production, possibilités de concurrence), et qu'une amélioration des conditions économiques leur enlèverait beaucoup de leur acuité.

298. Avant d'arriver à un accord international sur un point bien déterminé, il est nécessaire de franchir un certain nombre d'étapes. Etape de l'organisation nationale d'abord : il n'y aurait pas lieu de revenir encore une fois sur ce sujet si l'on n'avait vu par exemple le spectacle extraordinaire d'Etats n'ayant pas appliqué la journée de 8 heures et réclamant la semaine de 40 heures. Il est inutile de parler de collaboration internationale, si l'on ne veut collaborer. C'est tout aussi inutile, si par la faiblesse de l'organisation intérieure et son défaut d'adaptation aux circonstances extérieures on ne peut appliquer et faire respecter les décisions prises.

299. Dans le rapprochement international un certain régionalisme est nécessaire. Il existe d'ailleurs en fait et il suffit à la solution de certains problèmes. En ce qui concerne l'agriculture, le continent américain ne forme-t-il pas un bloc distinct, avec une politique propre qui, des accords financiers et commerciaux passe lentement à une collaboration plus formellement organisée (section de la coopération agricole de l'Union panaméricaine et 1^{re} Con-

férence panaméricaine agricole, Washington, 1930) ? L'U. R. S. S. a sa politique agricole. L'Empire britannique également (conférences impériales). La France et son empire colonial entreprendront peut-être un jour la réalisation d'un plan de collaboration (annonce d'une conférence coloniale). Si, pour l'instant, un bloc européen nous paraît irréalisable, malgré les travaux de la C. E. U. E. et les conférences économiques paneuropéennes, nous voyons dans une incessante transformation chevauchant les unes sur les autres, dans tous les domaines de l'économie mais particulièrement dans le domaine agricole, se nouer des ententes fragmentaires entre pays d'Europe. C'est dans l'Europe centrale et orientale que ce phénomène s'exerce avec le maximum d'intensité. L'état des relations politiques, les affinités ethniques, la structure économique : autant de facteurs d'entente et... de désaccord. Le bloc des Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale a réuni à un moment tous les Etats de la Finlande à la Bulgarie, mais la collaboration effective a été beaucoup plus restreinte et si le Comité permanent d'études des pays agricoles était composé en principe d'experts bulgares, roumains, yougoslaves, tchécoslovaques, hongrois, polonais, esthoniens et lettons, cette énumération imposante ne doit pas nous faire oublier que c'est surtout entre les Etats de la Petite Entente que l'on a pu mener une action commune. Tandis que depuis 1933 le bloc des Etats agricoles semble s'être désagrégé, l'institution d'un Comité économique a renforcé les liens de la Petite Entente.

En février 1934, un pacte balkanique conclu entre les Etats de la péninsule (après les Conférences de Sofia, d'Istamboul et de Bucarest) a confirmé leur volonté de collaboration économique et agricole (projet de Chambre interbalkanique d'agriculture). L'Allemagne, après l'échec du projet d'anschluss avec l'Autriche et les faibles résultats obtenus par la commission économique franco-allemande, s'est tournée vers la Pologne et des pourparlers entre représentants de l'agriculture des deux pays ont abouti à la conclusion d'une entente commerciale en 1934. La Hongrie de son côté s'est rapprochée de l'Italie.

300. Comment de ces accords fragmentaires pourra sortir une entente plus vaste ? Dans ce monde en formation qui l'emportera des particularismes nationaux ou de l'esprit de coopération ? Ce sont des questions auxquelles l'avenir se chargera de répondre. Mais nous croyons qu'il y a des ententes nécessaires, quelques-unes mondiales, d'autres plus restreintes, certaines seulement bilatérales. C'est dans la mesure où l'on comprendra qu'un accord même imparfait vaut mieux qu'une lutte épuisante pour les plus forts, dans la mesure aussi où les accords intervenus tiendront compte de la situation particulière et des nécessités vitales de chaque pays, dans la mesure enfin où chaque producteur appliquera la règle, gênante mais nécessaire, substituée au désordre antérieur, que l'état actuel évoluera lentement vers un avenir meilleur. Cette collaboration internationale dont la qualité principale pour s'appliquer à l'agriculture devra être la souplesse, aura, et plus facilement, d'heureux résultats dans le domaine industriel et commercial. Tout est lié dans le monde, et avec les modifications nécessaires, l'effort commun des nations en résolvant les multiples problèmes économiques fera progresser l'humanité vers une ère de prospérité et de paix : la paix, désir profond des âmes paysannes.

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX,

Vu, le Président de la Thèse,
Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Les chiffres placés entre parenthèses indiquent à quel numéro il faut se reporter pour avoir le titre de la revue dans laquelle l'article a été publié. Sauf indication contraire, les ouvrages ci-après énumérés ont été édités à Paris.

A. Généralités.

Publications du B. I. T., de l'I. I. A. et de la S. D. N.

1. *Annuaire international de statistique agricole*, 1932-33, I. I. A., Rome.
2. *Bulletin trimestriel de renseignements sur les organisations internationales*, S. D. N. depuis 1923, Genève.
3. *Conditions de l'agriculture en 1929-30, 1930-31, 1931-32, 1932-33*, Rome, I. I. A.
4. *Informations quotidiennes, puis sociales*, B. I. T. collection Genève.
5. *Questions agricoles au point de vue international*, C. E. I., 36. I. I. A., Rome, 1927.
6. *Répertoire des organisations internationales*, S. D. N., Genève, 1925, 1929, 1931. Ces deux derniers en anglais.
7. *Résumé mensuel des travaux de la S. D. N.*, Genève depuis 1927.
8. *Revue internationale d'agriculture*, Rome, I. I. A. depuis 1920; jusqu'en 1927 cette revue était séparée en *Revue internationale des institutions économiques et sociales*. *Revue internationale des renseignements agricoles*. *Bulletin de statistique agricole et commerciale*.

Ouvrages.

9. **Amaudru.** — *Vivre d'abord : le problème de l'alimentation posé par l'après guerre*, 1931.
10. **Averoff.** — *Union douanière balkanique*, 1933.
11. **Brocard.** — *Principes d'économie nationale et internationale*, 1929-31.
12. Congrès internationaux d'agriculture, voir 57.
13. Coopération internationale, 1933. Conférences organisées

par la Société des anciens élèves et élèves de l'école libre des sciences politiques.

14. **Costa.** — *Rôle économique des Unions internationales de producteurs*, 1932.
15. **Delaisi.** — *Les deux Europes*, 1929.
16. **Kaufmann.** — « Unions internationales de nature économique », *Cours de l'Académie de droit international*, vol. III, 1924.
17. **Laur.** — *Réorganisation de l'agriculture mondiale*. Rapport (1^{re} section) au Congrès international d'agriculture de Budapest, 1934.
18. **Maurette.** — *Les grands marchés des matières premières*, 1933.
19. **Milhaud.** — *L'organisation économique de la Paix*. Cours de l'Académie de droit international, vol. 15, 1926.
20. **Minost.** — *Coopérations interétatiques*, 1929.
21. *Problèmes agricoles en France et à l'étranger* (Boret, Gautier), Comité national d'études sociales et politiques, 9 déc. 1929.
22. **Raynaud (B.).** — *Vie économique internationale*, 1926.
23. **Strakosch.** — *Das agrar problem im neuen Europa*, Berlin, 1930.
24. *Tendances au groupement des agriculteurs des différents pays*. Comité national d'études sociales et politiques, 15 déc. 1930.
25. **Viallatte.** — *Le monde économique*, 1918-1927, 1928.
26. **Wallace et Edminster.** — *International control of raw materials*, Washington, 1930.

Périodiques. Voir aussi 2, 4, 7, 8.

27. *Académie d'agriculture de France* (comptes rendus des séances) suite des comptes rendus de la Société nationale d'agriculture, depuis 1920.
28. *Agriculture polonaise et des pays de l'Est européen*, année 1931, Varsovie, Paris.
29. *Annales de la C. I. A.*, depuis 1927.
30. *Economie internationale*, organe de la C. C. I. depuis 1929.
31. *Esprit international*, depuis 1927.
32. *Est européen agricole*, depuis 1932, suite de 28.
33. *Europe nouvelle*, dossier 3 C. *Problèmes économiques internationaux*, depuis 1929.
34. *Journal des économistes*, depuis 1922.
35. *Revue économique internationale*, depuis 1904, Bruxelles.
36. *Revue d'économie politique*, depuis 1927.
37. *Revue des études coopératives*, depuis 1922.
38. *Service économique international de presse*, A. C. I., depuis 1931, Londres.
39. Informations et articles (à des dates diverses) extraits de *l'Association agricole* (organe de la C. N. A. A.); la *Bulgarie*,

le *Bulletin de la Société belge d'études et d'expansion économique*; le *Bulletin du B. I. A.*; le *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques*; l'*Echo de Paris*; l'*Economiste agricole* (Ottawa); l'*Economiste européen*; l'*Exportateur français*; l'*Information*; les *Informations agricoles et économiques*; l'*Intransigeant*; le *Journal du Syndicat central des Agriculteurs de France*; la *Journée industrielle*; le *Monde nouveau*; la *Réforme économique*, la *Réforme sociale*; la *Revue des Agriculteurs de France*; la *Revue politique des idées et des institutions*; la *Revue politique et parlementaire*; la *Technique agricole internationale*; le *Temps*; les *Travaux des chambres d'agriculture*.

Articles.

40. **Boon.** — *Crise économique mondiale* (31), 1931, n° 18, p. 189.
41. **Borel.** — *Accords internationaux et l'agriculture* (29), XI avril 1934.
42. **Carle et Gattefossé.** — « De la production agricole dans ses rapports avec le sol », *La Géographie*, t. LX, 9 et 10, 1933, p. 140.
43. **Fournier-Marcigny.** — « La crise de la coopération internationale », *Journée industrielle*, 22 août 1934.
44. **Frederix.** — *Les accords internationaux de production* (33), 5 août 1933, p. 746.
45. **Henry.** — *Problèmes généraux de l'agriculture* (30), octobre 1930, p. 344.
46. **Hobson.** — *Problème international de l'agriculture* (30), juillet 1930, p. 268.
47. **Peyerimhoff.** — *Les producteurs s'organisent* (30), juillet 1929 p. 382.
48. **Rowe.** — *L'œuvre de l'Union panaméricaine depuis 1928.* (31), avril 1931, p. 245.
49. **Stotz.** — « L'agriculture dans l'économie internationale », *Monde nouveau*, 1926, p. 318.
50. **W. Z.** — *L'entente agricole polono-allemande* (32), juillet 1934, p. 20.

B. Historique

51. **Claveirolle.** — *L'internationalisme et l'organisation internationale administrative*, thèse Lyon, St-Etienne, 1910.
52. **Combes de Lestrade.** — *La vie internationale*, 1911.
53. **Congrès de 1878.** — Exposition universelle de Paris (agriculture).
54. **Polnsard.** — « Comment se prépare l'unité sociale du monde », *Science sociale*, 22^e année, 32^e fascicule,

C. C. I. A., voir aussi 29.

55. **Bénard.** — *L'agriculture au congrès de Budapest en 1896* (27), 1899, t. CXXXVIII, p. 181.
56. Comptes rendus des réunions de la C. I. A. 1922-1926.
57. Congrès internationaux d'agriculture. Comptes rendus pour 1889, 1891, 1895, 1898, 1900, 1903, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, et pour 1934, bulletin, rapports, résolutions (publiés chacun dans la ville du congrès).
58. « Pour un organe international des associations agricoles », Procès-verbal d'une réunion de l'I. I. A., Rome, 9 mai 1924.
59. **Prault.** — « La C. I. A. » (article communiqué).
60. Règlement de la commission spéciale de la coopération agricole.
Règlement de la commission spéciale pour les questions du travail agricole.
61. *Revue des agriculteurs de France*, janvier 1933, « La C. I. A. ».
62. Statuts. Procès-verbaux des réunions tenues à Vienne les 24 et 25 mai 1928, C. I. A.
63. **De Vogüé.** — Articles sur la C. I. A. (27), 1928, p. 722 et 1934, p. 269.

D. L'I. I. A. voir aussi 1, 3, 5, 8, 58.

64. Actes des 9^e (1928) et 10^e (1930) assemblées générales, Rome.
65. *Annuaire internationaux de statistique et de législation agricoles*, depuis 1927, Rome.
66. *Cahier international des associations agricoles*, Rome.
67. **Carter.** — *L'I. I. A.* (31), janvier 1928 p. 81.
68. Comité économique agricole, 1^{re} session, Rome, octobre 1929.
Rapports et rapport général, I. I. A.
69. Comité permanent. Procès-verbaux, 1929 et 1930, Rome.
70. C. I. P. A. — Discussions et résolutions de la 1^{re} réunion, novembre 1927, I. I. A., 1928, Rome.
71. Conférence internationale de 1905 (7 juin), pour la création d'un Institut international d'agriculture, Rome, 1905.
72. C. I. S. A. — Actes de la 1^{re} session, novembre 1927 et résolutions adoptées, I. I. A., Rome.
73. Convention internationale du 7 juin 1905, I. I. A., Rome, 1932.
74. **Dalla Volta.** — *L'I. I. A. proposé par S. M. le roi d'Italie* (36), 1905, p. 597.
75. Documentation relative à la reconnaissance officielle des congrès, réunions et autres manifestations de caractère international en matière agricole, I. I. A., 1933, Rome, 1932.
76. **Louis-Dop.** — *L'I. I. A.*, 1909.
Le présent et l'avenir de l'I. I. A., 1912, Rome.
L'œuvre de l'I. I. A. Les problèmes agricoles et leur solution, 1918, Rome.

- L'I. I. A. Organisation. Activité. Résultats*, 1927, Rome.
L'I. I. A. (27), 1928, p. 393.
La nouvelle condition juridique de l'I. I. A., 1932, Rome.
77. **Henry**. — *Un écueil pour la statistique* (35), juillet 1926, p. 127.
78. **Hobson**. — *International Institute of Agriculture*, Berkeley, California, 1931.
79. Initiative du roi d'Italie et l'I. I. A., Rome, 1905.
80. Liste des publications éditées par l'I. I. A., 1933, Rome.
81. **Martineau**. — *L'I. I. A. et son utilité* (34), mars 1905, p. 393.
82. **Michelis**. — « Le fonctionnement et l'activité de l'I. I. A. », Rapport à la 11^e assemblée générale, 1932, Rome.
83. **Saseci** (O). — « L'I. I. A. », *Bulletin du B. I. A.*, n° 2, 1932, p. 61, Prague.
84. Statuts, I. I. A., 1933, Rome.
85. **De Vogüé**. — « Lettre sur l'I. I. A. », *Bulletin de la Société des agriculteurs de France*, 1905, p. 857.

E. S. D. N., voir aussi 2, 6, 7.

86. *Annuaire de la S. D. N.*, 1931, Genève.
87. *Bilan technique de la Conférence de Gênes* (35), p. 280, mai 1922.
88. **Calomfiresco**. — *Organisation et œuvre économique de la S. D. N.*, 1929.
89. C. E. I., 1927. — Comité préparatoire de la C. E. I.; rapport sur la 1^{re} session, 1926, C. 270, M. 105, 1926, II, Genève.
 Ordre du jour de la C. E. I., S. D. N., 6.
 Actes de la C. E. I., C. 356, M. 129, 1927, II.
90. **Gautier**. — *Experts généraux agricoles* (27), 1930, p. 140 et 1931, p. 277.
91. **Hantes**. — *L'économie mondiale et la S. D. N.*, 1930.
92. **Hoffhen**. — *La C. E. I. de Genève* (36), 1927, p. 844.
93. **Lucius**. — « Problèmes de la politique économique et la S. D. N. », annexe au *Bulletin de la Chambre de commerce de Strasbourg*, 1931, n° 1.
94. Rapport sur l'œuvre de la S. D. N. dans le domaine économique, C. E. I., 41, Genève, 1927.

F. B. I. T., voir aussi 4.

95. **Argentier**. — *Résultats acquis par le B. I. T., de 1919 à 1929*, 1930.
96. *Bulletin officiel du B. I. T.*, vol. VI (*passim*), Genève.
97. **Chateau**. — *De la compétence du B. I. T. en matière de travail agricole*, 1924.
98. Commission consultative agricole. Sessions 1923, 1925, 1927, 1929, 1930 (comptes-rendus) Genève et Rome.

99. *Dix ans d'organisation internationale du travail*, B. I. T., 1931, Genève.
100. **Garnier**. — « Problèmes agricoles devant le B. I. T. », *Revue politique et parlementaire*, 1928, p. 119.
101. **Guerreau**. — *L'organisation permanente internationale du travail*, 1923, p. 112-146.
102. **Hii-tonen**. — *Compétence de l'O. I. T.*, 1929, p. 109-149 et 224-232.
103. **Kose**. — « L'O. I. T. et l'agriculture », *Bulletin du B. I. A.*, n° 4, 1931, Prague.
104. **Lair**. — *Réglementation internationale du travail en agriculture* (35), mars 1922, p. 558.
105. **De Maday**. — *Compétence de l'O. I. T. en matière agricole*, Lyon, 1921.
106. **Oualid**. — « Répétitions écrites de législation industrielle » (doctorat), cours 1931-1932 à la Faculté de droit de Paris.
107. *Représentation et organisation des travailleurs agricoles*, B. I. T., série K, n° 8, 1928.
108. **Scelle**. — *L'O. I. T. et le B. I. T.*, 1930.

G. Autres organisations internationales.

109. Sur l'A. C. I., voir 4 et 37 et publications de l'A. C. I., notamment *Revue internationale de la coopération*.
110. Sur Chambre de commerce internationale : Thèse de Magnier 1928 et (30).
111. Sur Conférence parlementaire internationale du commerce : Articles (35), particulièrement juin 1922 p. 624; — avril 1929, p. 119 (Hennebicq); — octobre 1929, p. 343; — avril 1933, p. 351.
112. Sur l'Institut d'O. S. T. : Compte-rendu du 4^e congrès, Paris, 1929 et Devinat (B. I. T., série B, n° 17), *L'O. S. T. en Europe*, Genève.

H. Science et technique.

Ces informations sont extraites, en majeure partie de la *Revue internationale d'agriculture* et de la *Technique agricole internationale*. Voir aussi 2 et 6.

113. Sur la F. I. T. A. : Angelini (35), octobre 1932, p. 143, *L'organisation internationale des techniciens agricoles*; et la *Technique agricole internationale*, organe de la F. I. T. A., depuis 1931, Rome.
114. Sur l'I. M. C. : Caillère, *Vers le labour en marche*, Lausanne, 1929; *Courrier mensuel* et comptes rendus des *Semaines de machinisme à la ferme*, 1929 à 1932.

115. Sur l'Association internationale des sélectionneurs de plantes de grande culture : Schribaux (27), 1927, p. 260 et 1930, p. 729.
116. Sur la commission internationale de viticulture : Douarche (*Bulletin de l'O. I. V.*), n° 54, p. 73 et Gervais (*id.*), n° 55, p. 75.
117. Sur la Fédération internationale de laiterie : *Institutions de laiterie dans le monde*, I. I. A., 1934, p. 45 et s., Rome.

I. Ennemis de l'agriculture

118. Arrangement international pour la création à Paris d'un Office international des Epizooties. Statuts.
119. *Bulletin de l'Office international des Epizooties*, depuis 1927.
120. *Bulletin des renseignements agricoles et des maladies des plantes*, devenu en 1927, *Moniteur international de la protection des plantes*, depuis 1920, Rome, I. I. A.
121. Conférence internationale pour l'étude des Epizooties (compte rendu), Paris, mai 1921.
122. Convention internationale pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse, *Bulletin de l'O. I. V.*, mars 1931, p. 14.
123. Documentation sur la conférence internationale pour la protection des plantes, I. I. A., annexe n° 2 aux notes présentées à la session du Comité consultatif économique de la S. D. N., 6 mai 1929, Rome.
124. **Kératry**. — *Répression internationale des fraudes alimentaires* (35), mai 1911, p. 309.
125. **Leroy**. — « La protection internationale des appellations d'origine », communication faite au Comité international du commerce des vins, etc., le 13 janvier 1933.
126. **Leroy et Simard**. — « La conférence économique mondiale de Londres et la défense des produits vinicoles », communication (125), le 19 mai 1933.
« Le respect des marques et appellations d'origine aux E.-U. », communication (125), le 11 avril 1934.
127. **Massé**. — « Organisation des livres généalogiques dans le plan international », rapport au 16^e congrès international d'agriculture de Budapest, 1934.
128. **Paisant**. — *Sur la spéculation* (27), 1907, p. 168.
129. **Paisant**. — « De la protection internationale de la propriété industrielle », *Académie de droit international*, t. XXXIX, 1932.
130. **Pillet et Chabaud**. — *Régime international de la propriété industrielle*, Grenoble, 1911.
132. *Questions vétérinaires*, S. D. N., C. 633, M. 252, 1930, II, Genève. — A. 56, 1932, II.

133. **Rey.** — Rapport sur la météorologie agricole au congrès international de Venise, 1920.
134. **Riedl** (C. C. I.). — Rapport autrichien sur les dérogations à la clause de la nation la plus favorisée, 1931.
135. **Robrbeck.** — *Les assurances agricoles du monde au point de vue de la protection internationale de l'agriculture* (8), décembre 1933, p. 513 E.
136. **Vayssiére.** — *Lutte contre les sauterelles et son organisation internationale* (27), 1933, p. 801.

J. Crise agricole.

137. **Carson.** — *Malaise économique mondial* (34), 15 juillet 1932, p. 293.
138. C. I. A. Mémoire sur le programme de la C. M. E. de Londres adopté par l'assemblée générale de Berlin, les 19 et 20 mai 1933.
139. Conférences agricoles interalliées (comptes rendus), 1919.
140. Conférence économique internationale. Rapport définitif, C. E. I., 44, 23 mai 1927, Genève.
141. Conférence monétaire et économique. Projet d'ordre du jour annoté soumis par la conférence préparatoire des experts, C. M. E., S. D. N., C. 48, M. 18, 1933, II, Genève.
- 141 bis. *Journal de la C. M. E.*, Londres, 1933.
142. **Courtin et Fromont.** — *Essai sur la crise agricole* (36), 1932, p. 1084.
143. **Gautier, Hermès et Lindsay.** — *L'agriculture et la crise économique internationale*, S. D. N., Genève, 1927.
144. **Grégoire.** — *La crise agricole* (35), mars 1932, p. 591.
145. I. I. A. « L'agriculture et les résolutions de la C. E. I. », rapport présenté par le président de l'I. I. A. à la 1^{re} session du comité consultatif économique de la S. D. N., mai 1928. *Id.* Notes présentées à la 2^e session, 1929, Rome.
146. **Laur.** — L'agriculture et la C. E. I. de Londres, 1933.
— Mémoire sur le programme des travaux de la conférence monétaire et économique internationale de Londres, présenté à l'I. I. A., Brougg, 1933.
147. **Pavie.** — *Crise agricole mondiale* (34), 15 janvier 1933, p. 69.
148. **Rivière.** — *L'aspect agricole de la crise mondiale de surproduction*, 1929-1931, thèse, 1932.
149. S. D. N., *Crise agricole*, C. 239, M. 105, 1931, II B, Genève.
150. **Tibal.** — *Crise des états agricoles européens et l'action internationale*, 1931.
151. **Waller.** — *Signification du prix des grains du point de vue de l'origine et de la persistance de la crise* (35), mai 1933, p. 259.

K. Crédit, voir aussi 150.

152. **Aberdam.** — « Société internationale de crédit hypothécaire agricole », *Revue politique et parlementaire*, novembre 1931, p. 258.
153. **Boyazoglu.** — *Agricultural credit*, Londres, 1932.
154. **Cohen.** — *Le crédit hypothécaire international* (35), juillet 1931, p. 105.
155. **Costanzo.** — *But et organisation de la Société de crédit hypothécaire international* (8), décembre 1931, p. 385 E.
156. *Crédit agricole dans certains pays de l'Europe centrale et orientale*, S. D. N., F. 866 (1), 1931, Genève.
157. **Decharme.** — « L'inquiétude des agriculteurs », *Temps agricole*, 17 mai 1931.
158. **Dvorak.** — Rapport au comité fédéral de coopération européenne, Budapest, mai 1931.
159. **Egasse.** — *Sur le crédit agricole international* (34), février 1929, p. 181.
160. I. I. A. Protocole de la réunion convoquée par l'I. I. A. pour la création de la Banque internationale de crédit agricole. Acte constitutif. Convention et statuts, Rome, août 1931.
161. **Leblond.** — *Le crédit agricole international*, thèse, 1932.
162. **Minger.** — *Organisation internationale du crédit agricole à long terme* (28), n° 3, 1931, p. 30.
163. **Nathan.** — *Le crédit agricole international et le blé français* (33), 1931, p. 572.
164. **Poka-Pivny.** — *Crise agricole et crédit agricole international* (35), avril 1931, p. 63.
- 164 bis. *Id.* — *Documentation relative au crédit agricole international, recueillie par...*, I. I. A., Rome, 1930.
165. S. D. N. Société internationale de crédit hypothécaire international. Convention, charte et statuts approuvés par le conseil de la S. D. N. et signés le 21 mai 1931, C. 375, M. 155, 1931, II. A, Genève.
166. **Suvich.** — *Crédit agricole international* (30), août 1931, p. 283.
167. **Tardy.** — *L'organisation actuelle des établissements nationaux de crédit agricole et l'organisation du crédit agricole international*, Agen, 1926.
« *L'organisation technique du crédit agricole international* » (Rapport communiqué, reproduit dans 164 bis).
168. **Vimeux.** — « Sur le crédit agricole international », *Temps agricole*, 25 avril et 10 mai 1931.
« Le crédit hypothécaire international et le crédit agricole international », *Annales de la mutualité et de la coopération agricole*, mai et juin 1931, p. 308.
Crédit agricole international et crédit hypothécaire international (35), juillet 1931, p. 127.

169. **Yordanovitch.** — *L'organisation du crédit agricole*, thèse 1931.

L. Coopération, voir 4, 109, 145.

170. **Allen** (sir Th.) **et May.** — *New Zealand Produce Association Ltd* (29), VI, p. 55.

171. *Annuaire international du travail*, 6^e partie : « Organisations coopératives », B. I. T., 1933, Genève.

172. *Comité international des relations intercoopératives* (29), IX, p. 41.

173. Comptes rendus des trois conférences intercoopératives (1929-1930) et des trois premières réunions du comité international des relations intercoopératives (1931-1932).

174. **Hedberg.** — *Commerce de gros coopératif international*, 1926.

175. *Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé, des produits laitiers et de quelques autres produits agricoles*, B. I. T., C. E. I., 14, 1927, Genève.

M. Céréales, voir 41 et 146-150.

176. **Aberdam.** — « Mévente du blé et solidarité européenne », *Revue politique et parlementaire*, mai 1931, p. 222.

177. Accord polono-allemand sur le seigle (32), janvier 1934, p. 89. Voir aussi (29), IV, p. 9.

178. Actes de la conférence internationale du blé, préparatoire de la 2^e conférence mondiale du blé, Rome, I. I. A., 1931.

179. *Agriculture polonaise...* (28), n^o 3, juillet 1931. (La plupart des articles).

180. **Borsellino de Bussune.** — *Prix rémunérateur du blé et la 2^e conférence internationale du blé à Rome* (35), p. 411, août 1931.

181. **Bussot.** — *Le bloc des Etats agricoles et son programme* (36), 1933, p. 1545.

182. Conférence des représentants des gouvernements des Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale tenue à Bucarest, du 4 au 6 juin 1933 (32), juillet 1933.

183. Conférence des Etats exportateurs de blé à Londres (29), IV, p. 24.

184. Conférence internationale agricole de Varsovie, Varsovie, 1930.

185. **Delaisi.** — *Le problème international du blé* (35), avril 1931, p. 47.

186. **Dolérís.** — « Le maïs dans le monde », p. 11 du compte rendu (t. 1), du 1^{er} congrès international du maïs, Pau, 1930.

187. *Europe nouvelle* (33), numéro consacré au blé, 15 novembre 1930.

188. **Fernagut.** — *Redressement agricole par l'association professionnelle; l'exemple des producteurs de blé*, 1932.

189. **Fougère.** — *Cartel européen du blé* (30), octobre 1930, p. 336.
190. **Gautier.** — *La crise du blé et la S. D. N.* (33), 1930, p. 1293.
191. **Coscelski.** — *Le projet du Dr Laur sur l'organisation internationale du marché du blé et les pays agricoles* (32), avril 1933, p. 43.
192. **Hantos.** — *Les excédents agricoles des Etats danubiens* (34), 15 octobre 1933, p. 708.
193. **Hevesy.** — *Le problème mondial du blé*, 1934.
194. **Van Hissenhoven.** — *Le commerce international des grains*, Bruxelles, 1923.
195. **Lamor.** — *Problème national et international du blé*, 1931.
196. **Laur.** — « L'accord international du blé », *Bulletin du B. I. A.*, n° 4, 1933, Prague.
197. **Malcoms** (baron Bela). — « La convention européenne du blé, comme base de la réorganisation de l'économie mondiale », Rapport au congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
198. **Mullie.** — *Le problème du blé et la conférence préparatoire à Rome de la 2^e conférence du blé* (35), avril 1931, p. 86.
199. **Musset.** — *Le blé dans le monde*, 1923.
200. « Question du blé au point de vue international », *Actes de la 1^{re} conférence internationale du blé*, Rome, I. I. A., 1927.
201. Rapport de la conférence de Stresa pour la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale, présenté à la C. E. U. E., C. 666, M. 321, 1932, VII, Genève, 24 septembre 1932.
202. *Revue des agriculteurs de France*, session générale de la Société, avril 1931 (voir principalement les discours de Flandin Hallé, Nicolay).
203. **Robertson.** — « La production et le commerce du riz en Orient », *Bulletin mensuel de statistique agricole et commerciale*, p. 365 S, mai 1934, I. I. A.
204. **Rosciszewski.** — *Exécution de l'accord polono-allemand sur le seigle* (26), avril 1931, p. 20.
206. **Seulesco.** — *Coopératives et ententes agricoles pour la vente du blé*, 1931.
206. **Sirot.** — *Problèmes français du blé* (2^e partie, ch. V), 1934.
207. **Wojewodzl.** — *Projet d'un cartel international des producteurs de froment*, Varsovie, 1930.

N. Sucre.

208. **Borodaewsky.** — *L'industrie sucrière mondiale et la Tchécoslovaquie* (34), novembre 1929, p. 314.
209. **Chevalier.** — Article sur le sucre (37), n° 32, 1929, p. 346.
210. Circulaire hebdomadaire du Comité central des fabricants de sucre de France, depuis 1931.

211. C. I. B. E. Comptes rendus ou rapports et résolution des 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e congrès internationaux.
212. C. M. E. Projets cubains et du conseil international du sucre, 1933, Londres.
213. Geerligs. — « L'énigme du sucre », *Monde nouveau*, mai et juin 1931, p. 265.
214. Geerligs, Litch et Mikusch. — Memoranda préparés pour le Comité économique, par..., S. D. N., C. 148, M. 57, 1929, II.
215. Humnicki. — « Le plan de stabilisation Chabdourne et ses conséquences », rapport à la C. I. B. E., 1932.
— « La situation internationale du sucre », *id.*, 1934.
216. *Marché du sucre et plan Chabdourne*, supplément au *Bulletin Quotidien* du 7 avril 1932.
217. *Problème du sucre* (30), octobre 1929, p. 626.
218. *Production et consommation : le cas du sucre* (30, mai 1933, p. 3.
219. S. D. N. *La situation mondiale du sucre*, C. 303, M. 104, 1929, II, Genève.
220. Taudière. — « La production organisée par la profession », *Revue politique des idées et des institutions*, 30 mai 1934, p. 443.

O. Vin, voir aussi 116, 125, 128.

221. *Annuaire international du vin*, depuis 1929.
223. *Bulletin international du vin*, organe de l'O. I. V., depuis 1928.
223. Callerot. — « Comment faciliter l'écoulement de l'alcool produit par l'agriculture », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
224. « Comité international du commerce des vins, bières, cidres, spiritueux, liqueurs, industries annexes », *Revue Mondiale*, 28 juin 1928.
225. Conférence internationale des pays exportateurs de vin. Procès verbaux des 1^{re} et 2^e sessions, Paris, 1923 et 1924.
226. Conférence internationale du Vin, Paris, 1932.
227. Congrès international de la Vigne et du Vin, Bordeaux, 1928.
228. Dienty. — « La rationalisation de la viticulture envisagée au point de vue des frais de production et de la qualité des produits », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
229. Douarche. — *Crise viticole mondiale*, 1930.
— *La question du Vin et la C. M. E. de Londres*, 1933.
— « La limitation de plantation des vignobles », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.

230. **Felcourt** (de). — *Le problème viticole et l'O. I. V. à la conférence de Londres* (35), mars 1934.
231. **Leroy**. — *Le Vin : réglementation de la production et du commerce vinicoles*, 1925.
232. **Odobestiano**. — « Organisation du commerce du vin dans les relations internationales », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
233. O. I. V. Statuts et règlements. Procès-verbaux des sessions du 5 décembre 1927 et des 14 et 15 mars 1928.
234. **Railhac**. — *L'Office international du Vin*, thèse Montpellier, 1928, Lyon.
35. S. D. N. Houblon, E. 767 (1). Rapport de la délégation du Comité économique à la suite de la réunion d'experts en matière de houblon, 22 et 24 février 1932, Genève.

P. Fruits et Légumes.

236. Conférence internationale du Fruit-Aliment. Compte, rendu, 1933, Paris.
237. Congrès internationaux des fruits et primeurs (rapports). Bourse de commerce de Strasbourg, 1928 et 1929.
238. Fédération horticole professionnelle internationale (Orléans). Statuts. Comptes rendus des congrès de 1929 (Gand) et 1931 (Berlin).
239. **Van Haastert**. — « Importance de l'industrie des conserves pour l'agriculture », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
240. « Marché international des fruits et légumes », *L'association agricole*, n^o 20, 23 mai 1933.
241. **Perrot**. — *Un voyage d'études en Italie, à l'I. I. A. et au pays des agrumes*, 1932.
242. **Voicu**. — « Comment l'industrie des conserves pourrait aider l'agriculture dans l'état actuel de surproduction », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.

Q. Viande et graisses

243. Accords internationaux sur l'exportation des peaux et des os, S. D. N., 1928.
244. **Baillaud**. — « La situation statistique mondiale des matières grasses », *Bulletin des matières grasses*, Institut colonial-Marseille, numéros septembre à décembre 1933 et février et avril 1934.
245. Congrès international des oléagineux, Paris, 1931.
246. « Convention pour le marquage des œufs dans le commerce international », *Recueil des principaux textes et documents relatifs à la protection des appellations d'origine*, janvier 1933.

247. Convention internationale pour la protection des dénominations de fromages et l'unification des méthodes d'analyse, Rome, juin 1930, I. I. A.
248. Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons d'analyse des fromages, Rome, avril 1934; I. I. A.
249. Festy. — *Les Etats-Unis vont-ils devenir pays importateur de viande?* (36), 1929, p. 87.
250. *Industrie de la viande sur le continent sud-américain* (8), décembre 1929, E.
251. Jutla. — « L'organisation du commerce du lait et des produits laitiers », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
252. Laur. — *Organisation de la production et de la vente des graisses alimentaires* (29), XII, août 1934, p. 86.
253. « Œufs et leur commerce international », *Bulletin du Comité technique de l'alimentation*, supplément du 15 novembre 1929.
254. « Projet de résolution tendant à mieux discipliner le marché du beurre adopté par la C. M. E. » dans *Bulletin mensuel d'informations et de documentation sur la production du lait et de ses dérivés*, n° 61, août 1933.
255. Radulovici. — « Organisation du commerce international d'animaux au point de vue des intérêts des pays agricoles danubiens », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
256. Richelet. — *L'Office international de la viande*, Levallois-Perret, 1930.
257. Stewat et Whalin. — *Commerce international des fèves de soya et de leurs sous-produits* (35), juin 1933, p. 543.
258. Taussig. — *La production animale, le commerce des produits animaux et la crise économique mondiale* (8), juillet 1934, p. 265 E.
259. Tibor de Péchy. — « L'organisation du marché international du bétail », rapport au XVI^e Congrès international d'agriculture, Budapest, 1934.
260. Wrenn. — *International trade in meats and animal fats*, Washington, 1925.

R. Bois.

261. Crespel. — *Marché du bois et son organisation internationale*, thèse, 1933.
262. Dolézal. — *Rapport sur le bois*, E. 519, S. D. N., 1929, Genève.
263. Fournier-Marcigny. — « La politique du bois », *Journée Industrielle*, 19 juillet 1934.

264. **Glesinger.** — *Le bois en Europe*, 1932.
265. « Il nous faut une politique du liège », *Journée Industrielle*, 18 avril 1925.
266. *Organisation internationale du marché du bois* (30), octobre 1934.
267. « Problème forestier », Congrès international de Grenoble, 1925, 1926.
268. *Revue internationale du bois*, depuis janvier 1934.
269. S. D. N. Bois, E. 777, C. E. Rapport de la délégation du Comité économique à la suite de la réunion des experts en matière de bois, 25 et 27 avril 1932, Genève.
270. **Wrede.** — « Les effets de la crise économique actuelle sur le commerce international du bois », *Bulletin périodique de la Société belge d'études et d'expansion économiques*, n° 89, juin 1933, p. 160.

S. Textiles, voir aussi 18.

271. **Bloud.** — *Le problème colonnier et l'A. O. F. Une solution nationale*, 1925.
272. Conférences internationales lainières. Comptes rendus depuis 1927.
273. **Garside.** — *La situation actuelle du coton : nécessité de réduire sa production* (30), août 1931, p. 247.
274. **Hemptinne** (Cte J. de). — *Fédération internationale cotonnière* (35), avril 1926, p. 19.
275. *Industrie du coton*, C. E. I., septembre 1927, S. D. N., Genève.
276. *L'industrie textile*, depuis 1930.
277. *International Cotton Bulletin*, depuis 1922, Manchester.
278. **Johnson.** — *Cotton and its production*, Londres 1926.
279. **Lazarkevitch.** — *Le lin*, 1925.
280. **Macara.** — *Conférence du coton* (35), février 1921, p. 216.
281. *Marché mondial du coton*, supplément au *Bulletin Quotidien* du 26 septembre 1934.
282. **Peltzer.** — « Laine et crise », *Bulletin périodique de la Société belge d'études et d'expansion économiques*, n° 92, mars 1934.
283. « Production mondiale et marché du lin », *Bulletin Quotidien* du 18 mars 1930.
284. *Projets cotonniers aux Etats-Unis* (34), 15 octobre 1931, p. 219.
285. **Rives.** — « Les industries de la laine », *Journal officiel*, annexe du 26 avril 1932.
286. **Rousiers** (de). — *Les industries textiles*, 1925.
287. *Situation internationale de la laine. Réforme économique*, 15 août 1934.
288. **Todd.** — *The marketing of cotton*, Londres, 1934.
289. **Zischka.** — *La guerre secrète du coton*, 1934.

T. Produits tropicaux. Généralités

290. **Angoulvant.** — *Les Indes Néerlandaises. Leur rôle dans l'économie internationale*, 1926.
291. *Annuaire économique colonial*, 1932, Marseille.
292. **Buffandeau.** — « Les grandes productions d'Extrême-Orient et la crise », *Le Monde nouveau*, numéro spécial sur l'Extrême-Orient, 1934.
293. **Cayla.** — « Les tendances actuelles de l'agriculture tropicale », *Revue politique et parlementaire*, août 1930, p. 259.
294. Congrès international d'agriculture tropicale et subtropicale (6^e), Paris, 1931. Compte-rendu.
295. **Derode.** — *Valorisations brésiliennes*, thèse, 1914.
296. *Revue internationale des produits coloniaux*, depuis 1926.

Cacao. Voir aussi (38) *passim*.

297. *Grands produits de l'A. O. F. : cacao*, 1931.
298. Memorandum présenté au sujet du cacao par la délégation du Royaume-Uni, S. D. N., C. M. E., C. E. 92, Londres, le 17 juillet 1933.
Voir aussi documents C. M. E., C. E., 37, 48, 51, 97, 105 (résolution du sous-comité).
299. **Peyret.** — Article sur le cacao », *Journée industrielle*, 1^{er} juillet 1934.

Café.

300. **Burton.** — *Défense permanente du café* (35), mars 1930, p. 122.
301. **Bynum.** — *International trade in Coffee*, Washington, 1926.
302. Congresos internacionales de agricultura tropical, sub-tropical y del café, Sevilla, 1929. Ministerio de agricultura, Buenos Aires, septembre 1930.
303. **Fauchère.** — *Le café. Production, préparation, commerce*, 1927.
304. Proposition de la délégation brésilienne, S. D. N., C. M. E., C. E. 19, Londres, 21 juin 1933 et C. M. E., C. E. 83, Londres, 14 juillet 1933.
Voir aussi C. M. E., C. E. 103 (résolution du sous-comité).
305. **Regray.** — *Bilan de protection agricole. Café*, 1933.
Brésil, café, 1934, Le Havre.
306. *Surproduction du café* (30), janvier 1931, p. 53.
307. « Valorisation du café au Brésil », *Economiste agricole*, Ottawa juillet, août, septembre 1933.

Caoutchouc.

308. *Contre la surproduction du caoutchouc* (30), octobre 1930, p. 373.

309. **Decrais**. — « L'accord international sur le caoutchouc », *Je suis partout*, 12 mai 1934, p. 10.
310. **Le Fèvre**. — *L'épopée du caoutchouc*, 1927.
311. **Macedo Soares**. — *Le caoutchouc*, 1928.
312. « Problème du caoutchouc », mars 1933. Société d'études et d'informations économiques (Soliva).
313. « Réglementation de la production du caoutchouc », *Information*, 1^{er} mai 1934.
314. *Revue générale du Caoutchouc* (Supplément économique et financier), depuis 1931.
315. **Tard**. — *Economie et politique du caoutchouc*, 1928.

Thé. Voir aussi (38) *passim*.

316. **Hung-Fu**. — *Géographie du thé*, Lyon, 1932.
317. Memorandum de la délégation du Royaume-Uni, C. M. E., C. E. 111, Londres, 24 juillet 1933.
318. « Problème du thé », avril 1933. Société d'études et d'informations économiques (Soliva).

Divers.

319. Poivre, article de l'Heureux et Duchesne, Congo, décembre 1931, p. 641, Bruxelles.
320. Quinquina. **Gondard**. — *La Hollande, le quinquina indonésien et la quinine* (296), avril et mai 1927.
Perrot. — *Quinquina et quinine*, 1926.
322. Tabac. Opium. Voir 7 et 10 *passim*.
Marché mondial du tabac (8), E. novembre et décembre 1928, janvier 1929.
Le tabac à Stresa, p. 21, C. 666, M. 321, 1932, VII (C. E. U. E, 77), Genève.
322. Vanille, article de Meunier (296), novembre 1927, p. 387.

U. Action sociale, voir 4, 95, 98, 104, 106, 108, 112, 114.

323. *Année sociale*, B. I. T., 1930, 1931, 1932, 1933, Genève.
324. *Bulletin de la Commission internationale pour l'embellissement de la vie rurale*, depuis 1929, Louvain.
325. **Caillère**. — « La mécanoculture en Europe », *Technique agricole internationale*, 1931, n° 3, Rome.
326. Conférence européenne d'hygiène rurale. Compte rendu, 1931, S. D. N., Genève.
327. Conférence internationale du travail, 3^e session, Genève, 1931.
328. Conférences des organisations féminines rurales (8), juillet 1930, p. 262 E. et juin 1932, p. 178 E.
329. Congrès international (1^{er}) des syndicats des travailleurs de la terre, B. I. T., série K, n° 1, 1920, Genève.

330. Congrès international (1^{er}) des syndicats chrétiens des travailleurs de la terre, B. I. T., série K, n° 7, 1921, Genève.
331. Dossiers d'action rurale féminine, depuis 1931.
332. **Duncan**. — « Nouvelle politique sociale en agriculture », *Revue internationale du travail*, février 1932, Genève.
333. **Graffiau**. — *Rapport sur l'exode rural* (324), n° 11.
334. **Keranflech Kernezne** (Clesse de). — *La vie et les œuvres de la campagne*, 1920.
— *La Femme de la campagne*, 1933.
335. **Legouis**. — *Les problèmes d'émigration devant l'opinion mondiale* (35), octobre 1926, p. 56.
336. « Logement des salariés agricoles », *Revue internationale du travail*, mars 1932, p. 389, Genève.
337. **Matthael**. — « Développement de la mécanoculture », *Revue internationale du travail*, mars 1931, p. 350, Genève.
338. Projets de conventions et de recommandations adoptés par la Conférence internationale du travail, de 1919 à 1932, Genève, 1932.
339. **Funtoni**. — *Problèmes économiques et sociaux de l'agriculture discutés à la Conférence européenne d'hygiène rurale* (8), novembre 1931, p. 355 E.
340. Rapports du B. I. T. pour l'assurance-maladie (1929); la suppression des bureaux de placements payants (1933); l'assurance-invalidité, vieillesse, décès (1933); l'assurance-chômage (1934), Genève.
341. Rapport du coût du travail agricole au coût total de la production dans l'agriculture. Documentation pour la C. E. I., B. I. T., Genève, 1926.
342. Rapport technique sur les questions agricoles, Genève, 1921, 3^e session de la C. I. T.
343. **Troude**. — « Conséquences sociales du perfectionnement des techniques agricoles », 4^e semaine internationale du machinisme à la ferme, Lausanne, 1932, p. 22.

V. Action politique.

344. **Baade**. — *L'Internationale Verte* (35), juin 1928, p. 423.
345. **Boret**. — *Pour ou contre la terre*, 1929.
— « Vers une internationale agraire », *Nouvelle Revue*, 1^{er} novembre 1922, p. 5 et 15 novembre 1925, p. 25.
346. *Bulletin du B. I. A.*, depuis 1925, Prague.
347. Conférence internationale paysanne, Moscou, 1923.
- 347 bis. Conférence paysanne internationale Moscou, 1927, Berlin, 1928.
348. **Gargos**. — *De l'I. I. A. à l'Internationale, Verte* (37), n° 32, p. 381.
349. **Miglioli**. — *Una storia e un'idea*, Turin, 1926.
— *Collectivisation des campagnes soviétiques*, 1934.
350. **Strakosch**. — Voir (23), ch. XII, § 4, *Das internationale Agrar Institut in Moskau*.

INDEX

Les chiffres renvoient aux numéros. Le signe (n) indique qu'il faut se reporter à la note du numéro indiqué.

- ACCIDENTS, 60, 268.
 Agraïres (questions), 17, 54, 116, 145, 149, 262, 287-293.
 ALCOOL, 192, 194, 197, 202, 203.
 AMÉLIORATION de la vie rurale, 65, 71, 276-286, 290, 297bis.
 ANALYSE (voir Falsifications).
 APICULTURE, 82.
 APPELLATIONS d'origine, 38, 41, 102-110, 194, 197, 198, 216.
 Aromatiques (plantes), 210.
 Association (droit d'), 272.
 ASSOCIATIONS, 9, 10, 17, 19, 22, 29, 40, 50, 56, 139, 148, 182, 204, 209, 278, 285, 287.
 Assurance, 23, 99, 150.
 ASSURANCES SOCIALES, 62, 71, 268-269, 275.
 AUTARQUIE, 119, 120, 295.
 AVOINE, 171, 176, 178.
 BALEINE, 218, 220.
 BÉTAIL (voir ELEVAGE, VÉTÉRINAIRE, VIANDE).
 BETTERAVE, 17, 77, 80, 128, 180-189bis.
 BEURRE (voir LAIT).
 BIÈRE (voir HOUBLON).
 BLÉ, 38, 48, 77, 80, 100, 123, 128-130, 133, 137, 155, 158, 162, 163-175, 178, 179, 294, 297.
 BOIS, 48, 222-226.
 B. I. T., 15, 31, 33, 50-53, 66, 67, 85, 153, 264-276, 280, 281, 289, 295.
 BUREAUX de placement, 273.
 CACAO, 48, 91, 133, 243-245.
 CAFÉ, 48, 81, 130, 133, 137, 239-242, 256 (n), 294.
 CAMPBRE, 261.
 Canne à sucre, 80, 180-189bis.
 CAOUTCHOUC, 81, 123, 137, 254-260.
 CÉRÉALES, 8, 100, 113, 159, 161, 163-179, 202, 213.
 CHANVRE, 159, 231-232.
 CHOMAGE, 265, 273-275, 289.
 CINÉMA, 279.
 Coalition (droit de), 272.
 COCA, 252.
 COLONIES, 4 (n), 31, 77, 81, 93, 180, 219, 234, 238, 291.
 COMMERCE, 41, 43, 44, 60bis, 64, 65, 114, 116, 119, 123, 131-132, 144, 150, 151, 156, 164, 175, 176, 183-185, 189, 189bis, 190, 192, 194, 198, 205-209, 211-217, 219, 222-227, 230-233, 239, 240, 242, 245-249, 251, 252, 255-260, 294, 299.
 Commerciale (organisation), 18, 20, 100, 120, 126, 133, 145, 159, 168, 169, 281.
 C. I. A., 3, 4, 6-19, 20, 45, 54, 60bis, 66-72, 77, 80, 85, 86, 89, 90, 92, 100, 103, 103bis, 109, 114, 144, 153, 154, 172, 195, 215, 220, 221, 283-285, 288-290.
 COMMUNISME, 291-293.
 COMPTABILITÉ, 71, 127, 281.
 CONSERVES, 130, 206.
 CONSOMMATION, 102, 109, 121, 132, 133-134, 135, 136, 140-142, 151-154, 163, 164, 173, 174, 180-186, 189bis, 193-196, 198-203, 205-209, 211, 212, 214, 217, 218, 220, 222, 223 (n), 225, 228, 231, 234-237, 239-242, 244-249, 251, 253, 254, 256-260, 263, 297.
 Contrats collectifs, 266.
 COOPÉRATION, 2 (n), 12, 16, 23, 42, 44, 66, 71, 123, 126, 131, 146, 148, 149, 150-161, 165, 197, 215, 275, 281, 291, 292.
 COTON, 130, 219, 233-237, 294.
 CRÉDIT, 6, 23, 38, 44, 48, 65, 70, 71, 123, 125, 126, 143-149, 150, 169, 171, 197, 233, 252, 256 (n), 262, 265, 267.

- CRISE**, 6, 8, 18, 48, 64, 65, 100, 114, 115-161, 162, 167, 172, 183, 184, 186, 196-198, 218, 220, 222, 223, 225, 227, 241, 247, 258, 264, 281, 294-297.
DÉCÈS, 268, 269.
DOCUMENTATION, 4, 7, 23, 24, 37, 44, 53, 56, 84, 85-86, 143, 146, 193, 201, 230, 264, 278, 285, 288, 289, 293, 297bis.
Douanières (questions), 64, 90, 97, 113-114, 122, 135, 146, 167, 169, 171, 175, 180, 192, 193, 198, 203, 204, 207, 213, 221, 223, 226, 228, 242, 245, 249, 251, 255, 295.
Durée du travail, 53, 263, 265.
ELEVAGE, 82, 103bis, 153, 217.
EMIGRATION, 8, 274, 287.
ENFANTS, 263, 267, 269, 271, 277, 281, 283, 284.
ENGRAIS, 75, 125, 126, 155, 157, 159.
ENSEIGNEMENT, 70, 71, 271, 278, 279, 280-281, 284.
EPICES, 238.
EPIZOOTIES, 20, 79, 95-98.
EXODE RURAL, 8, 65, 117, 262, 265, 267, 276, 278, 284, 287.
EXPOSITIONS, 1, 3 (n).
FALSIFICATIONS, 4, 8, 38, 109-112, 194, 198, 216, 277.
FEMMES, 263, 269, 270, 277, 283-286.
FRAUDE, 20, 102-112, 191, 193, 194, 196-198, 209, 216.
FROMAGES, 38, 83, 107, 111, 214, 216.
FRUITS (voir aussi HORTICULTURE), 155, 156, 198, 202, 205-210.
Génie rural, 73.
GRAISSES, 214, 218-220.
HORTICULTURE, 4 (n), 80, 103, 204-210.
Houblon, 48, 107, 192, 199-201, 203.
HYGIÈNE, 48, 71, 109, 194, 198, 203, 208, 252, 276-277, 278, 284.
INSECTES, 79, 92-93, 113.
I. I. A., 5, 8, 9, 13, 20-40, 41, 45-47, 55, 65, 69-73, 75-85, 89-94, 99-101, 143, 144, 146 (n), 149, 150, 165, 169, 172, 174, 193, 195, 210, 212, 215-217, 220, 224, 276, 280, 288-290.
INVALIDITÉ, 268, 269.
LAINES, 227-229.
LAIT, 4 (n), 48, 83, 130, 155, 156, 160, 214-216, 218, 220, 277.
LEGISLATION, 28, 37, 146 (n), 147, 154, 155, 276.
Légumes (voir FRUITS HORTICULTURE).
LIÈGE, 226.
LIN, 219, 232.
LOGEMENT, 267, 276.
MAIS, 80, 171, 176, 178.
MALADIE, 62, 268, 269, 277, 278.
MATHE, 250.
MÉCANIQUE, 4 (n), 74, 125, 126, 262, 263, 292.
Médicinales (plantes). Voir AROMATIQUES.
MÉTÉOROLOGIE, 78, 88.
Monétaires (problèmes), 6, 114.
ŒUFS, 38, 82, 155, 217.
OISEAUX, 4, 8, 94.
OLÉAGINEUX, 209, 218-220.
OLIVIER, 80, 92, 209, 219.
OPILM, 252.
Organisation scientifique du travail, 67, 71, 73, 262.
ORGE, 171, 176, 178, 199.
OS, 48, 221.
OUVRIERS, 51, 54, 61, 262, 263-275, 281, 287, 289, 291.
PAIX, 287, 294, 300.
PATRONS, 60, 266-269, 273-275.
Peaux (voir os).
PHYLOXÈRE, 2, 87, 92.
PHYTOPATHOLOGIE, 2, 8, 9, 23, 38, 79, 89-91, 197, 204.
Politique (action), 287-293.
Pomme de terre, 77, 92, 207.
PRESSE, 70, 282, 288, 289.
PRIX, 117, 118, 122, 123, 126-128, 138, 140, 145, 163, 165, 166, 170, 173, 175, 177, 178, 181, 182, 185, 186, 189, 191, 200, 201, 204, 211, 214, 215, 217, 223, 225, 227, 228, 232-236, 238, 240, 241, 243-245, 247, 249, 251, 253-260, 281, 294.
PRODUCTION, 44, 48, 50, 116, 117, 121-123, 125-132, 133-138, 140-142, 144, 145, 149, 150, 163-166, 172-175, 180-191, 193, 196, 197, 199-202, 204-206, 209-215, 218, 219, 222, 223, 225-237, 239-249, 251-261, 265, 268, 272, 290, 294, 295, 297.
PROHIBITION, 191, 192, 198, 199, 221, 241.
PROPRIÉTÉ AGRICOLE, 102-110, 204.
QUININE, 253.
RAISIN, 197, 198, 208.
RIZ, 4 (n), 175, 179, 256.
SALAIRES, 23, 126, 133, 266, 269.
SAUTERELLES, 38, 98.

- SCIENCE, 30, 37, 40, ~~68-84~~, 87 (n), 96, 144, 181, 195, 198, 216, 224, 225, 229, 245, 265, 271, 275, 279-282, 297*bis*.
- Science du sol, 17, 72.
- SEIGLE, 171, 175, 176 177.
- SÉLECTION, 77, 102-103*bis*.
- SEMENCES, 76, 249.
- S. D. N., 14, 31, 33, 34, 41-49, 50, 65, 84-86, 97, 98, 101, 107, 114, 122, 123, 139, 144, 146 (n), 149, 152, 167, 169, 171, 172, 184, 189, 189*bis*, 195, 198-200, 203, 207, 212, 215, 224, 225, 228, 237, 241, 245, 251-253, 276, 288, 289, 293, 299.
- SOIE, 111*bis*, 230.
- SPÉCULATION, 20, 100-101, 215, 233,, 260.
- STATISTIQUE, 3, 8, 23, 24, 28, 31, 34, 37, 41, 71, 100-101, 154, 224, 225, 229, 293, 294.
- STOCKS, 130, 131, 133, 135, 142, 169, 174, 175, 185, 186, 189*bis*, 200, 201 227, 228, 233, 236, 243-245, 247, 249, 251, 255, 260.
- SUCRE, 5, 48, 80, 100, 123, 133, 180-189*bis*, 202.
- Sylviculture, 4 (n), 31, 80, 129, 224.
- SYNDICATS, 54, 60, 60*bis*, 150, 151, 152, 204.
- TABAC, 107, 251.
- Technique (voir SCIENCE).
- TEXTILES, 227-237.
- TEË, 123, 246-250.
- TRAVAIL, 12, 15, 50, 52, 262-275.
- VÉTÉRINAIRES (conventions), 8, 48, 79, 95-98, 213.
- VIANDE, 83, 98, 130, 160, 161, 211-213, 218, 228.
- VIEILLES'E, 268, 269.
- VIGNE, 2, 4 (n), 80, 190-199.
- VIN, 38, 48, 80, 104-107, 111, 133, 190-199, 202, 203, 205.

TABLE DES MATIÈRES

Numéros		Pages
	Table des abréviations	
1-5	Introduction	1
6-84	PREMIERE PARTIE. — Les principales Institutions Internationales agricoles. Historique. — Constitution. — Fonctionnement. — Résultats	7
6-19	<i>Chapitre premier. — La Commission Internationale d'Agriculture</i>	9
6-7	Section 1. — Constitution	9
8-9	Section 2. — Fonctionnement de 1890 à 1927	10
10-12	Section 3. — Nouvelle organisation	12
13-16	Section 4. — Relations avec les institutions internationales : Institut international d'agriculture, Société des Nations, Bureau international du Travail, Alliance coopérative internationale	14
17-19	Section 5. — Importance de la Commission internationale d'agriculture	17
20-40	<i>Chapitre II. — L'Institut international d'agriculture</i>	19
20-23	Section 1. — L'idée de D. Lubin et sa réalisation	19
24-28	Section 2. — Organisation et fonctionnement	21
29-32	Section 3. — Les nouveaux organes de l'Institut international d'agriculture	24
33-35	Section 4. — Situation de l'Institut international d'agriculture parmi les institutions internationales	26
36-40	Section 5. — Rôle et importance de l'Institut international d'agriculture	28
41-67	<i>Chapitre III. — L'agriculture et les grandes institutions internationales</i>	31
41-49	Section 1. — La représentation des intérêts agricoles à la S. D. N. — Compétence de la S. D. N.; la Conférence internationale économique de 1927. — Les agriculteurs à la S. D. N. — L'action de la S. D. N. en matière agricole	31
50-63	Section 2. — Les travailleurs agricoles et le Bureau international du Travail. — Compétence. — Organes permanents du Bureau international du Travail et préparation des Conférences internationales du Travail. — La représentation des agriculteurs aux Conférences internationales du Travail	36

Numéros		Page
60bis	La Confédération internationale des Syndicats agricoles	43
64-67	Section 3. — L'étude des questions agricoles par : la Chambre de commerce internationale, la conférence parlementaire internationale du commerce, l'Alliance coopérative internationale, l'Institut international d'organisation scientifique du travail.....	45
68-84	Annexe. — Science et technique : les institutions internationales	49
85-293	DEUXIEME PARTIE. — L'action internationale en agriculture. De la théorie à la pratique.....	61
85-86	<i>Chapitre préliminaire. — Nécessité de la documentation.....</i>	63
87-261	Titre premier. — L'action économique. L'organisation internationale de la production et de la vente.....	65
87-114	Première subdivision. — Les ennemis permanents de l'agriculture et les moyens de les combattre.....	67
88-99	<i>Chapitre premier. — Les ennemis de la production</i>	69
88	Section 1. — Météorologie agricole.....	69
89-98	Section 2. — La lutte contre les ennemis des plantes et des animaux. — Action phytopathologique. — Lutte contre les insectes, protection des oiseaux. — Lutte contre les épizooties; conventions vétérinaires.....	70
99	Section 3. — Réparations des dommages subis (assurances internationales)	80
100-114	<i>Chapitre II. — Les ennemis de la vente.....</i>	82
100-101	Section 1. — La spéculation.....	82
102-112	Section 2. — La fraude. — La propriété agricole. — Protection des nouveautés. — Appellations d'origine — Falsifications des denrées alimentaires : conditions de la lutte.	84
103bis	Livres généalogiques	86
111bis	Soie et viscose	94
113-114	Section 3. — Politique douanière et monétaire.....	94
115-161	Deuxième subdivision. — La crise agricole. Causes et effets. L'action internationale et ses résultats.....	99
116-120	<i>Chapitre premier. — La crise agricole d'après-guerre</i>	101
121-142	<i>Chapitre II. — La lutte contre la crise. Les conditions d'une action internationale</i>	106
121-124	Section 1. — Mesures proposées	106
125-134	Section 2. — Organisation de la production et de la vente. — Diminution des frais de production. — Diminution de la production. — Organisation du commerce international. — Accroissement de la consommation.....	108
135-142	Section 3. — Nécessité et conditions de l'action internationale	116
143-149	<i>Chapitre III. — Le crédit agricole international.....</i>	123

Numéros		Pages
143	Section 1. — Origine de l'idée	133
144-146	Section 2. — Evolution de l'idée	123
147-148	Section 3. — Société internationale de Crédit hypothé- caire agricole	128
149	Section 4. — Crédit agricole à court terme	131
150-161	<i>Chapitre IV. — Coopération</i>	133
150-151	Section 1. — Historique. Divers rôles de la coopération dans le plan international	133
152-155	Section 2. — Etude de la coopération par les institutions internationales	134
156-161	Section 3. — Quelques exemples d'organisations interna- tionales de coopératives. — Relations entre coopérati- ves agricoles. — Agences ou entreprises mixtes	138
162-261	Troisième subdivision. — L'action spéciale à chaque pro- duit	141
163-179	<i>Chapitre premier. — Les céréales</i>	143
163-175	Section 1. — Le blé et les céréales en général. — Situation dans le monde en 1927. — Action internationale de 1927 à 1931. — De 1931 à l'accord international du blé. — L'acte final du blé, résultats et insuffisances	143
176-179	Section 2. — Seigle, orge, avoine, mias, riz	159
180-189 <i>bis</i>	<i>Chapitre II. — La canne, la betterave et le sucre</i>	162
180-183	Section 1. — Importance comparée du sucre de canne et du sucre de betterave	162
184-185	Section 2. — Les préliminaires et la conclusion du plan Chadbourne	165
186-189 <i>bis</i>	Section 3. — Conséquences du plan : tentatives pour un accord plus vaste	168
190-203	<i>Chapitre III. — La vigne et le vin. Le houblon et la bière, l'alcool, la prohibition</i>	172
190-198	Section 1. — Importance de la vigne et du vin dans le monde	172
	Section 2. — L'action et les institutions internationales	173
	Section 3. — Crise viticole : moyens d'y remédier ...	177
199-201	Section 4. — Bière et houblon	180
202-203	Section 5. — Alcool. Prohibition	181
204-210	<i>Chapitre IV. — Fruits et légumes. Produits horticoles</i>	184
204	Section 1. — F. H. P. I.	184
205-206	Section 2. — Relations entre importateurs et exporta- teurs	185
207-210	Section 3. — Propagande internationale pour la consom- mation	186
211-221	<i>Chapitre V. — Bétail et produits animaux</i>	188
211-213	Section 1. — Bétail et viande	188
214-217	Section 2. — Produits laitiers (lait, beurre, fromages), Œufs	190

Numéros		Pages
218-220	Section 3. — Problème des graisses.....	195
221	Section 4. — Cuirs, os, fourrures.....	198
222-226	<i>Chapitre VI. — Production forestière : le bois.....</i>	199
222-223	Section 1. — Forêts et bois dans le monde.....	199
224-225	Section 2. — L'action internationale et le bois (précédents; la crise et l'action internationale).....	201
226	Section 3. — Le liège	203
227-237	<i>Chapitre VII. — Textiles.....</i>	205
227-230	Section 1. — Textiles d'origine animale. — La laine (crise, les éleveurs et la crise, la Fédération internationale lainière), la soie.....	205
231-237	Section 2. — Textiles d'origine végétale, le lin et les textiles secondaires, le coton (action nationale pour la production ; Fédération internationale cotonnière; restriction de la production; difficultés et tentatives d'action internationale)	209
238-253	<i>Chapitre VIII. — Produits tropicaux</i>	215
239-242	Section 1. — Café (politique brésilienne, problème mondial et tentatives de solution).....	215
243-245	Section 2. — Cacao (situation et tentatives d'avant guerre, développement de la production et prix, projets d'entente internationale)	219
246-250	Section 3. — Thé (production et commerce; crise, restrictions de la production, mathé).....	221
251-253	Section 4. — Tabac, opium, quinine.....	225
254-251	<i>Chapitre IX. — Le caoutchouc</i>	228
255	Section 1. — De la valorisation du Brésil à la fin du plan Stevenson	228
256-258	Section 2. — Du plan Stevenson à l'accord international de 1934 sur le caoutchouc (Causes de l'échec du plan Stevenson. — Tentatives d'accord. — Nouveaux éléments de la production et du commerce et l'évolution des esprits)	230
259-260	Section 3. — L'accord international du caoutchouc	233
261	Section 4. — Le camphre.....	236
262-293	<i>Titre II. — L'action politique et sociale</i>	237
262-286	<i>Chapitre premier. — L'action sociale</i>	239
264-275	Section 1. — Amélioration du sort de l'ouvrier agricole (durée du travail, conditions du travail, protection de la femme et de l'enfant, droit d'association et de coalition, recrutement des travailleurs et chômage)...	240
276-286	Section 2. — Amélioration de la vie à la campagne. (Conférence européenne d'hygiène rurale. Commission internationale d'embellissement de la vie rurale. Office	

Numéros		Pages
	international d'enseignement agricole. Secrétariat professionnel agricole féminin).....	250
287-293	<i>Chapitre II. — L'action politique</i>	259
287-290	Section 1. — Internationale agraire. Buts d'une internationale agraire. Conceptions de M. Boret. — Bureau international agraire. — Union parlementaire internationale agricole	259
291-293	Section 2. — Internationale communiste	264
294-300	Conclusion.	269
	Bibliographie	279
	Index.	297

